

André Raymond  
Grandes villes  
arabes à l'époque  
ottomane



E  
VII  
223

LA BIBLIOTHÈQUE ARABE

Sindbad

LA BIBLIOTHÈQUE ARABE

Collection Hommes et sociétés

Jacques Berque  
*De l'Euphrate à l'Atlas*

Ulémas, fondateurs, insurgés du Maghreb

Moncef Chelli  
*La parole arabe*

Claude Michel Cluny  
*Dictionnaire des nouveaux cinémas arabes*

Hassan Fathy  
*Construire avec le peuple*

Mahmoud Guettat  
*La musique classique du Maghreb*

Roberto Hamm  
*Pour une typographie arabe*

Percy Kemp  
*Territoires d'Islam*

Jacques Madelain  
*L'errance et l'itinéraire*

Nadir Marouf  
*Lecture de l'espace oasien*

André Miquel  
*Sept contes des Mille et Une Nuits*

André Miquel / Percy Kemp  
*Majnûn et Laylâ : l'amour fou*

André Ravéreau  
*Le M'Zab, une leçon d'architecture*

André Raymond

مركز التوثيق  
الاجتماعي والاقتصادي  
C. D. E. S.  
3 شارع قادري سيد احمد  
3 Rue Kodiri Sid Ahmed  
ORAN - Tél 39. 85. 83.

E  
VII  
223

15322

- Pays Arabes , Histoire
- " , Vie
- " , Urbanisation
- " , Sociologie urbaine
- Algérie , ville
- Histoire des civilisations

مركز التوثيق  
الاجتماعي و الاقتصادي  
C. D E S  
3 شارع قادري سيد احمد  
3 Rue Kodiri Sid Ahmed  
ORAN - Tél 39. 85. 83.

E  
VII  
223

LA BIBLIOTHÈQUE ARABE  
Collections  
éditées par Pierre Bernard

مركز التوثيق  
الاجتماعي و الاقتصادي  
C. D. E. S  
3 شارع قادري سيد احمد  
3 Rue Kodiri Sid Ahmed  
ORAN - Tél 39. 85. 83.

Collection *Hommes et sociétés*

Grandes villes arabes à l'époque  
ottomane



مركز التوثيق  
الاجتماعي و الاقتصادي

C. D. E. S

3 شارع قادري سيد احمد

3 Rue Kodiri Sid Ahmed

ORAN - Tél 39. 85. 83.

André Raymond

# Grandes villes arabes à l'époque ottomane



Sindbad  
1 et 3 rue Feutrier  
Paris 18

مركز التوثيق  
الاجتماعي والاقتصادي

C. D. E. S

3 شارع قادري سيد احمد

3 Rue Kodiri Sid Ahmed

ORAN - Tél 39. 85. 83.

Grandes villes arabes à l'époque  
ottomane

*A Jeannie et Jérôme*

مركز التوثيق  
الاجتماعي و الاقتصادي  
C. D. E. S  
3 شارع قادري سيد احمد  
3 Rue Kadiri Sid Ahmed  
ORAN - Tél 39. 85. 83.  
Avant-propos

*Jusqu'où remonter dans le temps pour dégager un modèle?... Prenons-en notre parti. Le modèle ne se trouve nulle part. C'est une abstraction qu'il faut recombinaison sur la foi d'études factuelles, historiques, architecturales, mais aussi littéraires et psychologiques, et le plus souvent au prix d'une analyse iconoclaste.*

Jacques Berque  
« Une Héliopolis de l'Islam » in *L'Islam au temps du monde*

*A en juger par le nombre de colloques qui lui ont été récemment consacrés et par l'abondance des publications auxquelles ces réunions scientifiques ont donné lieu<sup>1</sup>, le sujet de la ville arabe, et de la ville islamique, est un de ceux qui ont le plus retenu l'attention des chercheurs (historiens, géographes, sociologues...) et des praticiens (urbanistes et architectes) depuis une vingtaine d'années, dans le domaine des études arabes.*

*Les raisons qui expliquent cet intérêt sont multiples. Il convient d'abord de remarquer que leur importante urbanisation a toujours été un des caractères marquants des civilisations méditerranéennes, et que la ville a, pour cette raison, constitué un secteur très actif de la recherche. En s'incarnant fortement dans la ville, lieu où, comme on l'a souvent noté, la pratique de la religion bénéficiait de conditions optimales, l'Islam a contribué à placer la ville, et sa civilisation, au premier plan de l'intérêt des orientalistes. L'explosion urbaine, qui a commencé dès le XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays arabes colonisés, mais qui s'est accélérée dans les trente dernières années, au point de prendre parfois un caractère pathologique, a inévitablement ramené l'attention sur le phénomène urbain dans les pays arabes, sous*

deux aspects d'ailleurs complémentaires. Le développement, parfois totalement incontrôlé, et toujours difficilement maîtrisé, des villes a posé, depuis plus d'un siècle, le problème de la conservation des centres anciens (madina), progressivement vidés de leur substance, ou partiellement défigurés par la « modernisation », et il a imposé une réflexion sur la ville « traditionnelle », visant à une meilleure compréhension des phénomènes urbains, et à la conservation ou à la rénovation des zones historiques. Le problème, lié au précédent, de l'occidentalisation massive des villes, avec destruction des zones anciennes, et développement de gigantesques extensions, a, d'autre part, justifié une recherche sur les possibilités d'un retour à une tradition arabe, ou islamique, dans le domaine de l'habitat, de l'architecture et de la structure urbaine (voir, ces dernières années, l'activité de la Fondation de l'Aga Khan dans cette voie). Ajoutons que l'intérêt aujourd'hui porté à la ville islamique n'est pas toujours dénué d'arrière-pensées : les villes en expansion sont un champ d'activité fructueux pour des urbanistes et des architectes occidentaux, ou orientaux formés à l'occidentale, qui donnent parfois l'impression de ne considérer le problème de l'identité culturelle et de la tradition que comme un alibi pour faciliter la conclusion de contrats qui, dans le cas des pays les plus riches, peuvent, en effet, être fabuleux : mais les pays dans lesquels le problème de l'explosion urbaine est le plus aigu ne sont pas toujours ceux qui disposent des moyens financiers les plus abondants, moyens qui sont habituellement liés au pétrole.

Malgré cet intérêt et cette floraison d'études, on ne peut pas dire que notre connaissance du passé de la ville arabe, et islamique, soit aujourd'hui satisfaisante. D'une part, nous ne disposons pas véritablement sur les grandes villes arabes des études qui permettraient d'asseoir une réflexion d'ensemble. Rares sont les grandes villes arabes qui ont fait l'objet de recherches globales. Aux travaux déjà anciens qui concernent le Caire (livre de M. Clerget, en 1934), Alep (J. Sauvaget, en 1941) et Fès (R. Le Tourneau, en 1949) sont venus s'ajouter le livre de R. B. Sergeant et R. Leacock sur San'a' (1983) et (trop

récemment pour que j'aie pu l'utiliser) l'ouvrage de H. Gaube et E. Wirth (Aleppo, 1984). Mais, par ailleurs, que de lacunes étonnantes : le livre de R. Lespès sur Alger (1930) n'aborde l'histoire de la ville que d'une manière incidente. Tunis, Damas (en dehors du bref aperçu de J. Sauvaget qui fait regretter le livre qu'il n'a pas eu le temps d'écrire sur cette ville), Mossoul et Baghdād n'ont fait l'objet d'aucune étude systématique. Dans ces conditions, une étude générale sur les villes arabes est évidemment une entreprise difficile : une des rares tentatives qui aient été faites concerne le Maghreb, auquel Le Tourneau a consacré son livre, *Les villes musulmanes de l'Afrique du Nord* (1957), où il a généralisé la parfaite connaissance qu'il avait d'une métropole marocaine.

A ces lacunes se sont ajoutés les effets de la confusion qu'ont entretenue, dans ce champ de la recherche, quelques conceptions traditionnelles. Elles sont principalement liées au problème de la possibilité de parler d'une ville « islamique » à propos de villes arabes méditerranéennes, ou, plus généralement, arabes, alors que nous ne connaissons, d'une manière satisfaisante, ni les caractères de la ville arabe pré-islamique (Yémen et Hedjaz), ni ceux des villes islamiques non arabes, qui constituent le plus grand nombre (villes irano-afghanes, villes pakistano-indoues, villes indonésiennes, éventuellement villes chinoises) : ces villes sont habituellement ignorées par les chercheurs, qui s'efforcent de définir les caractères généraux de la ville « islamique ». Sur ce problème général des remarques judicieuses ont été faites très récemment, à partir de recherches entreprises sous des angles divers, mais aboutissant à des conclusions remarquablement convergentes, et impliquant la nécessité d'une réévaluation globale. Les recherches menées par le géographe E. Wirth sur les villes « orientales », « islamiques », « arabes », l'ont amené à réduire fortement l'extension de ce qu'on a longtemps considéré comme la « spécificité » islamique<sup>3</sup>. Étudiant Le Caire médiéval, J.-C. Garcin s'est demandé s'il est possible de définir des phénomènes urbains ne variant pour une période qui commence avec l'Hégire et qui se termine douze siècles plus tard, au XIX<sup>e</sup>

siècle<sup>3</sup>. Oleg Grabar, enfin, a relevé l'absurdité qu'il y a à employer un concept comme celui d'*« islamique »* pour rendre compte de phénomènes urbains qui concernent des pays de traditions historiques et culturelles, de caractéristiques climatiques aussi variées que celles que connaît le monde musulman dans sa plus grande extension, du Maroc à l'Indonésie, et des régions conquises par la Russie en Asie centrale à l'Afrique Noire<sup>4</sup>. Il convient d'ajouter que, peut-être parce qu'excessivement enfermés dans une optique *« orientaliste »*, les spécialistes de l'histoire et de l'art musulmans, qui ont, en général, exercé un quasi-monopole sur ces études urbaines, ont sans doute trop négligé le fait qu'il existe une *« spécificité urbaine »*, dont la ville islamique, ou arabe, ne représente qu'un aspect : les problèmes de structure, de fonctions urbaines, qui se posent à propos des villes arabes et islamiques, peuvent très souvent être éclairés par une comparaison avec les problèmes généraux que posent les villes, aussi bien que par une référence au seul impact de la civilisation islamique sur les villes du domaine arabe.

Il paraît donc raisonnable de n'aborder le problème urbain que d'une manière limitée. Même en écartant toute référence à un urbanisme *« musulman »*, dont la réalité reste à définir, le domaine arabe bien que plus homogène, et mieux balisé par des études de caractère monographique, paraît encore trop vaste. Dans l'étude qui va suivre, je me suis fixé comme cadre chronologique la période moderne (XVI-XVIII<sup>e</sup> siècles), et comme aire géographique la région couverte, à la même époque, par l'empire ottoman (de l'Algérie à l'Iraq actuels). Cette double limitation, dans le temps et dans l'espace, doit permettre de constituer un échantillonnage homogène de villes. C'est aussi en vue de constituer un corpus cohérent que j'ai, pour l'essentiel, limité mes investigations aux seules très grandes villes, dans lesquelles les problèmes de structure et de fonctions se posent d'une manière qui autorise véritablement une confrontation. De ce double point de vue, Alger, Tunis, Le Caire, Damas, Alep, Mossoul et Bagdad, capitales de provinces arabes de l'empire ottoman, paraissent constituer un ensemble homogène. Mais je ne

manquerai pas d'évoquer, éventuellement, des villes *« moyennes »*, comme Jérusalem, Hama ou Antioche, et de grandes villes non ottomanes comme Fès et Sanaa.

La médiocrité de notre information sur l'histoire des villes arabes que je signalais plus haut est particulièrement marquée pour la période *« moderne »* qui nous intéresse ici, c'est-à-dire pour les quatre siècles ottomans (XVI-XIX<sup>e</sup> siècles). Les raisons de cette insuffisance sont nombreuses. Je relèverai tout d'abord le discrédit attaché à une période qui s'est terminée dans la déconfiture de l'Empire constitué au début du XVI<sup>e</sup> siècle, et dans des violences qui ont rétrospectivement obscurci l'image des siècles qui avaient précédé. Une part de responsabilité revient aussi aux Occidentaux que leur antipathie pour une période envisagée comme pré-coloniale a amenés, d'une manière plus ou moins consciente, à noircir ce qui a précédé l'établissement d'une domination qui se proposait de *« moderniser »* les pays conquis : tout à fait caractéristique est le traitement que l'historiographie française a infligé à l'histoire de l'Algérie turque, présentée comme une ère de totale barbarie (et une barbarie agressive : voir la *« piraterie »* barbaresque) ; mais l'Égypte d'avant Muhammad 'Ali (1805-1848) n'a guère été mieux traitée. Enfin, les Arabes eux-mêmes ont montré beaucoup d'hésitation à prendre en charge une époque qui était apparemment marquée par la domination d'une ethnie étrangère (turque), qui était donc ressentie comme *« coloniale »*, et qui s'est finalement trouvée comme exclue de l'histoire nationale : dans l'historiographie arabe, cette période a été longtemps considérée comme un *« Moyen Âge »*, et il n'est pas étonnant que, dans l'histoire de la littérature arabe, elle soit qualifiée de période de l'inhitât (de la *« décadence »*). A ces différentes raisons s'ajoute une cause tout à fait objective, la connaissance presque nulle que l'on a longtemps eue de cette période : la documentation utilisable a été longtemps limitée à des sources extérieures (documents consulaires, récits de voyage, souvent malveillants), à des chroniques dont un nombre infime était accessible en édition, il y a encore 25 ans, les documents d'archives étant restés totalement inutilisés

jusque vers 1960, pour des raisons qui ne tiennent qu'en partie aux difficultés (réelles) que présentaient l'accessibilité des fonds et le déchiffrement des documents eux-mêmes.

La période ottomane offre pourtant, du point de vue de la recherche en domaine urbain, des avantages considérables. Tout d'abord, les villes anciennes que nous connaissons sont un héritage direct d'une période qui a été très longue (trois siècles dans la plupart des régions du monde arabe, quatre même en ce qui concerne la Syrie et la Palestine) et qui a donc nécessairement affecté en profondeur le décor urbain. Malgré les destructions dues à l'explosion urbaine et à la modernisation récente de ces villes, les centres anciens ont conservé un riche capital de monuments et des formes urbaines dont l'étude permet d'illustrer des recherches sur la structure et les fonctions urbaines. Les mieux préservées de ces cités, Alep, Tunis, et, jusqu'à un certain point, Le Caire (dont l'énormité a permis de compenser les pertes, non moins énormes, qu'elle a subies), constituent des « conservatoires », où les chercheurs peuvent retrouver, de nos jours, l'image d'un passé multiséculaire : il y a peu d'expériences aussi impressionnantes, pour un historien, que celle de vérifier, dans les rues du Caire historique d'aujourd'hui, en les suivant sur le plan de la Description de l'Égypte (1800), les descriptions que fait l'historien Maqrîzî du Caire du début du XV<sup>e</sup> siècle.

L'époque ottomane offre, d'autre part, une abondance d'information qui n'a d'égale dans aucune autre époque avant l'époque contemporaine. Les sources traditionnelles (chroniques arabes) sont complétées par des sources européennes (archives consulaires et récits de voyage) qui sont si abondantes, et si précises, qu'elles ont longtemps pu servir de base à tout ce qui s'écrivait sur ces régions. Depuis quelques dizaines d'années, on a vu s'ajouter à ces sources celle, inépuisable, des archives accumulées par l'administration ottomane, dont l'essentiel a été conservé dans les capitales provinciales et à Istanbul. Sur ce point, la recherche, dans ce qui avait été les provinces de l'Empire, a pris la suite des travaux dont Ömer Lütfi Barkan a été l'initiateur en domaine turc. Les archives des Tribunaux (Mahâkim) ont été les premières

redécouvertes : depuis les années 60, leur exploitation, de plus en plus systématique, a permis de renouveler la connaissance que nous avons de ces quatre siècles d'histoire. Mais les archives d'Istanbul, dont la richesse est fabuleuse, ont été à peine mises à contribution, et les ressources, à peu près infinies, des waqf (habous) commencent seulement à être utilisées ; l'exploration de la correspondance entre le centre de l'Empire, Istanbul et les provinces (« Ordres sultaniens » : awâmir sultaniyya) n'en est qu'à ses débuts. Citer certaines des recherches déjà réalisées à partir des dépôts d'archives du monde arabe amènerait à négliger injustement toutes les autres. Mais comment ne pas signaler le rôle pionnier joué dans ce domaine, dans les années 60, par S. J. Shaw (pour l'Égypte) et A. Rafeq (pour la Syrie) ?<sup>6</sup>

Cette abondance et cette variété posent en elles-mêmes un problème. Notre information, dont j'ai remarqué plus haut la déficience, est actuellement en cours d'élaboration, et l'on peut attendre de travaux aujourd'hui en progrès un renouvellement à peu près total de notre connaissance des villes arabes. Ici encore, il est impossible d'établir une liste complète, mais il me paraît équitable de dire tout ce que nous devons déjà, et ce que nous devons, à des recherches qui sont en plein développement : J.-C. David et J.-P. Thieck, pour Alep ; J.-P. Pascual et M. A. Bakhit, pour Damas ; Nelly Hanna et Hadiya Taymûr-Heykal, pour le Caire ; et, naturellement, pour les villes syriennes, A. Abdel Nour, trop tôt disparu pour que son œuvre ait pu s'épanouir<sup>8</sup>. Ces progrès font prévoir que, dans quelques années, la connaissance que nous avons des grandes villes arabes sera bouleversée.

On peut donc au total juger prématuré cet essai de présenter une histoire des grandes villes arabes entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais il m'a semblé qu'il n'était pas inutile de faire le point sur ce que nous savons de ces villes dans les limites spatiales et le cadre chronologique du monde ottoman en espérant que la modestie du projet permettra d'atténuer les disparités que provoquent les inévitables spécificités locales et les changements qu'entraîne la longue durée, disparités et changements qui rendent difficiles des études plus exhaustives. Il m'a aussi paru que ce

serait l'occasion de mettre à l'épreuve, sur un échantillonnage relativement restreint et homogène, la validité d'un certain nombre de conceptions classiques sur la ville arabe dans son ensemble : avec toute la prudence nécessaire, compte tenu du caractère lacunaire de notre documentation, car comment ne pas conclure, avec Karl Popper, dans le domaine qui est le nôtre : « Notre ignorance est illimitée et dégrisante ».

Aix-en-Provence, août 1984

Note. Il n'a pas été possible, dans cette publication, d'envisager une transcription systématique, « scientifique ». Les lecteurs arabisants constateront donc que les lettres emphatiques ne sont pas signalées et que « h » représente indifféremment hâ' (6<sup>e</sup> lettre) et hâ' (26<sup>e</sup> lettre de l'alphabet arabe). Cette confusion présente quelques inconvénients, qui ne devraient pas troubler le lecteur non-spécialiste, et que rectifieront sans peine les spécialistes.

D'une manière à peu près constante, on a représenté par ' la lettre hamza, par ' la lettre 'ayn, par « th » la lettre thâ', par « dh » la lettre dhâl, par « gh » la lettre ghayn, par « q » la lettre qâf, par « k » la lettre kâf. La lettre jîm est transcrite « j », sauf dans le cas des mots égyptiens, pour lesquels on utilise « g » (gue), conformément à la prononciation locale. La lettre chîn est transcrite par « sh », pour la distinguer de tch (traduit par « ch »). Les lettres longues sont rendues par â, î, et û (prononcé ou). J'ai essayé d'être le moins incohérent possible en ce qui concerne le problème posé par les mots turcs, souvent donnés sous leur forme arabe. Il importe de toute manière de garder à l'esprit le fait que, pour les mots d'origine étrangère, mais aussi pour des mots arabes employés dans les divers pays étudiés, l'écriture était souvent assez fantaisiste, et en tout cas très variable : caravansérail s'écrivait, suivant les villes et les époques, qaysariyya, qaysâriyya, qîsâriyya, qaysariyya (avec un sâd!).

Dans toute la mesure du possible, et malgré le caractère parfois très arbitraire de ces transcriptions, j'ai utilisé les formes usuelles de mots arabes (mentionnés dans le dictionnaire Robert) : cadî pour qâdî (avec emphatique), cheikh pour shaykh, souq (mais non souk) pour sûq. Cependant, quand ces mots étaient en composition, je suis revenu à une transcription plus rigoureuse (dans les limites mentionnées plus haut) : qâdî l-'askar, shaykh al-madîna, sûq al-'attârîn. J'ai aussi gardé, en général, les formes usuelles des mots géographiques connus (Mossoul, Alep, Alger...). Le lecteur voudra bien m'excuser pour ces inconséquences.

Les mots transcrits, donnés en italique, ne portent pas la



marque du pluriel (ils ont, en général, un pluriel arabe, parfois utilisé ici).

On trouvera en fin de volume sept plans de ville (plus un plan de l'ensemble Madina - faubourgs de Tunis) pour Alger, Tunis, le Caire, Damas, Alep, Mossoul, Baghdâd. Le renvoi à ces plans se fait en se référant à leur carroyage (une lettre suivie d'un chiffre).

## *Chapitre I* Les villes arabes dans l'empire ottoman

### La conquête ottomane et l'organisation de l'Empire

#### *La conquête ottomane*

A peine plus d'un demi-siècle sépare l'occupation de Mossoul (1516) et la récupération définitive de Tunis (1574)<sup>1</sup> : pendant ce court laps de temps, la conquête ottomane recouvre la quasi-totalité du monde arabe, au cours d'une expansion dont les phases essentielles sont les campagnes de Chaldiran (1514) et de l'Albistan (1515) — qui permettent au Sultan Salim de battre les forces de Shâh Ismâ'il, lesouverain safavide d'Iran, et de s'ouvrir la route de l'Iraq, où Mossoul tombe l'année suivante — puis la campagne fulgurante menée contre les Mamelouks d'Égypte (1516-1517), qui assure à Salim la possession de la Syrie et de la Palestine. Après la défaite du sultan Qânsûh al-Ghûri à Marj Dâbiq en Syrie du nord, le 24 août 1516, Alep est occupée en août, Damas en octobre, et toute la Palestine tombe aux mains des Ottomans.

Au début de 1517, le dernier sultan mamelouk Tûmân Bey est écrasé en quelques heures, à Raydâniyya, aux portes du Caire (22 janvier), où le lendemain, dernier jour de l'année hégirienne de 922, la prière du vendredi est dite au nom du sultan ottoman : « O Dieu, secours le sultan, fils du sultan, le souverain des deux continents et des deux mers, le destructeur des deux armées, le sultan des deux Iraks, le serviteur des deux sanctuaires sacrés, Malik Muzzaffar Sêlim Châh ! O Dieu, prête-lui un secours puissant, octroie-lui un succès éclatant. Roi de ce monde et de l'autre, Seigneur des mondes ! »<sup>2</sup>. Tandis que Salîm regagne Istanbul, ses armées continuent à marcher vers le sud, jusqu'à la troisième cataracte, et, dès 1520, occupent Souakin, sur la Mer Rouge. En Arabie, Barakât II, chérif de La Mekke, se place sous la suzeraineté ottomane et envoie les clefs des Saints Lieux à Salîm, et Uzdimir Pacha occupe Sanaa (1547).

A cette date, les Ottomans sont déjà dans la partie occidentale de la Méditerranée, où ils ont été précédés par les frères Barberousse, corsaires turcs auxquels les musulmans d'Algérie ont fait appel pour lutter contre la menace espagnole : 'Arûj a occupé Djidjelli en 1514, Alger en 1516; son frère Khayr al-dîn, pour consolider une situation difficile, prête hommage à Salîm, qui le nomme pacha, *beylerbey* (gouverneur) d'Alger, et lui envoie deux mille janissaires (1519). Alger, et bientôt le reste de ce qui va devenir l'Algérie, sont désormais entrés dans la mouvance de la Sublime Porte. Tunis va subir le même sort, mais, après un certain nombre de péripéties, les derniers représentants de la moribonde dynastie des Hafside se plaçant, pour survivre, sous le protectorat espagnol : en 1534, Khayr al-dîn occupe Tunis; Charles Quint la prend l'année suivante et y réinstalle Moulay Hasan; en 1574, Sinân Pacha et Eulj 'Alî enlèvent la Goulette et Tunis. La Tunisie devient une province de l'Empire. Elle a été, en cela, précédée par Tripoli, que le sultan Sulaymân avait enlevée aux Chevaliers de Malte, en 1551. En Afrique du Nord seul le Maroc reste en dehors de l'Empire : à peine le dernier sultan wattaside Bû-Hasûn a-t-il rendu hommage à Sulaymân dont il a reçu

l'appui contre les Saadiens (1554), que Muhammad al-Shaykh installe sur le Maroc leur autorité; l'Empire chérifien va donc réussir à tenir les Ottomans à l'écart du Maghreb extrême, la frontière s'établissant définitivement entre Oujda et Tlemcen.

A la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, l'Empire était stabilisé, en ce qui concerne le domaine arabe, à l'intérieur d'un cadre géographique qui n'allait guère changer jusqu'en 1830, sauf sur ses franges. L'Iraq resta disputé entre les Ottomans et les Safavides d'Iran puis leurs successeurs, jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Mossoul ne sortit à aucun moment de l'Empire. Mais à Baghdâd, conquise seulement en 1534, après une campagne dirigée par Sulaymân lui-même, et à Basra, dont le chef arabe reconnu, en 1538-1539, la suzeraineté ottomane, l'autorité ottomane s'affaiblit, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, ce qui contribua sans doute à encourager le grand souverain safavide, Shâh 'Abbâs, à tenter de reprendre pied en Iraq : en 1623, le shâh s'empara de Baghdâd. Ce n'est qu'après la mort de Shâh 'Abbâs (1629) et à l'issue d'une grande campagne militaire, commandée par le sultan Murâd IV (1638), que Baghdâd fut reprise par les Ottomans. Le traité de Zuhâb (en 1639) mit un terme au conflit qui durait depuis plus d'un siècle entre Ottomans et Safavides; néanmoins, au siècle suivant, les hostilités entre les deux empires reprirent et furent à peu près continues entre 1723 et 1749. En 1733, Nâdir Shâh fut très près de s'emparer de Baghdâd. En 1743, il mit le siège devant Mossoul et n'échoua que de justesse, face à l'héroïque résistance du gouverneur Husayn Pacha al-Jalîlî et de la population. La mort de Nâdir Shâh, en 1747, donna un répit durable aux Ottomans. Mais en 1775, une armée perse vint assiéger Basra, et, après une longue défense, la ville tomba en 1776, et ne fut récupérée par les Ottomans qu'en 1780. Cette fois, le danger perse était définitivement écarté de l'Iraq, après des conflits qui s'étaient étendus sur trois siècles et qui avaient fait de la frontière iraquienne la moins sûre de l'empire, en domaine arabe<sup>3</sup>. Le Yémen, transformé en province ottomane en 1547, eut une histoire mouvementée qui, cependant, n'affecta pas

la sécurité de l'Empire : une tentative zaydite contre les Ottomans, en 1566, amena Sinân Pacha, gouverneur d'Égypte, à rétablir la souveraineté ottomane; cependant, après une série de soulèvements, le gouverneur ottoman, Haydar, fut finalement contraint d'évacuer le Yémen et de l'abandonner à l'imam Mu'ayyad (1629). Le Yémen devait rester sous le contrôle des imams zaydites jusqu'à la reconquête ottomane de 1872 : il n'avait été soumis aux Ottomans que durant trois quarts de siècle<sup>4</sup>.

A partir de 1574, l'Empire ottoman rassembla donc la totalité des territoires arabes, à la seule exception du Maroc et du Yémen, et son reflux ne commença qu'en 1830, avec la conquête de l'Algérie, bientôt suivie par les occupations de la Tunisie (1881), de l'Égypte (1882) et de la Tripolitaine (1911). Mais dans les pays du Croissant fertile la domination ottomane ne devait prendre fin qu'en 1918, après avoir duré quatre siècles.

#### *L'organisation des provinces arabes*

Les Ottomans installèrent une administration relativement homogène d'une province à l'autre, dont on peut saisir et décrire les points communs tant que l'on n'entre pas dans la complexité des situations locales. Une telle description est nécessairement arbitraire, mais elle permet de percevoir l'unité des principes généraux dont les contemporains qui circulaient à l'intérieur de l'Empire étaient certainement conscients.

L'Empire était divisé en *eyâlet* (provinces), eux-mêmes subdivisés en *sanjaq*. Cette organisation fut naturellement fluctuante, même après que l'Empire eut atteint son point de plus grande expansion, vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Une description de l'état de l'Empire, effectuée en 1609 par le grand vizir Kuyucu Murâd Pacha (pour le sultan Ahmad I), recensait 32 *eyâlet*, divisés en 279 *sanjaq*. Mais la confrontation de divers documents fait aboutir au chiffre de 36 *eyâlet*, dont 12 pour les provinces arabes : Raqqa (fin du XVI<sup>e</sup> siècle), Baghdâd (1535),

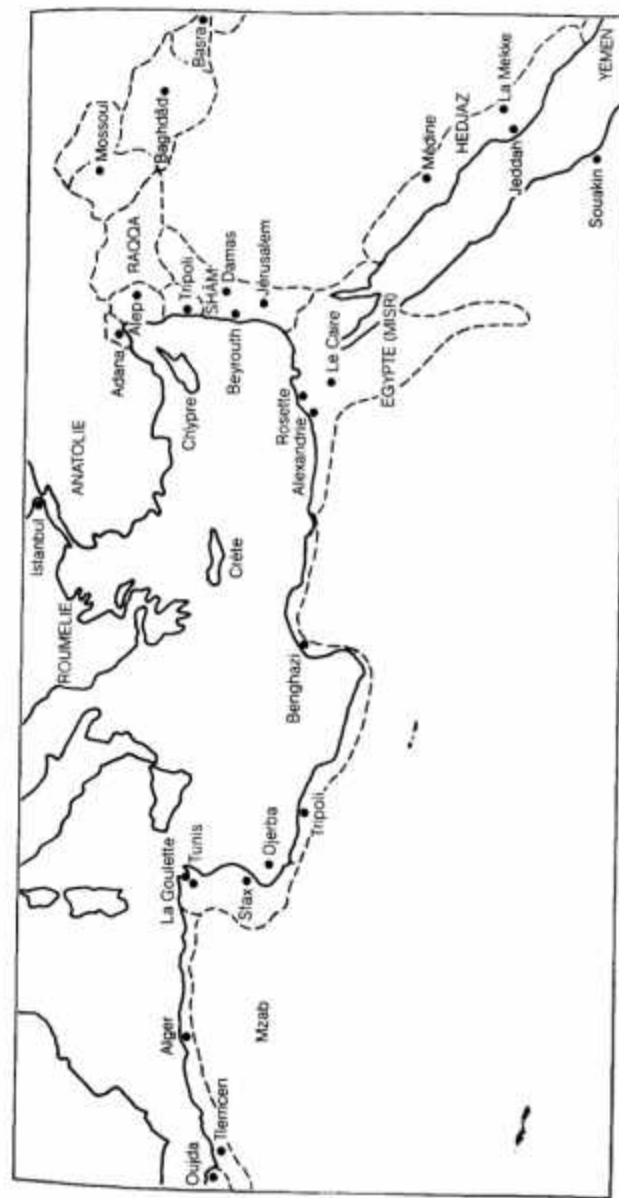
Basra (1552), Mossoul (fin du XVI<sup>e</sup> siècle), Alep (1521), Shâm (Syrie : 1516-1517), Tripoli de Syrie (vers 1570), Yémen (1539), Misr (Égypte : 1517), Tripoli de l'Occident (1551), Tunis (1574), Alger (1519)<sup>5</sup>. Dans le détail, l'administration des provinces était d'une complexité d'autant plus grande qu'elle varia constamment pendant la période de la domination ottomane. La Province de Damas, par exemple, était divisée, au XVI<sup>e</sup> siècle, en 9 *sanjaq*; les diverses listes de 1609 en mentionnent 10 ou 12; celui de Sayda fut érigé en province en 1614, puis sans doute aboli et restauré en 1660<sup>6</sup>. Les grandes villes que nous allons étudier étaient les capitales des plus importantes de ces provinces.

Le contrôle de la Sublime Porte sur ces provinces s'exerçait dans le cadre d'un système composé, pour l'essentiel, de trois éléments, le gouverneur, la milice, le juge, système dont nous ne ferons qu'une description sommaire, sans tenir compte des situations locales, très variées, et des changements qui résultèrent d'une évolution étendue sur plusieurs siècles.

Les provinces étaient gouvernées par des gouverneurs (*wâli*) qui étaient nommés par la Porte, suivant une hiérarchie précise. En principe, les *elâyet* étaient confiés à des gouverneurs du rang le plus élevé, celui de vizir ou de *beylerbey*, avec le titre de pacha à trois queues de cheval (*tugh*). Les *sanjaq* étaient placés sous le commandement de *sanjaqbey* (à une seule queue) ou de *beylerbey* (avec deux queues et le titre de pacha). Les gouverneurs des provinces les plus importantes avaient de fortes chances d'être élevés à la charge suprême de grand vizir : c'était le cas, en particulier, des gouverneurs d'Égypte et, moins fréquemment, de ceux de Syrie. Pour obtenir leur nomination, les futurs gouverneurs devaient faire des cadeaux et des dons en argent, dont l'importance variait avec la richesse des provinces dans lesquelles ils allaient se rendre et où ils auraient la possibilité de récupérer leur investissement, ce qui faisait d'eux, d'une certaine façon, les fermiers de leur charge. Ces gouverneurs étaient normalement nommés pour un an et renouvelables, le renouvellement justi-

fiant des libéralités supplémentaires. A Damas, la stabilité des gouverneurs diminua du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle : d'après K. Barbir, il y en eut 45 entre 1516 et 1600, 75 durant le XVII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Cette brièveté croissante de la durée du gouvernement n'était pas sans rapport avec la situation dans les provinces : des pachas nommés par le gouvernement central furent souvent renversés (parfois même assassinés) par les « Puissances » locales ou par la population. Les pouvoirs des gouverneurs, qui s'étendaient à des domaines très vastes (administration, sécurité, finances) n'étaient limités que par la nécessité de tenir compte des groupes locaux de pression, et de ne pas indisposer le gouvernement sultanien par une conduite trop indépendante ou trop tyrannique. Les gouverneurs étaient assistés par un certain nombre de hauts dignitaires, normalement nommés par la Porte, entre qui étaient réparties les tâches administratives. La composition de cet « état-major » provincial variait suivant les provinces : au Caire, il comprenait, outre le *daftardâr* (trésorier) qui s'occupait des affaires financières, un *sirdâr* qui commandait les expéditions hors d'Égypte, ou à l'intérieur du pays, un *amîr al-hagg*, qui conduisait chaque année la caravane du pèlerinage à La Mekke, un *amîr al-khazîna*, qui escortait le tribut annuel vers Istanbul, enfin, éventuellement, un *qâ'im maqâm* qui assurait l'intérim du gouvernement pendant les périodes de vacance du pouvoir provincial (lorsque le pacha avait été révoqué, ou renversé) jusqu'à l'arrivée d'un nouveau gouverneur. Les gouverneurs réunissaient, en général, un conseil (*dîwân*) composé des grands dignitaires, des officiers supérieurs des milices, du juge et des principaux personnages religieux : au Caire, il y avait un grand conseil qui se réunissait quatre fois par semaine, et un petit qui se réunissait tous les jours pour régler les affaires courantes<sup>2</sup>.

La seconde base du gouvernement dans les provinces était constituée par les milices (*odjaq*), et en particulier par celle des Janissaires, qui étaient répartis en 196 compagnies (*orta*), commandées par un Agha à Istanbul, et dont un certain



1. Les provinces arabes de l'Empire ottoman au début du XVII<sup>e</sup> siècle (d'après D.E. Pletcher : *An Historical Geography of the Ottoman Empire*, Leyden, 1972, carte 24. "The political divisions of the Ottoman Empire in 1609". (On n'a pas indiqué les noms des provinces lorsqu'ils sont ceux de leurs capitales).

nombre étaient postées dans les provinces. Traditionnellement recrutés suivant le système du *devshirme* (levées d'enfants mâles dans les provinces chrétiennes de l'Empire), les Janissaires constituèrent pendant très longtemps un corps d'une remarquable efficacité, qui assura la supériorité militaire des Ottomans aux *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* siècles. Quelques milliers d'hommes suffirent, pendant fort longtemps, pour maintenir l'ordre et la sécurité dans les provinces. Au total, en 1750, on comptait 53 966 Janissaires en garnison dans trente-six grandes villes. Mais les gouverneurs disposaient par ailleurs d'une grande variété de troupes et de forces supplétives, recrutées souvent localement, pour assister les Janissaires, et, dans de nombreux cas, pour contrebalancer leur influence. Tout à fait caractéristique est la situation de la Tunisie au *xviii<sup>e</sup>* siècle. Husayn bin 'Alī y développa le recours à des corps armés non turcs : dans le budget de 1730-31, les Turcs absorbaient 47,25 % des dépenses, les corps armés autochtones 26 %. Dans les grandes batailles contre les Algériens, l'armée était composée, pour l'essentiel, de corps autochtones : en 1735, il y avait 2 300 Turcs sur 25 000 hommes, en 1807, 1 500 Turcs sur 20 000.

Enfin, l'administration provinciale reposait largement sur l'organisation judiciaire à laquelle les sultans ottomans consacraient beaucoup d'attention. Au sommet de la hiérarchie, on trouvait le *shaykh al-Islām* et les deux *qādī 'askar* de Roumélie et d'Anatolie. C'étaient les *qādī 'askar* qui nommaient les cadis des provinces, celui d'Anatolie pour l'Asie et l'Égypte, celui de Roumélie pour le Maghreb. Au *xviii<sup>e</sup>* siècle, les juges des capitales de province étaient nommés pour une durée d'un an, parfois renouvelée. Les candidats à ces fonctions payaient des droits d'investiture d'un montant souvent considérable. Si ces *qādī 'askar* (ou *qādī al-quḍā*, « juges des juges ») étaient normalement turcophones, les juges des circonscriptions judiciaires inférieures et les substituts (*nā'ib*) étaient recrutés parmi les Arabes : au Caire, en 1798, on ne comptait que six cadis turcs (y compris le *qādī 'askar*), le reste du personnel des

trente-six districts judiciaires d'Égypte (et notamment des dix districts du Caire) étant recruté parmi les *'ulamā* égyptiens<sup>10</sup>. Compte tenu de l'importance et de l'étendue des fonctions remplies par les juges (administration de la justice, mais aussi contrôle de l'administration, questions liées au statut personnel, affaires touchant à la vie sociale, économique, etc.), les cadis étaient un rouage essentiel de l'administration ottomane, et on comprend donc le soin avec lequel un témoin de la vie quotidienne comme le chroniqueur damascain Budayrī signalait, au début de presque chaque année, en muharram ou safar, l'arrivée du nouveau juge venu d'Istanbul, en faisant éventuellement des supputations sur son caractère : « Le 8 safar [1164] (6 janvier 1751), dans la nuit, arriva le juge de Syrie, 'Abdallah Efendi Sa'id Zāda. C'était un homme plein de majesté, inspirant le respect »<sup>11</sup>.

#### *L'évolution des provinces arabes*

Il est impossible de définir une évolution dans les provinces arabes de l'Empire : on rencontre des situations dont la variété tient à la diversité des expériences historiques des provinces, mais aussi à celle de leur position géographique par rapport au centre de l'Empire. C'est naturellement l'empreinte profonde reçue durant la période hafside (*xiii<sup>e</sup>*-*xvi<sup>e</sup>* siècles) qui explique le mode d'organisation qui s'imposa en Tunisie au *xvii<sup>e</sup>* siècle : la pratique des « camps » (*mahalla*) mobiles périodiques, moyen d'assurer l'ordre et de lever des impôts, ne s'interrompt pas avec les Ottomans et fut à l'origine de la puissance des beys. De même, les traditions héritées de l'époque mamelouke (contrôle du pouvoir par une caste formée d'individus importés comme esclaves puis associés au pouvoir), expliquent que les mamelouks égyptiens aient réussi à survivre et à s'imposer comme une des composantes du pouvoir après le cataclysme que représenta, pour un empire vieux de deux siècles et demi, l'arrivée de Salīm au Caire. L'extrême éloignement d'Alger et de Tunis explique sans doute l'irrésistible évolution de ces



deux Régences vers une autonomie de plus en plus complète, alors que, très proche de la capitale, et d'ailleurs dépourvue, depuis deux siècles et demi, de traditions étatiques, Alep, en dépit de sa prospérité matérielle, resta, jusqu'au bout, relativement soumise au gouvernement central.

L'affaiblissement graduel de l'institution impériale, à laquelle se substituait l'autorité des grands vizirs et des « bureaux », l'abandon du système du *devshirme* qui avait fourni à l'Empire des administrateurs et des soldats dévoués, disciplinés et relativement compétents, ne pouvaient qu'affaiblir progressivement le contrôle que le gouvernement central exerçait sur les provinces et favoriser, par conséquent, l'apparition de tendances centrifuges là où la situation locale le permettait, ou, à tout le moins, le développement d'autonomies locales<sup>12</sup>. Une telle évolution ne fut pas considérée comme catastrophique dans le centre de l'Empire, où l'on se résigna souvent à accepter des évolutions sans doute inévitables, à condition que les signes extérieurs de la soumission au pouvoir central fussent respectés et que les obligations essentielles fussent remplies : devoir de contribuer à la sécurité de l'Empire, par la participation à ses campagnes, et par le maintien de l'ordre, devoir de verser au Trésor Impérial un tribut annuel qui était aussi une manière de reconnaître la souveraineté de la Sublime Porte. Le gouvernement central supporta sans trop broncher les innombrables incartades des forces qui se disputaient le pouvoir au Caire, et ne se décida à une intervention contre les Mamelouks égyptiens que lorsque leur obstination à ne pas envoyer le *khazîna* (tribut) eut dépassé les bornes de la décence (1786). Mais, de leur côté, les individus ou les groupes qui s'assuraient, sur place, un pouvoir plus ou moins souverain, manquaient rarement de se plier au respect d'une étiquette qui exigeait d'eux des manifestations d'une soumission d'autant plus humble que leur autorité réelle était plus grande. Le cas de l'émir égyptien 'Alî Bey, qui cessa d'envoyer le tribut, fit frapper la monnaie et dire la prière du vendredi en son nom (1769) était unique.

Dans la Tunisie husaynite, où les beys gouvernaient depuis 150 ans et se succédaient suivant une stricte hérédité à l'intérieur de la famille régnante, le Bey Mahammad annonçait au Sultan son avènement en ces termes : « *Les salutations au Prince des Croyants et la miséricorde de Dieu sont invoquées par l'esclave de ses bienfaits, l'assidu qui a grandi à son service, Mahammad... Votre esclave a grandi sous l'ombre de votre Empire... Nous fondons notre espérance sur la faveur de Votre Majesté...* » (4 juillet 1855)<sup>13</sup>. A Damas, où la famille des 'Azm monopolisa les fonctions de pacha entre 1725 et 1783, le plus grand des 'Azm, As'ad, se maintint comme gouverneur de 1743 à 1757, et exerça une autorité apparemment sans partage; il n'empêche que le décret de renouvellement était chaque année attendu par la population, avec quelque inquiétude s'il tardait : en février 1754, note le chroniqueur Budayrî, arriva la nouvelle de la confirmation de Mustafâ al-'Azm comme pacha de Sayda : « *Par contre rien n'arriva à propos de la confirmation de son frère As'ad Pacha dans son poste à Damas. L'attente dura longtemps* »<sup>14</sup>. Et lorsque, en fin de compte, le gouvernement ottoman décida, en 1757, d'enlever le pachalik de Damas à As'ad al-'Azm, et de l'envoyer à Alep, le tout-puissant pacha se soumit et, dans les trois jours, quitta Damas, où il avait régné près de quinze ans. Les liens existant entre la Porte Ottomane et les provinces, même lorsqu'ils étaient évidemment relâchés, doivent donc faire l'objet d'une interprétation prudente; la suzeraineté du Sultan, même lointaine, était effectivement ressentie comme une réalité dans les provinces les plus distantes et les plus « indépendantes » en apparence.

#### *Les situations locales*

Les provinces arabes présentaient, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une grande variété de situations, depuis une subordination presque totale à l'autorité du gouvernement ottoman jusqu'à une autonomie proche de l'indépendance.

A Alep, l'autorité de la Porte s'était maintenue pour des raisons que je viens d'évoquer, proximité de cette province par rapport au centre du pouvoir, position stratégique d'Alep qui commandait les communications de l'Empire avec l'Iraq, la Syrie, la Palestine, l'Arabie et l'Égypte. La Porte ne pouvait donc se permettre de laisser une autorité indépendante s'installer à Alep. D'un autre côté, la grande ville de la Syrie du Nord avait été, durant deux siècles et demi de domination mamelouke, la province d'un empire dont le centre était au Caire : la capitale avait changé, mais la subordination provinciale demeurait. Alep reçut donc, pendant ces trois siècles, des pachas qui firent, en général, preuve d'une grande loyauté vis-à-vis des sultans. Cela ne signifie naturellement pas que le calme régna, pendant tout ce temps, dans la grande ville de Syrie du nord. Dans les moments de difficultés (en cas de disette, notamment), la population s'agita et parfois se souleva. En 1655, Ahmad Pacha, gouverneur désigné, est précédé d'une réputation si sinistre que les Alépins refusent de le recevoir : il doit assiéger la ville durant deux mois, et il est finalement nommé ailleurs. En 1791, les habitants de la ville, mécontents de Kûsâ Mustafâ Pacha, l'assiègent dans son palais durant quatre jours et le font sortir de la ville. En octobre 1819, enfin, les Alépins se soulèvent contre Khûrshîd Pacha : assiégée par les forces de trois pachas et bombardée, la ville, que gouverne un conseil de notables, tient cent un jours, et ne capitule qu'en janvier 1820. Une autre cause de difficultés devait être, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les conflits entre Chérifs et Janissaires, deux corps nombreux et puissamment organisés, fortement implantés dans la population indigène, ce qui transformait les épisodes de leur rivalité pour le contrôle du pouvoir en autant de guerres civiles, les pachas essayant de tirer parti de ces conflits pour renforcer leur propre autorité<sup>15</sup>.

A Damas et Mossoul s'installèrent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, des dynasties locales qui présentent un certain nombre de points communs. Leur origine exacte n'est pas certaine : les 'Azm

de Syrie étaient peut-être une famille locale de notables ruraux liée à Ma'arra, localité voisine d'Alep. Les Jalili descendaient, semble-t-il, d'un marchand qui commerçait entre Diyâr Bakr et Mossoul. Entrées dans l'establishment ottoman, les deux familles parvinrent au pouvoir provincial à des dates voisines : Ismâ'il Pacha al-'Azm devint gouverneur de Damas en 1725, Ismâ'il Pacha al-Jalili gouverneur de Mossoul en 1726. Les deux familles allaient se maintenir, les 'Azm de 1725 à 1783, et les Jalili de 1726 à 1834, par des moyens assez comparables : une longue association avec le pouvoir qui leur assura une indiscutable légitimité et un appui populaire; une forte politique familiale; l'acceptation de l'autorité ottomane et la renonciation à toute tentation d'indépendance. De son côté, tout en essayant parfois de rétablir un contrôle plus direct (à Damas, en 1757, avec le transfert de As'ad à Alep; à Mossoul, notamment entre 1756 et 1760), le gouvernement de la Porte toléra ces quasi-dynasties, dans la mesure où elles lui permettaient de réaliser les objectifs essentiels de sa politique : K. Barbir suggère même que les 'Azm furent nommés à Damas, « précisément parce qu'ils possédaient les qualités dont l'état ottoman avait besoin dans sa tentative pour réorganiser la province ». A tout le moins, ils assurèrent le fonctionnement du pèlerinage, sans trop d'à-coups, en particulier à l'époque de As'ad Pacha (1743-1757). A Mossoul, les Jalili devaient défendre la frontière, et Hâjj Husayn Pacha, huit fois gouverneur entre 1730 et 1758, s'illustra, en 1743, dans la résistance victorieuse de Mossoul contre Nâdir Shâh. Les deux dynasties eurent des règnes longs et brillants (ceux précisément de As'ad Pacha et de Husayn Pacha), et elles pratiquèrent activement une politique de patronage qui devait renforcer le soutien qu'elles avaient su se ménager dans la population locale. Le respect de cet équilibre implicite entre les ambitions des 'Azm et des Jalili et les prérogatives sultaniennes explique la durée de ces systèmes dynastiques, jusqu'au moment où la Porte résolut de favoriser le développement de l'autorité d'Ahmad Pacha al-Jazzâr en Syrie (fin



du XVIII<sup>e</sup> siècle), et de reprendre le contrôle de Mossoul (début du XIX<sup>e</sup> siècle)<sup>16</sup>.

Le système qui prévalut à Baghdâd, au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'établissement d'une pseudo-dynastie de mamelouks, esclaves importés et éduqués pour remplir les fonctions politiques, n'est pas sans rappeler celui que connaissait l'Égypte depuis 1517. C'est à Hasan Pacha, gouverneur de Baghdâd entre 1704 et 1723, lui-même d'origine géorgienne, et à son fils, Ahmad Pacha, deux fois gouverneur de Baghdâd (1724-1734 et 1736-1747), que l'on doit le recrutement massif de mamelouks caucasiens, qui constituèrent ensuite une sorte de dynastie, qui allait durer jusqu'en 1831. A la différence de l'Égypte, où les mamelouks devaient s'accommoder de la présence d'un pacha envoyé par la Porte, les mamelouks irakiens étaient eux-mêmes les pachas ottomans, nommés et renouvelés chaque année par la Porte. Mais à aucun moment les mamelouks de Baghdâd n'envisagèrent de répudier leur allégeance au sultan, même lorsque Sulaymân Pacha « le Grand », un mamelouk géorgien, gouverna Baghdâd pendant une période de vingt ans (1779-1802), qui fut l'âge d'or du gouvernement mamelouk. En contrepartie de son acceptation d'une situation locale qu'il lui aurait sans doute été difficile de changer, le pouvoir central conservait un certain contrôle sur le gouvernement de l'Iraq, dont la sécurité extérieure, à laquelle veillaient les dynasties locales des Jalîlî et des Mamelouks, garantissait celle de l'Empire tout entier, dans cette zone frontalière<sup>17</sup>.

Au Caire, les Ottomans avaient installé un pacha, représentant la Porte et gouvernant avec l'aide de milices, dont la plus puissante était celle des Janissaires. Mais ils avaient laissé subsister l'aristocratie locale des Mamelouks, solidement retranchée dans le gouvernement, et l'exploitation des campagnes. Dans le jeu triangulaire qui se développa pour le contrôle du pouvoir, et des profits qu'il permettait, entre le pacha, nommé par la Porte, les Janissaires qui contrôlaient la capitale, et les beys qui gouvernaient les provinces, les pachas cédèrent les premiers : dès 1586, les troupes suspendirent le

gouverneur et le mirent aux arrêts; en 1604, Ibrâhîm Pacha fut assassiné par les rebelles. La première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle fut marquée par la prépondérance des beys : de 1631 à sa mort, en 1656, Ridwân Bey, un émir d'origine circassienne, domina la vie politique de l'Égypte. Après une période de prédominance des Janissaires, les grandes « maisons » (*bayt*) mameloukes imposèrent leur autorité au XVIII<sup>e</sup> siècle et la lutte pour le pouvoir opposa désormais des groupes rivaux de beys, le pacha ne jouant plus, au mieux, que le rôle d'arbitre entre les factions. Vers 1770, un des émirs dominants, 'Alî Bey, s'assura une position si fortement dominante qu'il parut capable de secouer totalement la domination ottomane et d'établir en Égypte (et dans la Syrie qu'il conquiert un moment) une monarchie indépendante. Cette tentative échoua, mais, dans le quart de siècle qui suivit, l'Égypte fut dominée par un petit nombre d'émirs, Muhammad Bey Abû Dhahab (1772-1775), Ismâ'il Bey, Ibrâhîm et Murâd Bey. La Porte tenta, en 1786, de rétablir son autorité en Égypte, mais l'expédition qu'elle y envoya n'eut que des effets temporaires. De 1791 à 1798 (date de l'expédition de Bonaparte), l'Égypte fut au pouvoir d'une sorte de duumvirat (Ibrâhîm et Murâd Bey), qui reconnaissait la suzeraineté de la Porte (manifestée par la présence d'un pacha au Caire), mais sans lui en concéder les profits : du tribut, dont le non-paiement avait été un des motifs de l'expédition de 1786, pas un para ne fut envoyé à Istanbul de 1793 à 1798<sup>18</sup>. Néanmoins, l'échec de 'Alî Bey avait découragé toute tentative ouvertement séparatiste : la politique de Muhammad Bey Abû Dhahab différait peu au total de celle de 'Alî Bey, et il est probable qu'il envisageait d'établir un état autonome, mais sans doute à l'intérieur de l'Empire. Il aurait pu y parvenir en combinant l'autorité de *shaykh al-balad* (chef des émirs mamelouks) avec celle de gouverneur qui lui fut, semble-t-il, octroyée par le sultan, s'il n'était pas mort soudainement, le 10 juin 1775<sup>19</sup>.

Dans le Maghreb, enfin, s'établirent des régimes assez différents en apparence, mais néanmoins très proches, puisque,

à Alger comme à Tunis, le quasi souverain reconnu sur place (dey et bey) recevait, après coup, l'investiture impériale sous la forme d'un titre de pacha qui avait valeur à la fois de distinction honorifique et de reconnaissance de la suzeraineté du Sultan.

En Algérie, après une période où les *beylerbey* désignés par les Sultans avaient gouverné la Régence, l'autorité principale avait été monopolisée par la corporation des corsaires (*tâ'ifa* des *ra'is*) et par la milice (*odjaq*) des Janissaires. A partir de 1665, l'*odjaq* s'empara de la réalité du pouvoir, et, en 1671, l'autorité fut confiée à un « dey » : en 1710, le dey 'Ali Shaoush renvoya le dernier pacha et désormais le sultan conféra ce titre aux deys que désignait l'*odjaq*. Après une période de grande instabilité, qui vit huit deys se succéder entre 1683 et 1700, la démocratie à l'intérieur de l'*odjaq* fonctionnant souvent avec violence, le pouvoir des deys se consolida : il y eut dix deys entre 1700 et 1750, et quatre seulement entre 1750 et 1800. Des tendances à une succession héréditaire apparurent, et un gouvernement se constitua progressivement, avec un *khaznaji* (trésorier) qui était souvent le successeur désigné, un agha des Arabes (commandant de l'armée), un *khûja al-khayl* (percepteur des impôts en nature), un *wâkil al-kharj* (responsable de la marine et des affaires étrangères). Une série de révolutions causées par l'instabilité de l'*odjaq*, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, amena 'Ali Khûja à se retirer dans la Citadelle (Qasba) et à accentuer le caractère monarchique du pouvoir<sup>20</sup>. La nécessité de recourir, à intervalles réguliers, au recrutement de Janissaires en Anatolie contribua sans doute à inciter les gouvernants d'Alger à maintenir des relations déferentes avec la Porte, qui devait cependant se contenter de signes purement honorifiques de suzeraineté. Une tentative faite en 1729 pour imposer à Alger un pacha envoyé par Istanbul échoua piteusement, le dey 'Abdi et le Divan refusant aux envoyés du sultan l'autorisation de débarquer; elle ne fut apparemment jamais renouvelée<sup>21</sup>.

En Tunisie, l'évolution vers une organisation autonome fut

plus rapide et plus complète encore, phénomène que l'on doit lier avec l'ancienneté des traditions étatiques dans cette région, et avec la permanence d'institutions héritées de la période hafside. C'est incontestablement la coutume de l'organisation de « camps » (*mahalla*), organisés périodiquement pour manifester dans les provinces l'autorité monarchique, et pour y lever l'impôt, qui permit aux deys qui les commandaient, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, de s'imposer progressivement aux pachas, qui représentaient la Sublime Porte, et aux deys qui, depuis 1590-1591, commandaient la 101<sup>e</sup> unité des Janissaires cantonnée en Tunisie, et dont les plus remarquables furent, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, 'Uthmân Dey (1594-1610) et Yûsuf Dey (1610-1637). L'activité de l'économie agricole (cultivateurs sédentaires et éleveurs nomades) explique aussi que le bey, qui contrôlait l'intérieur du pays, ait joué rapidement un rôle dominant face aux « Puissances » qui contrôlaient la capitale. C'est dans ces conditions qu'une première dynastie, dite muradite, du nom de son fondateur Murâd Bey (1613-1631), se consolida en Tunisie. Murâd Bey, pour donner une sanction légale à son autorité, sollicita, et obtint, de la Porte, le titre de pacha, démarche que ne manquèrent pas d'imiter ses successeurs, jusqu'à ce que la dynastie prenne fin, en 1702. En 1705, un soldat de fortune, Husayn bin 'Ali, fils d'un renégat grec venu en Tunisie comme militaire, réussit à établir une seconde dynastie qui allait se maintenir sans interruption jusqu'après l'indépendance de la Tunisie (1957). Comme les Muradites, les Husaynites firent reconnaître leur autorité par la Porte qui leur octroya le titre de pacha. Les plus grandes difficultés que rencontrèrent les Muradites et les Husaynites leur vinrent de leurs voisins de l'*odjaq* d'Alger, dont la politique agressive d'intervention dans les affaires intérieures de la Régence ne prit fin qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La Régence constituait, au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, un état à peu près indépendant, en dehors de quelques signes de suzeraineté qu'y conservait la Porte. Celle-ci tenta bien de « reprendre en mains » la Tunisie : par exemple, en 1676, lorsque le muradite

al-Hafsi, armé par la Porte d'un firman d'investiture, revient contester à Tunis, sans aucun succès, les droits de son neveu Muhammad qui avait été investi par le Divan; ou encore, en 1708, lorsque, sur les instigations d'un prétendant au trône, Bin Fatima, la flotte impériale, commandée par le *qabûdân* Pacha (amiral) Jânim Khûja, vient enjoindre à Husayn bin 'Ali d'abandonner le pouvoir et se heurte à un refus énergique du bey, appuyé par le Divan et les *'ulamâ*<sup>22</sup>. Cette situation quelque peu ambiguë, l'état de fait (totale autonomie de la Régence) étant en contradiction avec l'état de droit (souveraineté ottomane sur la Tunisie), explique les péripéties diplomatiques dont la Tunisie devait être le centre au XIX<sup>e</sup> siècle, sans d'ailleurs que le gouvernement ottoman puisse jamais parvenir à redonner consistance à une suzeraineté vidée, depuis plus de deux siècles, de tout contenu<sup>23</sup>.

Au total, et quelle que fût la diversité des situations locales, la Porte se résigna le plus souvent à laisser la réalité de l'autorité, dans les provinces arabes, à des groupes ou à des individus, la juxtaposition de ces pouvoirs locaux composant, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un tableau très varié, où l'on trouvait toutes les nuances de la subordination à la Sublime Porte, de l'administration directe (Alep) à la quasi-indépendance (Tunis) : de ce point de vue, il serait plus juste d'envisager l'Empire ottoman comme un « Commonwealth » plutôt que comme une construction politique fortement centralisée. De toute manière, on ne peut apprécier les rapports entre la Sublime Porte et les pouvoirs locaux qu'en tenant compte du jeu subtil qui consistait, de la part du gouvernement central, à se résigner aux autonomies provinciales, dans la mesure où l'essentiel (la suzeraineté ottomane) était préservé et dans la mesure où les objectifs majeurs de la politique ottomane (sécurité extérieure, par exemple) étaient atteints, et, de la part des gouvernants locaux, à respecter des formes extérieures et certaines réalités, afin de s'assurer la jouissance effective des fruits politiques et matériels de l'autonomie.

### Les principales données de l'évolution des grandes villes

D'une manière générale, la période de la domination ottomane dans les pays arabes a fait l'objet d'appréciations fortement négatives; elle a même été, parfois, complètement passée sous silence<sup>24</sup>. Le déclin, toujours évoqué, aurait été particulièrement accentué dans les villes, où l'aggravation du cloisonnement de la vie urbaine, avec le système du *millet* (organisation des communautés religieuses minoritaires en groupements plus ou moins autonomes), aurait eu pour conséquence une véritable dislocation de la structure urbaine et une anarchie qui auraient entraîné une décadence irrémédiable de la cité. Des citations prises dans deux des meilleures études sur des villes arabes suffiront à caractériser ce point de vue : d'après Marcel Clerget la ville du Caire, sous les Ottomans, « s'éteint lentement, imperceptiblement; elle se replie sur elle-même, laissant crouler peu à peu les débris de son passé glorieux... Le Caire revient... au peuplement dispersé qu'affectionnaient les premiers Arabes... Le désordre croissant du plan, la difficulté des communications reflètent eux aussi l'anarchie politique et économique ». Et Jean Sauvaget observe, à propos d'Alep : « Les éléments de désagrégation... ne font ici que s'exercer à nouveau, avec une tendance à l'exagération qui accélère la dissociation du centre urbain en compartiments étanches... L'Alep des Ottomans n'est qu'un trompe-l'œil, une façade somptueuse derrière laquelle il n'y a que ruines »<sup>25</sup>.

On pourrait épiloguer longuement sur les raisons d'une tradition aussi défavorable. L'historiographie coloniale française a eu naturellement tendance à noircir le tableau de la situation antérieure dans des pays où le nouvel occupant prétendait, parfois ouvertement, rétablir une paix et une prospérité « romaines »; cela est particulièrement notable en Algérie, quelle que soit la qualité réelle des travaux qui ont été consacrés à l'Algérie turque au XIX<sup>e</sup> siècle. Le désordre et

l'anarchie pré-coloniales fournissaient une justification à la domination européenne qui annonçait un retour à une sorte d'âge d'or. Ces préjugés ont été largement partagés pour des raisons différentes par les historiens arabes eux-mêmes, qui ont souvent perçu cette partie de leur histoire comme une période coloniale, d'autant plus naturellement que la période ottomane s'est parfois achevée tragiquement, comme ce fut le cas en Syrie et au Levant, avec la répression du nationalisme arabe, au début de ce siècle. Les historiens des pays arabes devenus indépendants ont mis quelque temps à revendiquer comme une partie de leur histoire nationale ces quatre siècles ottomans. Enfin, ce n'est que depuis une vingtaine d'années que la recherche a abordé l'étude des documents qui seuls permettent une étude précise de cette période historique (archives des tribunaux et archives ottomanes). La réévaluation qui s'amorce aujourd'hui doit prendre en compte des éléments multiples.

#### *Déclin des grandes villes arabes avant les Ottomans*

Le premier de ces éléments est naturellement que le déclin des grandes villes arabes a précédé la conquête ottomane. Les grandes villes irakiennes ne se sont jamais totalement rétablies après le cataclysme qu'a représenté pour elles la conquête mongole. « *Baghdâd est en ruines ; il n'y a ni mosquée, ni fidèles, ni marché. Ses canaux sont pour la plupart à sec et il est difficile de l'appeler 'ville'* », note l'historien égyptien Maqrîzî, au xv<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup>. Il suffit, pour prendre la mesure de ce déclin, de remarquer que Baghdâd ou Mossoul sont restées, durant des siècles, au large à l'intérieur d'enceintes devenues trop vastes qui devaient et le rester jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle. En Égypte et en Syrie, le dernier siècle de l'empire mamelouk a été lui aussi une période de recul urbain. Le Caire se remit lentement, et sans doute incomplètement, des suites de la peste noire de 1348 et des difficultés du début du xv<sup>e</sup> siècle, dont Maqrîzî (1364-1442) relevait les traces indélébiles au

cours de sa minutieuse description de la ville. Rappelant son saccage par Tamerlan, en 1400, et la crise économique que traversait l'empire mamelouk, Sauvaget évoque la Damas « *plus qu'à demi ruinée* » qu'occupa Salim en 1516<sup>27</sup>. En Afrique du Nord, la décomposition des états du Maghreb central et oriental favorisa les entreprises coloniales espagnoles et portugaises, contre lesquelles Alger rechercha précisément la protection des Turcs, dont la première tâche fut de mettre un terme à la menace que la forteresse du Peñon, occupée par les Espagnols, fit peser sur la ville jusqu'en 1529. Le dernier siècle hafside constitua une longue tragédie pour Tunis, disputée entre les Turcs et les Espagnols, et dont la population, féroce traitée en 1535, au moment de l'occupation espagnole (d'après le chroniqueur Ibn Abî Dinâr, un tiers de la population fut massacré et un tiers réduit en esclavage), subit ensuite l'occupation espagnole pendant quarante ans<sup>28</sup>. Que, à des états à bout de souffle, se substitue un empire unifié et puissant ne pouvait qu'être bénéfique pour des villes qui pâtissaient, depuis un siècle, des effets de ce déclin politique. C'est en effet ce qui, logiquement, se produisit.

#### *Le rétablissement de la sécurité*

L'établissement de l'Empire eut pour effet immédiat de mettre la plupart des pays arabes à l'abri des dangers extérieurs qui avaient lourdement pesé sur certains d'entre eux : à la croisade européenne contre le Maghreb, qui avait commencé à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, succéda une période d'expansion de l'Islam qui amena les Turcs jusque sous les murs de Vienne, en 1683. Les dimensions mêmes de l'Empire constituaient une protection suffisante dans la plupart des cas. Les grandes villes se développèrent en faubourgs non protégés (Tunis, Le Caire, Damas et Alep), et les défenses qui limitaient les centres urbains anciens furent souvent laissées à l'abandon, moins par impéritie que parce que ces fortifications étaient devenues inutiles. J. Sauvaget signale ce phénomène pour



Alep, à laquelle l'extension de l'Empire avait enlevé son caractère de ville-frontière : on ne répara plus guère la muraille, les maisons particulières envahirent le rempart, les fossés, cultivés ou comblés par les immondices, servirent de voie de circulation<sup>29</sup>.

Firent exception à cette règle les villes situées à proximité de frontières encore assez actives pour justifier des travaux de défense. Ce fut le cas naturellement des villes d'Iraq, soumises, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la pression des Perses. Une des rubriques importantes dans l'histoire architecturale de Mossoul à l'époque ottomane est celle qui concerne les travaux de restauration et de consolidation de l'enceinte jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle : voir les inscriptions de restauration des portes de Bâb al-Shatt [J 8], de Bâb al-Bayd [W 9], de Bâb Likish, (1801 et 1802) [T 17], et de Bâb Sinjâr [N 3], de Bâb al-Jadîd [X 15], de la tour de Bâsh Tâbiya (1821), au nord de la ville<sup>30</sup>. A Alger, toujours menacée par les périls venus de la mer, le renforcement de l'enceinte et de ses bastions fut évidemment une des préoccupations prioritaires des gouvernants durant trois siècles : mais, apparemment inexpugnable pour qui venait de la mer, la ville fut prise, en 1830, par une attaque lancée de l'intérieur des terres. Ni Baghdâd, ni Mossoul, ni Alger n'eurent donc de ces faubourgs « hors les murs » qui caractérisent les villes mentionnées précédemment. Tunis présente un cas assez exceptionnel : ses faubourgs nord et sud furent laissés sans protection jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et, lorsque le Bey Hammûda décida de construire une enceinte pour assurer leur défense, ce fut pour répondre à la menace qui pesait sur la Tunisie du fait des prétentions des gouvernants d'Alger à une sorte de protectorat sur la Régence voisine, prétentions auxquelles la médiation de la Porte mit finalement un terme, quelques années plus tard (mars 1821)<sup>31</sup>.

La sécurité dont jouirent les pays arabes, du moins à l'égard du monde extérieur, constitua un facteur positif qui contribua au développement des activités économiques intérieures.

### *Le développement économique*

La conquête ottomane avait intégré les états arabes à l'intérieur d'un ensemble unifié très vaste, qui s'étendait des frontières du Maroc à celles de l'Iran et des steppes de la Russie du sud au Yémen, un empire qui, par ses dimensions (environ 2 500 000 km<sup>2</sup> en 1606), et sa présence sur les trois quarts du pourtour de la Méditerranée, était la plus vaste construction politique qu'ait connue l'Occident depuis la fin de l'Empire romain. Jusqu'à ce que son reflux commence, en 1683, mais surtout à partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, « tout sujet du Grand Seigneur [put] désormais circuler du Danube à l'Océan Indien et de la Perse au Maghreb sans cesser d'être soumis aux mêmes lois et à la même organisation administrative, de parler la même langue, d'user de la même monnaie, circonstance favorable à un grand mouvement intérieur d'échange »<sup>32</sup>. Cette facilité de déplacement des hommes et des biens devait, en effet, favoriser puissamment le développement du commerce intérieur dans un ensemble d'une grande diversité, où pouvaient s'échanger des productions très variées et où transitaient des produits qui faisaient l'objet d'un actif commerce international : mentionnons, par exemple, le café, les épices et les étoffes d'Orient, qui arrivaient par Le Caire et Alep, les produits venus du centre de l'Afrique, les tissus qui étaient fabriqués en Syrie et en Égypte, les objets de cuir et de laine, l'huile que produisait le Maghreb, le bois qu'exportait l'Anatolie, le tabac qui arrivait de Salonique, etc. Malgré la découverte, par les Européens, de la route directe vers les Indes, Le Caire resta le centre d'un commerce de redistribution des produits orientaux dans lequel le café prit, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, la place des épices, en lent déclin : sur les 200 000 quintaux qu'exportait le Yémen, seul pays producteur au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, 100 000 passaient par Le Caire et étaient revendus dans le reste de l'Empire, ou réexportés vers l'Europe. Alep bénéficia largement du report vers l'est de la frontière de l'état auquel elle appartenait : devenue le centre d'une vaste

région où passaient les grandes routes du commerce international, elle fut le point de transit obligatoire des marchandises de luxe venues du Golfe et de l'Inde. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le volume de son commerce avec Marseille dépassait celui du Caire.

Dans cette activité commerciale intense, les courants intérieurs, activés par l'énormité du marché de production et de consommation que constituait l'Empire, restèrent de loin les plus importants, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Si on prend le cas de l'Égypte, on constate que, dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, le commerce oriental représentait 36 % des échanges, le commerce méditerranéen avec les diverses provinces de l'Empire 50 %, et le commerce avec l'Europe 14 % seulement. Le commerce vraiment « extérieur » n'avait donc qu'un caractère marginal. C'est à une conclusion semblable qu'une étude récente sur la caravane française à Alexandrie conduit D. Panzac : sur 894 contrats d'affrètement conclus par des capitaines français à Alexandrie, entre 1754 et 1767, 385 (43,1 %) le sont pour l'Anatolie, 109 pour Istanbul (12,2 %), 112 pour le Maghreb (12,5 %), 82 pour la Grèce (9,2 %) et seulement 23 pour l'Europe (2,5 %). Les relations commerciales entre l'Égypte et l'Europe apparaissent comme mineures si on les compare aux relations avec le reste du monde ottoman. Il n'en allait pas autrement pour les autres grandes villes arabes : 70 à 80 bâtiments français assuraient des liaisons maritimes entre Tunis et le Levant, pour le compte des Tunisiens<sup>33</sup>. Il s'agit là d'une réalité essentielle, que l'eurocentrisme de la recherche, et le caractère partiel des archives utilisées (pour l'essentiel des documents consulaires) ont longtemps masquée, ce qui explique l'erreur de perspective d'un Jean Sauvaget qui lie la prospérité ou le déclin d'Alep aux évolutions du commerce européen, qui resta secondaire si on le compare aux échanges considérables, mais difficiles à évaluer faute de statistiques, qui se déroulaient à l'intérieur de l'Empire<sup>34</sup>. Ce n'est que vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle que les Européens parvinrent à imposer un changement d'orien-

tation qui devait avoir, à terme, des effets désastreux sur l'économie de la région<sup>35</sup>. Jusqu'à ce tournant, l'énorme marché intérieur engendré par la création de l'Empire assura l'activité et la prospérité des grands centres commerciaux, et en particulier des métropoles arabes, dont beaucoup étaient situées sur des points névralgiques des routes commerciales, à la lisière de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique (Mossoul, Alep, Le Caire), ou au point de contact entre la Méditerranée et l'Afrique intérieure (Tunis). Cette activité des courants commerciaux, et la prospérité qu'apporta l'Empire, eurent pour résultat un développement de l'appareil économique dans les grandes villes, que l'on peut étudier, et chiffrer, ce qui permet de suppléer, dans une certaine mesure, à l'absence presque totale de statistique sur le commerce intérieur.

La multiplication des centres commerciaux (caravansérails, où se déroulait l'essentiel du grand commerce international) et l'expansion des secteurs économiques centraux peuvent être mis en évidence dans les villes où notre connaissance de la situation antérieure à la conquête ottomane est relativement précise, et où des comparaisons peuvent donc être faites. A Tunis, par exemple, nous connaissons l'extension de la zone des marchés centraux à l'époque hafside, et nous avons des informations assez exactement datées sur la création de marchés nouveaux aux époques muradite et husaynite : du début du XVI<sup>e</sup> siècle à la fin du XVIII<sup>e</sup>, la surface de cette région, située autour de la Grande Mosquée de la Zaytûna [J 6-7], passe d'environ 3,75 hectares à environ 6 hectares, soit une progression de plus de 60 %. Une information encore plus précise pour Alep nous permet de comparer l'étendue de la Madîna (« Cité ») [P 12], où se concentrait l'essentiel du grand commerce de la ville dans des marchés (souqs) et des caravansérails (*khân*) groupés aux alentours de la Grande Mosquée : les cartes que l'on peut dresser, d'après les travaux de Sauvaget, permettent d'évaluer à 5 hectares la surface de la Madîna à la fin de la période mamelouke; au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cette Madîna s'étend sur une surface de 10,6 hectares, soit un

progrès de plus de 100 %<sup>36</sup>. Au Caire, enfin, la richesse exceptionnelle de notre information sur la période mamelouke, que nous devons, pour l'essentiel, aux descriptions minutieuses de Maqrîzî, et sur les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, grâce à la *Description de l'Égypte*, nous permet de serrer de plus près encore la réalité de cette expansion. Maqrîzî mentionne, pour la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle, 87 marchés et 57 caravansérails (*khân, funduq, qaysariyya, wakâla*). Pour l'époque ottomane, j'ai identifié 145 marchés et 360 caravansérails (*khân et wakâla*). Le progrès est particulièrement spectaculaire en ce qui concerne les caravansérails, où s'effectuait l'essentiel du grand commerce, et qui constituent donc l'indice le plus significatif de l'activité économique d'une ville. La plupart de ces caravansérails étaient groupés dans une région de grande activité, comparable à la « Cité » d'Alep, dont on peut préciser l'extension aux deux époques de référence : à l'époque de Maqrîzî, une zone d'environ 32 hectares, répartie de part et d'autre de la rue principale de la Qasaba [H 6], où l'on trouvait 44 caravansérails et 50 souqs; à l'époque ottomane, une zone s'étendant sur 58 hectares et comprenant 58 souqs et 229 caravansérails<sup>37</sup>. Ici, la croissance de la zone centrale d'activité économique peut être estimée à près de 100 %.

#### *Le rôle du pèlerinage*

La création d'un très vaste empire réunissant sous une même autorité des communautés musulmanes très nombreuses et assurant une relative facilité de circulation eut également pour conséquence le développement du pèlerinage (*hajj*), dont les effets furent surtout bénéfiques pour les deux pays qui étaient le point de départ des principales caravanes terrestres, l'Égypte et la Syrie. Ces circonstances favorables furent activement exploitées par les souverains ottomans, pour des raisons religieuses, mais aussi politiques. Le pèlerinage était chaque année l'occasion pour l'état ottoman d'affirmer

son autorité temporelle et son rôle comme principale puissance musulmane. Maîtres du Hedjaz, ce qui justifiait leur titre de « Serviteur des deux Lieux Saints » (*khâdim al-haramayn al-sharifayn*), les sultans ottomans manifestèrent un souci constant d'assurer un bon fonctionnement du pèlerinage<sup>38</sup>.

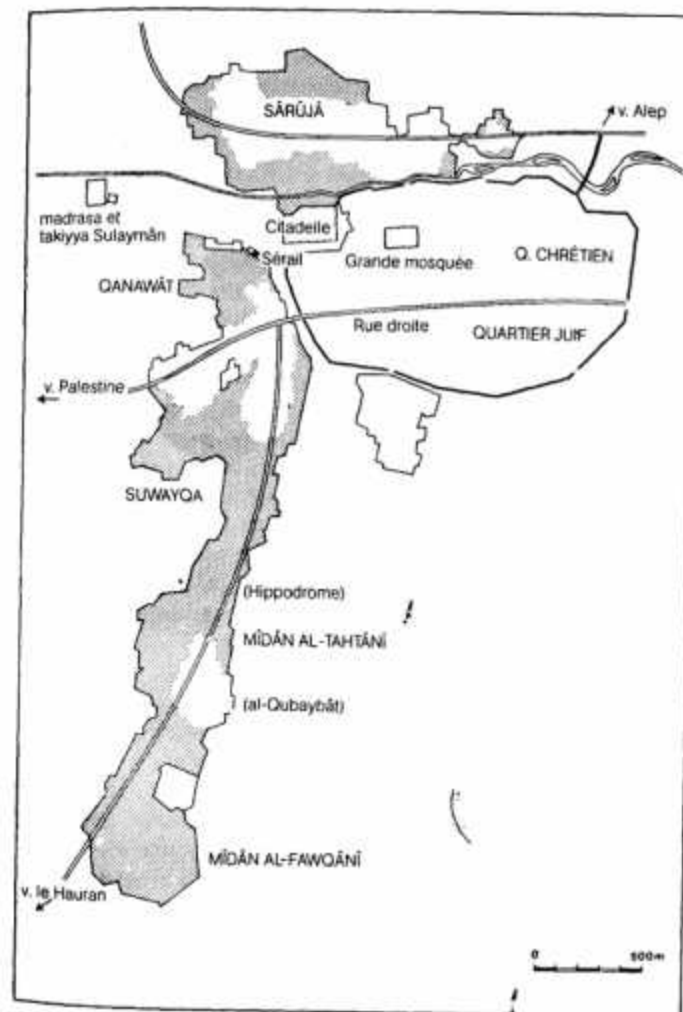
Leur activité se manifesta de diverses façons. Les autorités ottomanes firent un effort soutenu pour améliorer le système de postes qui protégeaient les caravanes sur les routes qui partaient du Caire et de Damas, pour ménager les points d'eau nécessaires. La sécurité des caravanes fut améliorée grâce à une organisation qui constituait une des principales responsabilités des provinces du Caire et de Damas. La caravane d'Égypte, qui rassemblait chaque année 30 ou 40 000 pèlerins, venus du Maghreb et de l'Afrique intérieure, était placée sous le commandement de l'émir du pèlerinage (*amîr al-hajj*), qui était un des principaux dignitaires du pays, et le financement de la caravane constituait un des articles essentiels du budget de la province<sup>39</sup> : vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on dépensait environ 12 500 000 paras en frais de transport et de subsistance pour un millier de soldats, en dépenses diverses et en subsides pour les Bédouins qui aidaient au transport en fournissant des chameaux, mais dont il fallait aussi s'assurer les bonnes grâces. A Damas, la responsabilité de conduire la caravane syrienne (de 20 à 60 000 pèlerins, suivant les années) fut jugée si importante que, à partir de 1708, le gouverneur de Damas lui-même en fut normalement chargé, la mécanique compliquée du pèlerinage n'occupant pas moins de trois mois, dont trente-neuf jours de voyage à l'aller et autant au retour. Ces efforts donnèrent des résultats variables : en dehors des difficultés que présentait inévitablement le déplacement de telles masses humaines à travers des régions peu hospitalières, les caravanes, malgré les précautions prises, eurent souvent à souffrir des déprédations des tribus bédouines : un des incidents les plus notables fut le pillage de la caravane syrienne en 1757. L'émotion fut si vive à Damas, lorsqu'on apprit « que les Bédouins avaient pillé le pèlerinage, et... avaient volé l'argent



et les biens des femmes et des hommes », que la population de la ville, indignée de l'inaction du représentant du pacha (*mutasallim*), l'attaqua dans le palais et le lapida<sup>40</sup>.

Ces caravanes, qui mettaient en mouvement des dizaines de milliers de personnes, servaient de véhicules à un commerce dont il est difficile de mesurer l'importance exacte, mais qui permettait l'échange de marchandises venues de toutes les régions du monde musulman : les produits du Maghreb, de l'Afrique centrale, des Balkans, de l'Anatolie, du Proche-Orient, convergeaient vers l'Égypte et la Syrie, se négociaient là ou continuaient leur route vers les Lieux Saints; au retour, les caravanes étaient chargées de produits d'Orient (étoffes, épices, café), qui se diffusaient dans toutes les régions de l'Empire. Par ailleurs, les pèlerins devaient s'équiper pour un voyage qui allait durer trois mois, et il leur fallait donc acheter le matériel de voyage, les provisions dont ils auraient besoin. Leur passage entretenait dans les villes où ils se rassemblaient une activité économique intense. Si Le Caire et Alep tirèrent naturellement un grand profit du pèlerinage, aucune ville n'en bénéficia plus que Damas, dont la structure urbaine même en fut profondément affectée. Le commerce en rapport avec le pèlerinage se concentra sur la route de La Mekke : dans la région d'al-Sināniyya [D 5-6], située à la limite ouest de la ville, s'établirent des marchés où les voyageurs trouvaient tout ce dont ils avaient besoin. Plus loin, sur la route qui menait vers le Hedjaz, mais aussi vers les régions agricoles du Hauran, se développa, à l'époque ottomane, un énorme faubourg qui prit le nom de Midân. Cette expansion de Damas vers le sud, sur une longueur de plus de deux kilomètres, constitue un des traits essentiels de l'histoire de la ville à l'époque ottomane<sup>41</sup>.

Le pèlerinage, qui contribuait tant à l'unité morale et matérielle de l'Empire, constitua donc un élément fondamental dans le développement des grandes villes qui se trouvaient sur sa route.



2. Croissance de Damas du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, en grisé (d'après J. Sauvaget : Esquisse, pl. VIII et X).

### La variété des populations

Parmi les éléments qui contribuèrent à l'essor des villes pendant la période ottomane, on doit mentionner l'afflux de populations qui les enrichirent de leur variété et de leur activité, un phénomène qui était traditionnel dans les villes orientales mais qui se renforça considérablement à l'époque ottomane.

L'étendue et la diversité de l'Empire, la relative facilité de la circulation d'un point à l'autre, favorisèrent le déplacement, en grand nombre, d'individus mus par des motivations aussi variées que la recherche du profit au moyen de spéculations commerciales, la quête du savoir et de la culture, le désir d'accomplir une obligation religieuse comme le pèlerinage, qui pouvaient toutes les amener à s'installer, pour une période plus ou moins longue, et parfois définitivement, dans une autre province. C'est ainsi que s'établirent au Caire d'importantes colonies de Maghrébins, de Syriens ou de Turcs, qui devaient représenter environ 25 000 individus sur un peu plus de 250 000 habitants, soit un dixième de la population. Ces étrangers jouaient au Caire un rôle important dans les activités économiques, et surtout commerciales; on les trouvait largement représentés dans le grand négoce du café et des tissus, par exemple, puisque 44 % des principaux commerçants (*tuggâr*) identifiés vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle appartenaient à ces communautés étrangères orientales musulmanes<sup>42</sup>.

La sécurité qui régnait dans les villes, les possibilités qu'offrait leur activité économique, y attirèrent aussi des populations d'origine rurale à la recherche de métiers, souvent modestes. Cette immigration intérieure paraît avoir été forte, par exemple à Alger ou à Tunis, où les communautés de gens de l'extérieur (*barrâniyya*) plus faciles à mettre en évidence parce que religieusement ou linguistiquement minoritaires (Mzabites ou Djerbiens kharidjites; Kabyles berbérophones) ont été le mieux étudiées.

La relative tolérance pratiquée par les Ottomans à l'égard

des communautés minoritaires, et la large autonomie qu'ils leur laissaient pour leur administration intérieure, expliquent l'essor des groupes juifs dans presque toutes les grandes villes arabes, et celui des chrétiens dans les villes du Proche-Orient. Il est très significatif que les communautés juives très anciennement installées dans les pays arabes aient été renforcées, à l'époque ottomane, par des groupes venus d'Europe rechercher un refuge contre les persécutions qu'ils subissaient (par exemple en Espagne), ou la possibilité d'activités économiques fructueuses (comme ce fut le cas des Juifs « livournais » qui renforcèrent les communautés indigènes d'Alger et de Tunis, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles). Des groupes de chrétiens grecs et arméniens vinrent s'installer dans la plupart des grandes villes arabes du Proche-Orient, et ils y jouèrent un rôle important dans nombre d'activités artisanales, au point d'en monopoliser certaines : voir les fourreurs, tisserands de soie (*hariri*) grecs ou les horlogers arméniens.

Enfin, la prépondérance politique de l'ethnie turque et le recrutement massif de militaires et d'administrateurs turcs amenèrent l'établissement, hors de l'Anatolie, de colonies turques parfois nombreuses, et, de toute manière, puissantes, en raison des liens qu'elles avaient avec le pouvoir. En se fixant d'une manière définitive dans le pays, et en se « naturalisant » par des mariages avec les indigènes, elles finirent par constituer des communautés qui se situaient, dans la société locale, à mi-chemin entre la caste dominante et la population sujette.

De cette variété de peuplement, Alger et Tunis offrent un exemple extrême dû sans doute à leur situation tout à fait exceptionnelle pour de grandes villes arabes. Situées sur les rives mêmes (Alger) ou à peu de distance (Tunis) de la Méditerranée, en face des états chrétiens qui occupaient toute la côte septentrionale, les deux Régences eurent avec eux des relations étroites, fondées sur l'échange (commerce) ou la guerre (tentatives de colonisation espagnoles, et guerre de course). C'est l'activité des corsaires qui est responsable de la

ottomans paraissent indiquer un certain déclin démographique à Damas et à Alep vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Le Caire connut périodiquement des épidémies dévastatrices de peste, dont une des plus graves fut celle de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : en mars 1791, il y aurait eu jusqu'à 1 500 ou 2 000 décès par jour; la cherté et la famine s'y ajoutèrent en 1792 : « Dans les rues, écrit le chroniqueur, on ne pouvait faire un pas sans mettre le pied sur des créatures humaines accablées de misère et de faim. On se disputait la chair des cadavres, des ânes et des chevaux. Il y eut même des gens qui mangèrent de petits enfants »<sup>57</sup>. Il est donc vraisemblable que Le Caire, tel que le décrivent les savants français en 1798, était une ville moins peuplée que vers 1700-1750. Inversement, l'augmentation de la population de Tunis, sensible au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, est peut-être liée à une accalmie entre l'épidémie de peste de 1705 et celle de 1784-1785, la « grande peste » qui aurait fait de 500 à 1 000 morts par jour<sup>58</sup>.

Il est, d'autre part, certain que le processus de croissance connut des rythmes différents dans les diverses villes, la situation historique de chaque région pouvant expliquer ces variations. Si la croissance fut forte au XVI<sup>e</sup> siècle à Alep et au Caire, Tunis traversa, au contraire, des crises si graves pendant ce siècle que son développement fut sans doute retardé jusqu'à ce que les Mouradites, puis les Husaynites aient pu restaurer une certaine prospérité dans la Régence, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais il nous faudrait une connaissance plus précise des phénomènes démographiques, et de la manière dont ils se sont traduits dans l'histoire urbaine, pour que nous puissions faire plus que suggérer un progrès global sur une longue période.

#### *Les modalités de la croissance*

La croissance urbaine se réalisa, suivant les villes, et souvent dans la même ville, de l'intérieur, par « densification » et comblement des vides qui subsistaient dans le tissu urbain

(zones non construites, cimetières), et de l'extérieur par extension de l'agglomération, en général sous forme de faubourgs.

Nous savons qu'à Tunis l'expansion des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles se fit en partie dans des zones occupées par des cimetières : le Dâr al-Bey [J 5], la mosquée [J 5] et les souqs édifiés par Yûsuf Dey (1610-1637), entre la région de la Grande Mosquée [J 6-7] et celle de la Qasba [J 4], se sont ainsi développés dans des régions où, sous les Hafsides, s'étendaient de grands cimetières (al-Silsila et Sidi 'Alî bin Ziyâd). De même, au siècle suivant, la ville s'étendit, au sud de la Madîna, dans des zones de jardins et de cimetières<sup>59</sup>. Les grandes opérations d'urbanisme menées à Alep au XVI<sup>e</sup> siècle, dans la zone située au sud de la « Cité » (Madîna), sur lesquelles nous reviendrons, se déroulèrent également dans une région faiblement occupée à l'époque des Mamelouks, où se trouvait, en particulier, un hippodrome (*maydân*) pour l'entraînement au lancement du javelot.

La « densification » put prendre la forme que décrit A. Abdel Nour pour Alep d'après une étude des transactions immobilières : « La dégradation et la parcellisation des constructions d'Alep au XVIII<sup>e</sup> siècle par rapport au XVII<sup>e</sup> sont des faits tangibles que l'on rencontre à chaque page des registres... Les appartements sont plus exigus, les transactions plus fréquentes, les prix plus élevés. Nous constatons une surdemande de logements, à laquelle ne peut répondre la construction de nouvelles habitations. La conséquence de cette pression démographique est le fractionnement du logement existant »<sup>60</sup>. J. Sauvaget et A. Abdel Nour mentionnent, à titre d'exemple, le cas du quartier populaire de Bahsîtâ [I 11-12], enserré par l'enceinte de la ville, où le nombre de « feux » passa de 260, en 1570, à 477, en 1683, vraisemblablement par morcellement de la propriété<sup>61</sup>.

Cet accroissement de la densité intérieure est, en général, difficile à mettre en évidence, sauf lorsqu'il en résulta une « crise urbaine » qui put prendre la forme d'un déplacement

des tanneries, quand le développement de la population rendit insupportable leur maintien dans un emplacement trop central. Nous avons trois exemples d'un tel phénomène à Alep, au Caire, et à Tunis. A Alep, les tanneries qui se trouvaient dans la ville *intra muros*, pas très loin de la zone de la « Cité » [L 12-13], furent transférées à l'ouest de la ville [PQ 6], vers 1570, vraisemblablement pour faire de la place à la population qui se développait à l'intérieur de la ville, et qui ne pouvait plus supporter le voisinage de cette industrie malodorante. Les noms d'un quartier et d'une mosquée « de la vieille tannerie » (al-Dabbâgha al-*atîqa*) [L 12] ont conservé jusqu'à nos jours le souvenir de la localisation ancienne, tandis que les tanneries « nouvelles » se développaient le long du Quwayq. Au Caire, le peuplement plus dense de la région située immédiatement au sud de Bâb Zuwayla [M 6] imposa de même, vers 1600, le transfert des tanneries, qui occupaient quatre hectares dans une zone alors en voie de rapide urbanisation [NO 9-10], vers l'extérieur de la ville, hors de la porte de Bâb al-Lûq [M 15]. C'est après ce transfert que la région toute proche de Birka al-Fil (« Étang de l'Éléphant ») [Q 9] put devenir une zone de résidence « chic » pour les émirs. A Tunis, enfin, où la population s'était fortement accrue au XVIII<sup>e</sup> siècle, et où les locaux disponibles en ville s'étaient raréfiés, le souverain 'Alî Bey décida, vers 1770, de faire transférer à l'extérieur de la ville le marché des tanneurs (Sûq al-Dabbâghîn), « si bien, écrit l'historien tunisien Hammûda bin 'Abd al- Azîz, que leur souq (antérieur) qui se trouvait à l'intérieur de la ville devint disponible pour la construction de maisons d'habitation »<sup>82</sup>.

Par contre, l'extension de la ville, le plus souvent sous la forme de faubourgs extérieurs, peut être plus aisément constatée et mesurée. J. Sauvaget a ainsi cartographié le développement des faubourgs nord et est à Alep entre le début du XVI<sup>e</sup> et le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il a de même montré comment l'extension du grand faubourg sud de Damas, le Midân, le long de la route du Hauran et du Hedjaz, a absorbé

le village de banlieue de Qubaybât (les « Petites Coupes »), ainsi que l'ancien hippodrome (*maydân*) « des cailloux » qui lui a donné son nom (fig. 2 et 3). L'évolution du Caire s'est faite suivant un processus similaire, un développement graduel de la région sud de la ville, puis de la région ouest, au-delà du « canal » (*khalig*) qui avait marqué la limite de la ville médiévale. Le déplacement des quartiers de résidence des émirs qui, pour éviter les zones les plus denses de Qâhira, s'établirent d'abord au sud, dans la région de Birka al-Fil (XVII<sup>e</sup> siècle) [Q 9], puis dans la région ouest de la ville, autour de la Birka al-Azbakiyya [H 12], a constitué comme un commentaire de ce mouvement de la ville : tout comme l'histoire de la construction des fontaines publiques, dont les phases sont évidemment calquées sur celles du peuplement<sup>83</sup>.

On peut suivre, dans le cas d'Alep, le processus d'une telle croissance, grâce aux études faites sur le faubourg nord, par J. Sauvaget et J.-C. David : extension du tissu urbain, le long des grands axes de circulation, avec une disposition en éventail à partir de Bâb al-Nasr [IJ 16-17], dès l'époque mamelouke ; urbanisation des espaces interstitiels à l'intérieur des îlots et à la périphérie du faubourg, sous les Ottomans. L'étude des tracés de rues et du parcellaire permet de retrouver, sur les plans modernes, la trace d'opérations visiblement organisées, dont la configuration géométrique (des rues principales se ramifiant en rues secondaires rigoureusement parallèles et séparées par des intervalles réguliers) s'est maintenue au travers des siècles (fig. 13)<sup>84</sup>.

Au Caire, le plan de la *Description de l'Égypte*, garde la trace de parcellaires tout aussi réguliers dans la partie ouest de la ville, au-delà du Khalig, zone qui, nous l'avons vu, fut urbanisée au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, en utilisant les vastes réserves de terrains qu'y détenaient les grands *waqf* mentionnés par Maqrîzi au XV<sup>e</sup> siècle<sup>85</sup>. A Damas, tout un secteur du quartier du Midân (région de Sûq al-Midân) est ainsi organisé sur la base d'un véritable lotissement (fig. 12)<sup>86</sup>. Une étude attentive des tracés non moins réguliers que révèlent les plans



des faubourgs nord et sud de Tunis permettrait sans doute d'arriver à des conclusions semblables, en ce qui concerne le développement de cette ville à l'époque ottomane, dans les régions suburbaines.

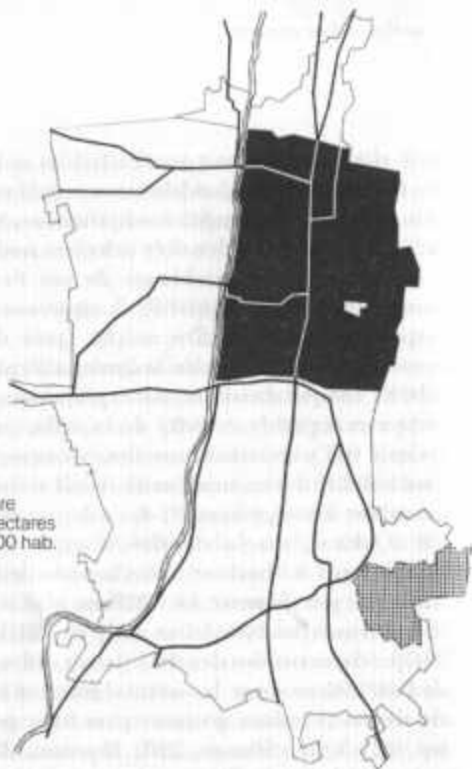
*Les villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*

Deuxième ville de l'Empire, mais largement distancée par Istanbul, dont la population avoisinait sans doute 500 000 habitants, Le Caire occupait une place tout à fait exceptionnelle parmi les métropoles arabes. Sa surface (730 hectares au total et 660 hectares bâtis) et sa population (263 000 habitants, d'après la *Description de l'Égypte*) la plaçaient loin devant un groupe de villes héritières de prestigieuses métropoles, dont la surface avoisinait 300 hectares et la population 100 000 habitants. Alep, avec 397 hectares de surface totale (et 367 de surface bâtie) et environ 120 000 habitants, venait en tête de ce groupe. Damas (313 hectares et environ 90 000 habitants) et Baghdâd (340 hectares et environ 90 000 habitants) étaient des centres exactement équivalents, un peu plus importants probablement que Tunis (surface totale 260 hectares, surface construite 231 hectares, population estimée à environ 80 000 habitants, vers 1860). Située en dehors de l'Empire, Fès appartenait sans doute à ce groupe encore qu'avec une surface de 153 hectares, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, il paraisse difficile d'envisager pour elle une population de 100 000 habitants. Mossoul avait des dimensions globales comparables (274 hectares), mais sa surface construite n'était que de 194 hectares, et sa population ne devait guère dépasser 55 000 habitants. Beaucoup plus modeste était une ville comme Alger, dont la superficie était de 46 hectares seulement et dont la population, estimée à 30 000 habitants en 1830, est généralement considérée comme très inférieure au chiffre du XVII<sup>e</sup> siècle. Sanaa (24 000 h. en 1880) et Jérusalem (guère plus de 15 000 habitants) étaient de petites villes<sup>67</sup>.

Ces chiffres peuvent paraître faibles quand on les compare avec les estimations plus généreuses qu'il est habituel de faire, sur la base de renseignements optimistes, mais sans doute peu fondés. Le calcul des densités urbaines nous fournit un moyen de contrôler la vraisemblance de ces évaluations. Dans ce domaine, Le Caire apparaît à nouveau comme une ville exceptionnelle : le chiffre moyen (près de 400 habitants à l'hectare) paraît proche de la limite acceptable pour une ville arabe à l'époque classique ; il s'explique sans doute, d'une part, par la remarquable activité de la ville, par une architecture verticale qui permettait une densité exceptionnelle, et par le grand nombre des immeubles à habitat collectif (caravansérails, immeubles à usage locatif) dans le centre économique de la ville (Qahira), où la densité atteignait peut-être près de 600 habitants à l'hectare ; dans le reste de la ville, les densités n'auraient pas dépassé les chiffres plus « raisonnables » de 375 habitants/hectare (zone sud) et 300 h/ha (zone ouest)<sup>68</sup>. C'est précisément des densités de cet ordre (environ 300 h/ha) que l'on trouve dans les autres grandes villes arabes si l'on part des évaluations données plus haut pour la population : Alep, 327 h/ha ; Damas, 288 ; Mossoul, 283 ; Baghdâd, 265 ; Tunis (346 h/ha)<sup>69</sup>. C'est surtout pour Alger que le doute est permis : le chiffre de densité est remarquablement élevé, 646 habitants à l'hectare (pour 30 000 h en 1830), plus donc que dans la région de Qahira au Caire, ce qui peut s'expliquer par la compression de la ville à l'intérieur de ses murs, par la densité des constructions et par le caractère vertical de leur architecture, enfin par l'existence de bagnes ou de casernes où s'entassaient des milliers de Janissaires et de captifs chrétiens. Mais il est évident que les chiffres donnés pour des périodes plus anciennes (100 000, écrit-on communément, pour le XVII<sup>e</sup> siècle) justifient le scepticisme le plus total : des densités de 2 000 habitants à l'hectare n'ont été relevées qu'à l'époque contemporaine, dans des villes comme Alger ou Le Caire, pour des raisons liées à la colonisation et à l'explosion démographique du XX<sup>e</sup> siècle.



Algier  
46 hectares  
30.000 hab.



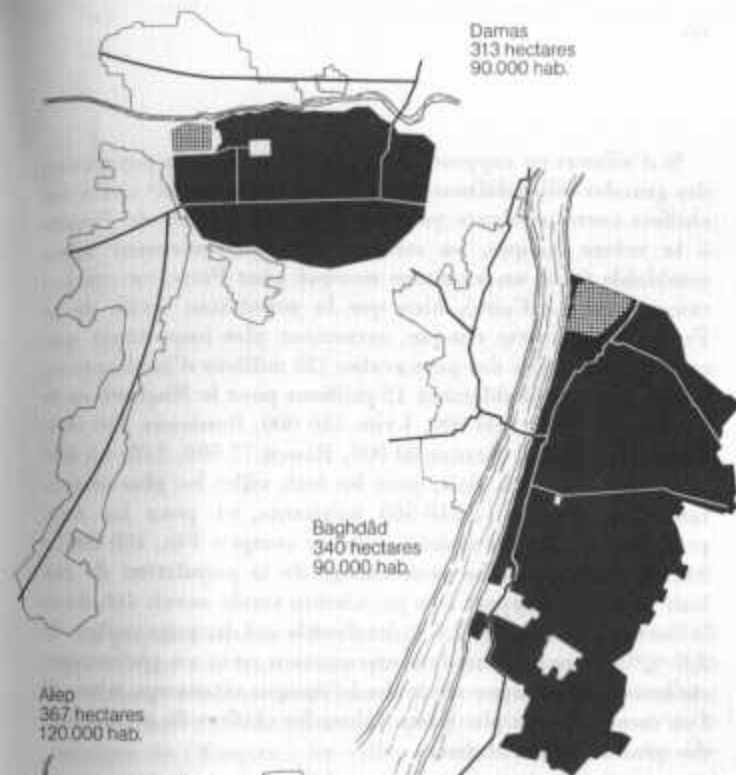
Le Caire  
660 hectares  
263.000 hab.



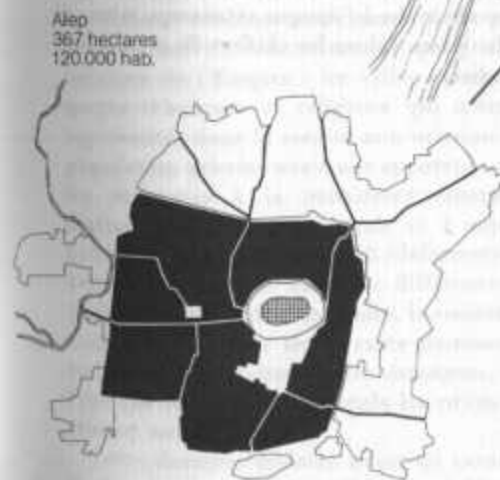
Tunis  
231 hectares  
80.000 habitants



Mossoul  
194 hectares  
65.000 hab.



Baghdâd  
340 hectares  
90.000 hab.



Alep  
367 hectares  
120.000 hab.

Damas  
313 hectares  
90.000 hab.

#### Légende

- Madina
- Faubourgs
- Citadelle
- Grande mosquée

4. Dimensions comparées des grandes villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (surfaces bâties et populations).

est de toutes les époques dans le monde arabe. Dans une certaine mesure, elle s'était renforcée à l'époque ottomane, du fait de l'appartenance des membres de la caste dirigeante à un groupe (principalement turc), qui contrôlait le pouvoir dans la capitale de l'Empire, et qui exerçait donc, de l'extérieur, un contrôle sur la vie des provinces. Mais la situation qui avait été créée par la conquête ottomane ne saurait être réduite à de simples rapports de colonisateurs à colonisés. L'appartenance commune à l'Islam créait une solidarité profonde qui réapparaissait avec vigueur chaque fois qu'un danger se manifestait de l'extérieur. C'est cette solidarité qui précipita les Algériens dans la suzeraineté ottomane contre le péril espagnol, qui conduisit les Égyptiens à s'opposer par les armes aux Français en 1798, et qui amena les Tunisiens de Sfax à solliciter la protection des Ottomans en 1864. D'un autre côté, des liens si étroits étaient tissés entre les membres de la caste dominante et les populations indigènes que celles-ci avaient cessé de considérer leurs occupants comme de véritables étrangers : les clivages socio-économiques contribuaient à créer des solidarités à niveaux équivalents et à estomper le fossé qui séparait traditionnellement les gouvernants et les gouvernés.

#### La caste dominante

Quelles qu'aient été les différences locales, fruit d'une évolution dont nous avons constaté la diversité, l'essentiel de l'autorité était exercé, dans les provinces arabes, par les membres d'une caste dont le recrutement était largement étranger et qui fournissait la plus grande partie du personnel politique et militaire.

#### Les militaires

La mission d'assurer la sécurité des provinces et d'y maintenir l'ordre était confiée à un certain nombre de milices, qui étaient inégalement représentées dans les différentes villes. Il y avait au Caire des représentants de sept *odjaq*. Les Janissaires et les 'Azab étaient des corps de fantassins qui avaient été établis dès la conquête du pays, ainsi que les Gamâliyya (pour le mot turc *Gönüllü* : « volontaires ») et les Tufakchiyya (fusiliers), qui étaient des cavaliers. Le corps des Charâkisa, eux aussi des cavaliers, avait été formé avec des mamelouks employés au service du gouverneur. Le corps des Châwîshiyya était chargé de porter les ordres et les décrets. Les Mutaferriqa avaient été constitués plus tard (en 1554), mais ils étaient les premiers en dignité et étaient attachés au *wâlî* qui les utilisait pour contrôler les autres *odjaq*<sup>1</sup>.

La milice la plus importante, et la plus largement répandue dans les provinces de l'Empire, était celle des Janissaires, qui constituait partout la force principale dont disposaient les pachas pour gouverner<sup>2</sup>. Le corps était divisé en régiments, dont un nombre à peu près fixe était installé dans chaque capitale : à Tunis, Sinân Pacha avait installé la 101<sup>e</sup> unité avant son retour à Istanbul, en 1574, et c'est environ 4 000 Janissaires qui gardaient le pays au XVII<sup>e</sup> siècle; au Caire, le nombre des Janissaires, aussi appelés « gardiens » (*Mustahfizân*), se stabilisa aux environs de 6 000 hommes, et ils représentaient le tiers environ de l'effectif total des milices. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait trois unités (*orta*) de Janissaires à Mossoul, la « 10 », la « 52 » et la « 58 », chacune cantonnée dans une région de la ville; dans le cours du siècle, elles furent renforcées par des unités exilées par les pachas de Baghdâd et installées à Mossoul, la « 31 » (en 1729), puis la « 27 » (en 1735), au total moins de mille hommes. Il n'y avait pas plus d'un millier de Janissaires à Damas. S'il y avait trois cents soldats réguliers à Jérusalem, dont une centaine de Janissaires, plus sans doute que la défense de la ville ne le



Si d'ailleurs on rapproche ces estimations sur la population des grandes villes du monde arabe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle des chiffres correspondants pour les principales villes de France à la même époque, on constate un échelonnement assez semblable (avec un avantage marqué pour Paris, en comparaison avec Le Caire), bien que la population totale de la France fût, à cette époque, nettement plus importante que celle de l'ensemble des pays arabes (28 millions d'habitants en 1789, contre probablement 15 millions pour le Maghreb et le Machreq) : Paris 600 000, Lyon 150 000, Bordeaux 110 000, Marseille 110 000, Nantes 80 000, Rouen 72 500, Lille 65 000 et Toulouse 53 000. Soit, pour les huit villes les plus importantes de France, 1 240 500 habitants, et pour les huit principales villes du monde arabe (y compris Fès, 100 000) : 848 000 habitants. Le pourcentage de la population de ces huit villes par rapport à la population totale aurait été, dans le cas de la France, de 4,4 %, et dans le cas des pays arabes de 5,6 %<sup>70</sup>. L'importance de l'urbanisation reste un phénomène caractéristique du monde arabe à l'époque ottomane, même si l'on ramène à une plus juste valeur les chiffres de population des grandes villes arabes.

## Chapitre 2

### La population des villes

La population des villes arabes à l'époque ottomane était caractérisée par trois traits qui étaient déjà apparents dans les sociétés urbaines antérieures. Cette population était d'une grande variété, caractéristique qui s'était accentuée avec la création de l'Empire : les villes rassemblaient donc des éléments ethniques et religieux qui n'étaient que faiblement représentés dans la société non urbaine. Pour cette raison, la population urbaine avait une apparente spécificité qui amenait les étrangers à la considérer comme fondamentalement distincte de la société rurale et à supposer même que les habitants de la ville, les *baldi* (déformation de *baladi* : citadin) avaient une origine ethnique différente de celle des paysans (*fallâh*) et des bédouins. Enfin, la société urbaine était divisée entre les membres de la caste dominante (et gouvernante) qui étaient en principe des étrangers, et les sujets (que, à l'époque ottomane, on appela les *ra'iya* : « troupeaux ») qui étaient autochtones.

Cette dernière division avait un caractère traditionnel : la distinction entre « gens d'épée » (*ahl al-sayf*) étrangers qui monopolisaient les activités politiques et militaires, et « sujets »

nécessitait, c'était en considération de son rôle religieux et historique<sup>2</sup>.

Le cas de la ville d'Alger, où le contingent de Janissaires conserva, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, son caractère traditionnel, nous permet de comprendre comment ce contingent était recruté et organisé sur place<sup>3</sup>. Depuis l'abandon du système du *devshirme*, les militaires de l'*odjaq* d'Alger étaient enrôlés principalement en Anatolie, dans les classes les plus pauvres de la population : les autorités d'Alger envoyaient des missions pour lever les recrues, ou utilisaient leurs chargés d'affaires (*uakil*) dans les provinces d'Asie mineure, et en particulier à Smyrne. Il y aurait eu ainsi 8 533 recrues nouvelles levées entre 1800 et 1829. Ce recrutement, qui était vital pour la Régence d'Alger, ne pouvait se faire qu'avec l'accord du gouvernement ottoman, situation qui contribua au maintien des liens politiques entre Alger et la Porte. Par ailleurs, ce flux régulier de militaires venus du centre de l'Empire contribua fortement à garder son caractère « turc » à l'État d'Alger. A son arrivée à Alger, la recrue (*yoldash*) était inscrite sur les registres des Janissaires, avec indication du nom du père, de la ville d'origine, de l'ancien métier, parfois de particularités physiques qui lui avaient valu son surnom (*burunuz* : nez camus; *topal* : boiteux). Le militaire était affecté à l'un des 424 détachements (*odjaq*) d'Alger qui comptaient un nombre varié de militaires, de 10 (l'*odjaq* « 347 ») à 238 (numéro « 325 »), en moyenne 28 hommes en 1745, époque à laquelle une dizaine de milliers d'hommes étaient portés sur les registres. Il était conduit à une caserne et logé dans une chambre (en turc : *oda*). Il y recevait son équipement, et il allait y vivre, en principe, durant toute sa carrière militaire. Alger comptait huit casernes, établies dans la partie inférieure de la ville : casernes de Bâb 'Azzûn, dite des « buveurs de petit lait » (*lebenjiyya*) [B 8], Eski (« l'ancienne ») et Yeni (« la nouvelle ») [B 7], Sâlih Pacha et 'Alî Pacha [D 8], Yali (« du bord de mer », aussi dite al-Durûj « des escaliers ») [H 8], Usta Mûsâ (ou de « Bâb al-Jazîra ») [I 9], Muqriyyîn (des

« Lecteurs », dont les Français firent « Macaron ») [I 8]. C'étaient de vastes constructions à cour centrale et à arcades sur lesquelles donnaient les chambrées où logeaient une quarantaine d'hommes (il y en avait 201 au total), et qui étaient identifiées par un nom qui était souvent celui d'un chef de chambrée (*oda bashi*) ayant acquis une certaine notoriété : à la caserne des 'Attârîn à Tunis [I 7], aujourd'hui Bibliothèque Nationale, les portes des anciennes chambrées conservent le nom de l'officier qui les commandait. Les militaires progressaient ensuite en grade et en solde (avec en complément des allocations en nature), de *oda bashi* à *bulûk bashi*, puis finalement à *agha*, normalement à l'ancienneté. Bien que, en principe, les Janissaires dussent rester célibataires, nombre d'entre eux se mariaient dans le pays et s'y établissaient, comme commerçants et artisans, pour améliorer des soldes dont l'inflation réduisait le montant, et qui étaient souvent payées irrégulièrement. « J'ai contemplé l'armée, c'est un marché, un bazar... Tes soldats sont devenus marchands de marmelade, ... marchands de lait caillé... Tes soldats sont des épiciers... Saché-le, mon Padischah », disait une chanson satirique sur l'*odjaq* d'Alger<sup>4</sup>.

Alger, avec son recrutement à peu près exclusivement anatolien, paraît représenter un cas extrême, explicable, peut-être, par la volonté de l'élément turc de garder la haute main sur le pouvoir. Presque partout ailleurs, le recours à un fort recrutement local, amorcé dès les débuts de la conquête ottomane, allait modifier profondément le caractère de l'*odjaq*. Avec l'abandon du recrutement exclusif à partir de levées de non-musulmans, le relâchement des règles sur le célibat, sur l'interdiction d'exercer un métier ou de résider hors des casernes, la porte fut en effet ouverte à l'entrée massive, dans les rangs des Janissaires, d'indigènes désireux de profiter des avantages en tous genres qu'assurait l'appartenance à l'*odjaq* : solde, distributions en nature et exemptions de juridiction, participation au pouvoir politique. Ce phénomène eut pour effet d'approfondir les liens qui existaient entre les militaires

et la population indigène. Aussi bien les Égyptiens considéraient-ils les gens des milices comme très proches d'eux, et le chroniqueur Gabartî leur donne d'ailleurs le nom caractéristique de *misirliyya* (« égyptiens »). Lorsque, à plusieurs reprises, les autorités envisagèrent de les expulser, on s'aperçut que ces « Turcs » étaient mariés dans le pays, y avaient des enfants, y exerçaient des métiers. Et, en 1807, Gabartî remarque encore que ces soldats avaient de l'affection pour les gens du pays, parce qu'ils « s'étaient mêlés à eux, habitaient leurs maisons et leurs quartiers, et avaient épousé des femmes de leur pays »<sup>6</sup>. Cet enracinement des Janissaires dans le pays où ils étaient établis est apparent dans la plupart des grandes villes que nous étudions. A Tunis, vers 1807-1811, la milice comptait 9 000 hommes, dont près de la moitié étaient des « Turcs » du pays. A Alep, les Janissaires étaient, pour la plus grande partie, originaires des classes les plus populaires; ils exerçaient des métiers, probablement parmi les plus humbles, ce qui explique sans doute les liens de l'*odjaq* avec les bouchers. Ils habitaient dans les faubourgs orientaux de la ville, tels Bânqûsâ [J 23], Bâb al-Nayrab [U 21], Qârliq [G 29], Bâb al-Malak [V 27] et Bâb al-Maqâm [W 16] : leur principal lieu de rendez-vous, le Qahwa al-Agha (« Café de l'Agha »), se trouvait dans le quartier de Bânqûsâ. A Mossoul, enfin, les différentes unités qui y étaient cantonnées étaient liées à la population des quartiers de la ville, suivant la répartition des *orta* : les Janissaires étaient la ville en armes, et ils étaient étroitement mêlés aux querelles internes qui opposaient les divers quartiers et les grandes familles qui les dominaient<sup>7</sup>.

Dans plusieurs villes de l'Empire, la présence simultanée de Janissaires impériaux (appelés *Kapikuli* : « esclaves de la Porte »), envoyés par le gouvernement central et occupant la Citadelle, et de Janissaires recrutés localement (*Yerliyya*, *Yerliyân*) conduisit à des conflits violents<sup>8</sup>. A Jérusalem, les actes de violence commis par les Janissaires amenèrent les *Yerliyân* à prendre parti pour la population locale, avec laquelle ils s'identifiaient totalement : en 1731, les *Yerliyân*,

assistés par une partie de la population locale, s'introduisent dans la Citadelle et en chassent les Janissaires impériaux qui n'ont d'autre ressource que de s'adresser à la Porte pour en obtenir un firman les soutenant. A Baghdâd, vers 1646, les régiments locaux refusent de reconnaître le successeur désigné par la Porte à Ibrâhîm Pacha, et s'opposent aux Janissaires impériaux qui soutiennent Mûsâ Pacha : la crise se prolonge pendant trois mois, jusqu'à ce que la Porte décide l'exécution d'Ibrâhîm Pacha<sup>9</sup>.

Mais ces conflits ne furent nulle part aussi violents et durables qu'à Damas, où, à partir de 1659, lorsque la Porte envoya plusieurs centaines de militaires, afin de réduire à l'obéissance les Janissaires locaux, il y eut deux corps rivaux, les *Kapikuli* et les *Yerliyya*, chacun commandé par un agha envoyé d'Istanbul. Les Janissaires impériaux, installés dans la Citadelle de Damas, étaient, en général, appuyés par le quartier *intra muros* de 'Amâra [F 2]. Les Janissaires locaux étaient plus nombreux, et surtout ils avaient un large soutien dans la population, leurs points forts se situant dans les quartiers extérieurs de Sûq Sârûjâ [C 1] et du Midân [D 8]. Pour comprendre ces conflits, il faudrait que nous puissions analyser leur signification politique, sociale et urbaine, ce qui n'est pas le cas. On doit donc se contenter d'en noter les péripéties, auxquelles la population même de la ville fut étroitement mêlée. En 1740, le gouverneur décide l'expulsion des *orta* de la Citadelle : « *La situation des gens s'améliora* », note le chroniqueur Budayrî avec satisfaction. En 1746, As'ad Pacha s'en prend aux Janissaires locaux, bombarde leurs quartiers; les rebelles s'enfuient et cinq cents maisons sont pillées dans le Midân. As'ad obtient l'envoi d'une unité (*orta*) de *Kapikuli*. Damas devient une ville « paisible, semblable à un verre de lait caillé », écrit derechef le chroniqueur, non sans quelque inconséquence, semble-t-il. En 1748, un ordre sultanien prescrit le départ des *Kapikuli*, mais n'est pas respecté. Mais c'est surtout en 1757, après la destitution de As'ad Pacha, que le conflit s'exaspère. Les incidents commen-

cent le 31 mai et se prolongent jusqu'en octobre. Les gens de Damas demandent, et obtiennent, qu'on fasse partir les « étrangers » : le nouveau pacha envoyé par la Porte pour rétablir la situation, après le pillage de la caravane du Pèlerinage, ordonne aux « civils » de quitter les Janissaires. Ceux-ci veulent résister, mais le pacha s'empare du Midân et le livre au pillage (décembre 1757). « *La population de Damas fut atteinte... par une calamité telle qu'elle n'en avait pas vue depuis l'époque de Tamerlan* », conclut Budayri<sup>10</sup>. On peut considérer, « en gros », que les Yerliyya défendaient les intérêts des Damasains contre des groupes étrangers : considérés par les Ottomans comme des « rebelles », et responsables, en effet, de beaucoup d'excès, ils étaient cependant mieux acceptés par la population locale, avec laquelle ils étaient liés, que les troupes de mercenaires. Le succès de 'Abdallah Pacha sur les Yerliyya, en 1757, réduisit la population de Damas à l'obéissance<sup>10</sup>. On voit dans ce cas combien la ville était directement impliquée dans un conflit mettant aux prises les « milices ».

#### *Les mamelouks et les « renégats »*

Le recrutement du groupe dirigeant par l'achat d'esclaves blancs qui étaient ensuite éduqués pour remplir les emplois militaires et politiques était, dans beaucoup de pays arabes, une pratique traditionnelle : c'est de cette manière qu'avait fonctionné le sultanat mamelouk pendant les deux siècles et demi où il avait dominé l'Égypte, la Palestine, la Syrie et une partie de l'Arabie. Le *devshirme*, auquel les Ottomans avaient recouru pour assurer le recrutement de la milice des Janissaires, était, par certains points, assez comparable à ce système.

L'utilisation de mamelouks d'une manière systématique à l'époque ottomane est surtout caractéristique de l'Égypte, sans doute parce que le système y était si profondément enraciné dans les usages que le sultan Salim (1512-1520) et

son successeur Sulaymân (1520-1566) trouvèrent commode de le perpétuer, instituant ainsi une contrepartie à l'autorité dont étaient investis le Pacha et les Janissaires dans cette province. De ce fait, les mamelouks continuèrent à jouer un rôle important dans l'organisation de l'Égypte, et ils furent, en particulier, chargés d'assurer le gouvernement des provinces, avec le titre de bey. Après une période où ils ne jouèrent aucun rôle politique, soutenant habituellement les pachas dans leurs démêlés avec les militaires, les beys devinrent progressivement, après 1610, le groupe dominant, en particulier à l'époque de Ridwân Bey (1631-1656). Les beys tiraient leur puissance du contrôle des provinces et de l'exploitation des fermages ruraux (*iltizâm*), ainsi que de l'exercice des principales fonctions gouvernementales. La lutte entre les deux « partis », fiqarite et qasimite, affaiblit ensuite les beys. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour des raisons qui restent à éclaircir, le système de recrutement des mamelouks s'imposa à l'ensemble de la caste dirigeante, y compris aux *odjaq* qui tombèrent sous le contrôle des principales maisons beylicales. Désormais, une carrière put se dérouler indifféremment dans le cadre du beylicat ou d'un *odjaq*, suivant la volonté du chef de la maison. À partir de 1755, ce sont des beys qui dominèrent le gouvernement de l'Égypte, avec l'aide d'un personnel composé de mamelouks, généralement recrutés dans le Caucase, élevés et éduqués dans les palais des émirs, puis affranchis et nommés dans les emplois civils et militaires.

Un tel système existait dans d'autres provinces de l'Empire, mais habituellement tempéré par l'introduction de militaires d'origine turque. Les mamelouks étaient achetés pour pourvoir aux emplois gouvernementaux et à des emplois militaires, en concurrence avec les Janissaires, sauf à Baghdâd, où les esclaves caucasiens recrutés, à partir de Hasan Pacha (1704-1724), absorbèrent progressivement tout le pouvoir. Sous le règne de Sulayman Pacha Abû Layla (1749-1762), lui-même d'origine géorgienne, l'importation de Géorgiens de Tiflis se développa; il y avait en permanence deux cents jeunes gens

que l'on préparait aux carrières militaires et administratives. Plus tard, la garde du corps géorgienne devint une force militaire qui aurait finalement compté trois régiments de mille hommes chacun. C'est ainsi que fut formée la caste dirigeante mamelouke, qui gouverna Baghdâd jusqu'en 1831<sup>11</sup>.

Au Maghreb, les « renégats » jouèrent, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, un rôle analogue à celui des mamelouks ailleurs. A part la différence d'origine (les territoires chrétiens de la Méditerranée occidentale, au lieu de la région du Caucase), et le fait que les convertis s'installaient généralement en pays musulman à un âge plus avancé, le rapprochement s'impose. Pour Alger, vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, Diego de Haedo estime le nombre des « Turcs de profession » à 6 000 individus : la plupart des capitaines corsaires étaient des chrétiens capturés par les Algériens et convertis. C'était souvent le cas des « renégats » de Tunisie, dont le père Dan pensait qu'il y avait 3 ou 4 000 au XVII<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Si dans la Régence d'Alger les convertis semblent avoir cessé de jouer un rôle notable à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, sans doute en raison de la prédominance des Turcs de l'Odjaq, qui étaient sans cesse renouvelés par de nouveaux apports, en revanche, à Tunis, les mamelouks d'origine chrétienne, surtout Italiens, continuèrent à être utilisés pour le service administratif et pour le service du palais : jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, le service intérieur était assuré par des pages (appelés *muchachi*), qui étaient de jeunes garçons enlevés par les corsaires sur les côtes italiennes. Au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, le tarissement de ce recrutement amena les Beys à faire de plus en plus appel à des mamelouks venus du Levant, surtout de Géorgie et de Grèce. Mais, bien qu'ils fussent investis de missions de confiance (hauts commandements militaires, importantes charges politiques, garde personnelle du souverain), ils étaient assez peu nombreux, guère plus de 200, y compris les quatre chambrées de 25 gardes du palais que commandait le *Bâsh Mamlûk*<sup>13</sup>.

### Conclusion

Cette caste dominante ne représentait pas une population considérable. L'élément le plus important était constitué par les militaires des milices d'origine turque : le personnel politique et les *'ulamâ* venus de Turquie n'étaient guère nombreux, et d'ailleurs leur séjour dans les provinces était normalement temporaire. Évoquant le « bon temps » de l'Égypte mamelouke d'avant l'Expédition française, Ibrâhîm Bey disait, en 1810 : « Nous étions en Égypte au nombre de dix mille, soit comme généraux, soit comme émirs, soit comme kâshif [gouverneurs de provinces], soit comme mamelouks, soit comme simples soldats, agents ou serviteurs »<sup>14</sup>. Même si on prend en considération le fait que cette population était concentrée dans la capitale, il s'agissait d'un groupe relativement réduit. Mais il est vrai qu'il rassemblait tous ceux qui exerçaient l'autorité politique, avaient entre leurs mains l'administration du pays, et veillaient au maintien de l'ordre et de la sécurité. Par ailleurs, ce groupe constituait aussi une population riche et grande consommatrice de produits de luxe.

Bien que cette caste fût d'origine largement étrangère, elle n'était pas sans contacts avec la population locale, ainsi que nous avons eu l'occasion de le constater, en ce qui concerne les militaires de l'*odjaq*. De cette « naturalisation » partielle, nous avons des signes : il est frappant, par exemple, de constater que l'épigraphie commémorant les nombreuses constructions dont ces émirs et ces militaires furent responsables est arabe bien plus que turque ; de même, il est significatif que les registres de successions des membres de cette caste dirigeante soient rédigés en arabe, langue du pays, et non en turc, langue des conquérants. Sur ce point, Alger représente une exception : la milice, constamment renouvelée par des apports venus d'Anatolie, garda jusqu'au bout son caractère turc, et c'est peut-être pour éviter d'être progressivement noyés dans un corps qui se serait progressivement algérianisé, que les Turcs



s'efforcèrent de maintenir les *Kulughli* (« fils d'esclave », enfants de Turcs de la milice et de femmes indigènes) dans une situation inférieure. Les chiffres montrent que le problème existait : dès 1621, il y aurait eu, à Alger, 5 000 *Kulughli* pour 10 000 Turcs; en 1830, il y en aurait eu 15 000 dans toute l'Algérie. Écartés (mais non totalement) des plus hautes charges, exclus de l'*odjaq*, les *Kulughli* jouissaient d'avantages matériels qui faisaient d'eux une « bourgeoisie urbaine », sans qu'ils puissent se constituer en force susceptible de concurrencer l'élément turc, comme les *Yerliyya* avaient pu le faire dans le Machreq. De ce point de vue, l'organisation de l'Algérie gardait un fort caractère « colonial ». Il en allait tout autrement en Tunisie, où les *Kulughli* étaient admis dans la milice : Husayn bin 'Alî, lui-même un *Kulughli*, avait pu accéder au pouvoir suprême en 1705; et il substitua des *Kulughli* aux Janissaires du Levant dans le recrutement de la Milice<sup>15</sup>.

#### Les 'ulamâ et les Chérifs

Traditionnellement, c'était de la population sujette que sortaient les 'ulamâ qui assumaient l'essentiel des fonctions religieuses et culturelles. Dans une certaine mesure, ils étaient donc représentatifs de la population urbaine, mais leurs activités et le patronage de la caste gouvernante les plaçaient dans une situation intermédiaire entre les dirigeants et les sujets; d'autre part, les conditions socio-économiques qui déterminaient, à l'intérieur de la population indigène, sinon tout à fait des classes, du moins des strates sociales, plaçaient les 'ulamâ dans des situations très diverses en ce qui concerne leur rôle dans la société et leurs relations avec la caste dirigeante.

#### Caractéristiques des 'ulamâ

Nous pensons qu'il faut prendre le mot 'ulamâ non dans son sens technique de « gens de religion » ou de « gens de loi », mais dans l'acception très large d'un groupe dans lequel figuraient naturellement les membres des cours de justice, des institutions religieuses et des établissements d'enseignement (mosquées-universités, *madrassa*, écoles d'enseignement supérieur) qui en constituaient le « noyau » dur, mais aussi les étudiants des grandes mosquées-universités et des *madrassa*, le personnel des établissements de culte et d'enseignement, les responsables des confréries mystiques (ordres *sûfi*) et des corporations de Chérifs (descendants du Prophète : *sharif*, pl. *ashraf*). On définit ainsi un ensemble humain très large, et inévitablement un peu flou, qui trouve son unité dans ses activités, liées à la communication de la religion et du savoir, à l'administration de la justice, à la diffusion de la culture; dans la plupart des cas ses ressources dépendaient des revenus que distribuaient les fondations à but religieux et charitable (*waqf* et *habous*), et tout aussi largement du patronage de l'état, de ses représentants et des grands, qui s'exerçait souvent, lui aussi, dans le cadre du *waqf*<sup>16</sup>. Quelques exemples permettront d'apprécier l'importance de ce groupe. A Damas, le *waqf* constitué en 1595-1596 par Sinân Pacha, gouverneur de la province de 1587 à 1588, ne prévoit pas moins de 203 personnes à qui seront versés des salaires ou des gages, dont 90 lecteurs de Coran pour la mosquée Sinâniyya, et 25 élèves orphelins, les allocations journalières allant de 50 paras, pour le responsable du *waqf* (*mutawalli*) à un demi (pour les élèves)<sup>17</sup>. A peu près à la même époque, la Grande Mosquée de Damas ne comptait pas moins de 596 personnes qui y avaient un emploi ou qui dépendaient du *waqf*<sup>18</sup>. C'est également par l'intermédiaire du *waqf* que s'exerçait le patronage des Jalîlî à Mossoul; les *waqf* de la mosquée al-Aghawât (1703) [M 20], de la mosquée de Nabî Shît (1815), de la *madrassa* Hasaniyya (1816), prévoyaient des salaires pour

13 personnages religieux (*imâm*, prédicateur), pour des étudiants et pour 13 personnes de service<sup>19</sup>. Le patronage de l'État s'exerçait par des « bénéfices » inscrits dans les budgets des provinces, par exemple en Égypte : pensions pour les '*ulamâ*' (587 040 paras en 1200/1786), distribution de grains pour les pauvres dans différents sanctuaires (notamment al-Azhar)<sup>20</sup>. Tout aussi significative est la générosité bien connue de Muhammad Bey Abû Dhahab envers les '*ulamâ*'; elle apparaît dans les dispositions de son *waqf* en faveur en particulier de 16 cheikhs professeurs, d'autant de lecteurs et de 164 étudiants, mais aussi dans des libéralités dont la plus spectaculaire fut sans doute l'achat, au cheikh Murtadâ, pour la somme de 100 000 dirham, de son fameux dictionnaire *Tâj al-'Arûs*, dont l'émir fit don à la bibliothèque de sa mosquée<sup>21</sup>.

Les '*ulamâ*' constituaient donc un groupe très étendu. Nous en donnerons deux exemples. Étudiant le personnel employé, avant 1830, dans les mosquées d'Alger, depuis les *imâm* jusqu'aux gens de service, Baber Johansen arrive au total de 370 personnes, chiffre qu'il considère comme inférieur à la réalité, mais qui n'en représente pas moins, pour une population d'environ 30 000 individus, environ 6 % de la population mâle adulte, proportion évidemment considérable<sup>22</sup>. Au Caire, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le personnel judiciaire, les professeurs et les étudiants de la mosquée-université d'al-Azhar, le personnel des grands établissements religieux devaient représenter un total d'environ 4 000 personnes, dont il est facile d'imaginer l'influence dans la vie urbaine.

Ce groupe était à peu près totalement d'origine arabe, en dehors des cadis qui étaient envoyés par le gouvernement impérial pour coiffer l'ensemble du système judiciaire des provinces. Encore le bey de Tunis, Husayn bin 'Alî, avait-il obtenu, dès les premières années de son règne, que le *qâdî al-askar* (« juge militaire ») fût choisi par la Porte, parmi les '*ulamâ*' descendant des militaires ('*askar*') établis à Tunis, un Turc donc, mais « tunisifié ». Sur les 180 '*ulamâ*' recensés par

l'historien de Tunis Husayn Khûja (mort avant 1740), pour son époque, plus de 150 étaient nés à Tunis<sup>23</sup>. Mais, bien qu'issus de la population indigène, les '*ulamâ*' ne constituaient pas un groupe social cohérent : on ne peut les décrire comme une classe, mais comme un « ordre », dans lequel toutes les variétés de niveau socio-économique étaient représentées. On trouvait parmi eux un « prolétariat » qui dépendait, pour sa subsistance, des allocations, des distributions qu'assuraient les *waqf* ou les patrons : c'était naturellement le cas des étudiants, mais aussi de beaucoup de cheikhs, dont certains devaient chercher dans des activités variées des moyens d'existence. En haut de l'échelle sociale, un certain nombre de '*ulamâ*' tiraient au contraire des revenus substantiels de la gestion des *waqf* les plus importants, ou du patronage des autorités et des grands. En Égypte, dans les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, des cheikhs réussirent même à constituer des fortunes considérables et à participer à l'exploitation des fermages ruraux et urbains<sup>24</sup>. Dans une certaine mesure, le groupe des '*ulamâ*' fonctionnait comme un système ouvert, permettant une forte mobilité sociale : il offrait à la population indigène de larges possibilités d'ascension et de rapprochement avec la bourgeoisie locale et même avec la caste dirigeante.

#### Rôle des '*ulamâ*'

Dans la théorie de la structure générale de la société, les gens de religion et de science étaient les intercesseurs naturels entre les sujets à qui ils étaient liés par leur origine, et les autorités dont ils étaient les auxiliaires indispensables dans le domaine de la justice et du gouvernement car, soutiens et interprètes de la loi religieuse (*shari'a*), ils siégeaient dans les conseils des gouvernants, dont ils étaient les conseillers et, éventuellement, les censeurs. Il leur arriva, en effet, de représenter auprès des Grands les aspirations et les plaintes des sujets, parfois d'une manière vigoureuse. Le cheikh cairote al-Dardîr, mufti malékite, saisi, en 1786, des protestations des habitants



du faubourg de Husayniyya contre les violences d'un émir mamelouk, s'écriait : « *Je suis avec vous... Nous réunirons les gens des faubourgs, des quartiers... J'irai avec vous, nous pillerons leurs maisons comme ils pillent les nôtres, et nous mourrons en martyrs, ou bien Dieu nous donnera la victoire* »<sup>25</sup>.

Mais les plus influents des 'ulamâ dépendaient trop, pour leur propre prospérité matérielle, de l'appui des gouvernants, qui leur ouvraient la voie vers les bénéfices les plus fructueux et les fonctions les plus importantes, pour ne pas souhaiter rester dans leurs bonnes grâces. L'acceptation par les 'ulamâ de l'ordre établi, et leur attachement au pouvoir qui les faisait bénéficier de ses faveurs, et qui, éventuellement, les manipulait, est donc un phénomène constant dont on peut proposer quelques exemples concernant la Tunisie du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1705, au moment où l'offensive de l'odjaq d'Alger a provoqué en Tunisie une vacance du pouvoir, Husayn bin 'Ali, tout récemment investi de l'autorité, envoie une délégation d'hommes de religion de Tunis (deux muftis hanéfites, un cadi malékite, un marabout célèbre), pour tenter d'obtenir le retrait des « Algériens » : les délégués commencent par rappeler la théorie canonique sur la guerre, et concluent au caractère éminemment illicite de l'action entreprise par le dey d'Alger. La même argumentation sera utilisée par les 'ulamâ pour encourager à la mobilisation contre les envahisseurs. Lorsque, en 1728, 'Ali Pacha, neveu du bey, se révolte contre lui, Husayn bin 'Ali réunit, dans son palais du Bardo, une sorte de concile formé des membres du tribunal religieux de Tunis et en obtient la condamnation du rebelle et de ses complices, pour « rébellion » et injustice, décision complaisante qui provoque chez les bachistes (partisans de 'Ali Pacha) des réflexions désobligeantes pour les 'ulamâ tunisois : « *Si un peuple prend pour guide un corbeau, murmure-t-on, celui-ci le mènera vers quelque charogne* ». Mais quand 'Ali Pacha l'emporte, en 1735, les mêmes grands 'ulamâ se rallient à lui, en acceptent promotions, honneurs et privilèges et continuent « à enseigner l'obéissance à Dieu et au détenteur du comman-

dement parmi les hommes ». Muhammad Sa'âda, auteur d'un panégyrique de Husayn, se fait le conseiller du nouvel émir et reçoit en récompense le titre de mufti<sup>26</sup>.

Quand la légitimité paraît plus incertaine (ou qu'un vainqueur ne se dessine pas nettement), les 'ulamâ peuvent se diviser. Lors de la « révolution » survenue au Caire en 1711, les émirs du parti qasimite obtiennent une décision (*fatawâ*) les autorisant à se défendre; leurs adversaires Janissaires obtiennent de même une consultation favorable à leur cause, mais après leur défaite, les 'ulamâ complaisants sont exilés<sup>27</sup>. On comprend que les 'ulamâ aient généralement jugé plus confortable de rester du côté du pouvoir et qu'ils aient répugné à se lancer dans des entreprises qui impliquaient qu'ils se substituent aux autorités en place. En 1748, As'ad Pacha, sur le point de quitter Damas pour prendre la direction du pèlerinage vers les Lieux Saints, réunit en assemblée « les 'ulamâ et les notables (a'yân) de Syrie et leur dit : 'Prenez en charge le pays en mon absence, et que la justice règne'. Ils répondirent : 'Monseigneur, parmi nous il y a des 'ulamâ, des fuqarâ, des enseignants dont la profession est l'étude et la lecture des livres'. Il leur répondit : 'C'est votre réponse alors que vous êtes les notables ?' Ils rétorquèrent : 'Excepté Dieu, les seuls a'yân de la Syrie sont les Kapikuli' [Janissaire impériaux] ». As'ad Pacha confia alors le pays aux Kapikuli<sup>28</sup>. C'est à peu près la réponse qu'obtint, en 1786, Hasan Pacha, que la Porte avait envoyé en Égypte pour mettre à la raison les émirs mamelouks. Recevant à Rosette une délégation de cheikhs du Caire, il leur demande : « *Comment supportez-vous d'être gouvernés par deux mamelouks impies, comment vous soumettez-vous à leur tyrannie?... Pourquoi ne vous liguez-vous pas contre eux pour les chasser ?* ». Et les cheikhs de répondre, piteusement : « *Le peuple égyptien est pauvre et faible... Les émirs forment un parti fort et puissant* ». En 1798, les cheikhs du Caire manifestent la même timidité quand Bonaparte leur propose de gouverner l'Égypte à la place des Mamelouks : Les Cheikhs lui représentent que « le bas peuple égyptien ne craignait que les Turcs

qui seuls pouvaient le gouverner ». Et en 1805, dès que les 'ulamâ ont obtenu, grâce à l'action révolutionnaire du petit peuple du Caire, l'établissement d'un nouveau pouvoir légitime, susceptible de mettre fin à l'anarchie, ils demandent à Muhammad 'Alî, nommé pacha par la Porte, de prendre la situation en main, et exhortent les éléments populaires à désarmer : à une réunion à laquelle assistent un grand nombre de 'ulamâ, les cheikhs, « après avoir reconnu l'inutilité de leur intervention dans des disputes auxquelles ils auraient dû rester étrangers, décident de s'abstenir désormais de toute politique, de prêcher la paix, d'inviter les habitants à se calmer, à rouvrir leurs boutiques et leurs magasins, et ils conviennent de reprendre eux-mêmes leurs cours à El-Azhar ». Si Muhammad 'Alî répondit avec empressement à l'invitation qui lui était adressée, le peuple du Caire ne mit pas les armes qu'avec répugnance, et eut le sentiment que les cheikhs l'avaient trahi : « La population commença à injurier les cheikhs qui lui avaient attiré ainsi la honte et le mépris »<sup>29</sup>.

Cette prudence dans les vicissitudes politiques, et cette révérence habituelle à l'égard des détenteurs du pouvoir sont sans doute quelques-uns des facteurs qui expliquent la stabilité des grandes familles de 'ulamâ. Il est en effet frappant de constater que l'appartenance à un groupe en principe ouvert, et constitué par le mérite individuel, a, en fait, assuré aux dynasties de 'ulamâ la capacité de durer, dont étaient, à l'évidence, dépourvues les grandes familles de commerçants. Il n'est pas impossible que l'administration des waqf, qui était un des éléments de la puissance matérielle des grands cheikhs, et un élément héréditaire, ait joué un rôle dans cette remarquable permanence. Qu'on songe, pour Tunis, aux Rassâ' (famille de savants connus dès les Hafsidés), aux Bayram (arrivés dès 1574, *bash mufti* hanéfites de 1757 à 1861) ou aux Bin al-Khûja (arrivés peu après les Bayram)<sup>30</sup>. Ou, pour Mossoul, aux familles 'Umarî, Âl Yâsîn, dont on suit l'histoire pendant trois siècles<sup>31</sup>. Il suffit encore de comparer la disparition de dynasties de richissimes négociants du Caire, comme

les Sharâybi ou les Mahrûqî, avec la longue durée de familles de clercs comme les Gabartî ou les Sharqâwî. Une telle longévité, particulièrement remarquable dans une société où le pouvoir politique était souvent fragile, et la puissance économique évanescence, était, sans doute aussi une des raisons du prestige et de l'influence des 'ulamâ dans la population et dans l'entourage des grands. Mais l'importance prise par la hiérarchie religieuse au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme représentant et interprète de l'opinion publique face au pouvoir, provenait aussi sans doute de l'affaiblissement de l'autorité centrale et de ses représentants, et de la nécessité dans laquelle les pouvoirs provinciaux se trouvaient de s'assurer du maximum d'appuis locaux<sup>32</sup>.

### Les Chérifs

Le rôle que jouèrent, dans certaines villes, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Chérifs (descendants du Prophète) tient sans doute également à des raisons conjoncturelles et locales. Dans toutes les villes, les Chérifs étaient organisés en corps, placés sous l'autorité d'un *naqîb al-ashraf* (« syndic »), habituellement désigné par le *naqîb* d'Istanbul. Leur grand nombre, et aussi leur habituelle dispersion dans toutes les couches de la société, en faisaient des groupes tout à la fois puissants et peu structurés. Les Chérifs se contentaient normalement de jouir de privilèges que les Ottomans avaient consolidés par révérence pour la famille du Prophète et sans doute aussi pour affirmer leur propre position comme champions du sunnisme : inviolabilité personnelle, pouvoirs de juridiction reconnus au *naqîb*, privilèges fiscaux, d'ailleurs souvent imprécis. La tâche principale des *naqîb* était naturellement de tenir registre des Chérifs et d'éviter l'usurpation d'un titre assurant respect et avantages matériels. Ils la remplirent souvent avec peu de soin, ou fermèrent les yeux sur les abus qui se produisirent, ce qui explique, dans certaines villes,

l'étonnante multiplication des Chérifs et l'importance du rôle qu'ils furent amenés à jouer.

Ce fut le cas, tout à fait exceptionnel, d'Alep<sup>33</sup>. Les Chérifs y étaient extraordinairement nombreux au XVIII<sup>e</sup> siècle : certaines estimations parlent de 10 à 12 000 individus, évaluation fort peu vraisemblable, compte tenu de l'importance de la population de la ville (120 000 habitants au total). J. Sauvaget retient le chiffre de 3 à 4 000 familles, ce qui paraît plus « raisonnable ». Les Chérifs étaient représentés dans toutes les classes sociales de la population : on trouvait parmi eux des portiers de marchés aussi bien que des *'ulamâ*, et il arriva fréquemment qu'un mufti devint *naqib*, ou vice-versa. Il ne semble pas que les Chérifs aient habité des quartiers particuliers de la ville, comme les Janissaires, mais ils paraissent cependant avoir plutôt résidé dans la ville *intra muros*, avec une certaine concentration dans le faubourg au-delà de Bâb al-Nasr [I 16].

Rien dans tout ce qui précède ne permet d'expliquer que les Chérifs d'Alep aient joué un rôle politique majeur pendant les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle et les premières du XIX<sup>e</sup> siècle, au cours de conflits violents avec les Janissaires de cette ville. Une explication pourrait être trouvée dans la remarque que fait A. Rafeq, à propos des Chérifs de Damas, qui ne paraissaient avoir émergé, comme élément politique, que lorsque les Janissaires locaux (*Yerliyya*) étaient affaiblis, les Chérifs jouant alors le rôle de contrepoids aux *Kapikuli*, envoyés d'Istanbul. On pourrait supposer qu'à Alep, où n'existait pas la dualité des Janissaires locaux et impériaux, le corps des Chérifs fournissait une institution qui permettait à la population indigène d'exprimer ses réactions face aux milices. Comme les Chérifs étaient répartis dans toute la population, et que les Janissaires eux-mêmes exerçaient des métiers et avaient des liens avec la population locale, on ne peut parler exclusivement, dans ce conflit, ni de combat de classes déshéritées pour plus de justice, ni d'antagonisme entre population indigène et oppresseurs étrangers, mais plus

exactement de lutte entre des « syndicats d'intérêts » rivaux, représentant l'un comme l'autre des secteurs de la population locale, pour le contrôle du pouvoir et des avantages qu'il procurait : « *Chérifs et Janissaires visaient moins à soulager le sort du populaire qu'à obtenir une liberté d'action qui leur permit de développer au maximum, au détriment de leurs compatriotes non privilégiés, les avantages que leur assurait leur propre statut* », note J. Sauvaget<sup>34</sup>. Pour aller plus loin dans l'analyse de tels phénomènes, il faudrait avoir de la structure de la société alépine une connaissance précise, ce qui n'est pas le cas.

Il ne saurait être question de retracer ici dans le détail les péripéties de cette série de « bagarres sanglantes » (J. Sauvaget) qui commencent en 1769-1770, et se poursuivent au cours des incidents de 1798, 1802 et 1805, ce dernier épisode marquant le déclin des Chérifs et ouvrant une période d'hégémonie des Janissaires. Le conflit prendra fin avec, en 1813, l'exécution par le pacha de dix-huit principaux aghas des Janissaires, et, en 1819, la révolte d'Alep, peut-être lancée par les Chérifs, que suit une vigoureuse répression qui les frappe particulièrement. Les deux partis ne sont pas morts, mais ils sont désormais hors d'état de fomenter des révoltes. Pour donner une idée de la sauvagerie de ces affrontements, il suffira de rappeler que les incidents de 1798 s'ouvrirent sur le massacre des Chérifs réfugiés dans la mosquée al-Atrûsh, après que la sécurité leur eut été garantie, et qu'ils durèrent de février à mai, les Chérifs tenant la ville *intra muros*, et les Janissaires la Citadelle et les quartiers de Bânqûsâ [J 23] et de Bâb al-Nayrab [U 21].

Le cas d'Alep était exceptionnel : dans les autres grandes villes de l'Empire, le corps des Chérifs ne fut que l'une des structures collectives qui permettaient à des éléments de la population sujette de s'organiser (corporations de métiers, groupements géographiques des quartiers), mais auxquelles leur caractère non hiérarchisé et l'absence d'organisation, au

niveau de la ville, devaient interdire de jouer un rôle dans la politique urbaine, le rôle précisément que purent jouer les Chérifs d'Alep, pour des raisons locales.

#### Les *ra'iya* : les commerçants et les artisans

Les sujets (*ra'iya*, dans la terminologie ottomane) constituaient la masse de la population urbaine. Dans la division traditionnelle de la société entre « gens d'épée » (*ahl al-sayf*), chargés de gouverner, « gens de plume » (*ahl al-qalam*), responsables de la religion et de la science, et *ra'iya*, ces derniers avaient la charge des activités économiques, c'est-à-dire de la production et du commerce. Ils jouaient donc un rôle essentiel dans la société. Ils n'en sont pas moins très mal connus : peu d'études ont été consacrées à la société indigène en tant que groupe socio-économique; la seule qui vise à une description globale concerne Le Caire<sup>36</sup>, une ville si exceptionnelle par ses dimensions qu'il est toujours nécessaire de se demander si la situation qu'on y trouve est totalement transposable dans les autres grandes villes arabes. C'est cependant ce que je vais être amené à faire souvent, en attendant que des études parallèles soient menées sur les autres grandes villes, à l'aide d'archives dont l'exploitation commence à peine.

Cette société indigène économiquement productive présente deux caractéristiques essentielles. La première est bien connue : c'est la suprématie des activités commerciales sur les activités productives (artisanales). Pour des raisons qui étaient liées à une attitude sociale traditionnelle, et à l'évolution de l'économie et des techniques dans le monde arabe, le commerçant occupait une place plus élevée que l'artisan, aussi bien dans la considération sociale que dans la réalité économique. Les indications que j'ai tirées du dépouillement de successions au Caire, pour les vingt dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle et du

XVIII<sup>e</sup> siècle permettent de chiffrer avec précision cette supériorité : la succession moyenne d'un commerçant s'élevait à 188 565 paras, contre 48 845 pour un artisan, pendant les années 1679 à 1700 (coefficient 3,9); elle était de 133 752 paras, contre 30 029 entre 1776 et 1798 (coefficient 4,4)<sup>37</sup>.

La seconde caractéristique contredit les vues traditionnelles sur le caractère relativement égalitaire de la société arabo-islamique : il s'agit de l'extrême inégalité des fortunes que révèle l'étude des successions des artisans et commerçants du Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle. Entre la succession la plus faible relevée, celle d'un marchand de légumes (*khudari*), 145 paras constants, et la plus importante, celle du grand négociant en café Qâsim al-Sharâybi, 8 849 660 paras, l'écart est dans la proportion de 1 à 60 000. Cette disparité des situations socio-économiques apparaît d'une manière tout aussi frappante si, au lieu de prendre des extrêmes absolus, on étudie la répartition moyenne de la fortune à l'intérieur d'un large échantillon : entre 1776 et 1798, pour un total de 567 successions étudiées, on constate que les 57 successions les plus importantes (10 % du nombre total) se partagent 37,9 millions de paras (soit 71,4 % du montant total des successions), cependant que 283 individus (49,91 % du nombre total) se partagent 4,3 % du montant total<sup>37</sup>. Même si on peut supposer qu'un tel phénomène était particulièrement accentué au Caire du fait de l'exceptionnelle activité de cette place commerçante, rien ne permet de supposer que cette inégalité ne se retrouvait pas dans les autres grandes villes arabes.

#### La grande bourgeoisie des négociants

Quelle que soit l'échelle des phénomènes, il ne paraît pas discutable que, dans la plupart des grandes villes arabes, une place à part doit être faite aux grands négociants (*tâgîr*, pl. *tuggâr*), spécialisés dans le grand commerce international. Au Caire, il s'agissait du commerce des produits d'Orient (café et épices) et du commerce des tissus qui, dans la



recherche que j'ai menée, occupaient, entre 1776 et 1798, 142 négociants (25 % des 567 individus étudiés), dont les successions représentaient 74,5 % du montant total des successions. Parmi ces négociants, les grands commerçants en café jouaient le rôle le plus considérable, ce qui correspondait à l'importance prédominante de ce commerce dans l'économie de l'Égypte; ils étaient environ 500 au moment de l'apogée du commerce du café (début du XVIII<sup>e</sup> siècle), un peu moins sans doute vers 1798, mais leur puissance économique, leur poids social et leur influence politique restaient très grands. Le plus important de tous ces *tuggâr*, Qâsim al-Sharâybi, était le chef d'une maison puissante; lorsqu'il mourut, en 1734, laissant une fortune gigantesque dont le total avoisinait sans doute 50 millions de paras, son enterrement fut entouré d'une pompe impressionnante : tous les émirs les plus puissants étaient présents, et l'émir dominant poussa l'expression de son respect jusqu'à marcher à pied, derrière le corps, de la maison mortuaire jusqu'au cimetière<sup>38</sup>.

Une grande bourgeoisie de négociants, comparable à celle du Caire, existait, toutes proportions gardées, dans les autres grandes villes commerciales. Qu'on songe à la famille Amîrî d'Alep, dont le représentant le plus notable, Mûsâ Agha (v. 1688-1764), fils d'un père qualifié déjà de « riche », fit une carrière commerciale brillante qui l'amena à voyager jusqu'en Inde, et constitua, en faveur de la mosquée qu'il construisit en 1763, un *waqf*, qui ne comprenait pas moins de quatre caravansérails, sept *qaysariyya* (locaux à usage artisanal), trois teintureries, deux bains publics, 82 boutiques, seize maisons (*dâr*), immeubles dont les plus importants étaient groupés dans le quartier de Suwayqa 'Alî [M 14-15], et dans le faubourg nord d'Alep, et auxquels s'ajoutaient de nombreux biens fonciers<sup>39</sup>.

Parmi les grandes familles de Mossoul qui jouèrent un rôle actif dans l'histoire de la ville, et dont le patronage contribua à l'orner de bâtiments religieux, un certain nombre étaient liées au grand commerce. Al-Hâjj 'Alî al-Nawma, un marchand

qui vivait dans le quartier Khazraj [R 10], et qui construisit un dôme au-dessus de la tombe de Nabî Shît, en 1647, fut le premier d'une famille qui eut plus tard à son actif de multiples constructions et restaurations de mosquées, notamment le *masjid* Khazraj, en 1708, le *masjid* al-Nawma, en 1711, le *masjid* Fathî, en 1712, le *masjid* al-Gharâbîlî, en 1719, et finalement le *masjid* de Nabî Shît, en 1791, construits par les fils et petits-fils de 'Alî. Tout aussi remarquable est l'activité de la famille 'Abdâl, qui conjuguait les activités religieuses et commerciales : le fondateur de cette dynastie, le Hâjj 'Abdâl, constructeur de la grande mosquée 'Abdâliyya (1669) [N 19], qui se trouve dans les souqs, avec une *madrassa* et une fontaine, est mentionné comme négociant (*tâgîr*) et lettré (*adîb*) ; il constitua en *waqf* diverses constructions à usage économique (caravansérail, boutiques); en 1707, son fils Muhammad construisit le *masjid* al-Zaytûnî; en 1718, Sa'id 'Abdâl construisit le *masjid* al-Yatîm; nous connaissons encore, par d'autres constructions et des *waqf*, Girjîs et Yahyâ bin 'Abdâl. Le choix de l'emplacement de ces constructions, le quartier de Bâb al-Sarây [O 19], au cœur des marchés, et l'importance des édifices économiques mentionnés dans les *waqf* sont caractéristiques de l'activité d'une famille de riches marchands. Mentionnons enfin la construction de la mosquée Juwayjâtî dans le quartier de Bâb al-'Irâq [X 16], où s'était installé al-Hâjj 'Abdallah b. Ibrâhîm al-Juwayjâtî, négociant venu du Hedjaz (1649-1650), et celle de deux bains publics, par son frère 'Umar, lui aussi *tâgîr*, et constitués en *waqf* au profit de la mosquée<sup>40</sup>.

Une des caractéristiques de cette strate de grands commerçants, et un des éléments essentiels de leur puissance au XVIII<sup>e</sup> siècle, fut sans doute leur association au pouvoir dans la gestion des fermages. La participation des *tuggâr* cairotes à l'exploitation des *iltizâm* (affermage de villages dont le fermier percevait ensuite les impôts) est attestée dès les dernières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle, et elle se renforça au siècle suivant. Il nous suffira de mentionner le cas des Sharâybi, qui tiraient,



d'une existence que les documents d'archives permettent de quantifier. Dans cette chronique qui couvre un peu plus de vingt ans de la vie de Damas (1741-1762), l'auteur se montre naturellement intéressé par les événements quotidiens qui nourrissent aujourd'hui la rubrique des faits divers des journaux : crimes et violences de toutes sortes (y compris des crimes passionnels), festivités, arrivée de personnages importants, catastrophes naturelles (tremblements de terre, invasions de sauterelles, épidémies), potins, telle l'histoire du juge amoureux d'une de ses esclaves, qui, à l'issue d'une querelle particulièrement violente avec sa femme, dont il envisage de divorcer, est tellement distrait qu'il arrive au Tribunal avec un pied nu et une pantoufle à l'autre<sup>46</sup>.

Son attention est surtout retenue par trois types d'événements, dont l'étude permettrait de dresser le portrait psychologique des individus qui nous intéressent. D'abord, les événements religieux : ce qui concerne les *'ulamâ* et les célébrations religieuses (début du jeûne de ramadân, pèlerinage dont le départ, le retour et les péripéties justifient de longs développements). Membre de la confrérie (*tarîqa*) des Sa'diyya, Budayrî jette sur le monde un regard fortement empreint de religiosité et les événements naturels ou politiques qu'il mentionne s'insèrent inévitablement dans cette lecture pieuse de l'univers où il vit. L'étalage de la prostitution fait partie des turpitudes que secrètent l'oppression et l'injustice : il la réprouve, mais la mentionne avec un intéressant mélange de répulsion et de fascination. En 1748, une prostituée fait le vœu de faire une soirée de lecture coranique si son amant de cœur, un jeune Turc, guérit : il se remet. « Alors, elle réunit les prostituées de la ville et elles allèrent, à travers les marchés de Damas, portant des bougies, des lampes et de l'encens, chantant, applaudissant, frappant des tambours. Les gens s'arrêtaient et regardaient avec curiosité ces femmes aux visages découverts et aux cheveux dénoués... Les gens vertueux élevèrent la voix et dirent : « Allah est grand »<sup>47</sup>.

Second centre d'intérêt, le problème de l'insécurité à Damas,

en particulier en raison des agissements anarchiques des différentes troupes qui se disputaient le pouvoir, *Kapikuli Yarliyya* et diverses forces supplétives. L'appréciation que Budayrî porte sur les titulaires du pouvoir est d'abord fonction de leur aptitude à maintenir l'ordre dans la ville et à y réprimer et sanctionner la violence. Sur ce point, il manifeste en général un pessimisme qui est le fruit d'une longue expérience. C'est sans doute surtout sous cet angle qu'il s'inquiète éventuellement du retard que connaît le renouvellement annuel de As'ad Pacha. Il n'exprime pas d'émotion ni d'inquiétude particulières quand on apprend, en 1757, le déplacement de As'ad à Alep, mais la guerre civile qui se déchaîne ensuite et aboutit au massacre et au pillage du Midân lui arrache des plaintes vigoureuses<sup>48</sup>.

Dernière préoccupation, concernant un aspect essentiel de la vie quotidienne des Damascains, le prix des denrées alimentaires qui est une source permanente d'inquiétude, lorsque des éléments naturels sont responsables de la rareté et de la cherté, et d'indignation lorsque des manœuvres d'accaparement ou de spéculation expliquent les difficultés que connaît la population. En 1747, pour conjurer une invasion de sauterelles, sa confrérie (Sa'diyya) fait des prières, organise une *dausa* (au cours de laquelle le cheikh passe à cheval sur les membres de la confrérie allongés face au sol). Peine perdue : « Comment cela pouvait-il servir, quand la plupart des femmes se laissaient aller [au péché] et que les filles de joie... sillonnaient les rues et les marchés, nuit et jour, sans que personne y trouve à redire ? ». L'émeute de 1743, au cours de laquelle le peuple donne l'assaut au Tribunal et pille les fours, est plus efficace : le Pacha menace les meuniers et les boulangers et le pain qui manquait réapparaît<sup>49</sup>. La résignation que commandait la religion n'empêchait pas plus l'expression de l'indignation devant l'iniquité que la soumission au pouvoir établi (sultan, gouverneur) n'interdisait la critique des agissements répréhensibles des autorités.

en 1725, un revenu d'un million de paras des villages qu'ils détenant en fermage, et dont les lointains descendants, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sont décrits par Gabarti comme des sortes de *gentlemen-farmers* vivant du revenu de leurs propriétés rurales et d'une exploitation raisonnable des cultivateurs. C'est un phénomène comparable que l'on constate en Tunisie, où le développement des activités commerciales et l'ouverture plus grande de la Régence au commerce maritime (qui se substitue à la guerre de course) a amené la multiplication des fermages (*lizma*) des grands produits d'exportation. Ainsi se constituèrent des dynasties de négociants-fermiers (*lazzâm*) que leurs intérêts matériels liaient d'une manière indissoluble au pouvoir tunisien; souvent d'origine provinciale, ils furent amenés à s'installer à Tunis, près du centre du pouvoir, et constituèrent une grande bourgeoisie qui fut un des piliers du régime beylical. Citons les Bin 'Ayyâd, les Jallûli, les Mrâbit, les Nwîra<sup>41</sup>. Mais dans le cas de la Tunisie, cette caste d'entrepreneurs était, si on peut dire, presque fonctionnarisée.

Relevons à nouveau que cette strate sociale était presque exclusivement constituée de grands commerçants, le grand négoce international étant la seule activité économique qui permit les profits et l'accumulation des capitaux nécessaires pour créer une grande bourgeoisie. Ne faisaient exception que quelques activités presque industrielles. C'était, au Caire, le cas des fabricants-marchands de sucre (*sukkari*), les seuls artisans dont la fortune pût, parfois, égaler celle des négociants<sup>42</sup>. De même, à Tunis, les grandes familles de *shawwâshi* (fabricants de chéchias), les Lakhoua, Louzir, Sida dominaient toute l'organisation corporative tunisoise<sup>43</sup>. Mais il s'agissait de cas exceptionnels : au Caire, entre 1776 et 1798, sur 157 successions supérieures à 50 000 paras, on ne trouvait que 22 artisans, contre 129 commerçants, et le premier artisan (un teinturier) n'apparaît qu'en 25<sup>e</sup> position, dans un classement de successions par ordre d'importance décroissante.

### *Les artisans et les commerçants des corporations de métiers*

La masse des artisans et des commerçants qui peuplaient les corporations de métiers constituaient ce qu'on peut appeler une « classe moyenne ». L'extrême division du travail avait pour conséquence une fragmentation impressionnante de l'organisation socio-professionnelle : « celui qui vend le *tarbouch* ne vend pas le gland », dit un proverbe, et on connaît le récit des *Mille et une nuits*, où le teinturier Abû Qîr débarque dans un pays qui n'est imaginaire qu'en apparence où les teinturiers ne savent teindre qu'en bleu<sup>44</sup>. Mais le nombre des corporations de métiers était aussi, dans une certaine mesure, un reflet de l'activité commerciale et artisanale des différentes villes : on n'est donc pas surpris que Le Caire, avec vraisemblablement près de 250 corporations, dépasse de loin toutes les villes arabes. Alger n'en comptait que 33, nombre qui correspond à l'importance réduite de la ville, et à l'atonie de son activité artisanale.

Nous ne disposons de description précise de cette strate sociale que pour Le Caire. Ce sont les gens de métiers (*ahl al-hiraf*), les boutiquiers (*ahl al-aswâq*), les détaillants (*mutasabbib*) que mentionnent les chroniques et qui figurent dans les registres de successions avec un éventail de fortune trop vaste (des successions comprises entre 1-2 000 et 30 000 - 40 000 paras) pour que leur situation matérielle et sociale ne soit pas très variée. Ils représentaient au Caire une quinzaine de milliers d'individus sur une population « active » d'un peu moins de 100 000 h. Ils disposaient d'une boutique ou d'un atelier, où ils exerçaient leur métier, seuls ou avec le concours d'un ou de plusieurs compagnons. Certains d'entre eux habitaient des résidences collectives (*rab'*) où ils occupaient un appartement; d'autres louaient une partie d'une maison; les plus aisés étaient propriétaires des maisons qu'ils habitaient<sup>45</sup>.

Grâce à un texte comme le « Journal » du barbier damascain Budayrî nous pouvons approcher de près les aspects vécus

### Le petit peuple citadin

Ceux que les historiens appellent *al-amma* (le « populaire ») constituaient un véritable prolétariat qui était situé en marge de la société et même de l'histoire, dans la mesure où l'on ne le voit apparaître dans les chroniques qu'au détour de mouvements de protestation contre l'injustice ou la violence, à l'occasion de révoltes contre la trop grande dureté des temps (disette, cherté), parfois aussi en liaison avec des agitations religieuses plus ou moins orthodoxes; dans la mesure aussi où les archives ne recueillent que peu de documents concernant une population démunie de tout patrimoine justifiant une intervention administrative ou judiciaire. « Le petit peuple citadin » est bien cet « inconnu », qu'évoque, pour Tunis, Mohammed Chérif<sup>50</sup>; mais on peut dire aussi « méconnu », parce que souvent victime des appréciations méprisantes des chroniqueurs qui appartiennent à la bourgeoisie urbaine.

Il s'agissait d'une population habituellement dépourvue d'outils économiques (ateliers ou boutiques) : gens des métiers ambulants (âniers, portefaix, porteurs d'eau, colporteurs), portiers, domestiques, ouvriers à la journée, ouvriers des corporations professionnelles. La *Description de l'Égypte* évalue à environ 45 000 l'effectif de ce prolétariat au Caire, une trentaine de mille individus pour les domestiques, porteurs d'eau, loueurs d'animaux de transport, et quinze mille pour les différentes catégories de journaliers et de salariés. Quelques indications glanées dans les documents des Tribunaux du Caire permettent de se faire une idée de la modestie de la « fortune » de ces commerçants forains : pour un marchand de légumes du quartier de Tûlûn [V 8], en 1686, une succession de 1 021 paras; pour un marchand de tabac au détail, en 1718, une succession de 1 015 paras, consistant essentiellement en un modeste stock de tabac (60 paras), deux ânes qu'il utilisait pour son commerce (480 paras) et quelques effets. Les salaires quotidiens (*ugra*) étaient tout aussi modestes : 5 à 12 paras pour un portier, 10 à 15 pour un manœuvre, 30 pour un

maçon. La *Description* fait également un tableau déprimant des conditions de vie de ces malheureux : costume sommaire, logement souvent réduit à une hutte misérable, alimentation leur permettant tout juste de survivre<sup>51</sup>.

Ce dénuement était sans doute, à peu de choses près, le lot habituel des classes pauvres avec une caractéristique que l'on trouvait dans plusieurs autres villes : les métiers les moins rémunérateurs et les plus pénibles étaient souvent confiés à des populations venues de l'extérieur, qui acceptaient les conditions précaires qui leur étaient faites. C'était par exemple le cas à Alger des communautés de *barrâni* (« gens de l'extérieur »), qui venaient s'établir temporairement en ville, leur famille restant dans leurs oasis ou villages d'origine. Les Biskris, « très pauvres gens chargés des travaux les plus dégoûtants et les plus pénibles », étaient souvent comparés aux Savoyards ou aux Auvergnats par les voyageurs français; ils étaient porteurs d'eau, ramoneurs, vidangeurs, cureurs de puits, portefaix, gardiens de nuit, portiers. La nuit, ils couchaient dans la rue, devant les portes des boutiques, des marchés ou des maisons dont ils avaient la garde. Les Kabyles, dont beaucoup étaient des fourriers, ou de modestes artisans, logeaient dans les gourbis situés hors de Bâb 'Azzûn, ou dans les zones de fours à chaux et de carrières à l'extérieur de Bâb al-Wâd<sup>52</sup>. De la même manière, beaucoup de « petits métiers » étaient exercés, à Tunis, par des gens de l'intérieur, qui vivaient sur le pas d'une porte ou sous un auvent.

À l'aide d'un document sur les prisons de Tunis en 1762, A. Henia jette une utile lumière sur la relation qui existait entre la criminalité et l'existence de ces populations mal enracinées encore dans la ville et souvent réduites à un quasi-vagabondage. Les vagabonds interceptés la nuit, au cours des tournées des cheikhs de la Madîna et des faubourgs de Tunis, étaient le plus souvent « des étrangers (*barrâniyya*) : Djérîdi, Gafsi, Karwi, etc. » Dépourvus de domicile fixe, « ils errent sans cesse dans les rues, et leur passage donne lieu à des tapages nocturnes, des disputes et des insultes ». Ces gagne-petit, ou ces

provinciaux peuplaient les *funduq*. Souvent sans travail ils menaient une existence très précaire et vivaient « l'échec d'une tentative d'intégration dans la société citadine, celle des *baldiyya* ». C'étaient « de vrais marginaux », aussi bien sur le plan économique et social que sur celui de l'habitation. C'est parmi ces déshérités que se recrutaient les délinquants : « D'une manière générale le *barrânî*... au parler bien caractéristique, aux habits en haillons, sales et tachés d'huile, prompt à déclencher la bagarre pour peu qu'on lui fasse tort, apparaît, dans ce monde citadin si raffiné et surtout si strict quant aux comportements individuels qu'il faut observer selon les circonstances, comme un barbare d'une religiosité incertaine et est par définition très dangereux, sinon de fait, du moins en puissance ». Effectivement, les forçats condamnés pour vol venaient, pour l'essentiel de l'intérieur de la Régence (villageois ou montagnards), ou des provinces voisines (Trabulsiyya, gens de Tripoli) et du Maghreb central ou occidental (Gharbi). Sur cent cas de forçats condamnés pour vol dont A. Henia peut donner l'origine géographique précise, 14 concernent des Tunisois; 49 (à peu près la moitié) des gens des provinces de Tunisie (29 citadins et villageois, 20 membres de tribus); 37 des étrangers d'origine tripolitaine ou « occidentale »)<sup>32</sup>.

#### Liaisons entre la caste dominante et la population sujette

Bien que notre description de la société urbaine ait été, en gros, conforme à la représentation que les contemporains s'en faisaient eux-mêmes, suivant une division verticale en « ordres », nous avons eu l'occasion de relever des faits qui indiquent l'importance de stratifications horizontales, les différences socio-économiques déterminant des lignes de clivage le long desquelles se développait un système complexe de relations et de solidarités d'intérêts entre les *ra'îya* et une

partie de la caste dominante. Ce réseau s'était constitué à la suite d'un double mouvement qui avait affecté à la fois les gens des métiers et les Janissaires.

On a vu plus haut que l'abandon du système du *devshirme* et le recrutement des Janissaires parmi des musulmans nés libres avaient eu pour résultat l'abandon de certains principes fondamentaux de l'organisation de l'*odjaq* et, en particulier, la généralisation d'un phénomène qui est noté par les voyageurs, et confirmé par des documents officiels dans à peu près tous les pays arabes : l'entrée des militaires dans des métiers, d'autant plus qu'aux militaires, qui s'efforçaient ainsi d'arrondir leur solde, s'ajoutaient les individus qui étaient recrutés localement parmi les couches les plus pauvres de la population urbaine, artisans et détaillants des souqs<sup>34</sup>. Dès 1577, un firman adressé au *beylerbey* de Damas se plaignait de ce que les places vacantes dans le corps des Janissaires fussent données non à des « jeunes gens capables et braves venus de Rûm [Anatolie] en conformité avec Mes ordres, mais à des indigènes (*yerlü*) et à des étrangers riches et fortunés ». Au Caire, ce mouvement était très avancé dès le XVII<sup>e</sup> siècle, et un siècle plus tard Volney pouvait écrire : « Aujourd'hui, les Janissaires et les cinq autres corps ne sont plus qu'un ramassis d'artisans, de goujats et de vagabonds qui gardent les portes de qui les paie »<sup>35</sup>. Il va de soi que ce phénomène avait des effets déplorable sur les capacités militaires de l'*odjaq* : au Caire, lorsqu'on préparait une campagne, les officiers des Janissaires devaient faire la tournée des caravansérails, où logeaient nombre de leurs « soldats » pour les rameuter, et de temps à autre, on ordonnait aux militaires, apparemment sans beaucoup de succès, d'évacuer les *wakâla*<sup>36</sup>.

En sens inverse, les gens des métiers avaient, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, commencé à entrer dans les *odjaq* pour s'en assurer la protection et jouir de leurs privilèges. Les milices tiraient de ces affiliations de grands profits sous forme de taxes de protection (*himâya*) et, au Caire tout au moins, d'un prélèvement sur les successions dont le montant était d'environ 10 %.



On peut suivre, dans les registres des Tribunaux du Caire sur les successions, le progrès de ce mouvement au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle<sup>57</sup>. Il arriva à son terme vers 1700. A cette date, la plupart des artisans et commerçants dont les successions ont pu être étudiées appartenaient à un *odjaq*, et surtout à celui des Janissaires qui contrôlait, en particulier, les plus puissants des commerçants, les *tuggâr* en café. Des tentatives eurent lieu, ici et là, pour faire sortir ces faux militaires des *odjaq*. Au Caire, en 1709, le *cadi* convoque les maîtres de métiers pour leur communiquer un ordre sultanien qui leur interdit d'être affiliés à un *odjaq*, et qui leur rappelle leur condition de *sujets* (*ra'iya*). Les intéressés répondent fermement au *cadi* qu'ils sont tous *'askar* (militaires) et fils de *'askar* et ils manifestent leur intention de ne pas obéir à l'ordre qui leur a été donné avec une telle énergie que le juge pense plus prudent de ne pas insister<sup>58</sup>. A Damas, en 1757, 'Abdallah Pacha ordonne aux gens des métiers de quitter les Janissaires : apparemment sans beaucoup de succès<sup>59</sup>.

Ce double mouvement créait, entre la caste dirigeante et la population sujette, des relations qui ne permettent pas de s'en tenir au schéma théorique d'une division de la société en ordres séparés par des barrières infranchissables. Les *Misiriyya* du Caire, les *Yerliyya* de Damas, les unités de Janissaires de Mossoul, implantés dans les quartiers, étaient liés à la population indigène qu'ils protégeaient et exploitaient à la fois. De ce point de vue, la situation qui se perpétua à Alger resta assez exceptionnelle : le maintien d'un recrutement strictement levantin de la milice et la mise à l'écart des *Kulughli* y préservèrent une structure de type relativement colonial, qui n'existait nulle part ailleurs avec cette netteté.

Ce n'est que tardivement, après 1750, que la généralisation, en Égypte, du recrutement de la caste dirigeante suivant un système fondé sur l'achat et la cooptation de mamelouks changea les caractères du régime politique égyptien, qui évolua vers un système de type monarchique, dans lequel la caste dirigeante s'isolait de la population indigène.

### Les minorités

Les villes comptaient, et c'était une de leurs caractéristiques essentielles, un très grand nombre de communautés qui n'appartenaient pas au groupe musulman autochtone : organisées en groupements (en arabe : *tā'ifa*, pl. *tauwā'if*), elles étaient placées sous l'autorité de chefs « naturels » (*cheikhs*) et dotées d'une certaine autonomie. Leur situation était très variable suivant leur nature. D'une manière générale, la différence de religion constituait un facteur de ségrégation maximal; la différence de langue était fortement ressentie également, mais à un degré moindre; enfin, la différence d'origine géographique n'était que faiblement discriminante s'il ne s'y ajoutait pas une originalité linguistique ou religieuse. Au Caire, au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, par exemple, les communautés minoritaires se situaient par rapport à la communauté égyptienne musulmane, dans l'ordre suivant d'« étrangeté » : les Maghrébins et les Syriens, musulmans et arabophones, n'étaient que très peu distingués de la communauté autochtone; les Turcs étaient plus nettement individualisés, pour des raisons linguistiques; les Chrétiens syriens, bien qu'étrangers, n'étaient pas considérés comme beaucoup plus lointains que les Chrétiens coptes, bien que ceux-ci fussent pleinement égyptiens; enfin, les Juifs constituaient la communauté la plus marginale de toutes. Ce type d'organisation s'appliquait également aux populations venant des régions de l'intérieur du pays qui constituaient, elles aussi, des communautés quasi autonomes, surtout lorsqu'elles avaient une originalité religieuse (*Mzabites* et *Djerbiens*, en Afrique du Nord), ou linguistique (*Kurdes*, au Moyen-Orient).

#### Les communautés musulmanes minoritaires

Le nombre et l'importance des communautés musulmanes « étrangères », dans les différentes grandes villes arabes,



plissaient les immigrés venus du Constantinois et de l'ensemble du Souf algérien<sup>63</sup>.

Le cas des Andalous d'Afrique du Nord était tout différent, d'abord parce que leur migration, liée à des problèmes politiques, avait eu le caractère d'un mouvement daté avec précision, et qui avait pris fin en 1609 : les Andalous constituaient une population d'une grande variété, où l'on trouvait des éléments aisés (intellectuels, commerçants, artisans) et des éléments pauvres. L'assimilation des Andalous eut à Tunis un caractère sélectif, les plus riches s'intégrant dans la classe bourgeoise de la population tunisienne, où ils gardèrent leurs caractères distinctifs, et les plus pauvres se fondant dans les couches populaires. Les Andalous conservèrent très longtemps l'organisation administrative particulière — justifiée par leur origine allogène — qu'ils avaient reçue dès l'époque hafside : un *shaykh al-Andalus* est attesté à Tunis jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les nombreuses communautés musulmanes à particularisme linguistique posèrent partout des problèmes d'assimilation plus complexes. Installés peut-être dès l'époque de Saladin sur les pentes du Qâsiyûn, au-dessus de Damas, et constamment renforcés ensuite par des éléments nouveaux, les Kurdes ont conservé un esprit de corps et une turbulence qui devaient beaucoup à l'existence d'un quartier fortement isolé (*al-Akrâd* : « Les Kurdes »). Tout à fait typiques de ces réactions communautaires sont deux « faits divers » racontés par Budayrî. En août 1750, un Kurde est tué par un individu originaire de Baghdâd ; les Kurdes s'arment et descendent en ville, où leur arrivée provoque « la fuite de milliers de gens ». Des affrontements sanglants entre Kurdes et Irakiens se déroulent durant plusieurs jours. En mars 1755, une femme de Damas, aidée par quelques « vauriens », tue son mari, un cafetier kurde, à qui elle reproche de la délaisser en faveur de son mamelouk. Avertis, les Kurdes se mobilisent, arrêtent les gens présents chez la femme, en tuent deux, coupent en morceau un artilleur au service du pacha, noient la femme.

« Ils ne demandèrent rien au gouverneur, et le gouverneur ne fit pas obstacle à leurs agissements »<sup>64</sup>. Les Turcs du Caire, communauté nombreuse (estimée à 10 000 personnes) et fortement concentrée aux environs du Khân al-Khalîlî (où la moitié d'entre eux travaillaient), avaient le même esprit de corps et témoignaient de la même combativité, qu'un incident, survenu en 1769, suffit à caractériser : un négociant (turc) du khân tue le parent d'un cheikh d'al-Azhar et est recherché ; les gens de son quartier et de sa « nation » (*gins*) refusent de le livrer et se soulèvent pour le défendre. La ténacité du particularisme linguistique des Turcs du Caire est significative : passant par le Khân al-Khalîlî, en 1804, pour rassurer les marchands, Muhammad 'Alî se fait précéder par un crieur qui proclame *en turc* « paix et sécurité »<sup>65</sup>. Les Kabyles d'Alger devaient sans doute à leur différence sur le plan de la langue, et aux craintes qu'ils inspiraient aux autorités, quelques privilèges (droit au port d'armes, particularités vestimentaires) qu'ils partageaient avec les Turcs levantins. Ils étaient concentrés dans un quartier d'Alger où se trouvaient un souq et une mosquée, « *al-Qabâ'il* » (des Kabyles)<sup>66</sup>.

Les communautés appartenant à une minorité religieuse (chi'ites, kharijites) posaient des problèmes d'intégration qui résultaient autant de leur appartenance à une secte non orthodoxe que d'un particularisme professionnel, qui était lui-même souvent lié à leur marginalité religieuse. Le Mzab et Djerba dirigeaient vers Alger et Tunis un flux de migration temporaire, les communautés se renouvelant par un système de rotation qui s'est maintenu jusqu'à nos jours. A Alger, les Mzabites détenaient les moulins à farine, les boulangeries, les boucheries et les bains publics. Ils jouaient, d'autre part, un rôle actif dans le trafic de caravanes avec les régions du Sud. Ils étaient placés sous l'autorité exclusive d'un *amin*, ce qui leur assurait une situation très privilégiée par rapport aux « maures » (nom que l'on donnait aux indigènes algérois)<sup>67</sup>. La communauté des Djerbiens de Tunis n'était pas moins active et prospère : Yûsuf Dey (1610-1637) construisit pour eux

dépendaient d'un certain nombre de facteurs, dont le principal était évidemment le commerce international qui amenait des groupes plus ou moins nombreux à s'y établir d'une manière temporaire, ou définitive, essentiellement pour y faire des échanges entre le pays d'origine et le pays de résidence. Également puissants furent les facteurs religieux et culturels; l'existence d'une mosquée-université renommée fut, souvent, à l'origine de l'installation dans une ville des étudiants et des professeurs qu'elle y avait attirés. Le Caire bénéficia de la réputation d'al-Azhar, qui draina vers elle des *ulamâ* de toutes les régions de l'*umma* musulmane; la mosquée des Omayyades de Damas joua un rôle analogue, mais à un degré bien moindre, pour les savants et étudiants originaires de Palestine; la Zaytûna de Tunis eut un rayonnement surtout maghrébin, tout comme la Qarawiyyîn de Fès. Enfin, leur position sur les routes du pèlerinage, qui y faisait passer et séjourner des milliers de voyageurs, renforça considérablement l'attraction exercée par Le Caire et Damas.

L'existence d'une importante communauté maghrébine au Caire était un phénomène fort ancien, qui s'expliquait par deux raisons principales : d'une part, le pèlerinage amenait chaque année au Caire des milliers de Maghrébins qui y faisaient un séjour de plusieurs semaines, à l'aller et au retour; certains pèlerins le prolongeaient de manière à suivre les cours de cheikhs célèbres, et à obtenir d'eux la licence d'enseigner (*igâza*), et parfois ils s'installaient plus ou moins définitivement au Caire, renforçant le groupe (*riwâq*) maghrébin d'al-Azhar, l'un des plus importants des vingt-cinq *riwâq* de l'université. D'autre part, les relations commerciales très actives entre le Maghreb et l'Égypte amenaient beaucoup de commerçants maghrébins à s'établir au Caire pour y faire le négoce de l'huile, des chéchias, des objets de laine, des objets de cuir que l'on y importait d'Afrique du Nord, et pour expédier les produits orientaux (épices et café) et les tissus égyptiens. Il est vraisemblable qu'une dizaine de milliers de Maghrébins vivaient au Caire. Facilement assimilables, ils

n'étaient pas concentrés dans un quartier particulier, à part celui d'Ibn Tûlûn, où leur présence était liée au fait que la mosquée avait toujours servi de point de rassemblement (et souvent de logement) pour les pèlerins. Les Maghrébins étaient surtout des commerçants, et ils jouaient un rôle actif dans le grand commerce des tissus et du café (123 sur les 152 Maghrébins dont nous connaissons le métier). Ils étaient, en général, assez riches et fort influents : plusieurs *tuggâr* d'origine maghrébine furent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, prévôts des négociants en café, tels Qâsim al-Sharâybi et Ahmad ibn 'Abd al-Salâm. Ils constituaient une *tâ'ifa*, dirigée par un cheikh, qui était souvent aussi celui du *riwâq* des Maghrébins d'al-Azhar, avec lequel les Maghrébins conservaient des liens étroits, même après une longue installation au Caire<sup>40</sup>. Le Caire comptait également une communauté syrienne d'environ cinq mille individus.

La puissance de ces communautés était une conséquence du rôle que jouait Le Caire comme centre économique et culturel. Les autres grandes villes arabes étaient loin de rassembler des groupes immigrés aussi considérables. Les Égyptiens eux-mêmes étaient fort peu nombreux hors de leur pays. Les Maghrébins, souvent mentionnés à Damas au XVIII<sup>e</sup> siècle, appartenaient pour l'essentiel aux milices employées par les gouverneurs; principalement cantonnés dans le Khân al-Maghâriba, ils furent souvent impliqués dans des incidents avec les *Kapikuli*, les gouverneurs et les gens de Damas<sup>41</sup>. Tunis comptait une forte communauté algérienne qui était composée, d'une part de Kabyles Zwâwa (« Zouaves »), appelés par les beys à servir dans leur armée, et dont beaucoup firent souche en Tunisie (ils auraient été environ 10 ou 20 000 au total), d'autre part, de Warglîs, dont deux mille environ résidaient à Tunis<sup>42</sup>. Placés sous l'autorité de l'agent (*wakil*) du dey d'Alger, et sous le contrôle direct d'un chef qu'ils nommaient eux-mêmes, ces derniers fournissaient des portefaix, des gardiens, des employés des bains. Ce sont des emplois également modestes (dans des « petits métiers ») que rem-

le marché des Djerbiens (*Sûq al-Jarâba*) [J 6] dans un emplacement très central, qui témoigne de l'importance économique de leur commerce (vêtements et couvertures de laine)<sup>69</sup>. Tout à fait différente était la situation des Alaouites à Antioche : dans une ville dont le centre était occupé par les Turcs, élément politiquement dominant, les Alaouites, population hétérodoxe, étaient rejetés vers l'extérieur, situation qui correspondait au double mépris dans lequel ils étaient tenus, au point de vue social comme paysans, au point de vue religieux comme schismatiques. La population alaouite d'Antioche était considérée comme un simple réservoir « de main-d'œuvre, serve, sinon servile, pour les gros ouvrages et les métiers inférieurs ». Les Alaouites, enfermés dans leurs quartiers pour des raisons de sécurité, constituaient la partie la plus misérable et la plus opprimée d'une ville dont ils étaient comme exclus<sup>70</sup>. Leur place dans la topographie urbaine exprimait d'une manière saisissante leur position extrême dans cet éventail de communautés musulmanes minoritaires.

### Les Chrétiens

Les Chrétiens et les Juifs constituaient des communautés auxquelles leur statut religieux de « gens du Livre » (*ahl al-Kitâb*) assurait une hospitalité-protection qui avait pour contre-partie leur respect de la domination de l'Islam<sup>71</sup>. Ce statut accordé aux *dhimmi* (« protégés ») comportait un certain nombre de garanties (relative tolérance religieuse, autonomie partielle), assorties de restrictions sévères et de mesures vexatoires. Au total, les Ottomans furent plus libéraux que beaucoup d'États qui les avaient précédés (Mamelouks en Égypte, Almohades au Maghreb); surtout, les imperfections de leur tolérance condescendante et parfois tracassière doivent être appréciées par comparaison avec le fanatisme dont la Chrétienté faisait preuve au même moment (expulsion des Morisques d'Espagne, persécutions à l'égard des Juifs, dont beaucoup trouvèrent asile en terres musulmanes). Les commu-

nautés chrétiennes et juives subsistèrent, et souvent même se développèrent donc, sans subir de persécutions graves, mais dans une atmosphère d'hostilité latente. Un cheikh « éclairé » et tolérant comme Gabartî mentionne les mesures édictées, au Caire, à plusieurs reprises, contre les Chrétiens, sans commentaire, et exprime, à l'occasion, sa désapprobation contre le rôle, excessif selon lui, qu'ils jouent; issu d'un milieu populaire, Budayri ignore totalement l'importante communauté chrétienne de Damas et, à propos d'un Chérif que des *Kapikuli* molestent, écrit, évidemment pour le plaindre : ils l'attachèrent et le chargèrent de chaînes « comme s'il était un Juif ou quelqu'un de 'Ad ou Thamûd » (populations préislamiques)<sup>72</sup>.

Des communautés chrétiennes autochtones existaient dans toutes les villes arabes du Machreq. D'une manière générale, elles paraissent avoir tiré un grand parti des possibilités économiques nouvelles offertes par la création de l'Empire, et également par le développement du commerce avec l'Europe : les Chrétiens servirent tout naturellement d'intermédiaires entre les Francs et les commerçants locaux, et c'est en particulier de cette manière que les Chrétiens syriens qui allèrent s'installer en Égypte, après 1724, réussirent à devenir une des communautés les plus puissantes du Caire. Les Chrétiens jouèrent aussi un rôle important comme auxiliaires des gouvernants, auxquels ils apportèrent leurs compétences administratives et servirent souvent de banquiers : dans les pays du Croissant Fertile, les Arméniens bénéficièrent de l'influence de leurs banquiers sur les gouverneurs provinciaux et de leur contrôle des routes commerciales vers la Perse, l'Asie et l'Inde. En Égypte, les Coptes furent les irremplaçables intendants des émirs, et, après 1770, les Chrétiens syriens exploitèrent les fermages pour le compte des émirs. Ces progrès, les contacts qui se resserraient avec l'Occident (souvent à travers les missions religieuses qui s'installaient dans les grands centres) aidèrent au développement de l'instruction chez les Chrétiens de Syrie et à un essor intellec-

tuel, dont l'aspect le plus remarquable est peut-être l'installation d'imprimeries dans plusieurs centres du Levant, Alep et Beyrouth notamment<sup>72</sup>.

A Baghdâd et à Mossoul, la variété des églises orientales fut renforcée, après l'arrivée de Capucins (vers 1630) et de Dominicains (en 1750, à Mossoul) par le rattachement à Rome d'une partie des communautés locales. Les Chrétiens de Mossoul bénéficièrent de l'arrivée au pouvoir des Jalîlî, et aussi de leur contribution à la défense de la ville, lors de son siège par Nâdir Shâh, en 1743. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y avait à Mossoul un peu moins de dix mille Chrétiens, dispersés en quatre régions, ce qui confirme la large tolérance dont ils bénéficiaient; ils disposaient de onze églises, six pour les communautés syriennes orientales (« Nestoriens » et « Chaldéens ») et cinq pour les communautés syriennes occidentales (« Jacobites » et « Syriens catholiques »). Les Chrétiens de Mossoul paraissent avoir été bien intégrés dans la cité et avoir tiré grand profit de la période de gouvernement local; ils servaient les dirigeants comme « fonctionnaires » et banquiers, ce qui assurait leur prospérité matérielle, sans toutefois leur donner une influence politique quelconque<sup>73</sup>.

C'est sans doute à Alep que les progrès de la communauté chrétienne furent les plus marqués, pour des raisons qui tiennent d'abord au développement économique de la ville, et également à l'essor du commerce européen, pour lequel Alep fut un des principaux marchés du Levant : les Vénitiens en 1548, les Français en 1562, les Anglais en 1583, les Hollandais en 1613, ouvrirent à Alep des consulats et des comptoirs permanents. Cette intensification des rapports avec l'Europe profita aux non-Musulmans, et d'abord aux Chrétiens qui servaient d'intermédiaires aux négociants francs, mais qui commerçaient également pour leur propre compte. Les commerçants et artisans chrétiens allèrent se fixer dans le quartier de Judayda [F 12], au nord-ouest de la ville, dont le caractère chrétien s'affirma très tôt. L'essor rapide du quartier et ses besoins expliquent qu'y aient été localisés une partie du

*waqf* de Bahrâm Pacha, en 1583 (un bain public et une *qaysariyya*), et l'ensemble de celui d'Ipshîr Pacha, en 1653 (un *khân*, trois *qaysariyya* à destination artisanale, une teinturerie, une fontaine, des boutiques et un souq complet). Ce vigoureux peuplement chrétien déborda du quartier de Judayda sur les quartiers musulmans situés plus à l'est. A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au XVIII<sup>e</sup> siècle, la communauté chrétienne d'Alep était estimée à environ 10 % de la population totale : elle comptait des éléments arméniens, maronites, grecs melkites et grecs catholiques. Le nombre des églises, la belle organisation des quartiers, la qualité de la voirie, le luxe des maisons attestent la prospérité des Chrétiens d'Alep<sup>74</sup>.

La communauté copte du Caire est loin d'avoir connu un essor aussi remarquable. Elle était estimée, par la *Description de l'Égypte*, à 10 000 individus, un vingt-cinquième de la population totale du Caire, ce qui paraît faible : mais les sept quartiers chrétiens mentionnés sur la carte de la *Description* n'avaient qu'une surface de 16,7 hectares, ce qui, à raison d'une densité moyenne de 400 habitants à l'hectare n'autorise guère une évaluation plus importante. Les Coptes ne jouaient aucun rôle dans le grand commerce, et ils paraissent avoir été limités à des activités artisanales plutôt modestes : d'après les successions que j'ai pu relever dans les registres du *Mahkama* les Coptes avaient une fortune moyenne égale au tiers seulement de la fortune moyenne de l'ensemble des artisans, entre 1776 et 1798 (10 388 paras contre 30 029). L'importance de la communauté était liée au rôle que jouaient les intendants et secrétaires coptes dans l'administration et dans les grandes maisons d'émirs : « Ils sont en possession de tous les emplois de la secrétairerie chez les Beys, les officiers généraux des *odjaks* », remarquait le consul Digeon, en 1778. Cette activité au service de la caste dominante et cette relative obscurité expliquent peut-être la sécurité dans laquelle les Coptes paraissent avoir vécu durant toute la période ottomane. En dehors des tracasseries et des avanies habituelles, le seul incident grave paraît avoir été celui que provoqua le projet de pèlerinage



copte à Jérusalem, pour la Pâque de 1749 : le départ d'une véritable caravane d'un millier de personnes, patriarche, fanfares et bannières en tête, fut ressenti comme une dérision du *hajj* musulman, et il provoqua une véritable émeute; la caravane fut pillée et les Coptes furent soumis à une avanée<sup>75</sup>.

Tout différente fut la destinée de la communauté syrienne chrétienne qui se constitua au Caire après le schisme survenu dans la communauté melkite de Syrie, en 1724, et la vague d'émigration vers l'Égypte qui s'ensuivit<sup>76</sup>. Les Chrétiens syriens, surtout originaires d'Alep, s'installèrent d'abord à Damiette et Rosette, puis au Caire, leur essor matériel étant largement lié à leurs relations d'affaires avec les commerçants francs. Leur enrichissement leur permit de s'introduire, vers 1750, dans le fermage des douanes, jusque-là chasse gardée des Juifs, qu'ils supplantèrent définitivement, en 1769, sous 'Ali Bey. Les raisons d'un changement qui constitua une véritable révolution sont multiples : 'Ali Bey, qui était en train d'éliminer les Janissaires comme facteur politique, devait inévitablement songer à écarter leurs auxiliaires juifs; il était, d'autre part, naturel que l'émir désire s'associer la puissance financière des Syriens, à un moment où ses ambitions extérieures requéraient des ressources importantes; enfin, 'Ali Bey avait des vues sur la Syrie et subissait l'influence de conseillers syriens. La seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle fut pour les Chrétiens syriens une époque de grande prospérité et de grande influence. Ils étaient environ cinq mille en 1798. Ils avaient entre leurs mains une partie non négligeable du commerce des tissus, et en particulier de celui des tissus importés d'Europe, et ils commençaient même à jouer un rôle dans le commerce des produits d'Orient. Leur richesse avait suivi une courbe ascendante fulgurante, qui leur fit dépasser leurs compatriotes musulmans vers la fin du siècle : le Khân al-Hamzâwî [K 6-7], centre traditionnel du commerce syrien, était alors totalement passé entre leurs mains, et les quinze Syriens chrétiens dont j'ai trouvé les successions dans les documents du Tribunal

religieux laissèrent des fortunes d'un montant moyen de 229 248 paras (contre 162 355 pour seize Syriens musulmans). Après avoir réussi, avec l'aide des religieux de rite latin et des consuls de France, à s'émanciper de l'Église orthodoxe, seule reconnue par les Ottomans, ils s'efforçaient de se faire reconnaître comme une communauté religieuse autonome. Dans une organisation des communautés que les Ottomans, résolument conservateurs dans ce domaine, étaient peu désireux de voir changer, l'apparition d'un nouveau *millet* constituait un phénomène très remarquable, qui témoignait tout à la fois du dynamisme des Chrétiens syriens et des larges possibilités de développement que le système ottoman laissait aux minoritaires.

### Les Juifs

À la différence des Chrétiens dont les communautés autochtones ne s'étaient maintenues que dans les pays du Proche-Orient, les Juifs étaient présents dans tous les pays arabes, où ils s'étaient installés très anciennement, parfois avant même la Diaspora, et où ils avaient joué un rôle commercial important dès l'époque médiévale<sup>77</sup>. L'établissement de l'Empire ottoman eut, d'une manière générale, un effet positif sur la situation des Juifs. Un nombre important de Juifs expulsés d'Espagne ou fuyant le pays (entre 1492 et 1496, puis au XVI<sup>e</sup> siècle), allèrent se réfugier en pays musulmans. Samuel Usque, un ancien marrano (crypto-juif), décrivait ainsi la Turquie pour ses coreligionnaires : « Ici, les portes de la liberté sont toujours largement ouvertes pour vous, afin que vous puissiez pleinement pratiquer votre judaïsme »<sup>78</sup>. Cette émigration fut forte vers le Maghreb, et, après 1517, vers l'Égypte, la Syrie et la Palestine. Plus tard, les communautés juives du Maghreb furent renforcées par des Juifs venus surtout d'Italie, de Livourne, d'où le nom de *Grâna* (pluriel de *Gourni*, Livournais) donné en Tunisie à ces Juifs européens, qui évitaient de se fondre avec leurs frères indigènes et s'efforçaient, au



contraire, de se faire traiter comme des Européens dont ils portaient le costume.

Les activités auxquelles se livraient les Juifs dans les grandes villes où leurs communautés étaient concentrées étaient assez variées. Le travail des métaux précieux et le change des monnaies constituaient leurs occupations traditionnelles : au Caire, le quartier juif (*Hâra al-Yahûd*) [HI 7-8] était situé en plein cœur de la ville, à proximité immédiate du Sagha [I 6] (marché des orfèvres). Ils étaient également souvent employés dans les Hôtels des Monnaies (*Dâr al-Sikka*) où l'on frappait les espèces. Ils jouaient un rôle actif dans le grand commerce (exportation des produits indigènes, importation des produits européens), grâce aux liaisons qu'ils avaient avec les communautés juives européennes, et grâce à celles qu'ils nouaient avec le commerce franc sur place. Les capitaux qu'ils avaient su réunir leur permettaient, d'autre part, d'avoir des activités bancaires dans des pays où elles étaient peu développées. Ils prêtaient de l'argent aux Turcs, entre les paiements de la solde, suivant un système qui est expliqué avec précision par l'historien tunisien al-Saghîr bin Yûsuf, qui était lui-même un *Kulughli* soldé : les soldats de l'*odjaq* « avaient coutume, lorsqu'ils voulaient se procurer de l'argent, d'aller négocier un emprunt auprès des Juifs. Celui dont la solde se montait à cent piastres par an souscrivait un billet de cent-dix piastres ; le Juif lui en donnait cent et se substituait à lui pour le paiement de la solde jusqu'à complète libération... De cette façon, le Juif tirait un profit de son prêt, et le soldat, qui touchait sa solde entière par avance... pouvait en dépenser le montant pour ses besoins et ceux de sa famille »<sup>29</sup>. C'est de cette manière que, dans beaucoup de villes, se nouèrent des liens d'étroite coopération entre les Juifs et les Janissaires. A un niveau plus élevé, les Juifs mettaient leurs capitaux à la disposition des membres de la caste dirigeante pour l'exploitation des fermages : au Caire, les Juifs géraient, en fait, les principaux *iltizâm* dont les adjudicataires officiels, membres de la caste dominante, leur confiaient l'administration, et ils contrôlaient, en parti-

culier, le plus important de tous les fermages, celui des douanes. D'une manière générale, les Juifs étaient en concurrence, pour ces activités, avec les Chrétiens locaux dans les pays du Proche-Orient, et les progrès des Chrétiens mentionnés plus haut furent souvent accompagnés par un déclin concomittant des Juifs. Ce fut le cas, au Caire, où la communauté juive ne se remit jamais du coup que lui avait porté 'Alî Bey vers 1770, en lui substituant la communauté chrétienne syrienne. L'essor des Chrétiens d'Alep eut sans doute pour conséquence une certaine stagnation de la communauté juive de cette ville. C'est probablement l'absence de concurrence de ce côté, en Afrique du Nord, qui explique l'ascension des Juifs d'Alger et de Tunis, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Presque partout une ségrégation stricte maintenait les communautés juives à l'intérieur de quartiers clos (appelés *Hâra* en Afrique du Nord), dont la proximité plus ou moins grande par rapport au centre économique de la ville n'est pas dénuée de signification en ce qui concerne l'importance et l'influence de la communauté. Ils y avaient, en général, des synagogues, et ils étaient administrés par leurs chefs religieux. L'importance numérique des communautés juives était assez variable. L'estimation habituelle pour Alger (environ 5 000 vers 1830, soit un sixième de la population) paraît exagérée : leur relative dispersion dans plusieurs quartiers non fermés de la partie basse de la ville, de chaque côté du Grand Souq, témoignait à la fois de leur influence et de leur activité. Toutefois leur situation se détériora sensiblement après le pogrom de 1805 ; plusieurs chefs des Juifs furent assassinés, Busnach en 1805, Cohen-Bacri en 1811, David Drahan la même année. Au contraire, les Juifs de Tunis étaient fortement concentrés dans leur *Hâra*, située dans la partie nord de la Madîna [E 6], et dont le développement, aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, correspond à l'augmentation de la communauté. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Juifs d'origine européenne se séparèrent des Juifs indigènes (*Tuânâsa*) et se donnèrent une organisation particulière. Vers 1800, le nombre des Juifs tunisiens était sans doute un peu

inférieur à 10 000. Les Juifs tunisiens furent, en général, traités correctement, ce qui n'exclut cependant pas quelques incidents violents, comme le pillage du quartier juif, en 1752, et celui de 1756 (au moment du sac de la ville par les Algériens).

Les Juifs du Caire étaient relativement peu nombreux, si on les compare aux Juifs d'Alger et de Tunis : d'après Digeon et Jomard, ils n'étaient que deux ou trois mille, évaluation qui paraît raisonnable si on considère que le quartier juif où ils vivaient avait une surface de six hectares et ne pouvait donc pas abriter beaucoup plus de 3 000 habitants [HI 7-8]. Les Juifs avaient cependant joué un rôle assez important, en raison de leurs relations avec les Janissaires, dont ils étaient les auxiliaires. Vers 1760, Niebuhr constatait que, malgré les traitements vexatoires dont ils étaient les victimes, les Juifs étaient assez bien en Égypte, où ils s'étaient « rendus nécessaires depuis plusieurs années ». On a vu que leur position s'effondra en 1770, et ils ne jouèrent désormais qu'un rôle très secondaire au Caire. Ni à Damas, ni à Alep, ni à Mossoul, les communautés juives ne paraissent avoir eu une très grande importance. Elles étaient d'ailleurs concentrées dans des quartiers assez pauvres (Hâra al-Yahûd à Damas [I 5], Bahstâ à Alep [I 11-12]), situés à une certaine distance des centres économiques; c'était, en particulier, le cas à Mossoul, où le quartier juif était placé sur la lisière septentrionale de la ville [K 7]. Ils étaient peu nombreux par rapport aux Chrétiens qui habitaient dans ces deux villes (4 000 Juifs, 22 000 Chrétiens à Damas, en 1860; un millier de Juifs à Mossoul, 6 000 Chrétiens), et qui étaient très actifs, surtout à Alep. La communauté juive de Baghdâd était plus nombreuse : le quartier juif [Q 24] avait une superficie de 17 hectares, ce qui paraît confirmer les chiffres d'environ 10 000 Juifs donnés par divers voyageurs. Elle était aussi beaucoup plus puissante, si on la compare aux communautés chrétiennes; les banquiers (*sarrâf*) juifs étaient associés aux Mamelouks et aux Pachas, et ils pouvaient, à ce titre, exercer quelque influence sur les gouvernants, tel le *sarrâf* Khûja 'Abdallah ibn Yûsuf, qui

devint le principal conseiller de Sulaymân Pacha al-Kabir (1779-1802). Mais, même si le traitement des non-Musulmans était relativement libéral à Baghdâd (et à Mossoul), ils ne pouvaient jouer aucun rôle politique, et ils étaient soumis aux mêmes mesures discriminatoires qu'ailleurs<sup>90</sup>.

### Les Européens

Les Européens ne constituaient naturellement pas une communauté, encore moins une minorité, mais il est utile d'en dire quelques mots, qui complèteront les allusions que nous avons faites plus haut à leurs activités et à leurs liens avec la population locale, et en particulier avec les minorités chrétiennes et juives.

Jusque vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Francs n'étaient pas très nombreux dans les grandes villes du Levant. Quelques dizaines de maisons de commerce suffisaient pour assurer la présence du négoce européen dans les Échelles les plus importantes : à Alep, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y avait qu'une douzaine de maisons marseillaises, cinq ou six maisons anglaises, et quelques maisons livournaises et vénitiennes. A la même époque, il y avait huit maisons de commerce françaises au Caire, cinq maisons vénitiennes, quelques maisons anglaises. Le nombre total des résidents européens était tout aussi réduit : 72 en 1774 au Caire (dont 44 Français). Les commerçants francs étaient placés sous le contrôle et la protection de consuls dont le statut avait été précisé et amélioré sous les Ottomans. Ils logeaient, en général, dans des caravansérails situés à proximité immédiate des souqs (comme à Alep), ou à quelque distance : à Tunis, les Mouradites avaient organisé une sorte de quartier franc, près de Bâb al-Bahr, où un *funduq* fut mis à la disposition de la nation française, en 1660 [G 10]; au Caire, les Francs logeaient dans un quartier situé hors de Qâhira, près du Khalig [H 9]. Ils étaient traités, en général, d'une manière correcte, ce qui n'excluait pas quelques accroc qui, parfois, n'épargnaient pas les consuls eux-mêmes.

C'est dans la Régence d'Alger, où l'autorité de la Porte ne s'exerçait que difficilement, que ces « bavures » furent le plus nombreuses : en 1806, le consul de Hollande et le consul du Danemark furent mis aux fers pour un retard dans le versement du tribut dû par leurs pays; en 1823, le consulat d'Angleterre, soupçonné d'abriter deux Kabyles appartenant à une tribu en révolte, fut saccagé, et le consul dut embarquer en cachette sa femme et sa fille sur un navire suédois<sup>81</sup>. Mais l'époque où un consul pouvait être mis à la bouche d'un canon, comme le Père Le Vacher, en 1683, au moment de l'expédition navale française, était révolu. Les résidents étrangers devaient seulement supporter les aléas du commerce et les inconvénients qui résultaient d'accidents parfois graves (convulsions politiques locales et épidémies diverses qui amenaient les commerçants à s'enfermer dans leurs caravansérails, en attendant que le fléau s'apaise).

Les Européens jouaient un rôle dominant dans le commerce entre les pays arabes et l'Europe, et ils s'efforçaient de maintenir la position de monopole de leur navigation; ils intervenaient aussi activement dans le commerce intérieur de l'Empire, par la navigation de « caravane », dans laquelle les navires français étaient particulièrement actifs<sup>82</sup>. Les Européens avaient des rapports étroits avec les communautés chrétiennes et juives, qui leur fournissaient les intermédiaires indispensables pour leurs relations avec les autorités et avec le commerce local. En contre-partie, ils leur assuraient leur protection, notamment en leur faisant obtenir des patentes (*berat*) du gouvernement impérial, pratique qui devait faire naître de sérieux problèmes au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque des Grandes Puissances se furent ainsi constitué une clientèle nombreuse qui échappait à la juridiction locale. Les consuls, et en particulier les consuls de France, s'arrogeaient par ailleurs un droit de protection sur les communautés chrétiennes indigènes, et ils favorisaient l'action de missions qui travaillaient à rapprocher ces communautés de Rome, et éventuellement à obtenir leur retour dans le sein de l'Église catholique,

comme il arriva à Alep (avec une partie de la communauté grecque orthodoxe, qui devint, en 1724, la communauté melkite catholique), ou à Mossoul (où des éléments des communautés nestorienne et jacobite constituèrent les communautés uniates des Chaldéens et des Syriens catholiques). Cette politique accentuait la fragmentation des sociétés urbaines, et elle préparait, à long terme, la dissolution de l'Empire.

### Conclusions

La population des grandes villes arabes donne donc l'impression d'une très grande diversité, la variété des éléments ethniques, confessionnels, linguistiques qui la composaient faisant un très vif contraste avec la population rurale, qui était évidemment plus homogène. Au Caire, on comptait ainsi 10 000 Coptes et 3 000 Juifs, environ 10 000 Turcs, entre 15 et 20 000 Maghrébins et Syriens, 5 000 Syriens chrétiens, 5 000 Grecs, 2 000 Arméniens, auxquels s'ajoutaient les 10 000 individus appartenant à la classe dirigeante (Turcs et Mamelouks), soit au total environ 60 000 personnes, presque le quart de la population de la ville<sup>83</sup>. A Alger, vers 1830, pour une population qu'il évalue à 30 ou 35 000 habitants, P. Boyer estime qu'il y avait environ 4 000 Turcs, 2 ou 3 000 *Kulughli*, 5 000 *barrâni* (Mzabites, Biskris...), 2 000 nègres libres et esclaves, 5 000 Juifs, quelques centaines de Chrétiens, soit nettement plus que la moitié de la population de la ville, les « Maures » (*baldî*) ne comptant que 12 à 16 000 individus<sup>84</sup>. Dans des cas extrêmes, comme ceux d'Antioche et de Jérusalem, la ville était même constituée par la juxtaposition de minorités, Turcs sunnites, Syriens alaouites et Syriens chrétiens, dans le premiers cas, Musulmans, Juifs et Chrétiens de diverses communautés (grecque, latine et arménienne) dans le second. Cette diversité trouvait son expression urbaine dans une division géographique de la ville en secteurs séparés.

### Chapitre 3 Les fonctions urbaines

On considère généralement comme une des caractéristiques essentielles des villes arabes le fait qu'elles étaient peu « administrées » : on n'y trouvait ni administration urbaine spécifique, ni institutions populaires à caractère communal. Elles se différenciaient, sous ce double aspect, à la fois des villes antiques qu'on a souvent considérées comme incarnant l'idéal de l'organisation urbaine, et des villes médiévales, dont les institutions ont permis l'évolution vers le type de la « commune ». Incapables, et pour cause, de découvrir, dans un système ayant sa spécificité propre, les caractéristiques de ce qui, pour les Occidentaux, constitue la « cité », obnubilés, par ailleurs, par des phénomènes en apparence aberrants (irrégularités dans les détails de la structure urbaine), les chercheurs ont parfois donné l'impression qu'ils considéraient qu'ils étaient, dans ce cas, en présence de « non-villes » et d'un « anti-urbanisme ».

A ce point de vue radical, l'observateur le plus perspicace, Jean Sauvaget a paru apporter la justification théorique nécessaire. Il n'y aurait pas de « cité » islamique parce que l'Islam a été incapable de concevoir la spécificité de l'orga-

nisation urbaine : « Le statut des villes ne fait l'objet d'aucune disposition particulière de la part de la Loi islamique. Il n'est plus d'institutions municipales. L'agglomération urbaine n'est point, comme elle le serait en Europe à la même époque, inféodée héréditairement ou érigée en corps privilégié... La ville n'est plus considérée... comme une entité, comme un être en soi complexe et vivant : elle n'est plus qu'une réunion d'individus aux intérêts contradictoires... L'évolution de la ville n'est plus que le résultat d'une somme d'initiatives privées »<sup>1</sup>. Il n'est donc pas surprenant, dans ces conditions, que, aux yeux de Sauvaget, l'époque musulmane soit marquée par un déclin de la ville (ici Alep) : l'Islam ne substitue rien à la forme que l'Antiquité lui a donnée; l'époque musulmane « ne s'accompagne... d'aucun apport positif ». Elle précipite et aggrave la « dégradation de la ville ». En dehors de la « réduction du cadre de la vie urbaine à des formes plus rudimentaires... on ne voit à lui attribuer que la dislocation du centre urbain, sa fragmentation en petites cellules individualisées ». L'œuvre de l'Islam « est essentiellement négative » : la ville devient « un assemblage inconsistant et inorganique de quartiers », où la Loi fait place à l'anarchie; elle est « comme la négation de l'ordre urbain »<sup>2</sup>.

C'est, en effet, l'anarchie totale qu'aurait dû entraîner une carence aussi fondamentale; et c'est elle qu'évoquent quelques-uns des auteurs des études classiques sur plusieurs des grandes villes du monde arabe, tout spécialement à l'époque ottomane, lorsque le « désordre urbain » atteint son paroxysme. Sous les Ottomans, écrit Clerget, Le Caire « s'éteint lentement... laissant crouler peu à peu les débris de son passé glorieux... Le Caire revient... au peuplement dispersé qu'affectionnaient les premiers Arabes... L'art s'éteint avec toutes les autres manifestations d'une activité ordonnée et intelligente ». A Alep, aux XVI-XVIII<sup>e</sup> siècles, les « éléments de désagrégation... ne font que s'exercer à nouveau, avec une tendance à l'exagération qui accélère la dissociation du centre urbain... L'Alep des Ottomans n'est qu'un trompe-l'œil : une façade somptueuse derrière laquelle il n'y a que des ruines »<sup>3</sup>.



Outre qu'il est naturellement difficile d'accepter l'idée d'un déclin qui se serait poursuivi sans désenchanter pendant quatre siècles, les affirmations que l'on vient de citer sont en contradiction avec ce que nous montrent l'archéologie urbaine et l'histoire des villes, ainsi que nous avons essayé de l'indiquer plus haut. Elles sont d'ailleurs démenties par la vision que nous donnent ces auteurs de l'évolution de leurs villes, qui n'a nullement revêtu ce caractère catastrophique. Cela est particulièrement frappant dans la description que Sauvaget fait d'Alep, où, en dépit des conclusions pessimistes de l'auteur, la grandeur de la ville ottomane apparaît avec évidence : « On ne saurait taxer d'exagération les appréciations enthousiastes des voyageurs européens », écrit Sauvaget, qui cite d'Arvieux (Alep est « la ville la plus grande, la plus belle, la plus riche de tout l'Empire... après Constantinople et Le Caire »), et Volney (« La ville... est peut-être la plus propre et la mieux bâtie de tout l'Empire »), et conclut sur « la rapidité... [de] la croissance de l'agglomération, l'étendue des transformations qu'elle a subies, la splendeur des constructions nouvelles qu'on y voit s'élever »<sup>4</sup>.

Il est nécessaire de remarquer, dès maintenant, que des recherches récentes (en particulier celles de Baber Johansen) ont montré combien, sur certains points, les thèses de Sauvaget étaient excessives : le droit et les juristes musulmans n'ont pas ignoré l'existence de la ville, son caractère spécifique, ni les caractères généraux de sa structure, et une doctrine implicite peut être déduite de leurs travaux dans ce domaine. On ne saurait, d'autre part, se contenter de constater l'absence ici des systèmes de régulation qui ont existé à d'autres périodes (organisation et législation urbaines de l'Antiquité), dans d'autres civilisations (institutions municipales du Moyen Âge), pour en conclure, par conséquent, que les villes arabes n'ont pas existé en tant que villes. Le problème doit être posé de la manière inverse : puisque ces grandes villes n'ont, en réalité, pas été atteintes par la paralysie qui a été pronostiquée a posteriori, puisque, tout au contraire, elles se sont dévelop-

pées, l'objectif doit être de décrire les mécanismes (éventuellement spécifiques) qui ont permis à ces villes de « fonctionner » et de s'accroître, et de vérifier comment les besoins matériels de leurs habitants ont pu être, pour l'essentiel, remplis<sup>5</sup>.

### L'administration des villes

Une remarque préalable s'impose. Dans ce domaine, plus encore que dans tous les autres, l'information que nous possédons est d'une grande insuffisance. Les archives des Tribunaux (*Mahkama*), qui permettraient de prendre une connaissance précise de la manière dont la ville était gérée, n'ont fait l'objet d'aucun dépouillement systématique pour aucune ville arabe<sup>6</sup>. De même, la correspondance entre les Provinces et le gouvernement central, et plus particulièrement les ordres sultaniens (*awâmir sultâniyya*), n'a pas encore été étudiée, ce qui interdit de savoir quelle était la politique du gouvernement impérial et de ses représentants provinciaux dans ce domaine, et quel rôle elle a joué dans la gestion des villes<sup>7</sup>. Nous devons donc nous contenter de remarques générales, à partir d'études qui restent extérieures, et, très souvent, nous devons nous résoudre à des hypothèses, pour l'instant invérifiables.

### Préposés urbains

Ce qui paraît caractériser les grandes villes arabes, dans l'ensemble, c'est le petit nombre des préposés aux affaires urbaines. Cette carence a été un des éléments qui ont amené J. Sauvaget à développer ses théories sur l'inexistence de statut spécifique pour les villes islamiques : « Partie intégrante et indivise de la grande communauté musulmane, il n'est plus personne qui soit habilité à gérer ses destinées en pleine connais-



sance de cause, et d'une manière exclusive »<sup>2</sup>, une situation qui contraste naturellement avec l'existence, dans l'Antiquité, d'autorités municipales et de principes fermes d'urbanisme. En réalité, cette carence n'est ni aussi absolue, ni aussi universelle qu'on l'a cru, et la médiocrité de notre information est ici sans doute largement responsable de la vision que les historiens des villes arabes ont adoptée.

En principe, il y avait traditionnellement dans les villes deux préposés spécialisés : le *muhtasib* (« prévôt des marchés ») et le *wâlî* (« gouverneur ») — personnage qui ne doit pas être confondu avec le pacha, lui aussi qualifié, en arabe, du titre de *wâlî*. Leur existence est attestée dans la plupart des métropoles médiévales, et ils se sont maintenus à l'époque ottomane. Le *muhtasib* était, à l'époque médiévale, un dignitaire considérable, à qui une compétence théorique très vaste (une sorte de censure générale des mœurs) avait donné, en particulier, de très larges pouvoirs urbains : supervision des organisations de métiers et des marchés, contrôle des poids et mesures et des prix, intervention dans l'urbanisme. À l'époque ottomane, les attributions de ce personnage déclinèrent notablement, peut-être parce que les cadis (en théorie, la *hisba* était, comme la judicature, une charge religieuse) avaient pris une importance considérable. Dans la plupart des provinces, le *muhtasib* ne jouait plus qu'un rôle réduit, contrôlant un nombre limité de métiers, surtout ceux qui concernaient l'alimentation (fourniers, boulangers, bouchers...) et les marchés correspondants, surveillant en particulier la qualité des produits et leur prix. Il intervenait dans ces domaines à l'occasion de tournées, dont le caractère pittoresque et parfois la violence ont souvent provoqué l'étonnement des voyageurs et excité leur verve. Précédé de porteurs de balances, accompagné de boursiers, il rendait une justice expéditive qui consistait, le plus souvent, en une bastonnade, parfois sévère, mais qui pouvait aussi prendre un tour moins banal : les anecdotes sur les bouchers à qui on enlevait un morceau de fesse correspondant à la quantité de viande dont ils avaient indûment privé les

consommateurs par de fausses pesées, ou sur les pâtisseries indécents qu'on avait forcés à s'asseoir sur leurs plateaux brûlants, faisaient partie du folklore des marchés<sup>3</sup>. Mais les *muhtasib* ne s'occupaient plus guère des questions d'urbanisme, même pas au niveau modeste de la propreté des rues et des marchés.

Les *wâlî* (que l'on appelait aussi *sûbâshî* et *za'im*) avaient, comme leurs prédécesseurs médiévaux, des fonctions de police, et en particulier de police nocturne, ce qui les amenait à jouer un rôle important dans la lutte contre les incendies. Pour des raisons qui ne sont pas très claires, mais qui sont peut-être liées à leurs attributions de police, les *wâlî* exerçaient un contrôle sur les corporations décriées, et, en particulier, sur les prostituées, activité peu honorable, mais assez pittoresque pour que peu de voyageurs aient négligé de la mentionner en détail : le *wâlî* tenait un registre des filles publiques, et il levait sur elles des taxes substantielles. En Algérie et en Tunisie, ces attributions étaient remplies par le *mizwâr*, terme berbère qui s'appliquait à une fonction attestée sous les Almohades et les Hafsides : dans ce cas également, ce sont les fonctions d'inspecteur des femmes de mauvaise vie qui retiennent surtout l'attention des Européens. Dans une longue note sur le « Mézouard » ou « Grand Baillif... et Lieutenant Général de Police d'Alger », Laugier de Tassy évoque les attributions de police, les patrouilles nocturnes et l'inspection sur les prostituées, dont il exige un tribut, pour lequel il paie 2 000 piastres au Dey : le Mézouard « s'empare de toutes les femmes de joie et les tient enfermées dans sa maison, où elles sont distinguées par classe. Dès qu'il découvre quelque femme ou fille qui commence à donner dans l'intrigue... il a le droit de s'en saisir... Il les loue aux Turcs et aux Maures qui viennent lui en demander. Ils peuvent les garder autant de temps qu'ils veulent, suivant la conclusion du marché fait entre le Mézouard et eux... Celles qui veulent sortir et chercher fortune en obtiennent la permission en payant chaque jour une petite somme au Mézouard, pour droit de sortie. » Cette charge « méprisante », dont le chroniqueur

tunisien Bin Diyâf suggère qu'elle avait été créée à l'époque turque, fut abolie en Tunisie, en 1836<sup>10</sup>.

Il est évidemment surprenant qu'aucun autre préposé urbain important n'apparaisse dans les villes du Machreq<sup>11</sup>, d'autant plus que la situation des capitales du Maghreb paraît avoir été assez différente sur ce point. Il y avait, à Alger, un *shaykh al-balad* qu'il est peut-être excessif de qualifier d'« échevin » ou de « maire », mais qui était chargé de tâches de police, de la surveillance des corporations industrielles, et apparemment de ce qui concernait « les réparations des maisons et autres » (propreté et entretien des édifices urbains), importantes attributions urbaines que confirme la localisation de ses « bureaux » en plein centre de la ville [F 6]. Un *qâ'id al-Fahs* paraît avoir joué un rôle de police équivalent dans la banlieue d'Alger<sup>12</sup>. Une organisation similaire existait à Tunis : la ville *intra muros* était placée sous le contrôle d'un *shaykh al-madîna* qui paraît avoir eu surtout des attributions de police urbaine, en particulier nocturne ; pour cette raison, les voyageurs du XVII<sup>e</sup> siècle l'appelaient « *soubachi* », en se référant au préposé que l'on trouvait dans le Machreq ; les deux faubourgs de Bâb al-Suwayqa et de Bâb al-Jazîra avaient également un cheikh, l'un et l'autre. Les cheikhs de quartiers (*hawma*) dépendaient de ces trois cheikhs.

#### *Autorités politiques*

A défaut de préposés spécifiques, les autorités politiques « nationales » intervenaient activement dans toutes les questions concernant le fonctionnement de la ville. Cette intervention est logique : responsables du maintien de l'ordre, les gouvernants devaient s'intéresser à tout problème qui, dans la capitale où ils exerçaient leur autorité, était susceptible de créer des difficultés, et, à la limite, de susciter des troubles. Pour cette raison, l'action des autorités concernait surtout la police, et elle avait un caractère principalement répressif. Dans les questions concernant l'administration de la ville,

on voit donc tout naturellement intervenir les deux principales autorités de la capitale, le pacha et le chef des Janissaires. En dehors des actions qu'ils menèrent pour assurer l'ordre, les pachas du Caire montrèrent un intérêt soutenu pour les affaires urbaines, ainsi que le montrent de multiples décisions de caractère « édilitaire » : Muhammad Pacha (1607-1611) fait enlever une coudée de terre dans les rues du Caire où s'étaient accumulées poussières et ordures ; Maqsûd Pacha (1642-1643) fait recréer les deux canaux (*khalig*) menacés d'ensablement ; Muhammad Pacha (1652-1656) enjoint aux préposés des mosquées du Caire de les faire réparer et blanchir, ce qui lui vaudra le surnom de « Abû l-Nûr » (« Père de la lumière ») ; Muhammad Pacha, enfin (1699-1704), ordonne de démolir les couvertures des rues et des boutiques pour élargir les rues et les marchés, et il fait enlever près d'une coudée de terre, afin d'améliorer la circulation<sup>13</sup>. Des interventions semblables, de la part des autorités suprêmes, pourraient être mentionnées dans bien d'autres capitales : 'Alî Bey de Tunis (1759-1782), pour remédier aux problèmes que pose l'augmentation de la population dans la ville *intra muros*, où les logements deviennent difficiles à trouver, décide d'autoriser les habitants de Tunis à construire des maisons à côté de la lagune, à l'est de Bâb 'Aliwa et de Bâb al-Bahr [H 11]. Il ordonne de transférer à l'extérieur de la ville le souq des Tanneurs, afin de dégager de l'espace, en ville, pour la construction de maisons<sup>14</sup>. A Damas, en 1757, Mûsâ Kikhiya, représentant de Râjib Pacha, ordonne à la population des différents quartiers de restaurer toutes les maisons qui dataient de plus de vingt ou trente ans<sup>15</sup>.

Tout aussi important fut, dans la plupart des provinces de l'Empire, le rôle des Janissaires, que leurs liens avec la population locale devaient amener à s'intéresser particulièrement aux problèmes urbains. Les Janissaires et leur agha eurent presque partout la responsabilité du maintien de l'ordre, leur activité s'exerçant plus particulièrement dans le domaine de la police diurne (nous avons vu que c'était au *uâlî* qu'était confiée la police nocturne). C'était le cas, par exemple, à Alger,

où le *kâhiya* (lieutenant) de l'agha des Janissaires jouait le rôle de chef de police; au Caire et à Alep, où l'agha lui-même était chargé de la police de la voie publique. Et c'est probablement ces attributions de police qui amenèrent les aghas à intervenir dans les affaires proprement urbaines : tel, au Caire, 'Alî Agha qui, en 1703, ordonne d'enlever la terre qui s'était accumulée dans les rues, sur une épaisseur de deux ou trois coudées, et fait démolir les banquettes construites devant les boutiques, afin de faciliter la circulation; ou qui, en 1711, ordonne de nettoyer les rues et de blanchir les monuments publics (minarets des mosquées, fontaines, écoles)<sup>16</sup>.

#### *Le rôle des cadis*

Mais il est probable que, dans ce domaine, un rôle essentiel fut joué par les cadis, devant les tribunaux desquels étaient évoquées toutes les affaires concernant les sujets, dans tous les domaines : affaires criminelles, justice civile, affaires relevant du statut personnel (héritage, divorce), questions économiques (problèmes concernant les corporations de métiers, les transactions commerciales), et donc, naturellement, tout ce qui intéressait l'administration urbaine. De ce point de vue, les cadis de l'époque ottomane virent s'accroître notablement l'étendue de la compétence, déjà très vaste, de leurs prédécesseurs médiévaux. Le développement de l'étude des registres des tribunaux mettra certainement en lumière les principes, les méthodes et les résultats de cette activité. Nous n'en avons aujourd'hui qu'une idée très sommaire, par exemple à travers les cas mentionnés par Galal El-Nahal, qui fournissent quelques échantillons de ces interventions. En cas de construction nouvelle, le cadi fait vérifier qu'il n'y a pas entrave à la libre circulation : « *Un soldat monté, ou un chameau chargé peuvent passer sans difficulté dans la rue où l'édifice est situé; l'édifice ne porte pas atteinte aux droits des voisins à la lumière et à la vue* ». Il fait enquêter pour s'assurer qu'une

porte nouvellement ouverte ne gêne pas l'intimité des voisins. A la demande de voisins, il s'assure qu'une construction en mauvais état ne constitue pas un danger pour les maisons adjacentes. Il rejette, après enquête, la plainte d'un habitant qui se plaint de la gêne que va occasionner le bruit provoqué par un atelier de couture dont on envisage l'établissement dans un quartier, etc.<sup>17</sup>.

Un examen attentif de l'activité des cadis devrait permettre d'en dégager une doctrine urbaine plus ou moins explicite, dont beaucoup d'éléments ne firent sans doute que confirmer les principes que R. Brunschvig a si remarquablement mis en évidence dans le cadre de son étude sur les *faqih* (juristes) malékites du Maghreb, et qui concernent en particulier les problèmes de la voirie (rues et impasses), des murs, des mesures à prendre pour la réfection des immeubles menaçant ruine, des eaux...<sup>18</sup>. Les travaux de Baber Johansen montrent bien que les juristes de l'école hanéfite (école qui était celle des Turcs, ce qui lui conférait un rôle presque officiel dans les territoires ottomans) avaient une conception assez claire de ce qu'était la ville et de certains des problèmes que posait l'existence des citadins. Voir par exemple la distinction que ces juristes faisaient, entre les zones en quelque sorte « privées » de la ville et les zones « publiques » — distinction dont nous verrons plus loin le caractère fondamental dans la structure de la ville. Voir encore la manière dont les mêmes juristes hanéfites ont donné une définition théorique de l'espace urbain, par opposition à la campagne, une distinction qui paraît aller de soi, mais dont beaucoup d'orientalistes modernes doutaient que le droit musulman fût capable<sup>19</sup>. Dans une étude concernant principalement Médine, S.A. Al-Hathloul indique comment, dans le détail des décisions concrètes prises par les juristes et les juges de l'époque moderne, se constitue une doctrine très empirique, mais parfaitement claire et cohérente, sur les principaux problèmes urbains et l'urbanisme : voies publiques que l'on doit protéger contre les empiètements des riverains; largeur optimale des rues et

ruelles; espace semi-privé qui prolonge les constructions (*finâ'*); protection de l'intimité de la vie familiale; dispositions pour l'accès à la lumière et à l'air<sup>20</sup>.

### *Le gouvernement central*

Si le rôle, évidemment considérable, des cadis dans toutes les affaires urbaines commence à apparaître plus clairement, l'importance de l'intervention du gouvernement central reste à préciser. Un dépouillement superficiel des ordres sultaniens d'Alep, par exemple, donne l'impression que les autorités d'Istanbul intervenaient activement dans les détails de la vie urbaine dans les provinces qui leur étaient soumises d'une manière directe. En dehors des prescriptions qui vont de soi concernant l'ordre et la sécurité, le Sultan est appelé à régler des questions très diverses. Relevons, par exemple, des décisions intéressant l'alimentation en eau : entretien des conduites d'eau desservant la ville ou un quartier (celui de Kallâsa [U 6], en 1742); remise en état d'une fontaine publique (hors de Bâb al-Nasr [I 16-17], en 1763). Ou encore des affaires concernant les corporations de métiers et la vie économique : nomination de cheikhs, par exemple celui des barbiers, en 1721 ou celui des marchands de légumes, en 1722; organisation de l'abattoir, en 1725; construction d'un abattoir, en 1733; abattage du bétail dans les 146 boutiques concernées d'Alep, en 1762; vente du savon dans le caravansérail spécialisé, en 1751; spécifications concernant le tissage des étoffes fabriquées à Alep, en 1762. Des problèmes concernant la voirie et les bâtiments : travaux d'élargissement du passage dans un marché où l'affluence est excessive, en 1739; réparation de rues et de quartiers, en 1739; réparation et entretien de monuments (construction d'un *khân* nouveau, en 1733, restauration d'un *hammâm*, en 1737, d'un *khân*, en 1749). Enfin des prescriptions touchant la défense de la moralité publique : sorties des habitants d'Alep dans les jardins au printemps, ce qui entraîne un mélange répréhensible des sexes, en 1742; affluence excessive

dans un souq où se mêlent hommes et femmes, en 1739; fermeture de quatre débits de boisson, en 1738.

La variété de ces interventions est, on le voit, très grande et ces quelques exemples nous permettent de supposer que, dans l'administration des villes arabes, le pouvoir central joua un rôle considérable, son action se faisant sentir à Alep dans des problèmes allant de la décision à prendre pour la nomination d'un greffier dans un *khân* jusqu'à une décision de grand urbanisme : on imagine mal que le transfert des tanneries d'Alep, vers 1570, ait pu être réalisé sans consultation d'Istanbul. Sans doute, ces interventions se produisaient-elles surtout en réponse à des sollicitations locales (avis demandé par les autorités, ou demande de redressement par les intéressés), l'action des autorités se faisant sentir d'une manière plus corrective que normative, en vue de résoudre des situations jugées critiques ou même insupportables, plus que dans le cadre d'un développement réfléchi. Mais il n'est pas possible de continuer à considérer que les gouvernants ne se souciaient pas des problèmes urbains que posaient les grandes villes. Sur ce point, c'est évidemment notre ignorance qu'il faut incriminer plus qu'un éventuel manque d'intérêt des autorités concernées pour l'administration des villes<sup>21</sup>.

### *Les institutions populaires*

On ne saurait naturellement parler, à propos des villes arabes de cette époque, d'institutions « municipales », puisque les villes n'avaient ni autonomie, ni les institutions que cette autonomie eût impliquées. Mais ces villes comptaient des « groupements » (*tawâ'if*) qui jouaient un rôle actif dans la vie urbaine, et dont, à ce titre, on ne peut se dispenser d'évoquer ici l'existence. Ces groupements étaient de nature très variée : professionnelle (corporations de métiers), nationale et religieuse (groupements de communautés), géographique (orga-



nisations de quartiers). Il s'agissait ici encore de formes très anciennes d'organisation urbaine, mais dont la diversité s'était accentuée sous les Ottomans, ainsi que nous l'avons vu plus haut : peu « centralisateurs », et sans doute conscients de la difficulté d'imposer aux pays conquis une organisation uniforme, et de tenter de les gouverner de l'extérieur, les Ottomans préféraient administrer au travers, et au moyen, de groupements « naturels », qui laissaient aux sujets une assez large autonomie dans le cadre de leurs communautés, et qui, dans une certaine mesure, tenaient lieu de l'administration locale qu'il eût été sans doute difficile d'organiser. Ces communautés jouaient essentiellement un rôle de relais entre les sujets et l'autorité. Mais, comme le remarque A.H. Hourani, il est aussi probable que, avec le déclin graduel de l'ordre ottoman, « les vieilles formes d'organisation acquirent des objectifs politiques plus spécifiques » et que leur activité prit de plus en plus de consistance dans la vie urbaine<sup>23</sup>.

#### *Les corporations de métiers*

Les corporations de métiers rassemblaient toute la population active, c'est-à-dire toute la population indigène, exception faite des 'ulamâ. Le nombre de ces corporations a varié considérablement selon les villes : Alger n'en comptait semble-t-il que 33, Tunis 83, Le Caire près de 250, et, d'après A. Rafeq, Damas et Alep en totalisaient 163 à elles deux. Ces différences sont évidemment à l'image de l'importance diverse des villes et de l'activité économique dont elles étaient le centre. Les corporations étaient placées sous le contrôle de cheikhs (*amin* en Tunisie), qui étaient, en général, choisis par les membres de la corporation, puis investis par les autorités (cadis et gouvernants) qui intervenaient vraisemblablement quand il y avait contestation ou conflit : nous avons vu que, dans certains cas, le problème de la nomination d'un cheikh de corporation à Alep pouvait être évoqué à Istanbul. Le cheikh était assisté par quelques préposés (*naqib*, écrivains) et par

l'assemblée de la corporation ou un groupe d'anciens *ikhhtiyâr*. La promotion des artisans et des commerçants du rang d'apprenti à celui de compagnon, puis de maître (*ustâ* ou *mu'allim*) s'effectuait sous le contrôle des cheikhs et de la corporation, avec parfois des cérémonies de passage qui étaient codifiées, en Égypte et en Syrie, en un rituel (*futuwwa*) dans lequel les éléments religieux tenaient une place considérable<sup>24</sup>.

Les corporations avaient naturellement pour but premier de contrôler l'activité professionnelle de leurs membres ; elles surveillaient le processus de fabrication, la qualité des produits et jouaient un rôle dans la fixation des prix ; elles réglaient les disputes entre leurs membres (en proscrivant, par exemple, toute concurrence déloyale) et s'occupaient des contestations qui survenaient avec les clients. Du fait de la concentration géographique des métiers, chaque corporation occupant, avec son marché, un secteur précis de la ville, les corporations étaient amenées à exercer, dans la rue où elles étaient localisées, une action de caractère administratif, dont le maintien de l'ordre était un aspect important : en octobre 1798, peu de temps après la première révolte du Caire contre les Français, le cheikh et les négociants du grand marché aux étoffes du Ghûriyya au Caire [K 6] prirent, en présence de Bonaparte, l'engagement suivant : « *Dorénavant, nous préserverons toutes les rues de notre arrondissement de tout trouble* ». Ils promirent de saisir les gens du quartier qui voudraient « *commettre du désordre* » et se déclarèrent « *personnellement responsables* » des troubles qui pourraient se produire dans leur arrondissement<sup>25</sup>.

De fait, une des fonctions essentielles des corporations était de servir de lien entre l'autorité et la population urbaine et de lui permettre de contrôler cette population, sans qu'il fût besoin d'une administration particulière. Les cheikhs tenaient des listes des membres de la corporation, qui permettaient éventuellement aux autorités d'avoir recours à eux : un document d'Alep, de 1734, donne, par *tâ'ifa*, une liste de 151 arti-



sans des métiers du bois et du fer susceptibles de construire les navires dont l'armée du sultan avait besoin<sup>25</sup>. Les chefs des corporations transmettaient les ordres du gouvernement, s'assuraient qu'ils étaient obéis, levaient les taxes qui étaient perçues sur les corporations, en répartissant entre les membres de la corporation la somme dont le montant global avait été fixé, et dont la corporation était, en général, collectivement responsable.

La corporation de métier était donc une cellule « para-administrative » fondamentale qui permettait aux autorités d'encadrer les sujets, par l'intermédiaire des cheikhs de métiers qu'elles consultaient éventuellement, en cas de crise : au moment des grandes difficultés alimentaires (disette, hausse du prix des denrées), l'agha des Janissaires, ou le *muhtasib* du Caire, convoquaient les cheikhs, élaboraient un tarif avec leur aide (en prenant auprès d'eux les informations nécessaires sur l'état des approvisionnements en grains, sur le coût de la fabrication du pain, etc. lorsqu'il s'agissait des boulangers) et le faisaient proclamer dans les marchés. L'inexistence de toute coordination entre les corporations de métiers, et leur extrême morcellement, interdisaient aux métiers de se constituer, au niveau d'une ville, en « contre-pouvoir » concurrençant le pouvoir politique. Les seules exceptions à cette atomisation de l'organisation corporative concernaient Damas et Tunis. A Damas existait un *shaykh al-mashâykh* (« cheikh des cheikhs »), qui est attesté dès le XVI<sup>e</sup> siècle, mais qui n'avait peut-être que des attributions honorifiques (présidence de certaines cérémonies corporatives), ce qui expliquerait pourquoi il est assez rarement mentionné dans les textes et les sources<sup>26</sup>. A Tunis, les Andalous avaient, nous l'avons vu, donné un essor vigoureux à l'artisanat de la chéchia, dont ils dominaient totalement la corporation, si bien que sa direction (*aminat*) se confondait pratiquement avec le cheikhat de la communauté des Andalous; ils réussirent à imposer leur suprématie à l'ensemble de l'organisation corporative tunisienne, au point qu'on leur en a parfois attribué la

création. L'*amin* des fabricants de chéchias (*shawwâshi*) était, en même temps, « chef des commerçants » (*amin al-tujjâr*) et « président du tribunal du commerce » (*ra'is majlis al-matjar*) : à ce titre, il coiffait les corporations et tranchait les contestations intéressant le commerce et l'artisanat. Ce tribunal, qu'on appelait aussi « le conseil des Dix », n'était composé que de *shawwâshi* d'origine andalouse (exception faite d'un Sfaxien et d'un Djerbien). L'*amin* des fabricants de chéchias était donc un personnage important, à qui Bayram, historien tunisien de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, attribue le douzième rang dans son énumération des charges politiques et militaires à Tunis. Mais, même dans ce cas, on ne voit les dirigeants du mouvement corporatif sortir du cadre professionnel que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles<sup>27</sup>.

#### Communautés ethniques et religieuses

Toutes les communautés ethniques et religieuses dont nous avons constaté la grande variété étaient organisées comme des entités quasi administratives, elles aussi placées sous la direction de cheikhs, qui, dans le cas des minorités confessionnelles, pouvaient être leurs chefs religieux eux-mêmes. Il s'agissait donc d'une organisation parallèle à celle des corporations de métiers, et qui, dans certains cas, la recouvrait, puisque certaines ethnies ou communautés étaient spécialisées dans une activité déterminée : la corporation de métier était alors l'aspect professionnel d'une structure qui avait aussi un aspect ethnique ou confessionnel. Au Caire, il y avait parfois aussi confusion entre le cheikhat d'une communauté et la direction du *riwâq* qui réunissait, à la mosquée-université d'al-Azhar, les membres (étudiants et professeurs) appartenant à cette communauté : c'était le cas en particulier des Maghrébins.

Ce type d'organisation était si universel et si constant, d'une ville à l'autre, qu'on peut se contenter de mentionner ici le cas d'Alger à titre d'exemple. La ville comptait, avant

1830, six corporations de *barrāniyya* (« gens du dehors »), qui venaient de l'intérieur du pays pour y travailler temporairement : gens du Mzab, de Biskra, de Djidjelli, de Laghouat, de la tribu des Mzita et Nègres libres. Chacun de ces groupes avait un chef (*amīn*) qui était reconnu par le gouvernement et qui servait d'intermédiaire entre la communauté et les autorités. Les *amīn* étaient chargés de la police dans leur communauté, qui était responsable collectivement de tout délit commis par un de ses membres. Dans leur action répressive, les *amīn* s'inspiraient de la coutume et des traditions, et ils consultaient sans doute les notables de la communauté. Le gouvernement n'intervenait que rarement dans ses affaires<sup>28</sup>.

Les communautés chrétiennes et juives avaient une organisation tout à fait similaire, sur laquelle nous sommes généralement bien informés, en raison de l'intérêt que portaient les voyageurs et les consuls à des groupes qui étaient leurs principaux (et souvent les seuls) moyens de contact avec la population locale. Les Juifs de Tunis habitaient un quartier (*Hāra*) qui s'était étendu à l'époque ottomane parallèlement au progrès de la communauté. Ils étaient gouvernés, comme à l'époque médiévale, par un conseil de notables, qui gérât les fonds de la communauté, veillait à l'entretien des synagogues, répartissait les subsides entre les pauvres et les malades, sous l'autorité d'un cheikh qui s'occupait du maintien de l'ordre et de la levée des impôts, et qui assurait la liaison entre la communauté et l'état. Les Juifs étaient soumis à un traitement discriminatoire, notamment sur le plan du costume (pour qu'on ne pût les confondre avec les musulmans il devaient porter une calotte noire); ils étaient la cible d'exigences financières multiples (capitation, contributions forcées), ils étaient parfois victimes de mauvais traitements, mais au total la communauté connut un développement évident, et put s'administrer d'une manière à peu près autonome, dans une atmosphère de relatif libéralisme, qui étonnait les voyageurs européens. Un officier de la marine russe, faisant escale à Tunis, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, écrivait : « On peut dire que les

*moines mahométans ne montrent pas autant d'animosité que ceux d'Europe à l'égard de ceux qui professent une autre religion : la preuve en est que les chrétiens et israélites qui vivent ici peuvent s'administrer librement selon leur propre loi »<sup>29</sup>.*

### Les quartiers

La division des villes en quartiers plus ou moins fermés est une forme d'organisation très ancienne<sup>30</sup> sur les origines de laquelle la discussion continue. Dans bon nombre de cas, les quartiers ont pu être créés pour héberger les groupes ethniques distincts qui ont participé à la création de la ville : c'est sans doute le cas du Caire, avec les quartiers occupés par les tribus maghrébines qui accompagnaient les fondateurs fatimides en 969; c'est peut-être aussi le cas de Fès. L'organisation en quartiers répondait aussi au souci de chaque communauté de se regrouper pour constituer une cellule sociale homogène; elle permettrait une administration plus serrée de la population. Elle a pu s'accentuer et se généraliser pour des raisons de sécurité : J. Sauvaget insiste sur l'importance de ce facteur pour Damas et Alep, dès une haute époque<sup>31</sup>. Il ne paraît pas douteux que, durant la période ottomane, cette fragmentation de la ville en unités séparées s'est renforcée, sous l'effet de la multiplication des communautés et de l'autonomie qui leur était généralement accordée.

Les quartiers portent des noms variés, suivant les régions de l'Empire, *hauema* à Alger et à Tunis, *hāra* au Caire, à Damas et à Sanāa, *mahalla* à Alep, à Mossoul et à Baghdād, mais leur structure est très constante d'un bout à l'autre du monde arabe : réseau de rues hiérarchisé, de la rue principale qui y donne accès de l'extérieur, et qui peut être fermée par une porte, jusqu'aux impasses, la frontière du quartier passant le long des murs mitoyens des maisons de deux quartiers voisins.

Le nombre des quartiers était très variable, suivant l'importance de la ville : Alger en comptait une cinquantaine, Tunis 41, Le Caire sans doute une centaine, Damas 29, au XVI<sup>e</sup> siècle,

Alep 72 à la fin du <sup>xvii</sup>e, Mossoul 35 et Baghdâd 61. Leur surface était, elle aussi, très variable : pour les 71 *hâra* du Caire, que nous avons pu identifier et localiser, elle va de moins d'un hectare (Qawwâs : 0,25 hectare) [D 9] à plus de six (Hattâba : 7,8 ha) [R 3], avec une moyenne de 2,2 ha pour l'ensemble. Pour les 35 quartiers de Mossoul dont al-Genabi nous donne la configuration exacte, elle se situe entre 1,71 hectare (quartier de 'Amûl-Baqqâl) [NO 15-16] et 10,19 (Khazraj) [R 10] avec une moyenne de 5,23 hectares par quartier. On doit donc considérer que la population moyenne d'un quartier se situait aux alentours de 1 000 à 2 000 individus, soit 200 à 400 familles, une communauté assez restreinte pour que ses membres puissent avoir des relations personnelles entre eux et pour qu'ils puissent faire l'objet d'un contrôle individuel<sup>32</sup>.

De fait, les quartiers jouaient le rôle de circonscriptions élémentaires de la ville<sup>33</sup>, point de vue qui, seul, retiendra notre attention pour l'instant. Ils étaient dotés d'une structure quasi administrative, qui était exactement conforme à celle des communautés que nous avons mentionnées plus haut. Il arrive d'ailleurs que les textes anciens confondent ces différents types de groupements : en 1802, à l'occasion de travaux entrepris au Caire par le pacha, travaux auxquels on avait convié les corporations de métiers à participer « volontairement », on vit arriver les « *tâ'ifa* » du quartier de Rumayla [T 5] et de 'Arab al-Ysâr [V 3], musique en tête. Au pacha, qui s'étonnait de leur présence, le *muhtasib*, qui avait organisé toute l'opération, répondit simplement : « *Ils sont une de mes corporations* ». Et bientôt, on vit arriver, sur le même chantier, les « corporations » des Coptes et des Chrétiens syriens et grecs<sup>34</sup>. Les quartiers étaient placés sous l'autorité de cheikhs (que l'on appelait *muharrîk* à Tunis), qui étaient probablement assistés d'adjoints (*naqîb* au Caire, *kathhudâ* à Alep) et de quelques subordonnés (*kâtîb*, « écrivain »). Tout permet de supposer que ces *shaykh al-hâra* étaient habituellement choisis parmi des familles notables du quartier, par les habitants eux-mêmes, avec intervention éventuelle de l'autorité.



5. Un quartier de Damas (d'après J. Sauvaget : Esquisse, p. 452, fig. 8).

Les cheikhs de quartiers avaient des fonctions administratives qui s'apparentaient à celles que les cheikhs de corporations exerçaient dans le secteur central de la ville. D'une manière générale, ils étaient les interprètes des ordres du pouvoir auprès de la population qu'ils contrôlaient : lorsque Mustafâ Bey décide, en 1836, de recenser les jeunes gens d'âge militaire, les cheikhs de la Madîna et des faubourgs de Tunis réunissent les cheikhs des quartiers et chacun se met à enre-

gistrer les jeunes gens dans son quartier. Leurs principales attributions concernaient le recouvrement des impôts et contributions qui étaient levés sur les quartiers. Plusieurs *aucâmir sultâniyya* d'Alep sont relatifs à des taxes levées sur la population quartier par quartier : c'est ainsi qu'en 1743 on réclame aux habitants de la ville une somme globale de 15 421 *akçe*, qui est répartie entre 81 *mahalla*, chaque quartier étant imposé pour un certain nombre d'unités fiscales (*khâne*). Mais les quartiers pouvaient aussi être amenés à payer des contributions moins régulières : Budayrî signale qu'en 1758, au moment où le pacha va partir pour la tournée qui précède le pèlerinage, ses hommes obligent les quartiers (*hâra*) et les souqs de Damas à payer une contribution en argent <sup>35</sup>.

Tout aussi important était le maintien de l'ordre et de la sécurité dans lequel le quartier jouait un rôle essentiel. La fermeture du quartier par sa porte ne pouvait naturellement pas le protéger contre une véritable attaque armée. Mais une telle éventualité était assez improbable. Par contre, la poterne et le portier (*baucâb*) qui la gardait, parfois avec l'aide d'un poste de Janissaires (au Caire), constituaient une bonne garantie en cas de troubles en ville : dans ce cas, les quartiers se fermaient, et des sortes de milices, formées d'habitants (qu'on appelait *'assa* à Tunis) montaient la garde durant la nuit<sup>36</sup>. Ils étaient surtout une protection efficace contre la criminalité ordinaire : le soir, la porte était close, et le gardien ne laissait plus pénétrer dans le quartier que les individus qui y habitaient ou y étaient connus. La structure du quartier permettait, en cas de désordre à l'intérieur, ou de présence de personnes étrangères suspectes, d'en assurer l'isolement et d'y poursuivre éventuellement une véritable enquête de police, comme cela se produisit au Caire, en 1729, dans le quartier de Darb al-Mahrûq [MN 4], où des individus supposés inquiétants avaient été repérés : le quartier fut fermé toute la journée, pour une perquisition générale dans les maisons, au grand dam des habitants qui ne pouvaient plus sortir pour vaquer à leurs affaires, ni rentrer chez eux

lorsqu'ils étaient à l'extérieur. A Damas, en 1746, As'ad Pacha envoya une note aux cheikhs des quartiers et aux imâm, leur enjoignant « d'arrêter les malandrins qui s'y trouvaient, sous peine de leur faire payer une très forte amende s'ils s'en absteignent... » Au Caire, dans la période particulièrement troublée de la fin de l'occupation française en 1801, les autorités (*diwân, agha, wâlî, muhtasib*) convoquent les cheikhs des quartiers (*mashâyikh al-hârât*) et leur recommandent de bien tenir en main leurs administrés et de tout mettre en œuvre pour assurer la tranquillité de la ville : « ils seraient tenus pour responsables de tout désordre qui pourrait avoir lieu »<sup>37</sup>. La responsabilité collective du quartier en cas de désordre imposait aux habitants d'être vigilants à l'égard de tous les éléments douteux et d'éviter les incidents qui les auraient exposés à des sanctions de la part des autorités et surtout à des amendes.

Il est enfin vraisemblable que c'est au niveau du quartier et de ses habitants que se réglaient beaucoup de problèmes de « petit urbanisme », dans lesquels l'intervention des résidents auprès des autorités judiciaires dut fréquemment être déterminante. Galal al-Nahal mentionne quelques cas significatifs pour le Caire : dans une affaire relative aux nuisances que risquait de provoquer l'installation d'un atelier, une enquête est faite sur l'ordre du *cadi*; les gens du *hâra* approuvent le projet qui leur paraît utile pour le quartier et le juge prend une décision conforme; les habitants d'un quartier se plaignent de ce que leur mosquée est négligée, le juge leur donne raison, et des mesures sont prises pour que le *waqf* intervienne afin de réparer la mosquée<sup>38</sup>.

Les quartiers constituaient donc un rouage essentiel entre les autorités et la population, exactement comme les corporations de métiers, dans un autre secteur de la ville. Ils complétaient le système qui permettait aux autorités d'assurer un contrôle étroit de la population urbaine, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux services d'un véritable encadrement administratif.



## L'ordre urbain

### *Institutions de police*

Le maintien de l'ordre était évidemment une préoccupation majeure des autorités ottomanes, à Istanbul et dans chacune des capitales provinciales. De très nombreux préposés, institutions et communautés avaient pour objectif principal, ou partiel, la sécurité des villes. Il serait fastidieux (et d'ailleurs difficile, dans l'état de notre connaissance des diverses villes) de donner une description détaillée, ville par ville, de systèmes qui étaient d'autant plus complexes que les autorités ne se souciaient guère de les rendre cohérents, avant le XIX<sup>e</sup> siècle, et qu'elles eurent plutôt tendance à additionner des institutions successives, sans tenter d'harmoniser leurs compétences et leur fonctionnement. Mais il est utile de décrire quelques situations locales, étant entendu qu'elles ne constituent que des exemples, et que chaque ville avait un système plus ou moins original.

Dans un article récent, Miriam Hoexter décrit avec précision l'organisation de la police (*shurta*) à Alger, à l'époque turque. Ici, comme dans le reste du monde musulman, le souverain lui-même assumait éventuellement des tâches de police, ses interventions donnant lieu à des anecdotes pittoresques, telle celle du dey Deli Ibrâhîm qui, se promenant, en 1710, sur le port, découvre par hasard un vol de prunes sur une tartane arrivée de Provence, et punit sur le champ les coupables. D'une manière plus habituelle, les fonctions de police concernant la population indigène étaient assumées à Alger par le *mizwâr* dont les attributions s'exerçaient de jour et de nuit, avec le concours d'une garde spéciale, une patrouille nocturne se chargeant, en particulier, du contrôle de l'activité des filles publiques. Un officier turc, l'*agha al-Kol* (ou *Kolju bashi*) commandait une troupe qui opérait la nuit : composée de 15 Janissaires, elle appréhendait les Turcs, mais aussi les

Maures qui ne portaient pas de lanterne (les Juifs n'avaient pas droit au port d'une lanterne et devaient tenir une bougie ou une lampe à huile à la main). Des gardes, originaires de Biskra (au nombre de 150), postés dans les quartiers commerçants, à proximité de leurs portes, dont la clef leur était confiée, veillaient également à la sécurité nocturne : ils étaient placés sous les ordres de l'*amin* des Biskris. Quelques incertitudes subsistent sur la coordination entre ces diverses institutions, et sur leur hiérarchisation. Un certain rôle de police était également assumé par le *shaykh al-balad*, et par le lieutenant (*kâhiya*) de l'agha des Janissaires (et son successeur désigné au bout des deux mois de service de l'agha). Il va de soi que beaucoup d'affaires étaient, d'autre part, réglées par les cadis, et que les chefs des communautés variées que comptait Alger (professionnelles, ethniques et religieuses, géographiques) exerçaient des activités de police dans le cadre de leur communauté. Les autorités chargées de la police disposaient d'une riche palette de châtiments. Un bon nombre n'étaient pas coraniques et variaient suivant le crime, mais aussi suivant la communauté à laquelle appartenait le condamné : peine de mort (qui était prononcée par le seul dey), emprisonnement, bastonnade (éventuellement sur la plante des pieds), amende, promenade ignominieuse dans les rues d'Alger. Les Turcs étaient bastonnés ou étranglés, avec une certaine discrétion ; les Maures étaient pendus, ou décapités, à Bâb 'Azzûn ; les Juifs étaient brûlés vifs devant Bâb al-Wâd. On empaillait les non-Turcs qui avaient tué un Turc. Les femmes adultères étaient mises dans un sac et noyées. Beaucoup d'aspects de cette variété pittoresque nous sont connus par les voyageurs que nous soupçonnons d'en rajouter<sup>20</sup>.

Au Caire, où le pacha intervenait éventuellement dans des circonstances exceptionnelles (en cas de désordres graves), l'ordre était assuré par le *wâlî al-shurta* sous le contrôle et avec la collaboration de l'agha des Janissaires. Le poste principal de police du Caire se trouvait au cœur de la ville, juste au sud de Bâb Zuwayla, à l'endroit où la *Description* localise la



« maison des gens de l'Oualy » [238 N 6] : c'est là que se tenaient les hommes de sa garde, dans une petite rue qui débouchait dans la Qasaba Ridwân. C'est sans doute la raison pour laquelle Bâb Zuwayla continua d'être le lieu des exécutions capitales, le lieu où l'on exposait les têtes des suppliciés. Le *wâlî* faisait des tournées en ville avec une troupe de Janissaires; un certain nombre d'entre eux étaient cantonnés dans de petits postes (*qulluq*) répartis dans toute la ville, commandés par des sous-officiers (*bulûkbâshî*), où les Janissaires servaient sans doute, suivant un tour de rôle (en arabe *naeba*), d'où le nom de *nûbatjî* qui leur était donné. Ces *qulluq* étaient, en particulier, chargés d'assurer la sécurité des quartiers <sup>40</sup>. Le *wâlî* paraît avoir veillé plus spécialement à la police de nuit, l'*agha* des Janissaires intervenant dans la police de jour : quelques titulaires jouèrent, dans des périodes de crise, un rôle particulièrement actif, tel 'Alî Agha qui, en 1703, puis 1711, se fit accorder les pleins pouvoirs, parcourut la ville, escorté du *wâlî* et du *muhtasib*, et fit « pleuvoir les malheurs, les catastrophes et toutes sortes de peines sur les injustes... [apaisa] les troubles et [fit] régner la paix », comme l'écrivit le poète Hasan al-Higâzî<sup>41</sup>. La milice des 'Azab assistait les Janissaires dans ce maintien de l'ordre, à un rang subordonné. Enfin, les diverses communautés participaient naturellement aux activités de police, dans les limites de leur compétence et de leur juridiction géographique.

### Violences

Le tableau que nous offrent les villes arabes, en ce qui concerne le problème de la sécurité est assez contradictoire. Jugeons-en d'après Alep, telle que la décrit Sauvaget : on a, d'une part, le sentiment d'une violence presque permanente, entretenue par l'imprévoyance, la corruption, la perfidie et la brutalité des pachas, l'« *indiscrutable turbulence* » des Janissaires, « *toujours les premiers à lever l'étendard de la sédition* » ; de l'autre, l'impression d'une prospérité réelle, à laquelle conduit

l'étude archéologique, et d'un ordre assez remarquable pour que Sauvaget note que « *l'aspect de la ville fut marqué d'une empreinte durable par les règlements de police et de voirie qu'il faut mettre à l'honneur de l'administration ottomane* ». La contradiction n'est peut-être cependant qu'apparente<sup>42</sup>.

Il est vrai que les villes furent le théâtre de conflits répétés et parfois sanglants entre les diverses composantes de la caste dirigeante, qui luttaient pour le contrôle du pouvoir. Qu'on songe aux « *révolutions* » qui se déroulèrent à Alger : « *sur les trente deys qui se succédèrent de 1671 à 1818, remarque Le Tourneau, quatorze furent imposés par l'émeute, après l'assassinat de leur prédécesseur* » ; l'histoire intérieure de la Régence, conclut cet auteur, « *ne fut que complots, émeutes et massacres* ». De ces « *révolutions* », Grammont raconte le scénario habituel : quand le dey succombait à la violence, « *les assassins se précipitaient à la Jenina, dont ils occupaient les abords, et proclamaient celui d'entre eux qu'ils avaient choisi ; souvent un combat terrible s'engageait sur l'estrade ensanglantée du trône, et durait jusqu'au moment où les vainqueurs pouvaient tirer le canon de signal et arborer la bannière verte sur le palais, dans lequel ils venaient d'installer leur candidat... qui recevait immédiatement le baise-main de tous ceux qui l'entouraient, pendant que les esclaves traînaient dans la cour le cadavre encore chaud de son prédécesseur égorgé* »<sup>43</sup>. Qu'on songe aux crises que connut le Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle : révolution de 1711, guerre civile opposant Cherkès Bey à Zayn al-Fiqâr Bey (entre 1724 et 1730); massacre de 1736, au cours duquel onze émirs furent assassinés en quelques instants; conflits qui opposèrent 'Abd al-Rahmân Katkhudâ, les deux 'Alî Bey et Sâlih Bey (entre 1755 et 1767); rivalité pour le pouvoir entre Ibrâhîm Bey, Murâd Bey et Ismâ'il Bey (entre 1775 et 1791). Qu'on songe aux conflits entre Yerliyya et Janissaires à Damas où Budayrî assure qu'en 1749, 1 900 maisons furent pillées, et en 1757, 24 000 (!)<sup>44</sup>; aux batailles entre Chérifs et Janissaires à Alep; et enfin aux conflits qui opposèrent à Mossoul, en 1754, 1756, 1758, 1760-1761, 1768-1771, les Jalîlî entre eux, les Jalîlî aux

pachas envoyés par la Porte, les Janissaires entre eux, certains Janissaires contre les Jalili, etc.

Il n'est cependant pas sûr que les populations locales aient pâti autant qu'on pourrait le penser de conflits qui ne les concernaient pas directement, et dont elles purent souvent esquiver les conséquences par une fermeture rapide des marchés et des boutiques, le temps que le calme revienne, et que, suivant la tradition, les autorités fassent crier dans les rues « la sûreté et la sécurité » (*al-amn wa l-amân*) et la réouverture des boutiques. Tout à fait typiques, de ce point de vue, sont les événements qui affectèrent le Caire, en 1711. Ils furent très longs (15 avril-22 juin, soit 68 jours), très sanglants (durant le seul combat du 1<sup>er</sup> juin, près de 1 000 antagonistes seraient restés sur le terrain), mais les deux groupes d'émirs allèrent, d'un commun accord, régler leur différend hors du Caire : chaque jour, d'après Delaporte, ils sortaient de la ville pour se mesurer dans une plaine voisine; le soir, chacun rentrait chez soi par une rue différente; ce défi ne troublait pas la tranquillité générale; les marchés étaient ouverts et chacun vaquait à ses affaires<sup>43</sup>. Si ce commentaire est sans doute exagérément optimiste, car la population du Caire fut affectée par cette crise, il nous paraît rendre compte d'un aspect de la réalité qui est en général ignoré par les historiens lorsqu'ils apprécient les effets de ces conflits politiques sur les populations<sup>44</sup>.

Au total, il est vraisemblable que les populations souffrirent bien davantage des exactions « ordinaires » des émirs et des violences dont il serait évidemment trop long de donner des exemples. Mentionnons seulement la réponse qu'aurait faite un dey d'Alger en 1754, à des réclamations qu'on lui adressait : « *Je suis le chef d'une bande de voleurs, et, par conséquent, mon métier est de prendre et non de rendre* ». « Mot » auquel fait écho, au Caire, trente années plus tard, en 1786, l'insolente réplique lancée par Husayn Bey Shaft — dont les violences et les exactions avaient provoqué une sorte de révolution au Caire — à l'émir dominant, Ibrâhîm Bey, qui s'efforçait d'arranger les

choses avec les *ra'iya* : « *Nous sommes tous des voleurs ; tu voles ; Murâd Bey vole ; et moi, je vole comme vous* »<sup>45</sup>. Plus graves aussi furent sans doute les souffrances qu'éprouvèrent les sujets au cours de nombreuses crises provoquées par la disette et la cherté, souvent accompagnées d'épidémies, crises si dévastatrices parfois que le peuple des villes n'hésita pas à s'agiter, et à manifester lorsque le malheur qui l'accablait devenait insupportable. Les émeutes de la faim furent, au Caire, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un phénomène qui accompagna les grandes chertés décennales des denrées agricoles, suivant un scénario presque invariable : la foule se réunit, monte à la Citadelle pour exprimer ses doléances, pille et brûle au passage les entrepôts et les boutiques des marchands de grains de Rumayla, ce qui entraîne l'intervention, souvent brutale et sanglante, des troupes. Une oppression trop brutale produisit souvent les mêmes effets : parmi les émeutes que connut le Caire, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, celle de 1790 est tout à fait caractéristique. A la suite de violence et d'avanies répétées, commises par des émirs dans le quartier de Husayniyya, les gens du quartier se soulèvent; on ferme les marchés et les boutiques, et on va à al-Azhar; on monte aux minarets, où l'on pousse des cris et où l'on bat le tambour; les cours sont interrompus; en ville, des incidents sanglants ont lieu entre les hommes des émirs et la population; il y a des morts; les beys négocient et le calme revient<sup>46</sup>. Les gens d'Alep réagirent souvent avec la même vigueur dans les mêmes circonstances : en période de disette, ils se livrèrent à des manifestations violentes qui parfois tournèrent à la révolte; il leur arriva même de refuser de recevoir des pachas qui avaient la réputation d'être tyranniques, et ils soutinrent contre eux des sièges mémorables, en 1655 et 1791<sup>47</sup>.

Tous ces conflits, tous ces mouvements jalonnent l'histoire des villes que nous étudions et sont égrenés comme une lugubre litanie par les chroniqueurs et par les historiens. Même si on fait la part de la tendance à l'exagération des premiers, et de l'hostilité à peine déguisée des seconds pour ce qui est ottoman,

on jugera donc paradoxal de parler de « sécurité » lorsqu'on évoque les villes de cette période.

#### *Sécurité « ordinaire »*

En dehors des fréquentes bouffées de violence qu'ont connues les villes, l'ordre quotidien paraît cependant y avoir été assuré d'une manière assez remarquable. Alger, qui est décrite dans nos sources comme extraordinairement turbulente, est pourtant jugée par les voyageurs comme une ville où la sécurité règne. « Quoique cette ville ne soit habitée aujourd'hui que par des pyrates et des brigands, écrit Fau, en 1729, on y exerce cependant une bonne et prompt justice et une exacte police ». Et, un siècle plus tard, dans une période généralement décrite comme fort troublée, le consul américain Shaler, un des meilleurs observateurs de la Régence, remarque de même : « Il n'y a probablement aucune cité dans le monde où il y ait une police plus vigilante, où moins de crimes justiciables de la loi soient commis, ou encore où règne une meilleure sécurité pour les personnes et pour les propriétés »<sup>50</sup>. Au Caire, la confiance qui règne, d'une manière générale, frappe les voyageurs : « Jamais on ne porte plainte pour des vols domestiques, ou ce cas du moins est bien rare, écrit Chabrol dans la *Description de l'Égypte*, et l'on peut d'autant plus s'en étonner que les maisons et les magasins qui contiennent les marchandises les plus précieuses ne sont fermées, pour la plupart, qu'avec de mauvaises serrures de bois. Les habitants de l'Égypte se distinguent par une très grande probité, qui est due en partie à la sévérité des châtimens infligés aux voleurs ». Un siècle et demi plus tôt, le chroniqueur cairote Ibn Abi l-Surûr, après avoir narré le cambriolage de quarante-huit boutiques dans le marché d'Ibn Tûlûn [vers V9.] avec une minutie qui indique que ce genre de faits divers était exceptionnel, conclut que le Caire avait pour caractéristique « la grande sécurité qui y régnait la nuit »<sup>51</sup>.

Cette sécurité était le résultat de la vigilance des autorités et de la sévérité avec laquelle étaient en général réprimés les

délits et crimes, mais aussi des systèmes d'auto-défense et de contrôle que fournissaient les institutions de communautés : tous ces groupements, en se superposant, enserraient les habitants du Caire dans un réseau complexe et étroit de solidarités et de surveillances qui ne laissait à l'écart aucun aspect et aucun moment de leur vie professionnelle ou sociale. Appartenant à une corporation de métier dans son souq, le jour, résidant, la nuit, dans un quartier où il était connu de tous, membre éventuellement d'une communauté religieuse ou ethnique, le Cairote était soumis à un contrôle social permanent, qui complétait l'activité de l'appareil répressif.

De ce point de vue, il est utile de revenir sur le système de police nocturne, dont l'efficacité paraît avoir été partout remarquable. Dès la tombée de la nuit, les portes des quartiers étaient closes. Les personnes qui circulaient dans les rues devaient être munies de lanternes ou de flambeaux. Une telle organisation, combinée avec les patrouilles nocturnes effectuées par les forces de police qui réprimaient, séance tenante, tout vagabondage suspect<sup>52</sup>, assurait aux villes arabes une tranquillité que leur envieraient beaucoup de nos grandes villes modernes. Peu de choses, par contre, pouvaient être faites pour protéger les habitants contre les effets de la violence « politique » ou contre les exactions plus ou moins individuelles commises par les membres de la caste dominante, en dehors de recourir à une défense « passive » : par exemple la fermeture des marchés, dont les effets sur l'activité générale étaient tels que les Puissances, confrontées à l'hostilité des souqs, furent souvent amenées à composer pour ramener le calme, ou encore la recherche des « protections » auprès des puissants eux-mêmes. C'est ce que firent souvent les sujets, dans la mesure du possible, au moyen de systèmes que j'ai décrits dans le chapitre précédent.

## Les « services publics »

Il n'y avait naturellement rien qui pût être véritablement appelé « service public » dans les villes que nous étudions. Mais leur étendue (près de 800 hectares dans le cas du Caire), et l'importance de leur population posaient, pour la satisfaction de leurs besoins matériels quotidiens, un certain nombre de problèmes qui ne pouvaient être laissés à la seule initiative individuelle. Des formes d'organisation durent donc être trouvées, par exemple pour fournir à ces villes l'eau dont elles avaient besoin, pour pourvoir à leur nettoyage, et éventuellement à l'éclairage de leurs rues et à la lutte contre les incendies. Ces systèmes, souvent ingénieux, ont été fort peu étudiés, et, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, la description que nous allons faire sera inévitablement limitée aux villes dont l'organisation est, dans ce domaine, connue, toute généralisation étant évidemment difficile dans ces conditions<sup>53</sup>.

## Le nettoyage de la ville

L'entretien des rues posait des problèmes qui étaient d'ailleurs très différents suivant qu'il s'agissait des rues relativement larges et bien tracées des quartiers centraux, où se trouvaient les marchés et les grands monuments publics, et où la circulation était donc active, et des rues étroites et tortueuses des quartiers de résidence, qui n'étaient guère utilisées que par les riverains. D'où parfois des contradictions apparentes dans les réflexions des voyageurs sur ce point. A peu près simultanément, en 1798, deux membres de l'Expédition française nous livrent des impressions opposées : Kléber décrit la « rue des Cordonniers » (sans doute la Qasaba Ridwân) [N 6] comme « large, propre, bien alignée et bien couverte », tandis que Dupuis écrit : « Cette ville est abominable. Les rues y respirent la peste par leurs immondices »<sup>54</sup>.

Dans toutes les villes existait un système de nettoyage des

rues, dont les frais étaient, en général, supportés par les riverains : c'était, en particulier, le cas du Caire, où le balayage et l'arrosage (pour éviter la poussière plus que pour nettoyer) étaient confiés à des balayeurs professionnels (*zabbâl*) rétribués par les occupants des maisons, et où la terre, les détritiques, les ordures étaient enlevés par les membres d'une corporation spécialisée, celle des *tarrâbin* qui les transportaient sur des ânes hors de la ville : les voitures étaient inconnues au Caire, et les premières brouettes y furent introduites par les Français, vers 1798 (« des petites charrettes à deux bras que les ouvriers remplissaient de terre ou de gravats et qu'ils poussaient ensuite aisément », raconte Gabartí)<sup>55</sup>. Ce nettoyage était, semble-t-il, organisé d'une manière assez perfectionnée à Alger : il y avait là un *qâ'id al-zabal*, qui était spécialement chargé de veiller à la propreté de la ville ; les habitants devaient déposer les ordures dans des trous pratiqués dans l'épaisseur des murs, et, tous les matins, des gens passaient avec des ânes chargés de paniers, vidaient les trous et transportaient les ordures hors de la ville. Les habitants négligents étaient passibles d'une amende ou de quelques coups de bâton. A Alep, où la corporation des *kannâs* (« balayeurs »), rétribuée par les boutiquiers, se chargeait du nettoyage des souqs, il y avait aussi une corporation de *rashshâsh* qui étaient chargés d'arroser les rues, pour y maintenir la fraîcheur, et les souqs, pour que la poussière ne gêne pas les marchandises : les *rashshâsh* recevaient de chaque boutiquier une somme fixe<sup>56</sup>.

Toute cette terre et ces ordures, évacuées des villes pendant des siècles, avaient fini par former de véritables collines, qui constituaient une des caractéristiques du paysage urbain. A Alger, le Fort Neuf, situé au nord de la ville, était appelé *burj al-zublya*, « Fort des ordures ». Du côté de Bâb 'Azzûn, on jetait, du haut des remparts, les cadavres des bêtes crevées et les ordures. A Tunis, les montagnes d'ordures accumulées au bord du Lac, à l'est de la ville, étaient si importantes que Yûnus, révolté contre son père, y établit un retranchement, en 1752, et que, plus tard, le bey Hammûda, craignant que les



Algériens ne les utilisent pour le combattre, ordonna de les enlever aux frais des propriétaires de Tunis (1801). Au Caire, les *tarrâbin*, en évacuant la terre et les ordures à l'extérieur de l'enceinte, au nord-est de la ville, y constituèrent des collines (« tell ») qui y existent encore de nos jours; il arrivait que des feux souterrains s'y développent et durent plusieurs semaines; ces collines répandaient des odeurs nauséabondes, et étaient une des sources de la poussière qui, parfois, envahissait le ciel du Caire : elle fut si épaisse, en 1694, à la suite d'un ouragan, que les gens du Caire, qui faisaient alors leur prière, crurent arrivée la fin du monde<sup>57</sup>.

Le nettoyage régulier des rues n'était pas seulement nécessaire pour assurer leur propreté; il était indispensable pour éviter que les villes ne s'enterraient progressivement sous la poussière et les ordures qui s'accumulaient. Au Caire, il fallut, à plusieurs reprises, lancer des opérations de déblayage intensif, parfois sur une hauteur d'une coudée (une cinquantaine de centimètres), pour nettoyer les rues. Nos sources nous ont conservé le souvenir d'opérations de cette sorte, ordonnées par les plus hautes autorités (pacha ou *agha* des Janissaires), par exemple en 1609, vers 1700, en 1703, en 1711. A en juger par l'état d'un certain nombre d'édifices anciens qui sont enfoncés sous le niveau actuel de la rue, parfois jusqu'à mi-hauteur des fenêtres du rez-de-chaussée, il est évident que ce travail ne fut pas accompli avec toute la continuité nécessaire. Ce phénomène se retrouvait dans la plupart des villes arabes : Eudel signale, à Alger, dans la rue de la Marine, un caravansérail auquel un couloir donnait accès au niveau du premier étage, en raison de l'exhaussement du sol du quartier<sup>58</sup>.

Il ne semble pas que les villes arabes aient eu de véritables réseaux d'égouts. On y trouvait tout au plus des canalisations pour l'évacuation des eaux usées, comme à Alep ou à Damas, où des corporations veillaient à l'entretien du système. Comme aussi à Alger, où les lits des anciens ruisselets descendant de la montagne avaient été recouverts de dalles plates, ce qui, grâce à la forte pente du site, permettait une évacua-

tion rapide vers la mer : un « caïd Echaoura » était chargé de leur entretien. A Tunis, une série de *khandaq* (fossés) collectaient les eaux usées et les amenaient à la lagune : le service des égouts était assuré par une corporation d'ouvriers originaires de Djerba, que dirigeaient trois *amin*, le curage des égouts étant payé par les propriétaires des maisons. Le Caire n'avait pas d'égouts, mais le canal (*khalig*) qui traversait la ville servait aussi d'égout collecteur (et était purgé au moment de la crue du Nil). Son entretien était placé sous la responsabilité du *wâli* qui devait en contrôler le curage, et qui recevait pour cela des fonds publics; les riverains étaient aussi mis à contribution : « Pour l'enlèvement des boues du canal ou Calige, c'est une dépense que chaque maison qui tourne de ce côté la paye en particulier et par quotité », remarquait le consul de France, en 1746. Comme le travail était fait avec quelque négligence, le *khalig* avait tendance à s'ensabler : vers 1643, Maqsûd Pacha ordonna d'enlever la terre qui l'obstruait; mais en 1808, le comblement du canal était tel que le courant y était très faible en temps de crue.

La réflexion du cheikh cairote Hasan al-Higâzi, d'après qui les rues arabes « contiennent sept choses mauvaises : l'urine, les immondices, la boue, la poussière, l'impolitesse, le bruit et les habitants eux-mêmes de ces rues qui ressemblent aux esprits qui hantent les cimetières », est sans doute plus qu'une boutade. Mais les villes arabes, si négligées qu'elles fussent, ne l'étaient sans doute guère plus que les villes occidentales à la même époque<sup>59</sup>.

### *L'éclairage des rues*

Nous ne disposons pas de beaucoup d'informations sur la manière dont était assuré l'éclairage nocturne des villes. De toute manière, la fermeture des zones de marchés la nuit (sauf en période de fêtes, par exemple en ramadân), et les restrictions qui étaient apportées à la circulation dans les rues après la tombée de la nuit, faisaient qu'il ne s'agissait pas d'un



problème essentiel : l'obligation faite aux gens, qui néanmoins circulaient, de s'éclairer avec des lanternes ou des flambeaux permettait de le résoudre, sans que les autorités eussent à intervenir.

L'éclairage des rues du Caire était, semble-t-il, une tradition très ancienne : Ibn Abî l-Surûr, qui vivait au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, assurait que l'usage d'éclairer, la nuit, les souqs et les rues par des lanternes (*qanâdil*), placées des deux côtés de la rue, remontait à 835/1431-2, et il ajoutait (non sans raison, sans doute) que cette habitude constituait une des particularités du Caire. C'étaient les usagers qui devaient faire les frais de l'éclairage urbain : les comptes de la Nation française mentionnent l'entretien d'une lampe allumée devant la maison consulaire, « suivant l'usage du pays » (en 1731, cette dépense figure pour un montant de 2 piastres 24). De même, de nombreux *waqf* prévoient l'éclairage des monuments mentionnés dans la fondation : pour le grand *sabil* (fontaine) de 'Abd al-Rahmân Katkhudâ, construit en 1744 [G 6], le fondateur prévoyait une dépense annuelle de 180 paras pour le prix de l'huile et de la lampe de veille (*qindil suhâri*) qui devait être allumée chaque nuit, au-dessus de la porte, et une dépense de 45 paras pour les trois lampes prévues en période de ramadân. Il y avait, au Caire, une corporation d'« allumeurs de réverbères » (*kandiljiyân*), qui, d'après le voyageur turc du XVII<sup>e</sup> siècle Evliya Chelebi, comptait 200 individus. L'éclairage était sans doute assez modeste : au moment de l'occupation française, les autorités demandèrent qu'on allume une lanterne par maison et une lanterne pour trois boutiques, recommandation qui fut renouvelée, en 1817, à l'époque de Muhammad 'Alî, et qui était sans doute traditionnelle. En temps de crise, les autorités rappelaient cette obligation, afin de rassurer la population et d'empêcher les agissements délictueux et elles mettaient éventuellement à l'amende les habitants qui ne s'y conformaient pas <sup>60</sup>.

### La lutte contre les incendies

À la différence d'Istanbul, ville dont les maisons privées étaient en bois, et qui fut donc souvent ravagée par des incendies<sup>61</sup>, les grandes villes arabes ne paraissent pas avoir trop souffert de tels désastres, probablement parce que, dans la plupart des cas, les maisons étaient construites en pierre, en pisé, ou en torchis, matériaux nettement moins inflammables. Nos sources ne mentionnent que des incendies localisés, par exemple à Damas (incendies dans des marchés en 1640-41, 1672-73, 1711-12, 1713-15), ou à Alep (incendies en 1596-9 et 1685)<sup>62</sup>. C'est sans doute pour cette raison que nous avons peu d'informations sur l'organisation de la lutte contre les incendies.

Au Caire, le bois de construction était rare et cher (il était presque entièrement importé) : on utilisait surtout la brique et la pierre pour les constructions ; le bois ne servait que pour les planchers, encore utilisait-on, dans ce cas, des poutres de palmier dont le bois est peu combustible. Aussi les incendies y étaient-ils assez rares et restaient-ils, en général, assez localisés. La plupart de ceux qui nous sont signalés affectèrent le quartier des souqs où abondaient les matériaux inflammables (et explosifs) : en 1671, marché de la poudre (*sûq al-bârûd*), situé près de Bâb Zuwayla [M 6] (avec de nombreuses victimes, dont la fille de Yûsuf Bey, *qâ'im maqâm*), et à nouveau en 1703 ; en 1721, poudrerie de l'Azbakiyya (destruction du quartier de Qal'a al-Kilâb) [K 10] ; en 1786, quartier des marchands de coffres (*sanâdiqiyyîn*) [K 5] où le feu prend dans un entrepôt rempli de bois et de malles peintes ; en 1787, enfin, dans le Bundûqâniyyîn [K 6] (à la suite d'une explosion chez un marchand de poudre). Mais, même dans le cas de ce dernier sinistre, qui impressionna vivement Gabartî (« Cet accident avait été terrible, c'est un de ceux qui émotionnèrent le plus. Celui qui lit n'est pas comme celui qui a vu », note-t-il), le feu fut rapidement circonscrit et le pillage, plus ou moins organisé, qui suivit l'accident, fit, semble-t-il, plus de dégâts que l'incendie<sup>63</sup>.

L'organisation de la lutte contre les incendies était très ancienne au Caire. Le chroniqueur Maqrîzî écrivait, vers 1440, à propos du souq du Grand Gamalûn [K 6], que « le chef des sergents du guet, que la population appelle de nos jours l'officier de ronde » (*wâlî al-tauf*) siégeait en face de l'entrée chaque nuit, à partir de la prière du soir. On plaçait devant lui une torche qui illuminait les ténèbres toute la nuit; il était entouré d'agents de police, ainsi que de nombreux porteurs d'eau, de charpentiers, de foulons et de démolisseurs, désignés de service à tour de rôle, pour parer au danger d'incendies nocturnes et éteindre le feu. Les choses avaient peu changé à l'époque ottomane. La lutte contre les incendies était placée sous la responsabilité du *wâlî* qui convoquait, en cas de besoin, les membres des diverses corporations de métiers susceptibles de l'aider dans sa tâche : essentiellement les porteurs d'eau (*sagqâ'in*) et les foulons (*qassârîn*), pour noyer le feu et pour faire les démolitions nécessaires afin d'arrêter sa progression. Il y avait, apparemment à proximité de Bâb Zuwayla [M 6], en plein centre du Caire, et tout près du poste central des hommes du *wâlî*, des guetteurs (*bassâsa*) qui étaient chargés de veiller et de signaler les incendies éventuels<sup>64</sup>.

#### *Les transports en ville*

Les dimensions exceptionnelles du Caire (près de cinq kilomètres du nord au sud, deux kilomètres et demi de l'ouest à l'est) expliquent que le transport des personnes et des biens y ait été quelque peu organisé. Il y avait au Caire des milliers d'âniers (30 000, assure Chabrol, dans la *Description*!), organisés en quatre corporations, trois pour « le transport d'hommes et de femmes », et une pour le transport des marchandises (numéros 62, 272, 273 et 70 dans la liste dressée par les Français, en 1801). Il y avait, par ailleurs, une corporation de chameliers pour le transport des marchandises et des bagages (numéro 195). On trouvait, de même, des corpo-

ractions de transport des personnes et des marchandises à Bulâq et au Vieux Caire.

Les animaux de louage étaient tenus prêts, à la disposition des clients, dans de véritables « stations » (*mawqif*) situées à proximité des entrées de la ville et dans les rues principales et les souqs : « On peut les trouver au coin de la plupart des rues, où on peut monter dessus sans rien dire à personne et aller où on veut, suivi par un des garçons qui sont engagés dans ce but », raconte le voyageur Parsons, en 1808. La *Description de l'Égypte* mentionne quelques-uns de ces *mawqif*, près de Bâb al-Nasr [E 5], Bâb al-Futûh [E 6], Bâb al-Sha'riyya [E 8], Bâb al-Lûq [M 15], Qanâtir al-Sibâ' [U 12], Rumayla [S 5] et Darb al-Ahmar [N 6]. Les prix demandés par les âniers pour la location de leurs ânes variaient suivant la longueur de la course, en vertu d'une sorte de tarif que nous a transmis Chabrol : 8 à 10 paras pour aller d'un bout du Caire à l'autre, 30 à 40 paras lorsque le client gardait sa monture une journée entière. Les qualités de robustesse et de rapidité de ces ânes ont été souvent célébrées par les voyageurs, et en particulier par les militaires de l'Expédition de Bonaparte : « Nous allions, chacun de nous, sur ces montures, courir la poste dans les rues de la ville où le soleil ne darde point, raconte Doguereau; ces animaux sont excellents en Égypte; ils courent toujours au galop avec une ardeur incroyable... On trouve de ces montures dans toutes les rues; l'ânier court derrière et on fait beaucoup de chemin en peu de temps ». Ces courses échevelées, qui étaient des parties de plaisir pour des militaires, sans doute un peu désœuvrés, inspirèrent au cheikh Hasan al-'Attâr un vers malicieux, que cite Gabartî : « Les Français perdirent leur argent dans notre Égypte entre l'ânier et le bistrotier » (*bayna hammâr wa khammâr*)<sup>65</sup>.

#### *L'adduction d'eau*

Le problème de l'eau était un problème difficile à résoudre pour les villes arabes situées dans une zone climatique où

l'eau d'origine atmosphérique est généralement peu abondante, et où les rivières sont souvent maigres et irrégulières. Les ressources des villes étaient cependant très variables : Alger recevait une quantité relativement importante de pluies et la région qui l'entourait était assez riche en sources ; le Caire, Mossoul et Baghdâd bénéficiaient du voisinage de fleuves puissants, mais le Caire se trouvait à quelque distance du Nil, alors que les deux villes irakiennes étaient établies sur les bords mêmes du Tigre ; Alep et Damas disposaient de rivières plus modestes, dont l'abondance et la régularité étaient cependant très différentes ; Tunis n'avait aucune ressource proche aisément utilisable. Dans la plupart des cas, l'eau fournie par les puits était difficile à utiliser parce que saumâtre.

Il n'est pas très aisé de proposer une estimation pour la quantité d'eau qui était nécessaire aux villes. Tout permet de supposer qu'elle ne devait pas être très différente de celle qui était consommée par les villes européennes avant le XIX<sup>e</sup> siècle, soit environ 20 ou 30 litres d'eau par habitant et par jour en moyenne. Mais Clerget estime les besoins du Caire, vers 1849, à 100 litres par jour et par personne, soit un total de 30 000 m<sup>3</sup> par 24 heures<sup>64</sup>.

Les solutions qui furent adoptées varièrent très fortement d'une ville à l'autre. Il est peu douteux que, lorsque les conditions générales le permirent, les autorités restèrent à l'écart d'une organisation qui pouvait fonctionner sans leur intervention directe. Ce fut le cas du Caire, de Mossoul et de Baghdâd. Mais, même dans ce cas, elles manifestèrent, d'une manière indirecte, leur intérêt pour un service aussi vital. Dans les autres villes, leur sollicitude fut plus active qu'on ne l'a généralement supposé.

Au Caire, à Baghdâd et à Mossoul, l'alimentation en eau était assurée par le seul portage à partir de fleuves abondants en toute saison. Dans son étude sur Baghdâd, Massignon localise quatre prises d'eau où des *saqqâ'in* (porteurs d'eau) venaient s'approvisionner dans le Tigre, de part et d'autre du pont, c'est-à-dire dans un point central, ce qui facilitait

ensuite la distribution dans toute la ville. On ne trouvait apparemment pas de citernes dans les maisons, en raison de la sécheresse du climat. A Mossoul, les habitants ne buvaient que l'eau du Tigre, qui était apportée dans les maisons par des mules ou des ânes : au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'eau était encore puisée dans le fleuve, un peu en aval de la cité, non loin de la tannerie. L'eau qui était fournie par les puits que l'on trouvait dans les maisons était impropre à l'alimentation<sup>65</sup>.

Le climat du Caire excluait toute alimentation par l'eau de pluie (30 millimètres d'eau seulement par an, en moyenne). Les nappes souterraines ne fournissaient qu'une eau saumâtre que les habitants ne pouvaient utiliser qu'en cas de crise. Après la guerre civile de 1711, le cheikh Hasan al-Higâzi rappelait l'épreuve traversée par les Cairetes : *« les antagonistes, écrivait-il, nous ont assoiffés en nous interdisant par la force l'accès de notre Nil. Nous avons dû boire du sel qui ne faisait qu'accroître le feu de nos entrailles. »* La seule source d'approvisionnement disponible était donc le Nil, dont l'eau était tout à la fois abondante en toutes saisons et pleine de vertus célébrées par les chroniqueurs et les voyageurs. Suriano, dans son *Traité sur la Terre Sainte*, assurait que le Nil sortait du Paradis terrestre et que son eau était la plus salubre et la plus précieuse parce qu'elle passait, à travers l'Éthiopie, au-dessus d'un lit d'or : *« Le fait de la boire quand on a l'estomac vide le remplit comme si on avait mangé ; si on en boit en abondance après les repas, elle purge le corps... agréablement, sans peine et sans hâte »*. Malheureusement, le lent déplacement du Nil vers l'ouest l'avait progressivement éloigné de la ville, et, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, il coulait à environ 1 300 mètres de la limite occidentale du Caire, sauf à la hauteur de Bâb al-Lûq, qui n'en était éloigné que de 800 mètres. Il ne semble pas qu'on ait jamais songé à remédier à cette situation en construisant des aqueducs, peut-être parce que les très fortes différences de niveau du Nil entre la saison sèche et la saison de la crue (de juillet à octobre) posaient des problèmes techniques difficiles : l'aqueduc construit très anciennement, et reconstruit

en 1508, ne desservait que la Citadelle; encore était-il entretenu avec quelque négligence.

La fourniture de l'eau au Caire se faisait suivant un système qui ne nécessitait aucune intervention directe des autorités, et qui combinait le portage de l'eau par des *saqqâ'in* organisés en corporations et rétribués par les consommateurs, et le stockage de l'eau dans des fontaines publiques (*sabil*), financées, pour l'essentiel, par des *iaqf*. Le nombre des porteurs d'eau qui faisaient le va-et-vient entre les aiguades du bord du Nil et la ville n'est pas connu; ils étaient encore près de 4 000 en 1871, et on peut donc supposer qu'il y en avait une dizaine de milliers au siècle précédent (le voyageur turc Evliya Chelebi estime leur nombre à 11 900, vers 1660). Ils étaient organisés en cinq corporations, une utilisant des chameaux et localisée à Bâb al-Lûq [M 15], quatre utilisant des ânes et localisées à Bâb al-Bahr [E 11], Bâb al-Lûq, Hâra al-Saqqâ'in [Q 13] et Qanâtir al-Sibâ' [U 12] : tous ces points étaient situés sur la limite occidentale de la ville et assez régulièrement espacés du nord au sud, ce qui permet de supposer que chaque corporation s'occupait d'un secteur déterminé de la ville, une disposition si logique qu'on incline à penser qu'elle était le résultat de quelque effort d'organisation. La charge apportée était estimée, par Venture de Paradis, à quatre *qirba* (outre de peau de boue) par mulet, et à deux *râwiya* (outre de peau de bœuf ou de bœuf) par chameau (soit environ 400 livres).

La distribution de l'eau était confiée à trois corporations, une des « vendeurs d'eau dans la rue au détail », une des « porteurs d'eau des citernes », une des « porteurs d'eau salée ». Les porteurs d'eau « au détail » disposaient parfois d'un âne, mais très souvent ils portaient leur outre sur leur dos. L'eau était soit vendue aux passants, soit portée à domicile, chaque *saqqâ* ayant vraisemblablement un certain nombre de clients attirés avec lesquels il tenait une comptabilité suivant des modalités ingénieuses : parfois les porteurs se contentaient d'inscrire sur la porte de l'« abonné » des traits correspondant

au nombre des outres apportées; parfois ils utilisaient des colliers de perles bleues dont ils retiraient une perle pour chaque outre; quand les perles étaient épuisées, le porteur se faisait régler son service. Les porteurs d'eau dans les rues ont été souvent décrits par les voyageurs ou par des estampes qui nous les montrent « vêtus de cuir, avec un pourpoint un peu long, des hauts-de-chausse et bottines fort légères », offrant de l'eau aux passants dans des coupes de métal décoré, parfois raffinées : un voyageur européen disait avoir vu des porteurs d'eau « de luxe » proposant « une coupe de laiton belle et claire, damasquinée, et enrichie au fond de quelques pierres fausses pour faire paraître l'eau plus belle, plus plaisante à boyre ». On nous a également transmis les cris par lesquels ils invitaient les assoiffés (*'atshân*) à contribuer à la charité qui leur était offerte au nom de Dieu : *sabil allah, yâ 'atshân*.

Dans l'organisation de l'approvisionnement du Caire en eau potable, un rôle particulièrement important était joué par les fontaines publiques (*sabil*) qui permettaient de stocker l'eau en vue de sa distribution ultérieure. Ces édifices ont été construits en très grand nombre à l'époque ottomane, et ils sont le monument le plus caractéristique de ce temps; j'ai pu en identifier et en localiser 308, nombre qui ne doit pas être loin de la réalité, car Jomard, dans sa « Description du Caire » de la *Description de l'Égypte* dit en avoir visité 245 et évalué leur nombre total à 300. Ces monuments, en général modestes, mais parfois somptueux, sont répartis dans l'ensemble de l'agglomération, leur construction ayant évidemment suivi le mouvement de la population (dont elle est un indice) : 12 à Husayniyya, 101 dans Qâhira, 131 dans la zone sud, 64 dans la zone ouest. Bien que de types architecturaux et de dimensions très variés, les *sabil* étaient organisés d'une manière assez constante : en sous-sol, un réservoir dans lequel on versait l'eau par des orifices ouverts sur la rue, et dont la contenance pouvait atteindre 200 mètres cube; au niveau de la rue, une salle éclairée par des grilles, à travers lesquelles se faisait la distribution de l'eau. Des sucoirs disposés à l'extérieur per-



mettaient aux passants de venir se désaltérer. Beaucoup de fontaines comportaient un étage, où était installée une classe (*maktab*) dans laquelle un instituteur apprenait à lire et à écrire aux enfants du quartier.

La construction de fontaines et la distribution d'eau constituaient des œuvres pies par excellence. On comprend donc que beaucoup de Grands aient attaché leur nom à de telles fondations : des pachas, des beys, des officiers des milices, dont le patronage manifestait l'intérêt des gouvernants pour le bien-être de la population. Les constructeurs affectaient des revenus importants à l'entretien des fontaines, normalement dans le cadre des *waqf*. Un grand officier des Janissaires, Ibrâhîm Agha, dota ainsi le *sabil* qu'il avait construit, en 1639, dans le quartier de Tabbâna [P 5], d'une somme annuelle de 3 750 paras, dont 1 200 paras pour l'achat d'eau douce, 480 pour la rétribution du distributeur d'eau, 60 pour le vidage et le nettoyage de la citerne, 264 pour l'achat de seaux, de poulies, de cordes (pour le levage de l'eau) et de cruches, 25 pour l'achat d'huile et de fanaux pour éclairer la pièce centrale pendant les nuits de ramadân. Le budget annuel du *sabil* de 'Abd al-Rahmân Katkhudâ, un des plus majestueux de la ville (1744), s'élevait à 12 645 paras par an, dont 7 500 pour l'achat d'eau.

Cette combinaison de l'entreprise privée (corporation de métiers) et du patronage (dans le cadre des *waqf*) assura l'alimentation en eau d'une population de près de 300 000 habitants, d'une manière généralement satisfaisante, lorsque les conditions furent normales, c'est-à-dire quand aucune crise ne vint perturber un système que l'éloignement du Nil rendait inévitablement vulnérable : guerre civile au cours de laquelle un des antagonistes pouvait couper l'approvisionnement en eau du Caire (c'est ce qui arriva en 1711); préparation d'une expédition qui amenait le pouvoir à réquisitionner les chameaux et les ânes, et les *saqqâ'in* à tenter de cacher leurs bêtes pour s'y soustraire (comme cela se produisit en 1629, pour la préparation d'une expédition vers le Yémen, ou en

1799, lorsque les Français préparaient leur campagne de Syrie). Mais si on met à part ces circonstances exceptionnelles, le fonctionnement, en somme satisfaisant, d'un « service public » aussi complexe, en dehors de toute intervention officielle, ne laisse pas d'être assez surprenant<sup>68</sup>.

Damas dépendait, pour son alimentation en eau, du Baradâ, une rivière au débit modeste (moyenne annuelle de 10 mètres-cubes/seconde), mais qui permettait à la ville et à son oasis de subsister, en l'absence d'une pluviométrie suffisante (environ 200 millimètres d'eau). Le Baradâ traversait la partie nord de la ville, et des dérivations pratiquées en amont (Banias et Qanawât) apportaient de l'eau aux différents quartiers de Damas, par l'intermédiaire d'un système perfectionné de répartiteurs (*tâlî*). Cette organisation était extrêmement ancienne, et les Ottomans n'eurent qu'à en assurer l'entretien. Elle était placée sous l'autorité du *cadi*, qui disposait de *waqf* considérables, constitués dans ce but; des préposés (*shâwî*) étaient chargés du contrôle des canalisations et des répartiteurs. Ce système paraît avoir fonctionné sans problèmes, sauf accidents, comme la chute de rochers dans le Qanawât, qui interrompit l'alimentation en eau pendant trois jours, en 1753, et onze jours en 1759 (à la suite d'un tremblement de terre). Il arriva aux autorités d'intervenir pour remédier aux difficultés rencontrées par les habitants : en 1752, l'eau du quartier de Shaghûr [F 6] fut coupée : on demanda aux propriétaires une forte somme. Ils se plaignirent à As'ad Pacha, qui ordonna de ne rien percevoir, et qui fit verser 1 500 piastres prises sur sa cassette personnelle pour faire effectuer la remise en fonctionnement des conduites<sup>69</sup>.

Enfin, trois grandes villes arabes étaient alimentées en eau par des systèmes d'aqueducs, dont certains avaient été mis en place avant l'époque ottomane, mais dont un au moins, celui d'Alger, est à mettre à l'actif des gouvernants turcs de cette province. Alep devait aux Mamelouks de grands travaux d'adduction d'eau, qui étaient prévus pour assurer la satisfaction des besoins de la ville pour une longue période. Sous



les Ottomans, la responsabilité principale, dans ce domaine, incombait au *cadi*, qui contrôlait l'utilisation des sommes disponibles dans le cadre des *waqf*, supervisait la gestion des canalisations et devait arbitrer les contestations entre quartiers que provoquait la distribution de l'eau. Le gouvernement sultanien intervint à plusieurs reprises pour faire effectuer des réparations, et les pachas eux-mêmes manifestèrent leur intérêt pour l'entretien des conduits et des fontaines publiques. Le personnel d'exécution (les *qana'âtî*) était rétribué sous forme de contributions payées par les usagers. Une grande partie des difficultés qui se produisirent furent dues non à l'impéritie des autorités, mais aux problèmes que posèrent la croissance rapide de la ville et l'augmentation de la consommation d'eau qui en résulta : c'est dans les régions où l'extension de l'agglomération avait été le plus sensible, dans les faubourgs de l'est, que la situation fut la plus grave, d'où les contestations et les plaintes des habitants des quartiers de Qâdî 'Askar [K28-29] et de Hamza Bey (1588) [J 25], de Muhammad Bey [V 23-24], Midânjik [W 25-26], Sakkhkhâna [W 23-24], Zuqâq Kittân (1703) [X 25], Sajlikhân (1758) [K 27] qui se terminèrent devant le *cadi*. Ces difficultés furent aggravées par la coupure du canal du Sâjûr, à la suite du tremblement de terre de 1544. Les pachas firent entreprendre des travaux pour améliorer les anciennes canalisations : en 1737, tous les maçons et carriers d'Alep furent requis pendant trois mois pour les travaux du Sâjûr. Le grand nombre de fontaines publiques construites pendant la période ottomane témoigne aussi d'un intérêt durable pour l'alimentation en eau des Alépîns ; il y en avait 200 au début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>70</sup>.

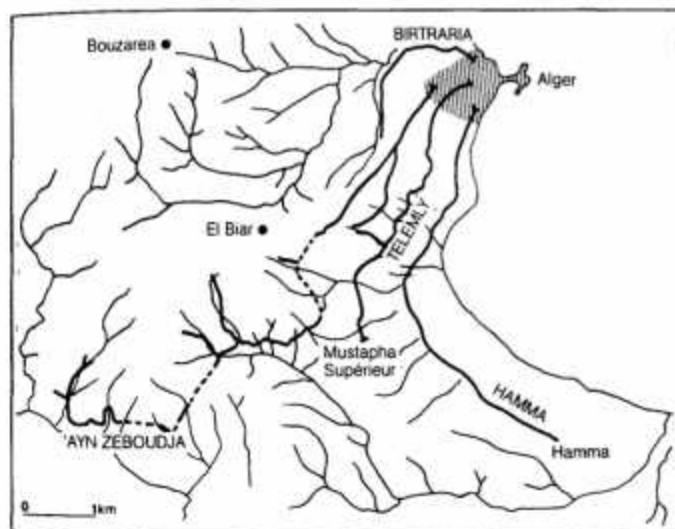
A Tunis, comme à Alep, les gouvernants bénéficièrent des travaux effectués avant eux, en particulier à l'époque hafside, avec la construction, en 1267, par le sultan al-Mustansir, d'un aqueduc de dix kilomètres de long branché sur l'aqueduc antique de Zaghuan - Carthage (qui fut lui-même restauré) : cette dérivation aboutissait à la Qasba de Tunis et à la Grande Mosquée. Après la longue période de difficultés que traversa

la ville au XVI<sup>e</sup> siècle, les choses commencèrent à s'améliorer avec les Mouradites : Yûsuf Dey (1610-1637) exécuta des travaux de réfection de l'aqueduc et fut sans doute imité un peu plus tard par Hammûda Pacha (1631-1666). Mais ce sont surtout les Husaynites qui montrèrent leur intérêt pour des travaux hydrauliques dont dépendait le bien-être des habitants de la capitale : Husayn Bey (1705-1735) restaura le système basé sur l'aqueduc d'al-Mustansir et construisit des réservoirs et des fontaines (place aux Moutons, place aux Chevaux, place al-Kaadîn). 'Alî Pacha (1735-1756) construisit trois bassins (*fasqiyya*) à la périphérie de la ville. 'Alî Bey (1759-1782), enfin, eut une activité particulièrement remarquable : d'après Saghîr bin Yûsuf, il « fit restaurer toutes les fontaines anciennes et nouvelles, qui existaient dans la ville de Tunis, et reconstruisit celles qui tombaient en ruines, de sorte que toutes donnaient de l'eau, au grand contentement des habitants ; il laissa des revenus pour leur entretien ultérieur ». D'après le témoignage, plus tardif, de Ahmad bin Diyâf, les eaux qu'il amena ainsi dans divers quartiers de Tunis dépassaient les besoins de la capitale<sup>71</sup>.

Alger était apparemment dépourvue de tout système organisé d'adduction d'eau avant l'installation des Ottomans : « Près de la ville, du côté Est [lire : Ouest], passe une rivière sur laquelle il y a des moulins, et cette rivière sert aux besoins de la ville en eau de boisson et pour les autres usages », remarque Léon l'Africain, en 1515<sup>72</sup>. En un peu moins d'un siècle, les Turcs dotèrent la ville d'un réseau d'aqueducs allant capter les sources du Sahel d'Alger ; ils assurèrent la satisfaction des besoins des habitants. Le plus ancien était l'aqueduc du Telemly, peut-être construit vers 1550 par Hasan Pacha : long de 3 800 mètres, il partait des sources situées près de ce qu'on appela plus tard Mustapha Supérieur (près du Palais d'Été) ; le conduit entrainait à Alger par la Porte Neuve (Bâb Jadid) [B 3] et donnait un débit moyen de 6 à 7 litres par seconde (soit 561 600 litres par jour), distribué à 29 fontaines, à la caserne « Médée » (Jadid ou Tahtâniyya, construite avant

1574) [B 7], à la Janîna. L'aqueduc de Birtraria aurait été construit par 'Arab Ahmad Pacha, en 1573 : partant du « Frais Vallon » et long de 1 700 mètres, il desservait la partie nord de la ville, avec un débit moyen de 1,46 litre/seconde (126 144 litres/jour); mais, mal entretenu et vite délabré, il ne rendit pas tous les services qu'on en attendait. L'aqueduc du Hamma, terminé en 1611, fut construit, semble-t-il, par un architecte andalou (Usta Mûsâ), à l'époque de Kûsa Mustafâ Pacha (qui gouverna Alger trois fois, en 1605-1607, 1610-1613 et 1613-1617) : il allait capter la source du Hamma, et, après un parcours de 4 300 mètres, il entra en ville par la porte de Bâb 'Azzûn [B 8]; il donnait un débit de 9 litres/seconde à peu près invariable, soit 777 600 litres/jour, qui alimentait 29 fontaines, plusieurs casernes et la Janîna. Le plus récent (peut-être construit vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle) et le plus long de ces travaux d'art est l'aqueduc de l'Ayn Zeboudja, qui collectait les eaux de sources artificielles, sur le plateau de Ben Aknoun, dont le débit avait été augmenté par des travaux ingénieux (drainage superficiel, dispositifs pour recueillir les filets aquifères, galeries filtrantes). La conduite qui se développait sur plus de 9 kilomètres (et que rejoignaient des canalisations secondaires d'une longueur totale de 3 kilomètres) avait nécessité de gros travaux (franchissement de vallées, passages en tunnel) : elle aboutissait à la Qasba et alimentait 14 fontaines; son débit était de 8 à 9 litres/seconde en moyenne (734 400 litres/jour), mais, en période sèche, seulement 86 400 litres/jour. Au total, d'après Dalloni, les trois aqueducs les plus anciens fournissaient, au XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècles, environ 1 500 000 litres/jour, soit, pour 30 000 habitants, une moyenne, très élevée pour l'époque, de 50 litres/jour par habitant. Bien que moins optimiste en ce qui concerne les débits, Guyot-Duclos estime que la fourniture totale d'eau (720 000 litres/jour) dépassait largement les besoins de la ville qu'il estime à 10 litres/jour par habitant (300 000 litres/jour pour 30 000 habitants)<sup>73</sup>. Les Turcs ajoutèrent à ces ressources la canalisation des eaux sauvages qui descendaient du massif

de la Bouzaréa et de la Qasba vers la mer, et en particulier les sources captées à l'intérieur de la ville. Pour assurer l'approvisionnement de la ville en cas de siège (ou de tremblement de terre, qui pouvait couper les canalisations, comme cela arriva en 1716 et 1755), ils imposèrent aussi aux habitants



6. Les aqueducs d'Alger (d'après M. Dalloni : *Le problème de l'alimentation en eau potable d'Alger*, p. 7, fig. 1).

l'aménagement des citernes dans les maisons. On estimait, vers 1840, que pour 2 000 maisons, il y avait, à Alger, 1 100 citernes d'une contenance moyenne de 70 mètres cubes, dont le remplissage pouvait être assuré grâce à une pluviométrie relativement importante (760 millimètres d'eau par an). Shaler assure que, dans les maisons où existaient des citernes bonnes

et vastes, on obtenait « assez d'eau pour l'usage normal d'une famille grâce aux terrasses, durant la saison des pluies<sup>73</sup> ». Ces divers éléments justifient la conclusion que la ville d'Alger disposait, en 1830, de ressources très satisfaisantes en eau, la fourniture totale dépassant largement les besoins de la population. L'Alger coloniale devait d'ailleurs vivre, jusque vers 1880, de l'approvisionnement qui avait été organisé par les gouvernants de l'époque ottomane, malgré l'augmentation sensible de la population et de ses besoins : Dalloni estime que, en 1866, pour 60 000 habitants, le débit moyen des eaux d'Alger était de 2 592 000 litres par jour<sup>74</sup>.

D'après Devoulx, « l'aménagement et la répartition des eaux, la construction des aqueducs et des fontaines et leur entretien reentraient dans les attributions de l'état. » Les particuliers pouvaient s'intéresser à la fourniture de l'eau, en constituant des *habous* (« fondations pieuses ») dont le revenu était consacré à l'entretien des fontaines et des conduites d'eau : un des moyens d'obtenir une attribution d'eau était de donner un bien au *habous* concerné, à titre d'échange. Il y avait une sorte d'administration des eaux dirigée par un *qā'id* ou *khūja al-'a'yun* (« secrétaire aux fontaines ») qui s'occupait de ce qui concernait l'adduction d'eau et gérant les *habous* constitués à cet effet<sup>75</sup>.

La distribution de l'eau se faisait au moyen de fontaines publiques, qui étaient reliées aux canalisations principales par un réseau complexe de conduites de poterie souterraines ou à ciel ouvert, dont la fragilité imposait des réparations fréquentes. Le nombre de ces fontaines était assez élevé, une centaine au moins. Un grand nombre furent construites aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, par les pachas et les deys, dont l'activité dans ce domaine doit bien signifier qu'ils portaient un certain intérêt au bien-être de la population locale, point de vue qui paraît avoir été totalement négligé par les historiens qui se sont, en général, montrés d'une extrême sévérité pour la caste gouvernante algérienne. Tout à fait typique nous paraît le cas du dey Bâbâ 'Ali Neksis (1754-1766). De Grammont nous le

dépeint comme une brute sanguinaire : « Baba Ali... fut le plus méprisable de tous les Deys. C'était un ancien ânier, ignorant, brutal, fanatique, exposé à tomber dans des accès de folie furieuse ou d'imbécillité », disant à l'esclave ou au matelot qu'il consultait sur les affaires de l'État : « Je suis un âne ; tu as plus d'esprit que moi ; décide ». Mais c'est aussi le personnage qui, après que le terrible tremblement de terre de 1755 eut en partie ruiné la ville d'Alger, et interrompu le fonctionnement des aqueducs et des canalisations, s'occupa de faire rétablir les fontaines. Nous connaissons treize de ces fontaines qui furent construites entre 1759 et 1765, et dont l'une porte cette inscription, classique pour ce genre d'ouvrages, mais significative dans le cas de ce personnage mal-aimé des historiens : 'Ali Pacha « a pensé à gagner son salut par l'emploi de ses richesses, tout en produisant une œuvre charitable »<sup>76</sup>.

Dans le cas d'Alger, comme dans le cas de toutes les villes que nous avons étudiées, l'intervention des pouvoirs politiques, central (gouvernement sultanien) ou local (pachas et caste dirigeante), plus forte qu'on ne l'a généralement pensé, l'activité de corporations de métiers spécialisées rétribuées par les usagers, la participation des *waqf* (ou *habous*) se combinèrent pour permettre le fonctionnement des grandes villes, en l'absence d'une véritable « administration » urbaine et de véritables « services publics ». Dans chacun des exemples cités, le mélange de l'impulsion des autorités, de l'entreprise individuelle et du mécénat religieux contribua à constituer un système dépourvu de toute homogénéité et de toute consistance juridique, mais relativement efficace.

## Chapitre 4 L'organisation spatiale

L'époque ottomane n'a été, pour les grandes villes arabes, qu'un chapitre d'une très longue évolution, qui, pour certaines d'entre elles (Damas et Alep), a commencé trois millénaires avant le début de notre ère, et qui, pour les plus récentes (Baghdâd et Le Caire), remonte aux premiers siècles de l'histoire arabe. Beaucoup de traits qui caractérisent ces villes aux XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles doivent donc être considérés comme « traditionnels ». On ne peut manquer de les mentionner, mais, tout en rappelant ces données permanentes de l'organisation spatiale, qui conservent leur valeur pour les villes ottomanes, on mettra surtout l'accent ici sur les aspects qui paraissent plus particulièrement liés à la période de trois siècles que nous envisageons.

### Les principes de l'organisation spatiale

#### Prédominance des fonctions économiques

L'élément qui paraît fondamental en ce qui concerne l'origine et l'organisation des villes arabes est le rôle déterminant des fonctions économiques, et en particulier commer-

ciales. Louis Massignon a bien montré que la ville « musulmane » est bâtie essentiellement sur l'idée de marché. « *Les souks... sont, en définitive, la principale raison d'être de l'agglomération* », note également J. Sauvaget, à propos de Damas. « *C'est la partie essentielle de la ville, 'la Cité' (el-Mdîné) par opposition aux quartiers d'habitation (el-balad)* ». Tout récemment, Eugen Wirth a mis l'accent sur l'idée que l'originalité de la ville islamique résidait essentiellement dans ses structures commerciales : « *Depuis le Moyen Age islamique, les villes du Moyen-Orient se distinguent en particulier par leur sūq, quartier central des affaires... Le sūq est même la caractéristique et le signe distinctif le plus frappant des villes de culture islamique* »<sup>1</sup>. Cette prédominance des fonctions économiques paraît s'être accentuée à l'époque ottomane, la création de l'empire ayant été à l'origine d'un essor quantitatif, sans précédent, me semble-t-il, du mouvement commercial interne aussi bien qu'externe, essor dont le développement des organes économiques dans les grandes villes arabes donne la mesure.

Les Grandes Mosquées, autour desquelles les villes ont été créées ou se sont développées, constituent habituellement un élément central, étroitement lié au marché, et, en particulier, à la partie fondamentale de ce marché pour ce qui concerne le grand commerce, le souq des orfèvres (*sâgha*), où s'effectuait le change des monnaies. Cela est également un caractère qui a été parfaitement mis en valeur par L. Massignon dès ses premières recherches sur les villes irakiennes. Mais la centralité de la mosquée ne permet pas de caractériser vraiment la ville arabe : dans un certain nombre de grandes villes arabes, la mosquée-cathédrale n'est qu'un avatar d'un monument plus ancien, temple païen ou église (voir les cas de Damas et d'Alep); par ailleurs les villes occidentales médiévales ont connu un phénomène identique avec leurs cathédrales. La position centrale de la mosquée est un trait qui est évident dès les origines de la ville, et que la relative fixité des structures urbaines contribuera ensuite à maintenir, sans que la mosquée

joue cependant dans la structuration et le développement de la ville à notre époque un rôle déterminant.

Le centre politique (palais du souverain ou du gouverneur) n'a pas été sans influence sur la structure de la ville, mais sa mobilité même montre bien que cette influence est restée relativement secondaire. La migration du centre politique est un phénomène traditionnel dans les villes arabes : à l'époque ayyoubide, le sultan du Caire installa sa résidence dans la Citadelle, au sud-est de la ville fatimide ; à Damas, à la même époque, la Citadelle fut de même établie sur la périphérie de la ville *intra muros*. Dans les deux cas, une partie des activités économiques émigra « sous la Citadelle » (*taht al-Qal'a*), sans cependant que la structure globale de la ville fût véritablement bouleversée. Cette tendance à l'abandon du centre de la ville par le détenteur du pouvoir se retrouve à l'époque ottomane, pour des raisons qui ne sont guère différentes de celles qui ont amené la migration des gouvernants médiévaux : volonté d'assurer la sécurité du centre politique en l'isolant d'une ville « indigène » dont l'agitation pouvait être redoutable ; souci des membres de la caste dirigeante (souvent étrangers) de se soustraire au contrôle de la population sujette ; considérations enfin de commodité et, en particulier, nécessité d'installer la cour et l'armée dans une zone où de vastes espaces étaient disponibles pour le cantonnement et les manœuvres.

Les pachas installèrent donc généralement leur palais (*sarâya* : « sérail ») dans une position périphérique, à l'écart du centre urbain. Au Caire [T 3], ils se contentèrent de prendre la succession des Ayyoubides et des Mamelouks dans la Citadelle qui continua à être le centre du gouvernement (résidence du pacha, siège du Divan) et le cantonnement de l'armée (casernes des Janissaires et des 'Azab). A Damas, la Citadelle [D 3] resta un lieu de garnison pour les Janissaires impériaux ; mais le gouverneur s'installa à l'ouest de la ville où son sérail devint un centre d'attraction pour l'aristocratie turque. Dans les villes irakiennes, les gouverneurs disposèrent leur résidence à

la limite de la ville, le long du fleuve : à Mossoul, le premier *wâlî* turc construisit, en 1620, le long du Tigre, une nouvelle Citadelle (Iç Qal'a, « citadelle intérieure ») [L 20] qui était isolée de la ville par un fossé et où l'armée fut cantonnée ; à Baghdâd, la Citadelle fut établie le long du mur nord de la ville, près de la porte de Bâb al-Mu'azzam, le long aussi du Tigre, avec une garnison que commandait un agha [N 11]<sup>2</sup>.

A Tunis, le pouvoir politique s'éloigna progressivement du centre urbain : le palais du Dey (Dâr al-Bey) [J 5], fondé peut-être par Yûsuf Dey (1610-1637) et agrandi par Hammûda Pacha le Muradite (1631-1663), était situé à la limite ouest de la ville, à proximité de la Citadelle (Qasba), mais cet éloignement ne fut pas jugé suffisant par les Husaynites qui, dès l'époque de Husayn Bey, allèrent s'installer au Bardo, à cinq kilomètres de leur capitale. Alger, où la résidence des Deys fut longtemps établie dans le centre même de la ville, à proximité immédiate des souqs et des principaux lieux de culte, au milieu des centres de l'administration (palais de la Janîna, en F 7), cessa de constituer un cas particulier lorsque, en 1817, le dey 'Alî Khûja décida de transférer le siège du pouvoir politique dans la Qasba, à la limite ouest de la ville qu'elle dominait et permettait de contrôler : dans ce cas, le Dey désirait probablement échapper au contrôle de la milice et à son agitation, mais il voulait, plus encore sans doute, abandonner une position trop exposée aux dangers extérieurs, ainsi que venait de le montrer le bombardement dévastateur effectué, en août 1816, par l'escadre de lord Exmouth et de Van Cappellen.

La seule exception à cette règle fut constituée par Alep, où la Citadelle avait un caractère si puissamment défensif qu'elle resta la forteresse impériale où résidaient une garnison et son commandant qui ne relevaient que du sultan. Les gouverneurs établirent un *sarâya* à proximité immédiate de la Qal'a [P 16], mais, très souvent, pour se mettre à l'abri des séditions populaires, ils choisirent d'élire domicile hors de la ville, dans le



couvent de derviches élevé sur la tombe du cheikh Abû Bakr, qui fut aménagé pour cette utilisation, avec une grande salle d'audience et des locaux d'habitation<sup>3</sup>.

A l'époque ottomane, c'est donc bien le centre économique qui constitua, dans les villes arabes, l'élément dominant, en ce qui concerne l'organisation spatiale de la ville : la Grande Mosquée ne joua qu'un rôle secondaire et le siège du pouvoir politique fut, en général, évacué vers l'extérieur de la ville.

*Division de la ville en deux secteurs  
fortement différenciés*

- La seconde caractéristique de la ville était la très forte différenciation qui existait entre les régions centrales, où se concentrait l'activité économique, et les zones consacrées à la résidence. Cette division était, en partie, la conséquence de la prédominance des fonctions économiques et de leur centralité.
- Elle était aussi un phénomène socio-culturel lié à la relative ségrégation de la vie familiale dans les sociétés méditerranéennes, ségrégation qu'avait renforcée l'Islam.

Cette organisation de l'espace urbain en deux secteurs distincts est lisible sur les plans de ville où elle apparaît sous la forme d'une opposition entre deux types de voirie. Dans la zone centrale de la ville, vouée aux activités économiques, aux échanges, se développe un réseau de rues relativement larges, au tracé assez régulier, ouvertes, prolongées jusqu'aux limites de la zone bâtie par de grandes artères qui permettent de gagner la campagne, et le long desquelles s'effectue le mouvement des individus et des produits. Ce réseau est un héritage antique dans les cas où la ville arabe a succédé à une ville hellénistique ou romaine (par exemple à Alep ou à Damas, où le tracé du *decumanus* se retrouve dans la ligne principale des souqs). Mais il est également apparent dans le cas de créations arabes : la grande avenue nord-sud qui partageait la fondation fatimide du Caire en deux parties (avenue localement

appelée Qasaba), et sur laquelle sont branchées les rues secondaires conduisant vers les principales portes, est un exemple typique de cette disposition. Dans les zones destinées à la résidence, qui se développent à la périphérie de cette zone centrale, on trouve au contraire toutes les variétés d'un type irrégulier de voirie que l'on considère habituellement comme caractéristique de la ville arabe, mais qui ne se développe, en réalité, que sur une partie de l'espace urbain. Le tracé capricieux des rues, leur étroitesse, l'abondance des impasses sont les traits bien connus de ce réseau.

Cette division de l'espace urbain était parfaitement perçue par les juristes et par les juges. S'agissant, par exemple, du problème posé par la réparation due pour les crimes dont l'auteur reste inconnu (*qasâma*), les juristes hanéfites dont Baber Johansen a analysé les travaux faisaient la distinction entre les zones « publiques » (marquées par la présence d'une large avenue, d'un grand marché ou d'une mosquée importante), où la responsabilité appartient aux autorités politiques, et les zones « privées » (quartiers de résidence à réseau hiérarchisé de rues se terminant en impasses), où les résidents habitant dans les maisons voisines doivent répondre des suites d'un crime qui s'y commet. Muhammad Ibn 'Abidin, juriste damascain de l'école hanéfite (1784-1842), évoquant la question de la *qasâma* dans son rapport avec la responsabilité publique et privée, concluait : « Ce qui doit être pris en considération est d'abord la propriété privée, puis la possession et le contrôle privé, puis la proximité, puis la possession et le contrôle public ». A partir de textes de jurisprudence médinoise, datant principalement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, Saleh Ali Al-Hathloul arrive à des conclusions comparables : « En ce qui concerne l'application de la loi, deux niveaux peuvent être distingués. D'une part, il y a des voies de communications et des espaces publics, et, d'autre part, il y a des allées et des espaces semi-privés. En ce qui concerne le premier cas..., il y avait une obligation [d'intervention] de l'état qui était habituellement déléguée au muhtasib. Dans le second cas, ces allées et impasses, les juges

et les muhtasib n'intervenaient jamais sans qu'il y ait eu plainte »<sup>4</sup>.

La double structure du réseau de rues exprimait donc, très exactement, la double structure de la ville, qui n'était « anarchique » que dans le détail, mais qui, lue sur un plan à grande échelle, apparaît au contraire comme particulièrement logique et cohérente. Il resterait naturellement à déterminer les origines, ou les antécédents, d'un tel système d'organisation de la ville, à discerner ce qu'il convient d'attribuer à des influences orientales, ou à l'influence de l'Islam. Sur un tel problème, l'état actuel des recherches sur les villes méditerranéennes antéislamiques, et sur les villes arabes anciennes (Yémen et Hedjaz, en particulier) ne permet pas de proposer des réponses claires. Faute d'une connaissance détaillée des villes arabes avant le début du XVI<sup>e</sup> siècle, faute aussi d'études topographiques précises sur les villes ottomanes non arabes (Anatolie, Balkans), il n'est pas non plus très facile de dire quel fut l'impact de l'influence ottomane dans ce domaine. La vigueur de l'organisation en communautés plus ou moins autonomes devrait avoir eu pour effet de renforcer ce cloisonnement de la ville, suivant l'évolution dont Sauvaget dénonce, avec une vigueur d'ailleurs excessive, les effets négatifs pour Alep : à l'époque ottomane, écrit-il, les éléments de désagrégation ne font que s'exercer à nouveau « avec une tendance à l'exagération qui accélère la dissociation du centre urbain en compartiments étanches »<sup>5</sup>.

#### *Ségrégation des communautés*

La vigueur de la ségrégation des communautés et de leur organisation en quartiers topographiquement distincts paraît constituer la troisième caractéristique de la ville arabe. D'une manière générale, toute structure sociale tend à y trouver une expression géographique et à s'inscrire sur le plan de la ville dans un quartier séparé : c'est naturellement pour les communautés les plus fortement individualisées par rapport à la



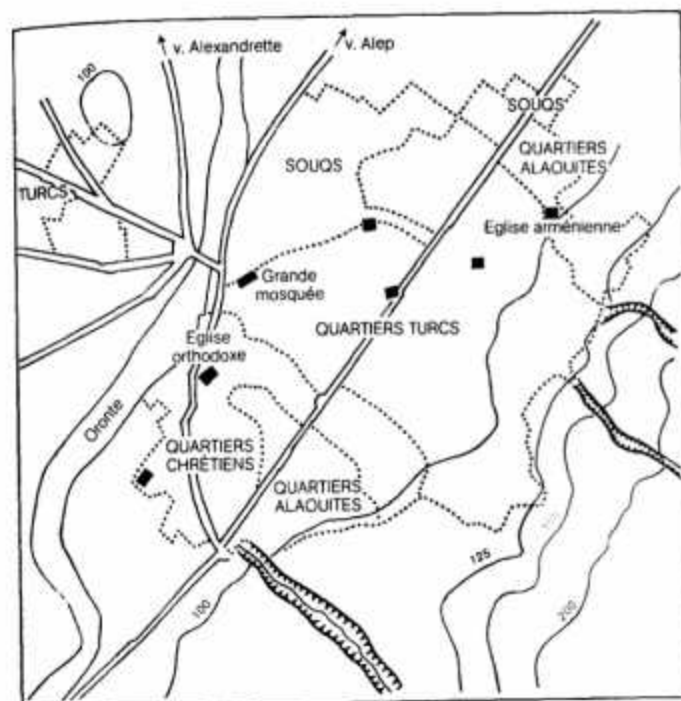
7. Les quatre zones de Jérusalem (d'après A. Cohen et B. Lewis : *Population and Revenue*, p. 80).

majorité arabo-musulmane (groupes ethniques et minorités religieuses) que le cloisonnement est le plus marqué.

En Afrique du Nord, il s'agit, pour l'essentiel, des quartiers juifs dont l'implantation est suffisamment précise à Tunis pour que les frontières de la « Hâra » puissent être délimitées,

avec leurs modifications du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le Moyen-Orient, où la variété des communautés est particulièrement riche, la ségrégation peut aboutir, dans les cas extrêmes, à un véritable partage de la ville entre les communautés dont aucune n'est vraiment « majoritaire ». La ville de Jérusalem était divisée en quatre grands secteurs, eux-mêmes subdivisés en unités plus réduites. Le quartier musulman se développait dans le nord-est de la ville, le long de l'esplanade (Haram al-sharif) dont il contrôlait les accès nord et ouest. Le quartier chrétien occupait le quart nord-ouest de la ville et contenait les Lieux Saints. Le quartier arménien se trouvait au sud-ouest de la ville. Le quartier juif, situé au sud-est, était séparé du Mur des Lamentations par le quartier maghrébin. De chacun de ces « quarts », on pouvait accéder aisément à la région centrale de la ville, où, à la jonction des grandes rues nord-sud et ouest-est, se regroupaient les principaux souqs de la ville. Ces secteurs commerciaux constituaient à la fois un pôle d'attraction et une zone tampon qui isolait les principales communautés les unes des autres<sup>6</sup>.

Tout aussi rigoureux était le cloisonnement ethnique et religieux à Antioche, ville qui apparaissait à J. Weulersse, lorsqu'il l'étudiait, vers 1930, comme un agrégat de cités, chacune des trois grandes communautés qui composaient la ville (Turcs, Chrétiens, Alaouites) vivant à part dans une atmosphère de crainte et d'hostilité mutuelles<sup>7</sup>. La zone habitée par les Turcs (qui se subdivisait en 27 quartiers sur les 45 que comptait la ville) occupait une région centrale, position qui correspondait à la suprématie politique et sociale de cette communauté. Elle séparait deux quartiers chrétiens, grec et arménien (ce dernier disparut après les massacres de 1909). Il y avait également deux quartiers alaouites, dont le rejet aux extrémités méridionale et septentrionale de la ville traduisait d'une manière significative la position très subordonnée, au point de vue social et au point de vue économique, de cette communauté minoritaire. La principale zone des marchés était située le long du quartier turc, dans une position (au nord-



8. Les communautés à Antioche (d'après J. Weulersse : *Antioche*, p. 39, fig. 3).

ouest de la ville, le long de l'Oronte) qui permettait un accès aisé aux différentes communautés d'Antioche. Il s'agissait là de cas exceptionnels : mais toutes les grandes villes du Proche-Orient arabe comptaient à tout le moins un quartier juif, un quartier chrétien (au Caire, la *Description* en mentionne sept), et, assez fréquemment, des quartiers où se rassemblaient les minorités ethniques (tel le quartier kurde de Damas).

Cette situation était tout à fait traditionnelle. Les quartiers de minorités avaient, en général, une existence très ancienne,

et leur permanence est souvent très frappante : le quartier juif de Tunis [E 6] occupait vraisemblablement, sous les Hafsides, la région qui devint la « Hara » à l'époque ottomane; le faubourg chrétien d'Alep se développa, dès l'époque des Mamelouks, dans le quartier neuf de Judayda (« nouveau ») [F 12], qui s'épanouit entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles. Mais il est vraisemblable que cette tendance à la concentration des groupes minoritaires (et en particulier des *dhimmi*) s'est affirmée à l'époque ottomane, le développement de ces communautés dans les villes, et l'autonomie administrative assez large qui leur était accordée, autant que le souci d'assurer leur défense, contribuant à les pousser à se rassembler dans des quartiers bien délimités. A. Abdel Nour pense que ce cloisonnement s'accentua progressivement à Alep et donne l'exemple du quartier juif de Bahsîta [I 11], dont le caractère s'affirma, avec un double mouvement de départ des Musulmans qui y habitaient au XVII<sup>e</sup> siècle, et d'installation des Juifs qui résidaient précédemment dans le quartier voisin de Bandara [J 14] : au XIX<sup>e</sup> siècle, 90 % des habitants de Bahsîta étaient juifs. Il observe la même « cristallisation confessionnelle » dans les autres grandes villes syriennes de Tripoli, Homs, Hama et Sayda. A Damas, au XIX<sup>e</sup> siècle, le cloisonnement confessionnel était à peu près total : en 1860, les 22 000 Chrétiens occupaient un seul secteur de la ville, et les Juifs étaient pareillement concentrés dans leur quartier, ces deux zones étant situées à l'est de la ville<sup>8</sup>. Des exemples concernant des communautés nouvelles montrent la vigueur de ce mouvement durant la période ottomane. A Tunis, au XVII<sup>e</sup> siècle, les Andalous s'installèrent dans le faubourg Nord de Bâb Suwayqa, près de la place Halfawiyîn, et y constituèrent le Hawma al-Andalus, avec une mosquée (jâmi' Subhân Allâh), construite entre 1607 et 1624, et une madrasa al-Andalusiyya (1624)<sup>9</sup>. Les Syriens catholiques, arrivés en Égypte à partir de 1730, s'établirent au Caire dans la région située au-delà du Canal, à la limite entre un des quartiers coptes (Hâra al-Nasârâ; *Description*, 42 G 8) et le quartier franc (Hâra al-Afrang,

24 J 9), un double voisinage tout à fait significatif : les Syriens étaient des chrétiens indigènes comme les Coptes, mais ils étaient liés en affaires avec les Européens, dont ils recherchaient la protection. Dix (et peut-être douze) des treize Syriens catholiques étudiés entre 1780 et 1798 résidaient à Darb Ganîna [vers 35 H 9], Qantara Gadîda [260 G 8] et Sûdûn [35 H 9]. Un quartier de communauté s'était donc constitué au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>. Étudiant à Damas le quartier de Bâb Musalla, dont la population était principalement grecque catholique, R. Thoumin constate que ce quartier peut-être constitué tardivement (son église fut construite en 1834), se ferma à une date récente, par obturation de trois rues venant de quartiers musulmans, le nombre des entrées étant ainsi réduit à trois, toutes closes par des portes<sup>11</sup>.

### La structure urbaine

D'une façon générale, les villes s'organisaient d'une manière radio-concentrique, suivant une hiérarchie assez rigoureuse : au centre, les activités les plus importantes (grand commerce international, activités religieuses et culturelles), puis, à une distance de plus en plus grande, les quartiers de résidence, les activités secondaires (artisanales), jusqu'aux limites de l'agglomération où coexistaient les quartiers les plus pauvres, les activités les moins différenciées, et finalement jusqu'aux faubourgs où activités urbaines et activités rurales se fondaient<sup>12</sup>.

### Centralité urbaine

Le trait essentiel qui ressort avec évidence de l'étude de toutes les grandes villes arabes est la vigueur de la centralité urbaine. Cette zone centrale, où se rassemblaient les activités économiques principales, était si caractéristique et si distincte

du reste de la ville qu'elle pouvait porter un nom particulier, telle la « Mdineh » (Madina, « Cité ») d'Alep. Les limites de cette région sont généralement faciles à tracer : elles coïncident avec celles de la zone de plus forte concentration de marchés spécialisés, mais surtout de caravansérails voués au grand commerce international et au commerce des produits les plus précieux (épices, étoffes). Des activités artisanales pouvaient cependant y trouver place, tels, au Caire, le travail du cuivre (*nahhâsin*), localisé au cœur de la Qasaba [I 6], ou le tournage du bois (*kharrâtîn*), à proximité d'al-Azhar [K 6], les raisons d'une localisation aussi exceptionnelle étant sans doute à rechercher dans des facteurs historiques.

Les dimensions de cette zone centrale dépendent évidemment de l'importance de la ville comme centre économique, et principalement comme centre de commerce international. Pour les très grandes villes qui nous occupent, l'éventail est largement ouvert, d'Alger au Caire. A Alger, la zone centrale, malheureusement totalement détruite, peu après l'occupation française [F 7], rassemblait, sur 1,1 hectare : les principaux marchés de la ville — à proximité du marché des bijoutiers (Sâgha), de la Qisariyya (marché franc) et du Bedestan [G 7] —; les plus importantes mosquées — Sayyida [F 7], al-Jadîd [F 8], Grande Mosquée [G 8] —; et la plupart des centres de l'administration — palais de la Janîna, où les deys résidèrent jusqu'en 1817 [F 7], Hôtel de la Monnaie (Dâr al-Sikka) [F 7], où était frappée la monnaie par un personnel composé de Juifs, administration des finances (Bayt al-Mâl) [F 7], palais du Divan, local des *Buluk-bâshî* (officiers de la milice) —<sup>13</sup>. La zone centrale de Tunis (6 hectares) était disposée autour de la Grande Mosquée de la Zaytûna, centre religieux, mais aussi institution d'enseignement dont le rayonnement s'étendait à tout le Maghreb. Malgré la densité, sans cesse renforcée à l'époque ottomane, des activités économiques, le centre de Tunis resta une zone privilégiée pour des constructions religieuses prestigieuses : mosquées (Yûsuf Dey, en 1611 [J 5]; Hammûda Pacha, en 1655 [I 6]), *madrâsas*

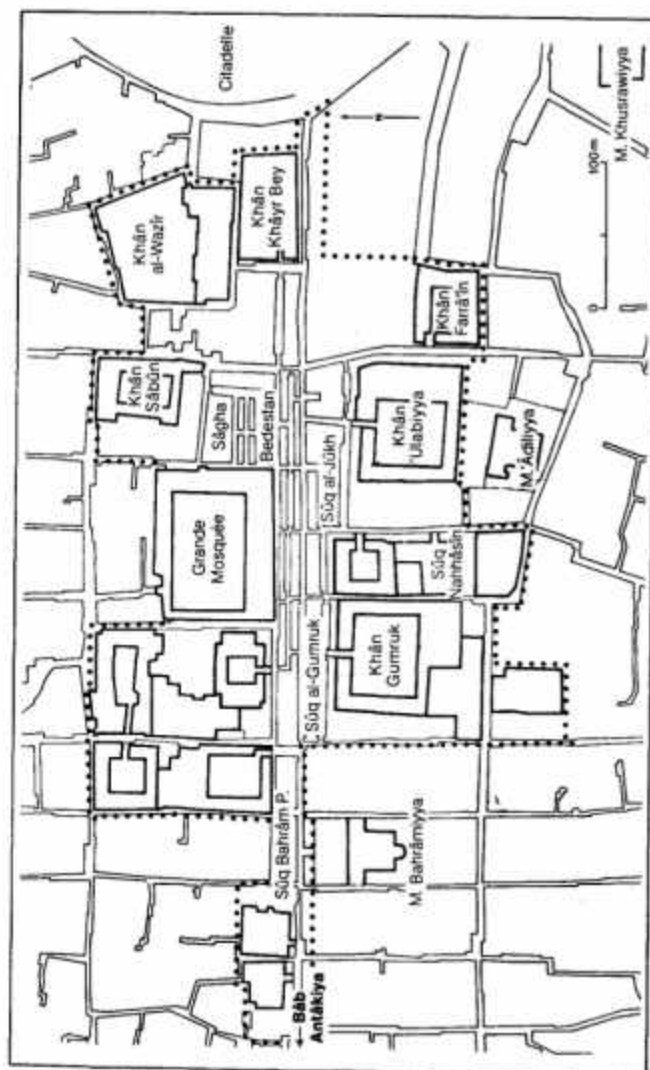
(Murâdiyya, en 1673 [J 6], Bâshiyya, en 1742 [J 7]). On y édifia aussi des constructions destinées au gouvernement et au contrôle du pays : Dâr al-Bey (xvii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles [J 5]), casernes de Hammûda Bey (dans les premières années du xix<sup>e</sup> siècle).

Au Caire, la région centrale était avant tout un vaste complexe de marchés et de caravansérails, dont les limites, au xviii<sup>e</sup> siècle, débordaient très largement, à l'ouest et à l'est de la Qasaba qui était l'épine dorsale de la ville depuis la fondation fatimide (surface totale 58 hectares environ). Bien que située à la limite de cette zone, la mosquée-université d'al-Azhar [K 4-5] y jouait un rôle important par le personnel qu'elle occupait et faisait vivre, et par les étudiants et professeurs qui y travaillaient, et dont beaucoup habitaient dans ses environs immédiats. Quelques centres « administratifs » importants existaient dans cette région principalement vouée aux activités économiques : Bayt al-Qâdî [H 5], centre de la justice; Bayt al-Hisba (peut-être près de 376 L 7), où siégeait le *muhtasib* dont le contrôle s'exerçait sur des corporations et des marchés essentiels pour la vie quotidienne des Cairetes; poste du *wâlî* (responsable de la police), juste au sud de Bâb Zuwayla [M 6]<sup>14</sup>.

Le centre des activités économiques de Damas (8,7 hectares) s'étendait de la rue « Droite » (ancien *decumanus* romain) au sud, à la Grande Mosquée, au nord-est, et à la Citadelle, au nord-ouest, deux centres d'importance vitale. La Mosquée des Omayyades était un foyer de vie religieuse et d'enseignement, dont l'influence s'étendait à toute la région du Bilâd al-Shâm (Grande Syrie); la Citadelle était le lieu de cantonnement des Janissaires qui contrôlaient la ville, et sur lesquels s'appuyait le Pacha.

La Madina d'Alep, qui se déployait largement de part et d'autre de la ligne des grands souqs unissant Bâb Antâkiya [O 8] à la Citadelle [O 18], était avant tout un foyer d'activité économique : ainsi que le note J. Sauvaget, « la place tenue par le trafic international dans l'existence quotidienne d'Alep





9. La Madina d'Alep (limites indiquées par le pointillé).

faisait des souks centraux... le point vital de l'agglomération ». L'époque ottomane avait été marquée ici par une très forte expansion des activités économiques, la Cité ayant doublé de superficie de la fin de l'époque mamelouke (environ 5 hectares) au XIX<sup>e</sup> siècle (10,6 hectares). En même temps que la Madina était dotée d'un ensemble de souqs et de caravansérails dont l'aspect monumental est unique dans le monde arabe, la construction d'une série d'édifices religieux prestigieux mettait en valeur le caractère particulier du centre urbain; les mosquées Khusrawiyya (1544) [Q 16], 'Adiliyya (1555) [Q 14], Bahrâmiyya (v. 1583) [P 11] jalonnaient les limites sud de la Madina, comme la Grande Mosquée en fixait la limite nord<sup>15</sup>.

Le développement de Mossoul et de Baghdâd était étroitement lié au Tigre et au pont qui permettait d'en assurer la traversée. La localisation du centre de Mossoul était très vraisemblablement le résultat de l'attraction de la Citadelle (construite vers 1625) et du pont de bateaux installé sur le Tigre. Sur une surface de 10,3 hectares étaient rassemblées les fonctions commerciales (marchés spécialisés, *qaysariyyas* et *khân*) et les fonctions politiques et militaires (Citadelle, où était stationnée la garnison, sérail, centre de l'administration). Diverses constructions religieuses donnèrent à cette zone une qualité monumentale, d'autant plus nécessaire que la Grande Mosquée, située au centre géographique de la ville était maintenant à l'écart de son centre réel : mosquée al-Aghawât (1702) [M 20], mosquée al-Bâshâ (1755) [N 20]. Le centre de Baghdâd où étaient regroupés la plupart des souqs et des *khân* de la ville, à proximité immédiate du pont sur le Tigre, et au point de rencontre des rues menant vers les portes nord (Bâb al-Mu'azzam) [P 10], est (Bâb al-Wastâni) et sud (Bâb al-Sharqi), bénéficia lui aussi d'un effort soutenu de constructions qui put compenser l'absence d'une Grande Mosquée dans cette zone vitale de 11,8 hectares : mosquées al-Wazîr (1599) [K 18], al-Khâsiki (1658) [K 24], al-'Adiliyya (1754) [J 23]<sup>16</sup>.

A défaut d'un monument public (palais communal, palazzo publico) ou d'une place principale marquant avec précision le centre urbain, comme c'était le cas dans les villes occidentales médiévales et modernes, le réseau des souqs spécialisés définissait le cœur des villes arabes. Enserées dans les marchés (Tunis, Alep) ou adossées à eux (Alger, Le Caire, Damas), les Grandes Mosquées offraient leurs cours ouvertes ou leurs salles de prière comme lieux de rencontre pour la population de la ville. C'est en effet là que se préparèrent et prirent naissance bien des mouvements collectifs.

De ces centres partaient les grandes rues larges et régulières le long desquelles s'écoulait le mouvement des personnes et des biens vers l'extérieur de la ville, à travers les quartiers de résidence.

#### *Les quartiers de résidence*

Autour de la région occupée par les activités économiques se développaient, suivant le schéma indiqué plus haut, des zones presque aussi exclusivement vouées à la résidence. Habitations plutôt bourgeoises à proximité de la cellule économique centrale, et aussi de la Grande Mosquée dont les résidences des cheikhs restaient aussi proches que possible. Quartiers plus populaires lorsqu'on s'éloignait du centre et qu'on s'approchait des lisières de la ville, suivant une disposition tout aussi hiérarchisée que l'échelonnement des activités économiques à partir du centre. On reviendra sur ce point, dans le chapitre 6.

Ces zones s'organisaient en quartiers plus ou moins fermés où se développaient ces réseaux irréguliers de rues qui ont tellement impressionné les voyageurs et les auteurs modernes. Décrivant Bagdad en 1797, Olivier remarque que, en dehors des bazars, « le reste de la ville est sale, souvent boueux en hiver, plein de poussière en été : les rues sont étroites, fort sinueuses, bien moins fréquentées que les bazars ». Thévenot écrit, au XVII<sup>e</sup> siècle : « Il n'y a pas une belle rue au Caire, mais quantité

de petites qui font tours et détours ; ce qui fait bien connaître que toutes les maisons furent bâties sans aucun dessin, chacun prenant tous les lieux qui lui plaisaient pour construire, sans considérer s'il bouchait une rue ou non ». Et enfin Le Tourneau, à propos des villes du Maghreb : « C'est à un dédale, à un labyrinthe que fait penser la photographie aérienne d'une ville musulmane quelconque. Au lieu de s'intégrer dans un ensemble conçu à l'avance, les immeubles ont forcé les voies de communication à les contourner, à se faufiler tant bien que mal au milieu d'eux. Il en résulte une extraordinaire multiplicité de voies sans issue et des tracés de rues très rarement rectilignes »<sup>12</sup>.

Des explications très variées ont été proposées pour expliquer un tel système de voirie. Explications climatiques : le tracé tortueux des rues ménage des zones d'ombre, coupe les vents qui soulèvent la poussière. Souci de sécurité<sup>(2)</sup> : Thoumin, dans son analyse du réseau de rues du quartier de Bâb Musallâ, à Damas, justifie ainsi certaines des irrégularités constatées. L'adaptation assez remarquable de ce type de voirie à une des préoccupations majeures de la société musulmane, la protection de l'intimité de la vie familiale, suggère aussi des raisons sociales. Dans bien des cas, c'est sans doute l'histoire même de l'urbanisation<sup>(3)</sup> qu'il faudrait évoquer pour rendre compte de tracés qui, en dépit de leur variété, appartiennent à des familles identifiables : tracés arborescents, résultat peut-être d'un développement spontané ; tracés plus réguliers (en dents de peigne) qui peuvent résulter d'opérations concertées d'urbanisme.

De ce point de vue, l'impasse à laquelle aboutit souvent le réseau de rues qui se ramifie à partir de la rue principale ne doit pas être considérée comme le triomphe de l'anarchie, mais comme l'aboutissement normal de la tendance à la ségrégation de la cellule familiale. On ne peut, à ce propos, que citer les remarques pénétrantes de A. Lézine, à propos des villes tunisiennes : « Pour essayer de comprendre l'aspect actuel des 'médiinas', il ne faut pas perdre de vue les fonctions principales que devaient remplir les villes musulmanes. Avant toute chose



rées et les objets les plus courants et vaquer à leurs besoins quotidiens sans être obligés d'aller dans un centre parfois assez éloigné. Ce sont les « petits souqs » (*suwayqa*), dont J. Sauvaget a fait une description restée classique : « Chaque quartier a donc un souk, mais réduit à son échelle : les corporations n'y sont plus représentées chacune que par une ou deux boutiques, et les marchandises qu'on y débite se limitent la plupart du temps aux denrées alimentaires et aux produits manufacturés de toute première nécessité. C'est donc... 'un souk en miniature' (*suwayqa*) ». Les *hawânât* ('boutiques'), dont toute une série sont mentionnées et localisées dans la ville haute d'Alger, zone résidentielle de la population indigène, correspondent évidemment, par leur structure et leurs fonctions, aux *suwayqa* décrits par Sauvaget pour les grandes villes de Syrie : *hawânât* Bin Râbiha [B 5], Gharîba [C 3], Sîdî 'Abdallah [D 3-4], Zayyân [E 3], boutiques de Chalabi [F 3-4], auxquels s'ajoutaient d'ailleurs des *suwayqa* : 'Amûr [C-D 7], Muhammad al-Charîf [en C 4?], Bâb al-Wâd [vers I 5]<sup>19</sup>.

Des centres économiques s'étaient cependant développés dans ces régions, en particulier le long des grands axes de circulation qui les traversaient et qui mettaient la zone centrale en communication avec l'extérieur de la ville. Au Caire, ces appendices avaient fini par être absorbés par l'expansion du centre urbain : tel le quartier de Gamâliyya [G 5], que traversait la rue conduisant à Bâb al-Nasr [E 5], et menant au-delà, vers la Palestine et la Syrie, où l'on ne comptait pas moins de 36 caravansérails à l'époque ottomane; ou encore la série de marchés et de *wakâla* qui se regroupaient dans la rue de Margûsh menant vers Bâb al-Sha'riyya et, au-delà, vers Bûlâq : 25 *wakâla* entre la Qasaba et le pont sur le Khalîg. A Alger, la zone centrale se prolongeait par une longue rue commerçante qui allait aboutir à Bâb 'Azzûn, le long de laquelle on trouvait, suivant l'échelonnement classique, des activités de moins en moins importantes au fur et à mesure que l'on s'éloignait du centre, depuis les négociants (*tujjâr*) du grand souq (*Sûq al-kabîr*) [E 7] jusqu'aux

bruyants chaudronniers (*saffârîn*) et maréchaux-ferrants (*sammârîn*), au voisinage de la porte [C 8 et B 8]. Neuf des dix-huit *funduq* que nous avons localisés à Alger étaient construits le long de cette rue. On constate un développement semblable à Alep dans la région de Suwayqa 'Alî [M 14-15], le long des itinéraires menant de la Madîna vers Bâb al-Nasr [I 16-17], principale porte vers la région nord. C'est là que fut élevé, au XVI<sup>e</sup> siècle, un des *khân* les plus majestueux de la ville (*khân Qurt Bey*, en L 15), où que se développèrent, après 1750, les entreprises économiques d'un actif négociant d'Alep, Mûsâ al-'Amîrî, dans le cadre d'un des plus grands *waqf* qu'Alep ait connus : 22 boutiques, 3 *khân*, deux teintureries (*masbagha*), deux *qaysariyya*...<sup>20</sup>.

#### Les quartiers périphériques

Le principe du classement hiérarchique des activités entraînait le refoulement vers la périphérie de la ville de métiers qui jouaient un rôle économique secondaire, qui présentaient des inconvénients rendant leur présence gênante dans le centre, ou qui étaient si directement liées à la campagne que leur localisation près de portes de la ville répondait à une évidente nécessité. L'attraction exercée par les quartiers politiques et militaires évacués hors du centre devait constituer une invitation supplémentaire au développement de zones non centrales d'activité économique<sup>21</sup>.

Le catalogue des activités périphériques est facile à établir et la liste qu'on est amené à dresser se retrouve, sans grands changements, d'une ville à l'autre. Les marchés de produits agricoles, en général très volumineux pour une valeur relativement réduite, et parfois polluants, s'installaient normalement à proximité des portes mêmes de la ville où l'on pouvait disposer des espaces nécessaires pour leur manipulation et leur stockage. C'était le cas des marchés aux grains qui se développaient habituellement sur des places très vastes appelées *ruq'a*, *rahba*, *'arsa*, et *'alwa* (en Iraq). Un des principaux

marchés aux grains du Caire était situé, hors de Bâb-al-Sha'riyya [E 8], dans un endroit appelé *ru'q'a al-qamh* (enclos du blé) ou *midân al-ghalla* (place aux grains) [F 9]; une corporation des « transporteurs de blé de la place de Bab-Charieh à tous autres lieux au Caire » (liste de 1801, numéro 73) y avait son siège. A Damas, les entrepôts à grains (*bawâ'ik*) étaient construits au bord de la route du Midân [D 8], par où arrivaient les céréales du Hauran, et le long de laquelle circulaient les pèlerins qui étaient de grands acheteurs au moment du départ du *hajj*. La « halle aux grains » (*rahba*) d'Alger était située immédiatement à l'intérieur de Bâb 'Azzûn, sans doute depuis relativement peu de temps, car il y avait, dans le centre de la ville basse, un lieu dit « ancienne halle » (*rahba qadima*) [H 7]. Les marchés de fruits et de légumes avaient la même position périphérique : dès l'époque de Maqrîzî, on trouvait à l'intérieur de Bâb al-Futûh, au Caire, des marchands de légumes sur un emplacement à peu près identique à celui où on rencontre encore, de nos jours, les charrettes des marchands d'ail. Le commerce du bétail qui était à la fois encombrant, bruyant et polluant était lui aussi concentré près des portes des villes : Tunis a gardé, jusqu'à nos jours, ses places aux moutons (*Rahba al-ghanam*) et aux chevaux (*Murkâd*) sur des emplacements qui étaient déjà mentionnés sous les Hafside. Au Caire, le Sûq al-ghanam, d'abord situé immédiatement hors de Bâb Zuwayla [N 6], fut transporté plus tard dans l'extrême sud de la ville [V 7], vraisemblablement lorsque, en raison du peuplement du faubourg sud, l'emplacement primitif devint gênant pour les habitants, et incommode pour les marchands eux-mêmes.

Les activités gênantes, polluantes, ou nécessitant des espaces libres qui n'étaient pas disponibles dans le centre, étaient également installées près des portes. C'était naturellement le cas des abattoirs dont le voisinage était particulièrement désagréable (passage des animaux, bruits, odeurs, écoulement du sang). Les six « boucheries » du Caire étaient situées à la limite de la ville : à Husayniyya (où la corporation

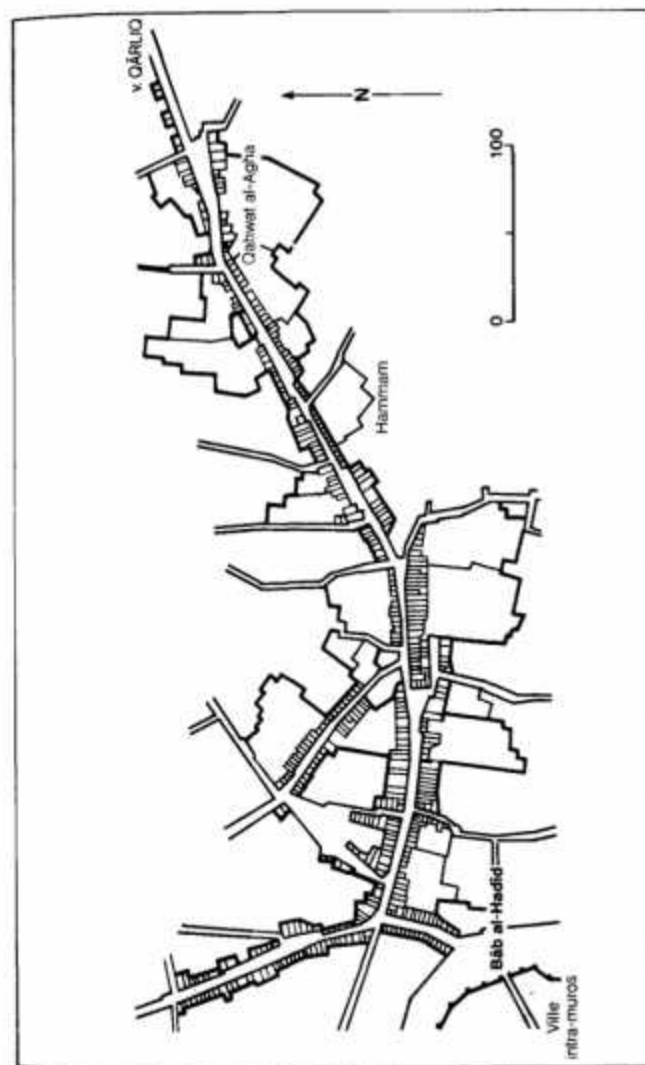
des bouchers jouait un rôle très actif), à Bâb al-Lûq (l'étang voisin avait pris le nom significatif de Birka al-Dam, « étang du sang »), à Hâra al-Saqqâ'in [Q 13], au Pont aux Lions [U 12], au sud d'Ibn Tûlûn. La seule exception à cette localisation était l'abattoir du quartier juif [I 7], situé en plein centre, là où habitait la communauté israélite, pour des raisons rituelles évidentes.

Les quartiers « industriels » avaient la même localisation, en particulier les tanneries (*dabbâgha*, *madâbigh*), en raison des odeurs fortes qu'elles répandaient, et aussi de leurs besoins en eau pour le traitement des peaux et en espace pour leur séchage. Le déplacement des tanneries est, pour cette raison, un indice urbain intéressant : nous en avons trois exemples à Alep (vers 1570), au Caire (vers 1600) et à Tunis (vers 1770); dans chaque cas, le transfert des tanneries vers de nouveaux sites, plus extérieurs, est le signe d'un accroissement récent de la population de la ville. La seule exception à une règle aussi stricte concerne Fès, où les tanneries utilisaient l'eau de la rivière qui traverse la ville. Toutes les activités nécessitant l'usage de fours étaient de même rejetées hors de la ville, les nécessités de l'approvisionnement en bois de chauffage, ou en charbon de bois, produits encombrants et salissants, imposant également une telle localisation : ateliers des potiers, qui utilisaient une matière première, l'argile, dont le stockage était difficile (à Tunis, le quartier des Qallâlin était situé à l'extérieur de Bâb Suwayqa et de Bâb Qartajinna); fours à charbon de bois, fours à chaux et à plâtre (toutes activités qui étaient situées hors de Bâb 'Azzûn, à Alger). Les presses à huile étaient également proches des portes de la ville, pour faciliter l'arrivée de la matière première nécessaire au pressage, et pour éviter les transports en ville, et les inévitables traînées d'huile : toutes les presses mentionnées par la *Description de l'Égypte* étaient situées sur la lisière occidentale du Caire, près de Bâb al-Bahr et Bâb al-Hadîd [E 11, D 14], de l'Azbakiyya [H 12], de Bâb al-Lûq [M 15], de Birka al-Saqqâ'in [Q 13] et de Qanâtir al-Sibâ' [U 12].



Enfin, certains métiers nécessitant de vastes aires pour le stockage ou la fabrication étaient installés à la limite de la ville. C'était le cas des scieries, pour éviter le transport du bois, que l'étroitesse des rues et leur irrégularité auraient rendu difficile : au Caire, elles étaient surtout localisées hors Bâb Zuwayla, dans le quartier de Taht al-Rab' [M 8], dans une zone qui avait été située à l'extérieur de la ville, mais que la croissance du Caire avait englobée dans le tissu urbain. Il en allait de même pour les ateliers de fabrication des nattes nécessitant une matière première encombrante, ou les ateliers des cordiers qui avaient besoin de vastes espaces. Au Caire, les *husuriyya* (nattiers) et les *habbâlin* (cordiers) étaient localisés au sud de Rumayla [T 6] où le nom d'un quartier populaire, un des plus pauvres du Caire, celui de Habbâla, perpétuait le souvenir de ces activités [U 6].

Le développement d'activités de caractères très variés aux portes des villes eut pour résultat fréquent la formation de centres économiques secondaires qui constituaient des répliques, en réduction, des centres principaux. Dans certains cas, c'est l'expansion topographique des villes qui rendit inévitable cet essaimage dont la conséquence fut, au Caire, la création de corporations nouvelles. Tout à fait typique de cette évolution est la région située entre Bâb al-Sha'riyya [E 8] et Bâb al-Bahr [E 11] où se regroupaient les marchés aux grains, au bétail et au poisson, les presses à huile (activités périphériques traditionnelles), et des activités artisanales liées à la fabrication des tissus (ateliers de filature, de tissage, de teinturerie) : au total dix marchés (dont un marché au filé, un marché au coton), et quinze caravansérails (dont deux *wakâla* au blé, une *wakâla* au filé, une *wakâla* au coton). Deux corporations étaient localisées à Bâb al-Sha'riyya : celle des ouvriers en clous et celle des transporteurs de blé. Cette région jouait donc un rôle de premier plan dans l'activité artisanale et commerciale du Caire, tout comme la région située immédiatement à l'extérieur de Bâb Zuwayla [M 6], où la concentration d'activités diverses était aussi impression-



11. Souq de Bânqûsâ à Alep (d'après J. Sauvaget : Alep, p. 228, fig. 60).

nante. A Alep, le souq de Bânqûsâ [J 23], situé à la porte nord-est de la ville, sur la route des caravanes de Perse, jouait un rôle semblable. Le mouvement des caravanes était à l'origine de la spécialisation première de ce marché : équipement et ravitaillement des caravanes (selliers, forgerons, fabricants de tentes), vente des produits alimentaires indispensables pour les voyageurs, les caravaniers et les pèlerins (blé, oignons). Cinq *khan* sont mentionnés le long du souq, la plus forte concentration commerciale à Alep en dehors de la Madîna. Autour de ce centre commercial s'agglutinèrent progressivement les trafiquants en chameaux, les bédouins employés dans l'activité de caravanes, et des éléments d'une grande variété (y compris de turbulents Janissaires), qui constituèrent un faubourg dont l'allure presque rurale se maintint jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>.

C'est par une évolution assez comparable que se constituèrent, à proximité des Citadelles, souvent installées, nous l'avons vu, dans des sites extérieurs à la ville, des marchés qui, à l'origine, avaient pour raison d'être de satisfaire aux besoins des membres de la caste dominante. J. Sauvaget a bien décrit le processus de développement de ces quartiers « sous-la-Citadelle » (*taht al-Qa'a*), à Damas, à l'époque mamelouke, et la formation progressive d'une seconde concentration de métiers, par migration des activités depuis le centre de la ville. Les métiers que J. Sauvaget mentionne sont ceux-là mêmes qu'on trouve au Caire à l'époque ottomane, au pied de la Citadelle, dans la région de Rumayla : marché des chevaux, et, d'une manière générale, de tous les animaux destinés au transport des hommes et des marchandises (avec les indispensables corporations de maquignons); métiers concernant les articles de voyage (selles, articles de caravanes, litières, tentes, éperons); naturellement, les marchés aux armes; mais aussi les marchés où on trouvait les denrées alimentaires nécessaires pour les expéditions. Un ensemble très complexe que complétaient les cabarets et les lieux de débauche fréquentés par la soldatesque souvent déracinée qui résidait dans

les casernes : Sauvaget mentionne l'expression populaire de *walad Sûq al-Khil* (« enfant du marché aux chevaux ») qui a le sens, à Damas, de jeune inverti<sup>23</sup>. On peut imaginer que c'est un processus de ce genre qui amena, à Mossoul, un déplacement des activités économiques d'une région proche de la Grande Mosquée vers la zone située près de la Citadelle, installée par les Ottomans le long du Tigre : la zone « centrale » de Mossoul aurait donc été un quartier « sous-la-Citadelle », qui aurait entraîné l'ensemble des activités économiques, et non pas seulement une partie des marchés (comme au Caire et à Damas).

La présence de toutes ces activités « industrielles », avec toutes les nuisances qu'elles entraînaient, s'ajoutant au fait que ces zones situées en dehors de la ville étaient souvent celles où les déchets de la ville étaient évacués et s'entassaient en collines parfois énormes, explique que le pourtour de la ville ait été une zone d'habitat populaire, les habitants qui avaient les moyens de choisir leur lieu de résidence préférant naturellement un environnement plus agréable. Ce phénomène était renforcé par la tendance des ruraux, qui venaient s'installer en ville et qui n'avaient pas les moyens d'aller vivre dans le centre, à s'établir à proximité des portes, dans des logements sommaires, édifiés hâtivement, avec des matériaux de fortune, par les habitants eux-mêmes, et qui ressemblaient plus à des habitations rurales qu'à des maisons citadines.

Mais ces régions périphériques étaient aussi des zones où de vastes espaces libres existaient encore. Les cimetières qui s'étendaient autour des villes, et qui pouvaient être absorbés par l'expansion urbaine (comme ce fut le cas au Caire, sur la rive ouest du Khalig) constituaient quelques-uns de ces espaces. C'est là aussi que se trouvaient les *musallâ*, grands terrains vides où les croyants se réunissaient pour certaines prières exceptionnelles (rogations pour la pluie, par exemple). Il y avait des terrains vagues, des jardins, des zones inondées qui purent être utilisés par les riches et les puissants pour construire les vastes demeures dont ils avaient besoin. Cei-

turées d'activités « industrielles » et de quartiers pauvres, les villes comportaient donc aussi à leur périphérie des zones d'habitat riche.

Ces espaces non bâtis devinrent parfois des lieux où la population de la ville venait « prendre l'air » et se distraire. C'est à la périphérie des villes que se trouvaient les grandes places où se produisaient les amuseurs. A Tunis, à l'époque hafside, l'esplanade qui s'étendait entre les murs de la ville et la lagune était fréquentée par toutes sortes de bateleurs qui amusaient les badauds. Adorne décrit, en 1470, cette « grande place, large et longue, où chaque jour, durant deux heures avant la tombée de la nuit », on voyait « un spectacle étonnant. Les Maures... n'ayant pas de jour de fête et de repos fixe dans la semaine », s'assemblaient « chaque soir à l'approche de la nuit » sur cette place où ils assistaient « à différents jeux et spectacles, pour récréer leurs esprits » : conteurs publics, chanteurs, musiciens, bateleurs, équilibristes. « A ce genre de spectacle, le peuple maure accourait chaque soir, à cheval ou à pied, selon la condition de chacun »<sup>24</sup>.

On croirait lire les récits que faisaient les voyageurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles au Caire, lorsqu'ils décrivaient les distractions qui avaient pour théâtre la région de l'Azbakiyya [H 12], sur laquelle, écrit Léon l'Africain, se réunissent « de nombreux bateleurs, surtout ceux qui font danser les chameaux, les ânes, les chiens », et où on voit aussi « des escrimeurs au sabre et au bâton, des lutteurs et d'autres gens qui chantent les combats entre Arabes et Égyptiens lors de la conquête de l'Égypte ». Ou encore, le quartier de Rumayla [T 6], lui aussi célèbre pour ses bateleurs, où, en 1696, « on vit plusieurs combats d'animaux, des courses de chevaux et divers tours (de) danseurs de corde », dont un monta de la place au sommet du minaret d'une mosquée de la Citadelle, sur une corde principale qui « avait près de 400 toises de longueur »<sup>25</sup>.

C'est au Caire encore que (vers 1780) un émir philanthrope (ou homme d'affaires avisé), Qâsim Bey Abû Sayf, aménagea en jardin d'agrément le terrain qu'il avait acheté près de la

Birka al-Nâsiriyya [Q 13], avec des plantations, des bassins, des allées pour la promenade. Il permit au public de pénétrer dans ce parc, de s'y promener, d'y prendre l'air et de s'y mettre à l'ombre, et lui donna le nom suivant : « Jardin des saules et des fleurs, destiné à celui qui veut le plaisir et la bonne compagnie ». Cette initiative eut un vif succès : « Le public se dirigea vers ce jardin pour la promenade... On y installa des cafés, des bancs pour se reposer... Toutes les classes de la population s'y réunissaient. Des chanteurs, des musiciens, des danseuses s'y établirent aussi ». Ce « Robinson » fut bientôt le théâtre de tels excès que « les gens honnêtes ou qui se respectaient finirent par refuser d'y entrer », conclut, sur un ton chagrin, Gabartî; mais cela ne dut pas diminuer beaucoup la fréquentation de ce lieu, car Qâsim Bey aménagea un autre jardin, en face, sur un modèle différent. Dans un autre passage de sa chronique, Gabartî mentionne le lieu de plaisir qui avait été organisé (vers 1760) pour la distraction des Caireotes, sur les bords de la Birka al-Azbakiyya, à l'emplacement où devait s'élever, plus tard, le palais de Alfi Bey [H 13] : le promoteur avait fait construire « des ponts et des arcades, où le public pouvait venir se promener. On s'y rendait en foule : toutes les classes de la population s'y donnaient rendez-vous. Il y avait des cafés, des marchands, des chanteurs. Des barques portant de nombreux promeneurs s'y arrêtaient. On trouvait... dans cet endroit... toute sorte de plaisirs et de divertissements qu'on ne peut décrire, et cela depuis l'après-midi jusqu'à la fin de la nuit ». Sous le règne sévère de 'Alî Bey, on ferma ce lieu « parce que souvent des gens de mauvaises mœurs et des fumeurs de hachiche s'y rassemblaient »<sup>26</sup>.

Ces régions périphériques avaient donc comme caractéristique principale leur extrême variété, et, d'une certaine manière, leur hétérogénéité, les zones industrielles, les quartiers populaires y alternant avec des zones vides, et avec des quartiers riches.

### Les faubourgs

Le développement de faubourgs au-delà des limites de la ville *intra muros* pouvait être lié à l'expansion démographique — la progression de la population dépassant les capacités d'absorption de la ville à l'intérieur de ses murailles —, ou à l'arrivée d'éléments ethniques ou religieux nouveaux, qui s'établissaient près de la ville, mais hors de ses murs. Il nécessitait des conditions satisfaisantes de sécurité, l'installation d'une population importante, dans des régions péri-urbaines peu ou mal protégées étant inconcevable dans des périodes de trouble, ou dans des régions où existait un péril extérieur. De ce double point de vue, la période ottomane, nous l'avons vu, se présentait d'une manière particulièrement favorable : un empire très vaste qui, sauf exceptions, garantit la sécurité des villes contre les dangers d'agression extérieure; un essor urbain à peu près général. Il était donc normal qu'on vît se développer, un peu partout, les vastes faubourgs non protégés qui fournirent aux villes le cadre de leur expansion démographique, au dehors de centres surpeuplés.

Des faubourgs existaient déjà dans beaucoup de capitales arabes avant la conquête ottomane. « *Tunis*, écrivait al-'Abdari, en 1289, *se fait un diadème dont chaque fleuron est un faubourg... On entre dans la ville par plusieurs portes et chacune de ces issues s'ouvre sur un faubourg presque aussi spacieux que la cité elle-même* ». De ces faubourgs, nous ne connaissons ni l'étendue précise, ni la population, même pas d'une manière relative. L'incertitude est la même en ce qui concerne Le Caire mamelouk : nous supposons que si l'urbanisation de la zone sud (au sud de Bâb Zuwayla) [M 6] était déjà assez avancée (en particulier le long des grandes rues reliant Bâb Zuwayla à la Citadelle et au Vieux Caire), par contre, le peuplement de la zone ouest était limité à des franges, le long du Khalig et de quelques axes de circulation vers Bâb al-Bahr [E 11] et Bâb al-Lûq [M 15]. Le faubourg nord de Husayniyya avait une extension qu'il est difficile de préciser,

mais que les recherches de Doris Behrens-Abouseif incitent à imaginer assez importante<sup>27</sup>. Les travaux de J. Sauvaget permettent d'être plus précis pour Damas et Alep sous les Mamelouks. A Damas, les faubourgs, de al-Suwayqa (au sud-ouest) [D 7] et de Sârûjâ (au nord) [C 1] s'étaient développés, dès l'époque médiévale, sur les routes menant respectivement vers la Palestine et l'Égypte et vers la Syrie du Nord. A Alep, la ville poussa vers le nord et le nord-est de véritables faubourgs, spécialisés dans les « à côté » du trafic international, avec des populations très variées : Kurdes, gens de Mar'ash et de Killis, devant la porte septentrionale ; gens liés aux caravanes vers le nord-est, sur la route du Diyar Bakr et de la Perse. « *Les faubourgs d'Alep* », note encore Sauvaget, *étaient « trop vastes, trop peuplés, trop actifs pour n'être considérés que comme de simples annexes de la « Cité ». Non seulement ils sont des rouages indispensables de la vie économique de la ville, mais ils acquièrent une sorte de personnalité, d'autonomie morale »*<sup>28</sup>.

Dans ces quatre cas, les antennes qui existaient déjà au dehors des murailles des villes s'étendirent considérablement sous les Ottomans. Il est difficile de chiffrer l'extension des deux faubourgs de Bâb Suwayqa et Bâb Jazira à Tunis, faute de connaître avec quelque précision le point de départ hafside dont on peut cependant supposer qu'il était assez modeste : Léon l'Africain estime à 300 feux le faubourg nord et à 1 000 le faubourg sud (soit 13 % de la population totale : 10 000 feux). Au XIX<sup>e</sup> siècle, la surface bâtie du faubourg nord était de 91,1 hectares et celle du faubourg sud de 59,8 hectares (total 150,9 hectares, soit 65,1 % de la superficie de Tunis : 231 hectares). A cette date, un embryon de faubourg était même en voie de constitution à l'est de la ville, entre Bâb al-Bahr [H 11] et la Lagune, là où les Espagnols avaient construit, entre 1573 et 1574, une forteresse qui était une sorte de ville (Nova Arx), sur l'emplacement de ce qui devait devenir la « ville européenne » après 1881<sup>29</sup> (voir la fig. 28).

L'histoire de la ville du Caire, entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle,



fut, pour l'essentiel, celle d'un peuplement, sensible dès le XVI<sup>e</sup> siècle, du faubourg sud et d'un développement, sans doute un peu plus tardif, de la zone située à l'ouest du Khalig, le point d'arrivée de cette évolution nous étant parfaitement connu grâce au plan de la *Description* : à cette date (1798), le faubourg sud s'étendait sur 266 hectares (moins de 200 en 1517), et le faubourg ouest sur 215 hectares (moins de 100 en 1517). Soit, au total, 481 hectares contre probablement moins de 300, une progression de 60 pour 100.

A Damas, ce sont pour l'essentiel les activités créées par le pèlerinage qui provoquèrent l'expansion spectaculaire des quartiers sud. Au-delà de la région d'al-Sinâniyya [D 6], sur la route menant vers le Hedjaz et vers les régions agricoles du Hauran, un faubourg long de trois kilomètres se développa, qui absorba le petit village de al-Qubaybât (« les Petites Coupoles »), où vivaient des maraîchers. Ce faubourg du Midân (du nom de l'ancien Hippodrome des Cailloux qui se trouvait là) fut essentiellement peuplé de paysans, de bédouins, de gens intéressés par le commerce des céréales. À l'ouest de la ville, les Turcs allèrent habiter une zone proche du Sarây (palais) du gouverneur, créant ainsi le faubourg d'al-Qanawât [B 4], « les Prises d'eau », du nom de l'aqueduc d'origine romaine. Les autres faubourgs, Sûq Sârûjâ [C 1], 'Uqayba [D 1], Suwayqa [D 7], connurent eux aussi une forte expansion, dans le cadre du développement économique de la ville. La surface des faubourgs de Damas, qui peut être estimée à environ 64 hectares vers la fin de l'époque mamelouke, atteignait 183,5 hectares au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, soit un triplement. La croissance de Damas, à l'époque ottomane, déjà notée plus haut, s'était principalement réalisée par un développement des faubourgs<sup>30</sup> (voir la fig. 2).

C'est à la même conclusion qu'amène l'étude d'Alep. Le développement des faubourgs nord et est constitue le trait le plus marquant de l'histoire de la ville sous les Ottomans. L'essor du quartier chrétien de Judayda [F 12] est le plus spectaculaire parce que la prospérité qu'il connut s'y traduisit

par la construction de maisons luxueuses qui témoignent, jusqu'à nos jours, de la qualité de l'architecture domestique alépine, et, tout aussi clairement, par la grande entreprise économique menée par Ipshîr Pacha en 1653 (construction d'un *khân*, de quatre *qaysariyya*, de nombreuses boutiques), dans le cadre d'un *waqf* sur lequel nous reviendrons. L'ensemble du faubourg nord fut le théâtre d'une forte implantation d'activités « industrielles » : ateliers de tisserands et de teinturiers, en particulier, autour desquels s'installèrent les habitations des artisans. Au nord-est, c'est l'activité caravanière qui explique l'extension de la ville, qui prit ici un fort caractère rural et nomade. Entre les noyaux commerciaux de Bânqûsâ [J 23] et de Bâb Nayrab [U 21], la ville s'avança vers l'est, comblant les lacunes qui existaient dans l'occupation des zones situées au-delà des remparts. Les cartes de Sauvaget et les recensements turcs des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles permettent d'évaluer cette croissance. Entre l'évaluation faite en 1537 et celle de 1683, la population des faubourgs passe de 4 481 « unités d'habitation » (équivalent de « feu ») à 8 743, soit un quasi-doublement, la croissance étant à peu près égale dans le faubourg nord (qui passe de 2 027 unités à 3 689, plus 82 %) et dans le faubourg est (de 1 883 à 3 446 : plus 83 %). Les faubourgs qui ne représentaient que moins de la moitié de la population totale d'Alep au début du XVI<sup>e</sup> siècle (46,8 % en 1537) en contiennent les deux-tiers vers la fin du XVII<sup>e</sup> (63,1 % en 1683). Cette évolution de la population des faubourgs d'Alep se matérialisa naturellement par une augmentation de la surface bâtie. La surface des faubourgs, que les cartes de J. Sauvaget permettent d'évaluer à 91 hectares à la fin de l'époque mamelouke, passa à 200,5 hectares au XIX<sup>e</sup> siècle, plus qu'un doublement (plus 120 %) en trois siècles<sup>31</sup> (voir la fig. 3).

Plusieurs grandes villes arabes restèrent cependant dépourvues de faubourgs pendant la période ottomane, soit parce que l'insécurité ne permettait pas l'installation de populations dans des zones non protégées, en dehors des murs, soit parce



que la ville était au large dans des enceintes très vastes (ou devenues telles à la suite d'une période de contraction urbaine), soit enfin parce qu'aucun développement urbain ne justifiait une telle extension.

Ce fut le cas d'Alger qui resta enfermée dans des murailles constamment renforcées pendant ces trois siècles, pour la protéger contre les périls qui venaient de la mer. Sans doute y avait-il à l'extérieur des deux portes principales, Bâb al-Wâd [I 5] et surtout Bâb 'Azzûn [B 8], de petites implantations « industrielles » et commerciales (commerces de produits de la campagne, *funduq* pour les marchands et les voyageurs, cafés, ateliers de chauxfourniers, briquetiers, potiers), mais rien qui constituât de véritables faubourgs. La raison en était, d'une part, la relative stagnation de la ville depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, et donc l'absence de toute expansion à l'extérieur des murs, mais sans doute aussi des considérations de sécurité. D'après Haëdo, il y aurait eu, avant 1573, un important faubourg comprenant 1 500 maisons (?), au-delà de Bâb 'Azzûn, faubourg dont 'Arab Ahmad Pacha (1572-1574) aurait décidé la destruction pour répondre aux besoins de la défense de la ville. Quoi qu'il en soit, Alger ne déborda guère de son enceinte jusqu'à l'expédition de 1830<sup>32</sup>.

Mossoul et Baghdâd avaient hérité de l'époque médiévale des enceintes très amples qui n'étaient que partiellement remplies au moment où les Ottomans s'installèrent en Iraq : les deux villes disposèrent donc, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, de vastes zones qui permirent de loger l'expansion urbaine, et qui restaient d'ailleurs encore largement inoccupées au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque Jones dressa le plan de Baghdâd (en 1855) et lorsque Sarre et Herzfeld visitèrent et décrivirent Mossoul (en 1907-1908)<sup>33</sup>. La permanence du péril persan, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ne pouvait, de toute manière, que dissuader les habitants de ces deux villes de s'établir en dehors de la protection des murs. Mossoul ne connut qu'une faible extension dans la direction du sud-est, en dehors de Bâb al-Tûb [N 20] et de Bâb al-Sarây [P 20], points de départ du principal mouvement

commercial. De vastes zones restèrent inoccupées à l'ouest de la ville (à l'intérieur de Bâb Sinjâr, en N 3) et surtout au nord, dans toute la partie protégée par une enceinte puissante, et constamment renforcée, dont l'élément principal était le fort de Bâsh Tâbiya, où se concentra la résistance à Nâdir Shâh, en 1743. A Baghdâd, de vastes régions restèrent de même inoccupées à l'intérieur de l'enceinte de la ville, au-delà des limites orientale et méridionale de la zone bâtie. Mais, dans une certaine mesure, le quartier de Karkh qui faisait face à la ville, de l'autre côté du Tigre, joua vis-à-vis d'elle le rôle d'un faubourg. Karkh resta, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une ville incomplète, qui dépendait largement du centre urbain où se trouvaient les principaux marchés et les grands caravan-sérails : l'importance des activités commerciales liées à la campagne (marchés de grains, de légumes et de fruits), le développement de certaines activités artisanales, la nature même du peuplement (une population plutôt pauvre, composée d'ex-paysans, de chameliers, d'artisans) sont, en effet, des caractères qui, d'une manière générale, sont ceux des faubourgs.

Quelles que fussent les différences locales, les faubourgs occupaient donc une place importante dans les grandes agglomérations de l'époque ottomane : 150,9 hectares à Tunis (contre 80,7 pour la Madîna); 507 au Caire (contre 153 pour Qâhira); 183,5 à Damas (contre 130); 200,5 à Alep (contre 166,5). Ils se distinguaient du centre urbain par un certain nombre de caractéristiques. Au point de vue économique, ils étaient le siège d'activités largement liées à la campagne, en général concentrées aux alentours des principales portes de la ville et le long des grands itinéraires commerciaux, et également d'activités « industrielles » qui ne trouvaient pas place à l'intérieur de la ville. Il s'agissait, d'une manière générale, de métiers moins spécialisés et moins riches que ceux qui étaient rassemblés dans le centre économique des villes. Les chiffres dont on dispose pour Le Caire sont très significatifs de ce point de vue. Entre 1776 et 1798, la succession moyenne

d'un artisan ou d'un commerçant exerçant son activité dans la région de Qâhira se montait à 115 328 paras constants (264 successions étudiées). A la même époque, le chiffre moyen était de 24 130 paras dans la zone sud du Caire (83 successions), et de 39 436 paras dans la zone ouest (37 successions) soit quatre fois et demi et trois fois moins. La quasi-totalité des artisans et commerçants riches travaillaient dans la région de Qâhira : sur 114 successions dépassant 50 000 paras, 105 concernaient des individus de cette région, deux, six et une seulement des individus travaillant dans les zones sud, ouest et dans Husayniyya<sup>24</sup>. L'existence dans les faubourgs de quelques grandes villes de centres secondaires où étaient regroupées des activités relativement diversifiées (régions d'Ibn Tûlûn [V 8] et de Rumayla [T 5] au Caire; de Judayda [F 12] à Alep) n'était pas de nature à modifier profondément l'infériorité économique des faubourgs et leur profonde dépendance par rapport aux Madîna où étaient concentrées toutes les activités économiques essentielles, et en particulier toutes celles qui étaient liées au commerce international.

La composition sociale des faubourgs était à l'image de cette infériorité économique. Les faubourgs étaient souvent habités par des populations d'origine rurale ou bédouine, dont l'installation en ville était récente et qui avaient apporté avec elles des habitudes presque campagnardes dans la manière de vivre et d'habiter. Les chroniqueurs cairotes parlent des « paysans » (*fallâh*) de l'Azbakiyya ou de quartiers de la zone sud. Ils s'agissait aussi très souvent de populations d'origine ethnique différente. Le faubourg oriental d'Alep s'était ainsi largement constitué avec des éléments allogènes, nomades arabes, Turcomans, Kurdes, et certains des quartiers de cette région avaient gardé de ces origines des noms significatifs : *mahalla Tâtârlar*, « des Tartares » [I 29] ; *mahalla al-Qurbât*, « des Tziganes » [V 22]<sup>25</sup>. Les habitants des faubourgs étaient assez pauvres; pour reprendre le cas du Caire, pour lequel il est possible de proposer une traduction statistique de ces réalités, on constate que les individus résidant dans Qâhira (173 recen-

sés entre 1776 et 1798) laissaient une succession moyenne de 125 165 paras, alors que les chiffres étaient de 32 950 paras pour le faubourg de Husayniyya (11 individus), et seulement de 15 267 paras pour la zone sud (63 individus étudiés)<sup>26</sup>.

Souvent mal intégrées encore dans la ville et socialement défavorisées, les populations des faubourgs apparaissent généralement comme remuantes, frondeuses, parfois en opposition avec la population, plus bourgeoise, de la Madîna. A Husayniyya, faubourg nord du Caire, un rôle dominant était joué par les bouchers qui y avaient une corporation nombreuse : habituellement pauvres, mais robustes et résolus, les bouchers de Husayniyya appartenaient souvent à la confrérie populaire des Bayyûmiyya. La solidité de ce double encadrement professionnel et religieux explique la vigueur de leur esprit de corps et de leurs réactions contre les agressions subies par eux : injustice des émirs (révoltes de 1786 et de 1790), occupation étrangère (participation aux révoltes de 1798 et 1800 contre les Français). Plus tard, ils figureront au premier rang du mouvement populaire qui portera Muhammad 'Alî au pouvoir, en 1805. A Alep, c'est surtout dans les faubourgs orientaux que se recrutaient les Janissaires, et les conflits entre Chérifs et Janissaires prirent souvent l'allure d'un affrontement entre la ville « dans-les-murs » et les faubourgs, où, notera un observateur, se trouvait « ce qu'il y avait de plus mutin à Alep »<sup>27</sup>. La situation était assez semblable à Damas, où les points d'appui des *Yerliyya* (Janissaires locaux) se trouvaient dans des faubourgs comme Sûq Sârûjâ [C 1] ou le Midân [D 8], alors que les *Kapikûli* (Janissaires impériaux) étaient habituellement soutenus par le quartier de 'Amâra [F 2], situé à l'intérieur des murs, si bien que leurs conflits apparaissent souvent comme opposant les faubourgs et la ville. A Tunis, enfin, il y avait un antagonisme traditionnel entre la Madîna, en général favorable au parti « turc » (incarné par le dey et la milice), et le faubourg de Bâb Suwayqa, qui soutenait le parti « arabe » (c'est-à-dire, habituellement, celui des beys), dont une des origines était peut-être l'importance

du peuplement bédouin dans le faubourg. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsqu'une guerre civile mit aux prises (à partir de 1728) Husayn bin 'Ali, et ses descendants, avec son neveu, 'Ali Pacha, et que la Tunisie se divisa entre leurs deux partis, le faubourg de Bâb Suwayqa prit fait et cause pour le « parti Husayniyya », alors que la Madîna soutenait les « Bâshiyya » (de même que le faubourg méridional, dont l'individualité était moins marquée que celle du faubourg nord). Cet antagonisme s'enracina en des querelles de partis (*soff*), dont les effets apparaissaient encore au début du XX<sup>e</sup> siècle, sous la forme de bagarres entre quartiers. Le « légitimisme » des habitants de Bâb Suwayqa devait les amener à soutenir 'Ali Pacha contre son fils Yûnus, révolté en 1752, et à traiter « comme des Juifs », en ces circonstances, les habitants de la Madîna<sup>28</sup>. Nous connaissons malheureusement assez mal les motivations économiques, sociales et éventuellement ethniques de comportements aussi extrêmes.

#### Les irrégularités de la structure spatiale

On ne peut attribuer qu'une valeur théorique à ce schéma d'une organisation radio-concentrique faisant se succéder régulièrement, à partir d'un centre économique dans lequel les activités étaient ordonnées suivant les mêmes règles (les plus importantes situées le plus près du centre), d'abord des zones de résidence bourgeoise, puis des zones périphériques et des faubourgs, où se développaient quartiers pauvres et zones « industrielles », organisation qui évoque le dessin en auréoles successives proposé par Burgess pour les villes américaines<sup>29</sup>. Dans la réalité, les villes se développaient suivant des formes plus complexes, dont les différences par rapport à cette disposition « idéale » avaient des origines variées. La configuration même du site où s'était établie la ville était susceptible d'influer fortement sur son développe-

ment, par la présence de zones accidentées qui pouvaient gêner ou même interdire l'expansion de la ville dans certaines directions, par le voisinage d'un fleuve qui constituait, dans certains cas, un facteur d'attraction, dans d'autres cas un obstacle. La nature de l'activité urbaine jouait elle aussi un rôle important : les itinéraires commerciaux le long desquels se déplaçaient les caravanes constituaient des facteurs d'expansion de la ville, une influence particulièrement forte étant exercée par les routes des pèlerinages. Enfin, l'histoire même de la ville constituait un facteur décisif de son évolution spatiale, l'intervention humaine étant susceptible de jouer un rôle positif par la création de pôles de développement nouveaux (marchés et centres politiques, par exemple), ou négatif (installation de cimetières ou de décharges qui gênaient la progression de la ville). Aucune des villes que nous étudions ne se conformait donc véritablement à un schéma simple; mais les irrégularités constatées peuvent, en général, faire l'objet d'une analyse faisant entrer en ligne de compte les facteurs que nous venons de mentionner.

#### Alger et Tunis

La structure spatiale de ces deux villes avait été principalement affectée par les contraintes du site, mais était restée relativement régulière. Coïncée entre une montagne (Bouzarea) qui culmine à 407 mètres et la mer, Alger s'était développée sur un terrain très irrégulier, une zone qui dévale vers la mer (appelée *al-Jabal*, la « montagne ») et un replat (*al-Watâ'*, la « plaine » à proximité de la mer). C'est vraisemblablement sur la ville haute que s'était développée l'agglomération berbère; et c'est essentiellement là que résidait, sous les Turcs, la population indigène, les « beldi » (*baladi* : « gens du pays »). Par contre, le développement de la ville basse datait vraisemblablement de l'époque turque. Ici s'était opérée la jonction avec les îles (*al-Jazâ'ir*), lorsque Khayr al-Dîn eut construit la digue les reliant à la terre ferme; c'est ici que, du XVI<sup>e</sup> au

début du XIX<sup>e</sup> siècle, se trouvaient les principaux centres administratifs, politiques et religieux, et qu'habitaient les membres de la caste dominante (ainsi qu'on le verra plus loin). Au lieu de jonction de ces deux zones se trouvait le noyau central de la ville, prolongé par trois antennes d'importance très inégale : la grande rue commerçante vers Bâb 'Azzûn [B 8] (et vers l'Algérie intérieure), la rue conduisant vers le port (par Bâb al-Jazīra) [I 9], et, plus secondairement, la rue menant à Bâb al-Wâd [I 5], qui donnait sur un arrière-pays réduit. Ceinturée par une muraille ponctuée de forts (*burj*), Alger se présentait, vue de la mer, comme un triangle dont la base, tournée vers l'est, suivait le rivage, tandis que la Qasba en occupait le sommet, au point le plus élevé. La croissance de la ville à l'époque ottomane n'ayant donné lieu au développement d'aucun faubourg, Alger resta fortement centrée autour de la zone où étaient installés les principaux marchés, le palais du Dey et les mosquées al-Sayyida et al-Jadid, et constitua le modèle presque parfait d'une ville double où les différences d'activité et de peuplement paraissaient correspondre à la disparité du relief et s'exprimaient dans un double réseau de voirie.

Le développement de Tunis fut très fortement affecté, lui aussi, par les contraintes du site : le noyau central de la ville occupait une pente qui se terminait, à l'ouest, par une falaise dominant le lac salé (*sabkha*) de Sidjoudi et qui descendait, assez doucement, vers l'est, jusqu'à une zone basse et marécageuse, le long du Lac de Tunis (*buhayra*). Le relief interdisait donc toute extension vers l'ouest. Vers l'est, un terrain mal consolidé, et les odeurs, parfois désagréables, de la lagune, rendaient également difficile une installation un peu dense, d'autant plus que les égouts à ciel ouvert (*khandaq*) de la ville venaient se déverser de ce côté, et qu'on prit très tôt l'habitude d'y accumuler les ordures de la ville : celles-ci constituèrent des collines qui étaient tout à la fois dangereuses pour la sécurité de la ville, qu'elles dominaient, et désagréables, en raison de la peste qui s'en dégageait. La ville se

développa donc naturellement vers le nord et vers le sud, directions qui étaient libres de tout obstacle : par le nord, Tunis communiquait avec la région septentrionale de la Tunisie (Tell et Cap Bon), avec l'ouest du pays (par le Bardo), et avec la côte (avant-port de La Goulette). Par le sud, on pouvait accéder aux régions agricoles du Sahel et aux régions méridionales de la Régence. La croissance des deux faubourgs de Bâb Suwayqa et Bâb Jazīra dans ces deux directions, commencée à l'époque hafside et poursuivie pendant la période ottomane, conserva à la ville *intra muros* sa position centrale à l'intérieur de l'agglomération, la centralité fonctionnelle de la ville (autour de la mosquée de la Zaytûna et du quartier des souqs) correspondant à une réalité topographique. Le centre économique était relié à l'extérieur par un réseau parfaitement symétrique d'axes de circulation : deux rues conduisaient vers le faubourg nord, par la rue du Pacha [F 3] vers Bâb al-Banât [C 2] et, par le Sûq al-Grâna [F 7] vers Bâb Suwayqa [A 4]; deux rues vers le faubourg sud, par la rue des Andalous [M 7] vers Bâb Jadid [P 8], et par la rue des Teinturiers (*sabbâghin*) [M 10] vers Bâb al-Jazīra [O 11]. Les axes transversaux (rue de la Qasba, rue de la Grande Mosquée) n'avaient, dans ce système, qu'une importance secondaire, puisqu'ils n'ouvraient pas d'accès vers l'intérieur du pays : la situation changea au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'un quartier « européen » commença à se développer au-delà de Bâb al-Bahr.

### Le Caire

Le Caire offrait au contraire le cas d'une totale dissymétrie urbaine dont on peut trouver l'explication dans les caractéristiques du site, et dans des interventions humaines qui influèrent profondément sur l'évolution de la ville.

Lors de sa fondation par les Fatimides, en 969, Le Caire fut installé à proximité du Nil sur une terrasse bordée, à l'est, par le rebord du mont Muqattam, mais largement ouverte vers le sud, dans la direction de Fustât (qui deviendra plus



tard le Vieux-Caire) et de la Haute-Égypte et vers le nord, en direction de la Palestine, de la Syrie et du pèlerinage. Le recul progressif du Nil vers l'ouest fut compensé par l'existence de deux canaux (*khalig*), dont le plus oriental traversait la ville ottomane du sud au nord. En se déplaçant, le Nil abandonna des étangs (*birka*) qui n'étaient inondés qu'au moment de la crue du fleuve. La ville fatimide (qui garda jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle le nom de Qâhira) avait une forme à peu près régulière, un rectangle d'environ 1 000 mètres sur 1 500 mètres, parcouru en son milieu par une grande rue, la Qasaba, à 200 mètres à l'est de laquelle fut construite la mosquée d'al-Azhar [K 4-5]. L'installation par les Ayyoubides, sur une butte avancée du Muqattam, de la Citadelle, qui allait rester le centre politique du Caire, orienta le développement du Caire vers le sud, c'est-à-dire vers le Vieux-Caire. À l'époque mamelouke, le Caire restait en grande partie contenu à l'intérieur de Qâhira, avec des prolongements importants vers le sud, un début d'installation à l'ouest, au-delà du Khalig, et une forte extension vers le nord.

La période ottomane fut marquée par une forte croissance de la ville, mais une croissance très inégale suivant les principales directions, d'où la dissymétrie qui caractérisa la ville moderne et le total décentrement du centre économique qui s'était stabilisé, depuis l'époque mamelouke, dans une région située de part et d'autre de la Qasaba. Un certain nombre de raisons interdisaient toute expansion de la ville vers l'est : la proximité de la montagne, dont le rebord n'était pas aisément franchissable; l'existence des grands cimetières, installés là à l'époque mamelouke; la présence, le long du mur est de la ville, des tells où les Caireotes avaient, durant plusieurs siècles, déversé les ordures de la ville, et qui constituaient un obstacle sérieux, de ce côté. La ville se développa d'abord vers le sud, en remplissant progressivement les vides laissés par le début d'urbanisation de l'époque mamelouke : un des effets de ce peuplement fut, vers 1600, le déplacement des tanneries, qui occupaient environ 4 hectares au sud-ouest de Bâb

Zuwayla [N-O 8-9], vers un emplacement plus favorable, à l'extérieur de Bâb al-Lûq [N 15]; un autre fut l'émigration des quartiers « chics » qui, d'abord établis en bordure de la Birka al-Fil [Q 9], allèrent s'installer, au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur les rives de la Birka al-Azbakiyya [H 12]. À partir du XVII<sup>e</sup> siècle, l'expansion de la ville dépassa la limite du Khalig, dans la région ouest du Caire. Comme, dans la direction du nord, le faubourg de Husayniyya ne connaissait qu'un développement modeste, la région de Qâhira occupait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le quart nord-est de l'agglomération et le développement de la ville à partir de son centre ne peut donc être observé, avec quelque régularité, que dans la direction du sud et de l'ouest.

#### *Damas et Alep*

Les deux grandes villes syriennes présentent certaines analogies en ce qui concerne leur site et leur histoire. Villes de plaine situées à proximité d'une rivière d'importance moyenne (Baradâ et Quwayq), elles ont été, l'une et l'autre, profondément marquées dans leur structure par l'influence antique : avenue à colonnes évoluant en alignement de souqs; Grande Mosquée construite sur l'emplacement même, ou à proximité immédiate, du temple romain; quadrillage des rues en grande partie conservé dans la région centrale de la ville. La dissymétrie de leur croissance à l'époque ottomane a cependant eu sur leur structure générale des effets quelque peu différents.

En ce qui concerne Damas, on constate un développement spectaculaire des faubourgs nord-ouest (Sûq Sârûjâ) [C 1], ouest (Qanawât) [B 4] et surtout sud-ouest (Suwayqa [D 7] et les deux Midân), une évolution qui était liée, nous l'avons vu, à l'importance des grandes routes commerciales conduisant vers la Syrie du nord, le Hauran, la Palestine et le Hedjaz. Au contraire, aucune expansion ne se produisit vers l'est, sans doute en raison de la présence des quartiers juif et chrétien



dans la partie orientale de la ville, qui bloqua son extension dans cette direction. De ce fait, la cellule centrale, le quartier des souqs, située entre la Grande Mosquée et la Rue Droite, se trouva replacée dans une position centrale, un peu à l'est de la grande rue qui reliait Sûq Sârûjâ aux Midân, en longeant le mur ouest. L'installation de bâtiments administratifs (sérail) et culturels (grandes *madrassa* impériales) à l'ouest de la Citadelle contribua également à ce « recentrement » relatif de Damas (voir fig. 2).

Ce sont les mêmes facteurs économiques qui eurent pour résultat, à Alep, le développement des faubourgs nord et est, le long des principales routes commerciales conduisant vers le nord (Anatolie) et l'est (Iraq et Perse), développement qui s'annonçait dès l'époque mamelouke, mais qui prit un caractère spectaculaire à l'époque ottomane. Par contre, l'expansion de la ville resta très faible vers le sud, peut-être en raison de la présence de zones de cimetières dans cette direction. Vers l'ouest, en dépit de quelques progrès, en particulier au moment du transfert des tanneries de leur localisation ancienne, à l'intérieur de la ville, vers la zone située immédiatement à l'extérieur de Bâb Antâkiya [O 8] (vers 1570), les faubourgs restèrent assez modestes, limités sans doute par l'obstacle que constituait le Quwayq qui coulait à proximité du mur ouest et dont les crues pouvaient présenter quelques dangers. Cette expansion très inégale de la ville eut pour résultat de décentrer très fortement la Madina où, entre la Citadelle et Bâb Antâkiya, se concentrait l'essentiel des activités commerciales. L'organisation de la ville en auroles successives ne s'observe donc ici que vers le nord et l'est, une situation comparable à celle que l'on a notée au Caire, mais exactement inversée.

#### *Les villes iraqiennes*

Les sites de Baghdâd et de Mossoul présentent un caractère très particulier. Ces deux villes sont construites sur les berges d'un fleuve puissant, ce qui les différencie aussi bien de Damas

et d'Alep, qui se sont développées à proximité de rivières étroites, au débit médiocre, que du Caire, qui était éloigné de près d'un kilomètre du Nil. Il était inévitable que le fleuve constituât un pôle d'attraction pour les centres commerciaux des deux cités. Le franchissement du Tigre constituait un problème qui fut résolu, dans les deux cas, par la construction d'un pont de bateaux. Par ailleurs, Baghdâd et Mossoul avaient été, au Moyen Âge, des villes puissantes, dotées d'enceintes très vastes, qui n'étaient que partiellement occupées à l'époque ottomane. La croissance de ces deux villes se déroula donc à l'intérieur de murs que la persistance des menaces extérieures (persanes) obligea à consolider.

Si, à Baghdâd, la citadelle [N 11], placée à proximité du rempart (derrière Bâb al-Mu'azzam) [P 10], attira quelques marchés et quelques *khân* aux alentours du Maydân [N 12], l'essentiel des activités économiques restèrent groupées dans une zone située au centre de la ville, au point de jonction des axes conduisant vers les principales portes, le long du Tigre, à proximité immédiate du pont qui traversait le fleuve et mettait Rasâfa (sur la rive orientale) en communication avec le faubourg de Karkh (à l'ouest du Tigre). La disposition de la ville en grandes zones à partir de ce centre paraît avoir eu un caractère classique, la ville s'adossant au fleuve de l'autre côté duquel se trouvait Karkh.

Mossoul avait été le théâtre d'un événement urbain qui n'a d'équivalent dans aucune autre grande ville. A l'époque mongole, la ville officielle occupait un emplacement très proche de la mosquée al-Nûriyya (1170-1172), bâtie dans une position exactement centrale [N-O 12] : le Hisn (« forteresse ») était situé en O 14, et il est vraisemblable que beaucoup de souqs se trouvaient tout près de là. Après la conquête ottomane, le centre économique de la ville s'installa dans un secteur triangulaire situé à l'est, à proximité immédiate du Tigre. On peut supposer que la ruine presque totale de la ville, au XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècle, permit un transfert qui était lié à la construction de la Citadelle (Iç Qal'a), en K-L 20, et à

la proximité du passage sur le Tigre (sur lequel un pont fut édifié au XVIII<sup>e</sup> siècle). Ce transfert fut sans doute réalisé dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle : passant par la ville, en 1644, Tavernier notait qu'elle était « *presque toute ruinée* » et ne contenait que « *de petits bazars borgnes* » et « *deux méchants caravanseras* », et il dressait sa tente sur le Maydân, « *grande place du marché* », dans une région qui, au siècle suivant, était débordante d'activité, et où se concentraient la plupart des 35 *khân* de la ville<sup>40</sup>. Ce déplacement du quartier « central », et son total décentrement, constituent des phénomènes exceptionnels qui s'expliquent par la combinaison de facteurs naturels (présence du Tigre), politiques (construction de la Citadelle) et économiques (attraction de la route commerciale qui franchissait le fleuve).

### Ordre et désordre urbains

#### L'anarchie urbaine

Envisagée au niveau de l'ensemble urbain, la structure des villes apparaît donc comme ordonnée et cohérente, quand bien même l'évolution de chacune d'elles présente des caractères particuliers dont l'origine peut être trouvée dans la nature du site, dans l'action des hommes, dans des facteurs économiques.

Dans le détail, ce sont cependant les traits d'anarchie urbaine qui frappent : ils ont été abondamment commentés par les contemporains et par les auteurs modernes<sup>41</sup>. Non conçues pour la circulation de véhicules (dans des villes où les charrettes n'existaient pas), mais pour le passage d'animaux de bât, les rues sont généralement étroites : lorsque Muhammad 'Alî envisagera de faire percer la rue « Neuve » (*sikka Gadida*) vers le Mûskî, il demandera leur avis aux 'ulamâ sur la largeur à lui donner, et ils répondront qu'elle devra être assez large pour permettre à deux chameaux de se croiser<sup>42</sup>. Leur largeur

est encore réduite par les empiètements des riverains, banquettes construites devant les boutiques, balcons fermés en saillie à l'étage. Elles ont un tracé tortueux : Torres Balbás note qu'une ruelle de Malaga s'appelait « rue des douze détours », et une autre des « sept détours » ; à Fès, au nord de la mosquée Qarawiyyîn, et à Alger, dans la ville haute, on trouve de même des rues « *seba Louayat* » (« des sept coudes »). Beaucoup se terminent en impasses, les fermetures de rues étant souvent le résultat de la négligence, ou bien d'empiètements volontaires des riverains. L'entretien même de ces rues laisse fortement à désirer, ce qui est une cause de difficultés supplémentaires lorsque les immondices s'accumulent ou lorsque des maisons, trop longtemps négligées, finissent par s'effondrer<sup>43</sup>.

Ce n'est pas que ces problèmes ne préoccupaient pas les habitants (qui supportaient les conséquences de ces errements), ou les autorités (qui devaient faire face aux plaintes qu'ils provoquaient). A divers niveaux, des mesures étaient prises lorsque la situation devenait trop intolérable. Nettoyage des rues et des immeubles : en 1759, à l'occasion d'une fête annoncée par la Porte, les autorités de Damas ordonnent la décoration de la ville. « *Les gens blanchirent les murs des maisons ; les portes des khans, les boutiques et les canalisations furent repeintes, si bien que Damas devint semblable à une mariée maquillée* »<sup>44</sup>. Contrôle de la sécurité dans les rues : en 1822, un mur s'écroule à Tunis sur deux femmes qui passaient ; le bey charge les *amin* de la construction de faire une tournée et de marquer les murs qui menacent ruine, pour établir éventuellement la responsabilité des propriétaires<sup>45</sup>. En 1757, le représentant du pacha de Damas ordonne de restaurer les maisons vieilles de plus de 20 ou 30 ans<sup>46</sup>. A Damas encore, plusieurs pachas font paver les rues (en 1638, 1674)<sup>47</sup>. Muhammad, Pacha du Caire, ordonne de faire élargir certaines voies en supprimant les toits et les boutiques qui gênent la circulation<sup>48</sup>. Les gouvernants se préoccupèrent souvent de faire disparaître les banquettes des boutiques qui obstruent les

souqs : tels 'Ali Agha au Caire, en 1703; ou Hammûda Pacha à Tunis, en 1800<sup>49</sup>. A Alep, sous les Ottomans, note J. Sauvaget, « on assiste à une résurrection de l'autorité municipale... Elle eut pour effet de transformer l'aspect de la rue par l'introduction de règlements de voirie : chaque artère fut obligatoirement pavée, nettoyée et éclairée aux frais des quartiers riverains. D'une exécution sommaire dans les faubourgs, le revêtement de la chaussée prit, dans la vieille ville... et dans le quartier chrétien, l'aspect d'un dallage de grands blocs jointifs, taillés, polis et assemblés avec soin »<sup>50</sup>, avec un caniveau central pour assurer l'évacuation des eaux de pluie.

Les villes furent peut-être moins dépourvues de préposés spécialisés dans ce domaine qu'on ne l'a cru généralement, essentiellement par ignorance du fonctionnement exact de l'administration. Outre les autorités politiques (pachas, aghas), administratives (*wâli*, *muhtasib*, *mizwâr*), judiciaires (cadi), dont l'intervention a déjà été signalée, nous constatons l'existence de préposés dont l'activité est mal connue. L'administration ottomane comportait un *mi'mâr bâshî* qui devait donner son accord pour les constructions privées, supervisait l'édification des bâtiments publics ou religieux, et dont les subordonnés étaient chargés de signaler les constructions qui menaçaient ruine. Celui du Caire était chargé de surveiller les constructions publiques et privées, et les corporations de constructeurs, de maçons et d'architectes dépendaient de lui. A Damas et à Alep, les *mi'mâr bâshî* paraissent s'être surtout occupés du contrôle des bâtiments officiels, mais ils servaient aussi de conseillers aux juges dans les affaires qui concernaient les immeubles<sup>51</sup>. Le *shaykh al-balad* d'Alger avait, semble-t-il, dans ses attributions la propreté et l'entretien des édifices urbains<sup>52</sup>. Mais il est vrai également que la plupart des interventions que l'on peut relever, et en particulier celles des cadis, visaient à redresser des abus, suivant les principes d'un urbanisme qui était surtout correctif : voir les décisions prises concernant les problèmes posés par la hauteur des immeubles, la solidité des constructions, les empiètements sur le domaine

public. La tendance générale des juges à tolérer le fait accompli s'il n'y avait pas de dommage pour autrui, à reconnaître la force du précédent, à être plus motivés par la défense de l'intérêt individuel que par la protection de l'intérêt public (ce qui les amenait à fermer les yeux sur les empiètements qui ne créaient pas de gêne pour d'autres individus), était évidemment de nature à favoriser une certaine anarchie urbaine. Tout à fait caractéristique de ce point de vue est la notion de *finâ*, espace contigu à un immeuble, sur lequel les juristes reconnaissaient certains droits (mal définis) aux propriétaires, ce qui ouvrait la porte à toutes les usurpations aux dépens de la voie publique au niveau du sol ou en hauteur, et pouvait avoir pour conséquence la fermeture de la voie<sup>53</sup>. Ali Al-Hathloul cite le cas d'un groupe d'habitants de Médine qui attaquèrent leur voisin devant le cadi, en 1852, pour avoir fermé leur ruelle par une extension de sa maison, et qui furent apparemment déboutés, le juge (hanéfite) estimant qu'il y avait prescription puisque la clôture avait eu lieu plus de quinze ans auparavant<sup>54</sup> !

### Exemples de micro-urbanisme

Les plans des grandes villes arabes nous fournissent des exemples de zones dans lesquelles la régularité du tracé de la voirie et de la forme et de la dimension des parcelles paraît résulter d'opérations de lotissement relativement organisées qu'il est parfois possible de dater de la période ottomane, grâce aux monuments qui sont insérés dans ces fragments de tissu urbain.

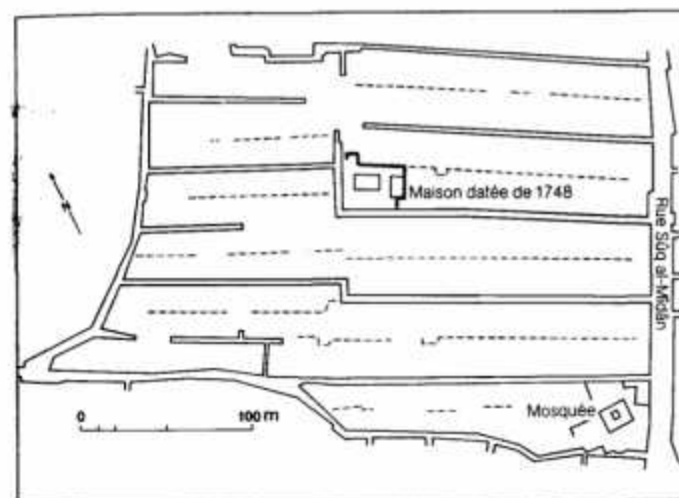
Le Caire en offre plusieurs exemples, situés dans la partie occidentale de la ville (à l'ouest du Khalig), dans une région dont nous supposons qu'elle fut urbanisée à l'époque ottomane (vraisemblablement aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles). Mentionnons comme particulièrement caractéristique la zone des deux quartiers de Darb Mustafâ Bey (vers 54 G 9) et de Darb Mustafâ Fawqânî (« supérieur ») dont l'ensemble couvrait environ quatre hectares. Nous supposons que cette région fit

l'objet d'une opération de lotissement dont le plan de la *Description* nous permet de reconstituer les données pour la série d'impasses parallèles, de direction nord-sud (tracé en dents de peigne), qui vont rejoindre la rue principale du quartier (darb Mustafâ) [G 9]; les impasses, larges d'environ cinq mètres, séparent des îlots de 25 mètres de large, dans lesquelles étaient sans doute construites des maisons adossées dont la surface, sur des parcelles carrées, aurait été d'environ 100 mètres carrés<sup>35</sup>. Dans plusieurs quartiers chrétiens de la partie ouest de la ville (en Q 12 et en X 9 notamment) des structures régulières semblables apparaissent sur le plan de la *Description*.

Nous trouvons un tracé tout à fait comparable à Damas, dans la région du Midân où, sur une surface d'environ trois hectares, une série de rues parallèles, larges de 4 à 5 mètres, donnant sur les deux rues extérieures, délimitent des îlots de 40 mètres (partie est) et de 30 mètres (partie ouest) de large, dans lesquels ont été construites des maisons dont la superficie était sans doute voisine de 400 et 200 mètres carrés. Dans ce cas, la présence d'une maison datée de 1161/1748 dans une des parcelles permet de dater le lotissement d'avant le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>.

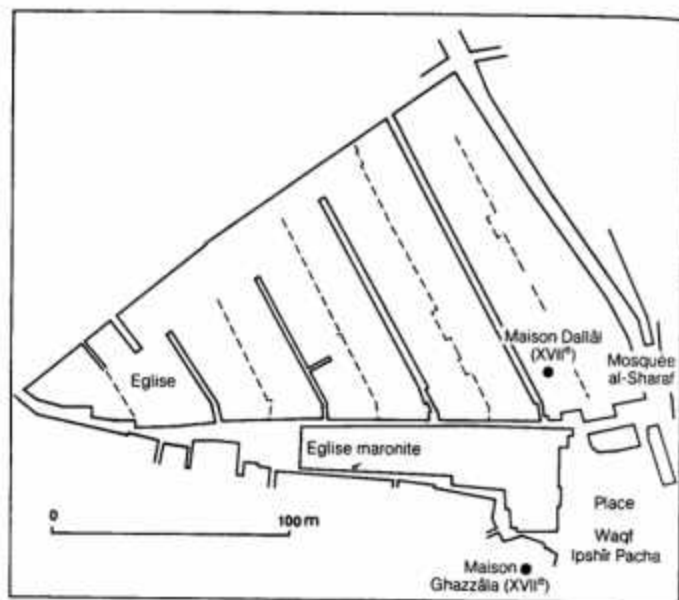
Mais ces tracés réguliers sont particulièrement fréquents à Alep, dans le faubourg nord dont le développement fut rapide à l'époque ottomane, et où l'analyse faite par Jean-Claude David permet d'identifier des zones à tracés réguliers non géométriques et des zones de lotissement à organisation géométrique<sup>37</sup>. On peut supposer qu'à l'époque mamelouke l'urbanisation avait commencé le long des grandes rues qui partent en éventail de Bâb al-Nasr. A l'époque ottomane (fin XVI<sup>e</sup>-début XVII<sup>e</sup>), les espaces interstitiels furent occupés par des lotissements à voirie relativement régulière, mais où le tracé des parcelles n'est pas géométrique. Sur la périphérie du faubourg, par contre, on repère des zones où le lotissement est strictement géométrique. La plus caractéristique est celle de Judayda [F 12] : dans ce secteur de forme triangulaire,

d'une superficie d'environ deux hectares, le terrain est divisé en quatre bandes régulières par des rues parallèles, de direction sud-est nord-ouest, distantes d'environ 40 mètres. On peut supposer qu'une opération de lotissement a découpé ici des îlots d'environ 400 mètres carrés dont la régularité a été ensuite



12. Lotissement dans le quartier du Midân à Damas (d'après la carte au 500<sup>e</sup>, XXXIV - 1).

altérée par des regroupements, des divisions de parcelles. Une même grille, fondée sur un écartement des rues de quarante mètres, apparaît dans les quartiers de Qârliq [G 29] et de Qastal Haramî [C 17]. Nous savons par l'historien alépin Ghazzi que le quartier de Zuqâq al-Arba'in [D 14] fut créé par le sultan Salim I<sup>er</sup> pour permettre l'installation de quarante



13. Lotissement dans le quartier de Judayda à Alep (d'après le plan au 2000<sup>e</sup>, feuille 5).

familles chrétiennes. Un bel échantillonnage de maisons des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles subsiste dans le quartier de Judayda, la plus ancienne (maison Wakil) remontant à 1601. On trouve bien ici les traces d'opérations immobilières concertées, lancées dans les deux premiers siècles de la domination ottomane. Dans le cas de Judayda, l'effort de développement se poursuivit au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle avec le *waqf* d'Ipsihir Pacha, sur lequel je reviendrai plus loin.

Sur les modalités techniques de telles opérations, nous n'en savons en général guère plus que ce que peut nous apprendre une étude des tracés de la voirie et du parcellaire anciens tels qu'ils apparaissent sur les plans cadastraux. L'exemple d'Alep montre cependant qu'une telle étude, combinée avec une

recherche archéologique, est susceptible de faire avancer considérablement notre connaissance de l'urbanisme moderne dans les villes arabes. En ce qui concerne les responsables de tels lotissements, notre information est le plus souvent inexistante. L'intervention d'autorités politiques, au niveau le plus élevé, a été mise en évidence à Alep : dans ce cas, le gouvernement impérial avait évidemment pour but de favoriser le développement des activités commerciales, les tracés géométriques planifiés paraissant correspondre « à une politique d'implantation plus ou moins autoritaire de populations nouvelles pour renforcer le poids économique de la ville<sup>36</sup> ». Ce cas est sans doute assez exceptionnel, et on peut supposer que, le plus souvent, le développement de tels lotissements était le résultat d'initiatives individuelles ayant le caractère soit d'une spéculation (construction de maisons à vendre ou à louer), soit d'une entreprise menée dans le cadre d'une fondation religieuse, et destinée à des œuvres pieuses ou charitables. Un dépouillement systématique des documents de *waqf/habous*, combiné avec une recherche archéologique sur le terrain, permettrait certainement de préciser les conditions exactes de certaines de ces opérations. On se bornera, pour l'instant, à constater que les traces d'un urbanisme organisé sont suffisamment nombreuses dans plusieurs des villes arabes à l'époque ottomane pour qu'une remise en question du schéma traditionnel sur « l'anarchie urbaine » soit justifiée. Dans une phase d'expansion urbaine qui paraît avoir affecté la plupart des grandes villes, le développement s'est souvent opéré dans le cadre d'opérations relativement limitées en surface (2 à 4 hectares dans les cas étudiés précédemment), mais indiscutablement organisées.

#### Grand urbanisme : le rôle des waqf

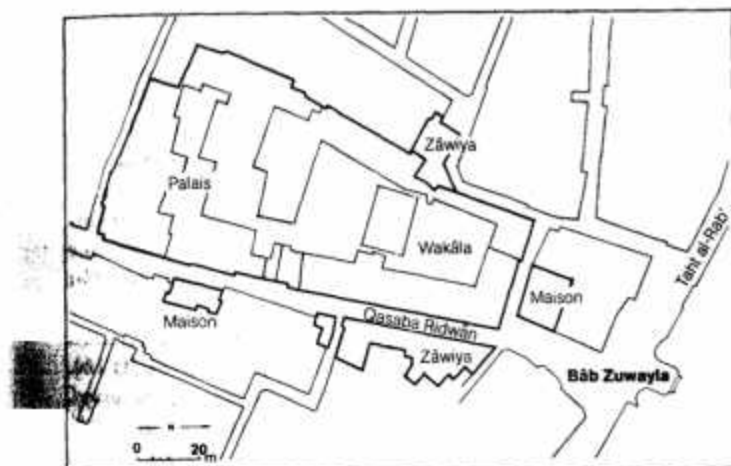
Dans cette organisation de l'expansion urbaine, un rôle important paraît avoir été joué par une institution spécifiquement musulmane : le *waqf*. Les principes généraux du *waqf*



(appelé « *habous* » en Afrique du Nord) sont bien connus : intention pieuse manifestée en faveur d'une œuvre religieuse ou charitable, sous la forme de la constitution, perpétuelle et inaliénable, d'un fonds dont les revenus sont affectés à l'œuvre destinataire, soit en totalité et immédiatement (*waqf khairi*, de « bienfaisance »), soit partiellement, la totalité de la fondation ne devant revenir à l'œuvre qu'à l'extinction de la série des bénéficiaires désignés par le fondateur (*waqf ahli*, « de famille »). On sait également que le *waqf* fut largement utilisé à l'époque ottomane, pour des raisons variées, en dehors des intentions pieuses et charitables des donateurs, essentiellement parce qu'il donnait la possibilité de tourner les dispositions, très contraignantes, de la loi religieuse en matière successorale, de maintenir l'indivision du fonds, de le garantir contre les spoliations ou les exactions. Le *waqf* représentait donc une proportion considérable de la propriété foncière et immobilière : on estimait qu'en Égypte, en 1920, le huitième de la surface cultivée et 18 500 immeubles dans les villes appartenaient aux *waqf*<sup>50</sup>. A Alger, avant 1830, parmi les biens constitués en *habous* en faveur des Deux Villes Saintes (La Mekke et Médine) figuraient notamment 840 maisons, 258 boutiques, 3 *hammâm*, 11 fours, etc.<sup>50</sup>. Pour assurer des revenus suffisants à la fondation (entretien d'un monument, œuvre religieuse ou charitable), le fondateur (*waqif*) constituait souvent en *waqf* des édifices à intérêt économique, boutiques, caravansérails, maisons, immeubles, bains publics, dont la location devait fournir les fonds nécessaires. Comme pour des raisons de commodité de gestion, et de prestige, ces immeubles étaient souvent achetés, ou construits, dans un secteur limité de la ville, à proximité de l'édifice religieux qu'il s'agissait d'entretenir, un grand *waqf* urbain devenait presque inévitablement une opération d'urbanisme pouvant intéresser un quartier entier et aboutir à son remodelage complet. C'est ce qui arriva, en particulier dans le cas de plusieurs grandes opérations de *waqf* à Alep et au Caire, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

En ce qui concerne le Caire, nous devons passer rapidement

sur les opérations d'Iskandar Pacha (gouverneur de l'Égypte entre 1555 et 1558) parce que la région où elles se développèrent, aux alentours de Bâb al-Kharq [M 9], fut si totalement transformée au XIX<sup>e</sup> siècle que toute trace des constructions d'Iskandar a disparu : elles comprenaient, outre une grande mosquée, une *takiyya* (couvent), un *sabil* (fontaine publique), des boutiques, des constructions diverses (maisons, immeubles de rapport), un ensemble si important que l'on doit supposer



14. Waqf de Ridwân Bey au Caire.

que toute cette région, qui était alors en pleine expansion, fut profondément remodelée. Nous connaissons par contre, avec beaucoup de précision, l'opération lancée, dans une région très voisine, par Ridwân Bey, entre 1629 et 1647, car les constructions mentionnées dans les documents de *waqf* sont encore visibles au sud de Bâb Zuwayla [M 6]. Ces constructions comprennent, autour d'un palais dont des restes majestueux

subsistent, un grand souq, en partie couvert (Qasaba Ridwân) [N 6], un immeuble à usage locatif, un caravansérail, deux *zâwiya*, un *sabil* (fig. 14). La réalisation de cet ensemble architectural, un des plus imposants du Caire ancien, eut pour résultat le réaménagement du quartier et de sa voirie sur une longueur de près de 150 mètres. Dans ce cas encore, l'opération de *waqf* de Ridwân Bey s'inséra dans le développement de l'ensemble de cette région, commencé vers 1550 et dont un des épisodes marquants fut le transfert des anciennes tanneries. Les activités d'Ibrâhîm Agha, officier des Janissaires (entre 1632 et 1657), poursuivies dans le quartier de Tabbâna [OP 5], également dans le cadre d'une série de *waqf*, donnèrent vraisemblablement lieu à un réaménagement de la zone située de part et d'autre de la mosquée Aqsunqur, que l'émir restaura<sup>41</sup>.

La série d'opérations réalisées à Alep, dans la région située au sud de la ligne des grands souqs, est un exemple plus démonstratif encore, puisqu'il y eut ici quatre opérations successives qui se juxtaposèrent les unes aux autres, sur une surface totale d'une dizaine d'hectares et qui eurent pour effet de doubler l'étendue de la Madîna en moins d'un demi-siècle (voir la fig. 9). Sur la première opération, réalisée par Khusrû Pacha autour de la mosquée qu'il fit construire en 1544 [Q 16], nous ne savons guère que ce qu'en dit le document de *waqf*, la structure du quartier ayant été profondément modifiée au XIX<sup>e</sup> siècle : elle s'étendait apparemment sur une très vaste région (quatre ou cinq hectares) et comprenait des édifices économiques (*qaysariyya*, *khân*) et de nombreuses boutiques. Les trois opérations suivantes nous sont, par contre, bien connues, car les monuments qu'elles concernèrent sont toujours visibles : *waqf* de Muhammad Pacha Dûqakîn Zâda, constitué autour de la mosquée al-'Adiliyya (construite en 1555) [Q 14], et comprenant quatre souqs (de 157 boutiques), trois grands *khân*, dont le *khân* al-'Ulabiyya (qui, avec ses 5 550 mètres carrés, est un des plus vastes d'Alep), un ensemble de trois hectares; *waqf* de Muhammad Pacha, qui ne compte

pas moins de 937 locaux à usage commercial et industriel à Alep, dont, dans la zone qui nous intéresse, le *khân* al-Gumruk (de la Douane) [P 12], un bâtiment exceptionnel par ses dimensions (0,6 hectare, 129 locaux) et par la qualité de sa construction et de sa décoration, et deux beaux souqs, soit au total 344 boutiques et une surface d'un hectare; enfin, en 1583, tout à fait à l'ouest, le *waqf* de Bahrâm Pacha, comprenant une mosquée [P 11], deux souqs et une *qaysariyya*. Ces quatre opérations successives, menées à bien entre 1544 et 1583, sont remarquables par l'unité de leur conception (dans presque tous les cas un monument religieux qui sert de noyau aux constructions du *waqf*), par l'ampleur et l'harmonie de leur réalisation architecturale, par la rigueur de leur organisation topographique, à l'intérieur de modules de 120 mètres sur 45, qui puisaient évidemment leur origine dans la grille urbaine antique, enfin par la régularité de leur implantation, chaque *waqf* se développant à l'ouest du précédent, comme si une conception d'ensemble avait présidé à leur développement<sup>42</sup>.

Isolé dans sa conception, mais non moins intéressant, est le grand *waqf* qu'Ipshîr Pacha réalisa à l'intérieur du faubourg nord, en marge du quartier chrétien de Judayda dont nous avons eu déjà l'occasion de noter le spectaculaire développement aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Sur un espace dégagé de 0,6 hectare, précédemment occupé par une *'arsa* (marché aux grains), Ipshîr Pacha construisit, vers 1653-1654, une petite mosquée, un *khân*, trois *qaysariyya*, une teinturerie (*masbâgha*), un café (aux aménagements très luxueux), un *sabil* et des boutiques<sup>43</sup>. D'un point de vue urbain, la réalisation de cet ensemble intégré eut pour effet de régulariser le développement de cette partie du faubourg nord, en dotant les zones résidentielles qui s'étaient constituées sur les franges extérieures du faubourg du pôle d'activité économique qui leur manquait.

Tout n'est pas clair dans la manière dont ces grandes opérations furent conçues et réalisées. On comprend bien que les *waqf* fournissaient un cadre juridique commode pour la

réalisation d'opérations immobilières de grande envergure, la structure éprouvée du *waqf* palliant les lacunes du droit musulman dans le domaine de l'urbanisme et permettant la réalisation d'opérations intégrées. Mais nous ignorons comment ces opérations qui affectaient des quartiers entiers purent s'insérer dans le développement général des villes. Bien que le cas de la Madîna d'Alep puisse suggérer le contraire, nous serions portés à penser que ces grandes opérations se déroulèrent sans qu'il y ait eu une décision globale au niveau de la ville. Mais il n'en est pas moins évident que les grands *waqf* contribuèrent puissamment à modeler l'espace urbain et à donner quelque cohérence aux flux urbains dans lesquels s'exprimait l'expansion des villes.

### Conclusions

Au total, notre impression que l'ordre urbain « à grande échelle » que nous constatons se maintint en quelque sorte spontanément, grâce au jeu de facteurs « naturels » d'équilibre qui assuraient la cohérence d'un développement fondé sur des initiatives individuelles prises à des niveaux très divers (du lotissement, affectant un quartier, à l'opération de *waqf* à caractère urbanistique) n'est peut-être que le résultat de notre ignorance des conditions précises dans lesquelles étaient gérées les villes.

En fait, de grandes décisions d'urbanisme furent prises : l'une des plus significatives fut celle de déplacer les tanneries dans les villes où le développement urbain interdisait de conserver la localisation ancienne et imposait un transfert dans une position plus excentrique. Si les sources dont nous disposons sont muettes sur l'origine de cette décision pour ce qui concerne Alep (vers 1570) et le Caire (vers 1600), nous savons qu'à Tunis (vers 1770) c'est du bey lui-même que vint l'initiative. Il est d'autant moins aventureux de suggérer qu'un pacha, ou même le gouvernement sultanien, purent prendre cette responsabilité à Alep ou au Caire, que nous

avons des indications sur le rôle que ces autorités jouèrent, dans d'autres circonstances, dans le domaine urbanistique<sup>44</sup>.

C'est sans doute la combinaison de ce contrôle exercé d'en haut sur les villes, avec l'activité au jour le jour d'autorités locales (en particulier des cadis) et de groupes populaires, et avec les initiatives prises par les individus qui permit aux villes de conserver leur cohérence interne et de maîtriser les effets d'un développement qui, s'il avait été le résultat d'une évolution totalement spontanée, aurait dû conduire, en effet, à une véritable anarchie urbaine, c'est-à-dire à une paralysie progressive des villes.

## Chapitre 5

### Les activités économiques

Les activités économiques ont joué un rôle essentiel dans l'organisation des grandes villes arabes. Cette prépondérance, qui a eu des effets déterminants sur la structure urbaine, apparaît naturellement avec une netteté particulière dans le cas des métropoles que leur situation géographique plaçait sur les principaux axes commerciaux du temps, le Caire et Alep par exemple.

Dans l'ensemble, c'est une relative stagnation qui caractérise le monde arabe dans ce domaine à l'époque que nous étudions. Les activités industrielles innoveront peu, et, dans un certain nombre de secteurs, la qualité de la production recule : la comparaison des objets de luxe de l'époque mamelouke et de l'époque ottomane indique indiscutablement un déclin dans l'originalité de l'inspiration des artistes et dans la finesse de l'exécution ; dans des centres jadis réputés comme le Caire, Damas ou Mossoul, la production devient plus banale. Il est cependant exagéré de parler d'une décadence totale : l'ankylose fut sans doute progressive et certaines productions de l'époque ottomane ne manquent pas d'intérêt, non seulement dans le domaine de la céramique (où des réussites ottomanes

étaient déjà reconnues), mais aussi dans celui du métal, où une réévaluation est en cours<sup>1</sup>.

En dépit de progrès réalisés sur le plan quantitatif, l'activité commerciale paraît assez routinière et les grands négociants arabes, pourtant maîtres d'un domaine commercial très vaste et de quelques produits essentiels, paraissent incapables de tirer de ce contrôle les avantages commerciaux qui auraient dû normalement en découler : les puissants négociants en café (*tuggâr*) cairotes répugnaient à dépasser la hauteur de Jeddah dans la Mer Rouge, pourtant à peu près fermée à la navigation des Européens ; en Méditerranée, les marines occidentales avaient imposé leur quasi-monopole et, par exemple, les marchands indigènes d'Alexandrie recouraient largement à l'affrètement des caravaneurs marseillais pour les besoins de leur commerce avec les autres provinces de l'Empire<sup>2</sup>.

Bien des raisons expliquent cette stagnation. Une disposition générale à se contenter d'un profit raisonnable et à refuser la compétition la plus extrême, probablement renforcée par l'habitude de vivre dans des communautés fermées (corporations de métiers), à l'intérieur d'un cadre géographique resserré (le souq). Un manque d'ouverture aux innovations techniques et une tendance au repliement sur un univers jugé, par habitude, supérieur à un monde extérieur qui était volontairement ignoré : « Protégés par la puissance militaire de l'Empire ottoman, barrière toujours redoutable, même à son déclin, les peuples de l'Islam continuèrent jusqu'à l'aube des Temps modernes à se complaire... dans la conviction que leur civilisation était de loin, et à jamais, supérieure à toutes les autres »<sup>3</sup>. On s'explique ainsi que les Arabes aient négligé des innovations techniques qui se trouvaient, pour ainsi dire, à portée de leur main : telle l'imprimerie qui fut introduite dans certaines régions par les Chrétiens, à Alep, par exemple, dès 1702, sans que cependant on y prête le moindre intérêt avant le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Toutes les nouveautés n'étaient pourtant pas rejetées. La rapide diffusion de produits nouveaux, qui amena une

véritable révolution dans les manières de vivre, le montre assez. Le café, introduit en Égypte dans les dix premières années du XVI<sup>e</sup> siècle, s'imposa, malgré les réticences des autorités religieuses les plus rigoristes qui ne désarmèrent que très tard : vers 1650, Evliya Chelebi comptait 643 cafés au Caire, et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la *Description de l'Égypte* évalua leur nombre à 1 200. Avec ce lieu nouveau de convivialité, c'était toute une nouvelle conception des rapports sociaux qui apparaissait et, probablement, à longue échéance, une nouvelle organisation de la vie collective, jusque-là surtout fondée sur les relations que permettaient la mosquée ou le bain public. Tout aussi remarquable fut le succès du tabac qui n'apparut que tardivement mais qui se répandit avec une telle rapidité qu'il devint très vite une activité importante : en 1801, il occupait sept corporations de marchands de tabac à priser, marchands de tabac à priser en feuilles, vendeurs de tabac à fumer en détail, vendeurs de tabac à fumer et à priser, au Caire, à Bûlâq, à Giza et au Vieux Caire, plus cinq corporations pour la fabrication et la vente des pipes (perceurs du bois des pipes, marchands de têtes de pipes, faiseurs de fil pour nettoyer les pipes, nettoyeurs de pipes). Ce foisonnement de métiers témoigne éloquentement d'une certaine plasticité dans les goûts et des possibilités d'adaptation d'une organisation professionnelle que l'on a coutume de décrire comme plutôt sclérosée. Mais il est vrai que, au total, le monde arabe vivait « au ralenti », comme le Maghreb que décrit L. Valensi<sup>4</sup>.

Le second caractère marquant de cette organisation économique est la faiblesse des activités artisanales par rapport aux activités commerciales. La raison principale en était sans doute le faible niveau technique, la faible productivité, et la faible rentabilité de la production. Au contraire, les pays arabes bénéficiaient d'une sorte de rente de position, du fait de leur situation sur les routes les plus fréquentées et les plus directes vers l'Afrique et vers l'Asie. Malgré le détournement de courants commerciaux qu'avaient provoqué les grandes

découvertes, les itinéraires continentaux gardèrent leur importance, d'autant plus que, aux produits traditionnels (épices et tissus orientaux), dont le contrôle avait été pris, en partie par les Occidentaux, s'ajouta un produit nouveau, le café, qui constitua une des bases de la prospérité commerciale de l'Égypte. Cette supériorité des activités commerciales était un phénomène traditionnel qui se renforça plutôt pendant la période ottomane, en raison de la stagnation de l'artisanat et de l'essor que la pénétration commerciale européenne donna au commerce local qui l'approvisionnait. Elle trouva son expression géographique dans la centralité du grand commerce dans les villes arabes.

Des phénomènes de rupture apparurent dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans cette économie, sous l'effet de la pénétration commerciale européenne qui détourna les courants traditionnels, ou apporta des produits qui vinrent concurrencer ceux que l'on produisait localement. Tout à fait caractéristique, de ce point de vue, fut l'affaiblissement marqué du grand commerce égyptien du café, qui avait servi de « moteur » à l'économie égyptienne durant à peu près un siècle, en raison de la concurrence que lui faisait, sur les marchés européens, puis sur les marchés orientaux, et même sur le marché égyptien, le café qui était désormais produit dans les îles, sous contrôle européen. A partir de 1740, le café des Antilles, de qualité inférieure, mais notablement moins cher, était largement consommé dans les classes pauvres. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le groupe des grands *tuggâr* du Caire avait perdu une partie de sa puissance matérielle<sup>5</sup>. A Alep, le progrès de l'Europe, face à un monde musulman frappé de sclérose, eut pour conséquence un changement dans le rapport des forces : « Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, note J. Sauvaget, le Levant n'est plus guère [pour l'Europe] qu'une sorte de colonie d'exploitation : une source de matières premières et un débouché pour les produits de son industrie... Devant l'afflux des 'manufactures' occidentales, les artisans orientaux sont condamnés à abandonner leurs procédés traditionnels, maintenant largement surclassés...



Ils ne sont plus que de simples revendeurs de marchandises d'importation ». Ce changement s'accompagna d'un développement du rôle des communautés minoritaires (Juifs, Chrétiens locaux) qui jouaient le rôle de courtiers du commerce européen et lui facilitaient l'entrée sur le marché local, où elles étaient elles-mêmes de plus en plus actives<sup>6</sup>. En Afrique du Nord, le grand négoce était le « cheval de Troie » d'une Europe plus avancée économiquement : « La modification des circuits commerciaux levantins et la concurrence des industries européennes » allaient mettre en difficulté les activités urbaines au Maghreb et préparer le chemin à la subordination politique du Maghreb<sup>7</sup>. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces changements ne faisaient que s'annoncer. La véritable crise ne devait commencer, partout, qu'au siècle suivant.

#### Les zones économiques centrales

##### Points centraux

Les zones économiques centrales s'organisaient, on l'a vu, conformément à une hiérarchie spatiale dans laquelle les impératifs économiques jouaient un rôle prédominant : les activités étaient localisées à partir du centre suivant un ordre reflétant approximativement leur importance relative, les métiers les plus considérés étant situés le plus près du centre (avec une valorisation éventuelle de professions nobles)<sup>8</sup>.

La Grande Mosquée jouait le rôle de centre visible, ainsi qu'on l'a souvent remarqué, et c'est en général près d'elle que s'établissaient des activités fondamentales comme le marché des orfèvres (*sûq al-Sâgha*) — qui était aussi le lieu du change des monnaies, et avait donc une importance décisive dans le grand commerce — et comme le commerce des tissus importés (d'Orient ou d'Europe)<sup>9</sup>. C'est bien la situation que l'on trouvait à Alep, à Damas et à Alger, où le *Sâgha* était accolé

à la Mosquée principale. Mais ailleurs, le *Sâgha*, point central des souqs, était moins directement lié à la Mosquée : c'était le cas à Baghdâd, à Tunis, et surtout au Caire, où le *Sâgha* faisait face au Khân al-Khalilî. A Mossoul, le déplacement du quartier des souqs avait dissocié de la Grande Mosquée le *sâgha*, qui occupait le sommet du triangle dans lequel se répartissaient les marchés.

Le deuxième point central était traditionnellement constitué par la *qaysariyya*, construction fermée par des portes où étaient vendues les marchandises les plus précieuses (en particulier les étoffes). La « *Kisariya* » de Fès en est l'exemple le plus caractéristique : dans cet ensemble de rues parallèles se coupant à angle droit, dont toutes les issues étaient munies de portes fermées la nuit, étaient rassemblés, à l'abri du sanctuaire de Moulay Idris, les négoces les plus estimés (bijoutiers, parfumeurs, marchands de cierges, commerçants d'étoffes imprimées. « *Ce marché*, écrivait Léon l'Africain, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, est une espèce de petite ville entourée de murs qui présentent douze portes sur le pourtour... Le marché est divisé en quinze parties<sup>10</sup> ». Plusieurs de ses caractéristiques nous font supposer que l'ensemble de caravansérails et de souqs appelé au Caire Khân al-Khalilî, dont une partie fut construite dans les dernières années de la période mamelouke, sous le sultan al-Ghûri (deux des portes du Khân sont datées de 1511), constituait également une *qaysariyya* : par exemple le rôle qu'il jouait dans le grand commerce, et en particulier dans celui des tissus et des épices, mais aussi sa structure, et en particulier son relatif isolement (le plan de la *Description* n'indique que deux voies d'accès). On trouvait également dans le centre du quartier des souqs de Baghdâd une *qaysariyya* dont le nom s'est conservé jusqu'à notre époque avec le Khân al-Qaysariyya, en face duquel on trouvait le *Sûq al-Qaysariyya* (aujourd'hui *sûq al-Hiyyas*)<sup>11</sup>.

Les autorités sultaniennes manifestèrent un grand intérêt pour la création de telles structures, où se concentrait le

commerce international : ce sont les *bedestan* (corruption de *bazzistan*, endroit où l'on vend des étoffes, *bazz*). Istanbul en comptait deux, le premier datant du milieu du *xv<sup>e</sup>* siècle et couvert de quinze dômes, le second construit au *xvi<sup>e</sup>* siècle (avec vingt dômes), pour compléter le premier, devenu insuffisamment vaste, et spécialisé dans la vente de la soie. La plupart des centres de l'Empire en avaient un<sup>12</sup>. L'existence de *bedestan* est attestée dans beaucoup de capitales arabes. Dans certains cas, il ne s'agit peut-être que de *qaysariyya*, ensuite appelées *bedestan* pour rappeler les édifices que l'on construisait dans les grandes villes turques. Au Caire, le Khân al-Khalîlî fut souvent qualifié de ce nom (dans sa version arabe : *bâzastân*), non d'ailleurs sans raisons, puisqu'il avait été construit pour les commerçants tures (dont il fut le centre principal d'activité jusqu'au *xix<sup>e</sup>* siècle) et que ses créateurs purent donc s'inspirer des *bedestan* qui existaient alors en Anatolie et à Istanbul. Le « *bâlestân* » d'Alep, situé à proximité immédiate de la Grande Mosquée, n'était peut-être, sous un autre nom, que l'ancienne *qaysariyya*<sup>13</sup>. Mais nous savons que plusieurs *bedestan* furent effectivement construits sous les Ottomans. Il semble bien que le « *badastân* » d'Alger fut édifié, au cœur de la région des souqs, un peu avant 1583 : c'est là que l'on vendait les esclaves et les prises, c'est-à-dire les produits de la guerre de course. Il y avait, par ailleurs, à Alger une « *qissariya* »<sup>14</sup>. A Damas, un *bedestan*, localisé tout près de la Grande Mosquée et du marché des Orfèvres, devait être le centre du quartier des souqs. Un premier monument, le *bedestan* ancien (*bedestan al-qadîm*), construit par Murâd Pacha, vers 1596, devint ensuite un souq. Quelques années plus tard, avant 1608, Murâd Pacha construisit un « *bazzâzistân* » (ou *bâzistân*) dont la description évoque évidemment les *bedestan* ottomans : un bâtiment couvert par neuf coupoles supportées par de puissants piliers, comportant une cour avec un bassin et accessible par quatre portes, dont les 61 boutiques étaient destinées aux marchands d'étoffes, une boutique étant réservée au chef de leur corporation (*shaykh al-bazzâzîn*)<sup>15</sup>.

### Localisation des activités

Les marchands d'épices (*'attârîn*), les marchands de tissus, auxquels s'ajoutèrent les marchands de café à l'époque ottomane, étaient situés le plus près du centre, comme il était logique pour des activités portant sur des produits particulièrement coûteux et faisant l'objet d'un commerce international. On peut supposer que c'est son importance pour le conditionnement des produits échangés dans les souqs qui explique qu'à Alep le marché des cordiers (*Sûq al-Hibâl*) ait été situé dans le centre même des marchés, à proximité immédiate de la Grande Mosquée.

Dans ses études sur l'organisation des marchés et des métiers, L. Massignon a mis l'accent sur la fixité de la répartition des corps de métiers, en donnant comme raison principale la stagnation des techniques<sup>16</sup>. Il est vrai par exemple que la localisation des marchés du Caire, dont on peut suivre l'évolution dans le détail pendant sept siècles, donne une impression de permanence tout à fait remarquable le long de la grande avenue de la Qasaba : de Maqrîzî (début du *xv<sup>e</sup>* siècle) à la *Description de l'Égypte* (vers 1800), le marché des Orfèvres (*Sâgha*) [I 6], ou celui des tourneurs sur bois (*kharrâtîn*) [K 6], restent absolument fixes ; les marchands de soie se déplacent de moins de cent mètres, du *Sûq al-Harîriyyîn* (*xv<sup>e</sup>* siècle) à la *Tarbî'a al-Harîriyyîn* (*xviii<sup>e</sup>*) [K 6]. Mais beaucoup de remaniements de détails témoignent du déclin de certains métiers et du progrès d'autres, cependant que des activités nouvelles font leur apparition. Le déplacement des fourreurs d'une position tout à fait centrale (*Sûq al-Farrâ'in*, en K 6, d'après Maqrîzî), vers une implantation dans la zone sud (deux *wakâlas al-Farrâ'in*, en 34 P 5 et 104 P 7) traduit sans doute la diminution de l'importance de ce commerce, de l'époque mamelouke, pendant laquelle la fourrure était largement utilisée pour symboliser l'accession aux charges politiques et militaires, à l'époque ottomane. Par contre, le commerce d'un produit tout récemment introduit dans le trafic international,

mais essentiel, comme le café, s'installa aussitôt dans le centre de la ville : les 62 *khân* et *wakâla* où il s'échangeait étaient tous situés au cœur même du quartier central (14 dans le *Khân al-Khalili* [I 5], 21 entre le *Hamzâwî* [K 6] et la mosquée al-Azhar).

Les limites des zones centrales sont faciles à tracer : ce sont celles de la région de densité maximale des souqs spécialisés et surtout des caravansérails où se déroulait le grand commerce. Au Caire, métropole dont la puissance économique était sans commune mesure avec celle des autres grandes villes arabes, la zone centrale contenait, sur une surface totale de 58 hectares, 58 souqs (sur un total de 144 localisés) et 229 *khân* et *wakâla* (sur un total de 348 localisés). Trois grandes nébuleuses de marchés (*Ghûriyya* et *Hamzâwî* [K 6], *Gamâliyya* [G 6], *Khân al-Khalili* [I 5]) (monopolisaient l'essentiel de l'activité économique de la ville, et en particulier le commerce des épices, du café et des tissus. Entre 1776 et 1798, 28,5 % des commerçants et artisans que j'ai identifiés y avaient leur boutique, et leurs successions représentaient 48,4 % du montant total des successions étudiées. L'animation qui régnait dans cette région était décrite avec le même étonnement par un voyageur arabe du XIV<sup>e</sup> siècle et par un visiteur européen du XIX<sup>e</sup>. Maqrîzî rapporte l'émerveillement de Muhammad al-Karakî, en 1390 : « *La première fois que je pénétrai sur la place Entre-les-deux-Palais* [partie centrale de la Qasaba, H 6], je crus que j'assistais au passage d'une noce ou d'un grand enterrement à cause du défilé ininterrompu des passants... J'ai entendu dire qu'il y avait des gens qui suivaient les jeunes garçons et les femmes, en cheminant le soir Entre-les-deux-Palais. Ils se livraient à leurs ébats tout en marchant, sans que nul s'en rende compte, par suite de la presse et du fait que chaque individu ne s'intéressait qu'à son propre plaisir ». Et Ampère décrivait ainsi les encombrements du Caire en 1844 : « Rien n'est plus animé que l'aspect des rues du Caire. Imaginez trente mille personnes trotant ou galopant sur ânes... On est bientôt emporté dans ce tourbillon. Assourdi par les cris des

*âniers et des passants, attentif à ne pas écraser les femmes et les enfants..., à ne pas laisser une partie de ses vêtements ou de sa personne au milieu de la cohue qui le froisse ou le heurte à toute minute, l'étranger... est en proie à une inquiétude continuelle »<sup>17</sup>.*

Avec une intensité et une ampleur moindres, les centres des autres grandes villes arabes étaient tout aussi impressionnants. La région de la Madina (« el-Mdiné ») d'Alep (10,6 hectares) comptait 31 marchés (sur les 56 de la ville) et 19 caravansérails (sur 53 localisés), où se concentrait le grand commerce international des étoffes et des épices (voir la fig. 9). C'est là aussi que résidaient les négociants européens, dans des *khân* dont ils firent leurs consultats. Des grands travaux de transformation échelonnés sur plus de trois siècles donnèrent à la Cité l'apparence « d'un ensemble monumental homogène », auquel contribuaient « la magnificence architecturale des nouveaux souqs et des grands khans, l'étendue de la surface consacrée au commerce, l'impression d'unité que dégagent, tant elles sont exactement adaptées à leurs fins, les différentes constructions de l'ensemble »<sup>18</sup>.

Avec une unité architecturale moins visible, les centres économiques de Damas (17 souqs sur un total de 44, 27 *khân* sur 57, dans une zone de 8,7 hectares), de Baghdâd (11,8 hectares : 31 marchés sur un total de 51, 35 *khân* sur un total de 44), de Mossoul (10,3 hectares) représentent des concentrations économiques comparables à celle d'Alep. A Tunis, la zone centrale rassemblait, sur 6 hectares, à une distance de moins de 100 mètres de la Grande Mosquée, 22 souqs, où se déroulaient toutes les activités essentielles : souq des marchands d'épices [J 6], des Turcs [J 6], des orfèvres [K 6], des marchands de chéchias [I 6], Sûq al-Birka [J 5], où étaient vendus les esclaves, etc. Seule Alger, avec un centre réduit à 1,1 hectare, et une quinzaine de marchés (sur 40), donnait l'impression d'une ville d'importance secondaire, de ce point de vue.

La configuration des centres dépendait des circonstances

historiques qui avaient présidé à leur naissance, mais aussi des conditions dans lesquelles ils s'étaient développés. La disposition linéaire est aussi frappante dans le cas d'Alep, fondation antique, que dans le cas du Caire, création arabe. A Alep, la ligne des souqs occupait évidemment l'emplacement de la rue « à colonnes » antique, suivant le processus décrit par J. Sauvaget : elle se développait sur près de 800 mètres, de Bâb Antâkiya [O 8] au voisinage de la Citadelle; elle était doublée ou triplée par endroits, et les extensions perpendiculaires à la direction principale (ouest-est) se coulaient dans le quadrillage que la ville devait à sa fondation hellénistique. La structure du centre économique du Caire avait été fixée, une fois pour toutes, lors de la fondation fatimide : la rue centrale (Qasaba), qui s'élargissait en une vaste place située « entre les deux palais » fatimides (Bayn al-Qasrayn), était devenue, après l'abandon des palais par les Ayyoubides, un très long souq, développé sur environ 1 600 mètres entre Bâb al-Futûh [E 6] et Bâb Zuwayla [M 6]. Les activités économiques avaient ensuite débordé le long des rues accrochées à cet axe principal, et s'étaient fixées sur des rues perpendiculaires ou parallèles à la Qasaba : Gamâliyya [G 6] à l'est, Margûsh (suivant la prononciation populaire de « *Amîr al-Guyûsh* ») [F 6] au nord-ouest, Bunduqâniyyîn [I 7] à l'ouest, sans que fût altérée l'allure linéaire de la zone centrale.

Dans les autres villes, le quartier central se présentait souvent comme un réseau de rues en forme de grille qui trahissait parfois une influence antique. C'est sans doute le cas de Tunis où la régularité, presque orthogonale, de la disposition des souqs qui entouraient la Grande Mosquée est frappante. C'est évidemment celui de Damas dont le quartier des grands marchés se développait le long du réseau de rues perpendiculaires aux deux grands axes ouest-est de Sûq al-Barid [F 3] (qui mène à la porte de la Grande Mosquée, précédemment temple romain) et de la rue Droite [G 5] (ancien *decumanus* romain). Mais une création arabe comme Baghdâd présentait une disposition tout à fait analogue, dans

la zone située entre la mosquée al-Wazîr [K 18] (le long de la rue conduisant au pont sur le Tigre) et la mosquée Mirjâniyya [M 22]. Dans le centre d'Alger, entre les mosquées al-Jadid [F 8] et al-Sayyida [F 7], les souqs se disposaient selon un plan à peu près orthogonal sur un espace tellement réduit que des extensions s'étaient développées le long des rues conduisant aux portes, et surtout vers Bâb 'Azzûn [B 8], principale sortie de la ville.

La structure topographique assez exceptionnelle du centre économique de Mossoul, un triangle qui avait son sommet au *Saghâ* et sa base le long du Tigre, explique les caractères de son organisation des marchés et des *qaysariyya* rayonnant à partir du souq principal, le Sûq Bâb al-Sarây, lorsqu'on avance vers le nord-est, c'est-à-dire vers le fleuve. Il faudrait une connaissance approfondie de l'histoire du développement de cette zone (et en particulier de la date de construction des souqs et des caravansérails) pour rendre compte d'une disposition aussi peu courante.

#### Les lieux de l'activité économique : boutiques, marchés et caravansérails

##### Les boutiques

Les boutiques (*dukkân*, *hânût*) appartenaient à un type qui avait peu varié du Moyen Âge à l'époque moderne, et que l'on retrouvait, à peu près identique, de Fès à Baghdâd. Les descriptions faites par Sauvaget, pour l'Alep zenguide, par Lane pour le Caire ottoman, ou par Le Tourneau pour Fès au début de ce siècle, concordent avec ce que l'on peut encore voir dans la plupart des quartiers traditionnels des grandes villes arabes<sup>13</sup>. Un petit local carré, de six ou sept pieds de haut, et de trois à quatre pieds de large, écrit Lane, parfois doublé par une autre pièce qui était utilisée comme réserve (souvent



à l'étage, comme les « aloui » d'Alger. ) Le plancher de la boutique était généralement surélevé de deux ou trois pieds au-dessus du niveau de la rue et souvent prolongé par une banquette de pierre et de brique construite devant la façade (*mastaba*). La boutique était close, la nuit, par des volets de bois : la partie supérieure se relevait en formant éventuellement auvent; le ou les volets inférieurs se rabattaient pour former un comptoir. Il n'y avait, en général, pas de communication entre la boutique et le reste de l'immeuble auquel elle était souvent adossée. Normalement, le commerçant n'habitait pas dans le souq : sa journée de travail achevée, il rentrait chez lui après avoir fermé sa boutique avec un système de barres ou des serrures plus pittoresque que véritablement solide; aussi bien les marchés étaient-ils gardés la nuit. Les marchands ne mettaient dans leur boutique que les marchandises dont ils avaient besoin pour la vente immédiate; très souvent, ils disposaient d'un magasin (au Caire : *hâsil*) dans un caravansérail voisin, où ils entreposaient le reste de leur stock. L'ameublement de la boutique était sommaire : une natte, un tapis, quelques coussins. Le commerçant se tenait sur la banquette, et c'est là aussi que pouvaient s'installer ses clients éventuels pour les discussions, parfois prolongées, qui précédaient la transaction et étaient éventuellement entrecoupées par la dégustation de café. Ces banquettes, qui débordaient dans la rue, constituaient une entrave sérieuse à la circulation. D'autre part, en période de trouble, les révoltés pouvaient être tentés de les utiliser pour construire des barricades<sup>20</sup>. Aussi les autorités envisagèrent-elles souvent de faire disparaître ces encombrantes et dangereuses banquettes. C'est ce que fit, en mars 1800, à Tunis, Hammûda Bey dans le but avoué de faciliter le passage dans les rues commerçantes, non sans résistance des boutiquiers; mais les muftis, consultés par certains d'entre eux, se prononcèrent en faveur de l'intérêt général. Les objectifs des occupants français au Caire, en 1800 également, étaient évidemment stratégiques : ils n'eurent pas le temps de terminer cette opération (que

Muhammad 'Ali devait mener à son terme un peu plus tard), mais ce fut assez pour causer une gêne sérieuse aux boutiquiers affectés qui, suivant l'expression pittoresque de Gabarti, durent rester au fond de leurs échoppes « *comme des souris dans leurs trous* »<sup>21</sup>.

Une telle simplicité explique que la construction des boutiques ait été généralement aisée. Les documents de *waqf* font parfois état de centaines de boutiques édifiées apparemment en série : le *waqf* de Muhammad Pacha, en 1574 à Alep, comportait deux souqs de 344 boutiques. Cette plasticité même facilitait le développement des centres commerciaux par simple juxtaposition de rangées de boutiques constituant des souqs nouveaux. Leur prix était peu élevé : l'émir Lâchin Kâshif en construisit 20, en 1750, près de la *madrassa* de Sultân Hasan, au Caire, pour une somme globale de 33 580 paras, soit 1 679 par boutique (l'équivalent du tiers du salaire annuel d'un menuisier à cette époque). Les loyers (*ugra*), qui étaient habituellement payés mensuellement, paraissent avoir été également assez bas.

Le nombre des boutiques que comptaient les grandes villes était naturellement fonction de leur activité économique. Si on en croit le consul Truilhard qui mentionnait, en 1729, la levée d'une taxe d'un sequin *zingirli* par boutique, et observait qu'on en escomptait près de 20 000 sequins, le nombre de boutiques du Caire avoisinait ce total : ce chiffre ne paraît pas exagéré si nous le rapprochons d'autres évaluations concernant Damas (6 606 boutiques en 1871), Tunis (5 054 en 1860) et, en bas de l'échelle, Alger, 2 000 boutiques aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles<sup>22</sup>.

#### Les souqs

Les souqs étaient des structures économiques en général ouvertes qui avaient pour caractéristiques habituelles une forte spécialisation professionnelle et une concentration géographique marquée. La tendance au regroupement dans



un lieu unique d'artisans ou de commerçants exerçant la même activité est un trait si traditionnel de l'organisation du travail dans les villes musulmanes qu'elle finit par être considérée comme une obligation légale : un décret du 6 novembre 1864 rappelait aux autorités de Kairouan que seuls pouvaient habiter le souq des parfumeurs (Sûq al-Attârin) ceux qui exerçaient ce métier et que, inversement, l'exercice de cette profession devait être interdit en dehors du souq<sup>23</sup>. Chaque métier occupant une rue particulière, le nom d'un métier désignait trois réalités d'ailleurs complémentaires : le marché où étaient réunis les artisans et les commerçants exerçant cette activité; la corporation professionnelle qui les regroupait, et qui avait pour centre ce point géographique; enfin, le lieu lui-même auquel le nom finissait par s'attacher, le toponyme cessant d'avoir une quelconque signification technique (au Caire, sous les Ottomans, le Fâhâmîn [L 6] était occupé par des marchands de tissus maghrébins très prospères, et non plus par des « charbonniers »). Cette spécialisation pouvait devenir ethnique lorsque les membres d'une communauté religieuse ou étrangère étaient spécialisés dans une activité déterminée. Les souqs d'Antioche étaient organisés suivant le principe d'un triple cloisonnement technique (chaque artisan spécialisé appartenant à un ensemble corporatif), topographique (tous les artisans d'une même corporation étant réunis dans un souq particulier) et communautaire (tous les artisans d'une même corporation, et donc d'un même souq, appartenant à un même groupe national ou religieux, turc, alaouite ou chrétien) : le souq des forgerons (*haddâdîn*) y était alaouite, celui des maréchaux-ferrants (*bayâtira*) turc, celui des orfèvres (*kuyumjî*) chrétien<sup>24</sup>.

La structure des souqs était très variable. Dans un grand nombre de cas, le marché n'était que la simple juxtaposition de boutiques construites le long d'une rue ou à un carrefour. Bien des marchés prirent ainsi naissance spontanément, par transformation progressive de rues résidentielles en rues à dominante commerçante. C'est de cette manière en particulier

que des centres secondaires apparurent, à proximité des portes, dans les faubourgs nouveaux : le souq de Bânqûsâ [J 23] à Alep, décrit par Sauvaget, prit, le long de l'artère axiale du faubourg nord-est, l'aspect d'un souq spécialisé dans l'équipement et le ravitaillement des caravanes<sup>25</sup> (voir la fig. 11). L'équipement de tels souqs était évidemment sommaire : des boutiques assez hétéroclites; pas de couverture ou une couverture rustique de paille, de branches, parfois de nattes ou de toiles reposant sur des bâtis de bois. Cependant, de tels marchés spontanés, en plein vent, étaient susceptibles de s'organiser : en 1781, Muhammad Pacha al-'Azm remplaça, à Bawwâba Souq al-Arwâm des boutiques construites d'un seul côté de la rue, sans couverture, par un véritable souq (qualifié de « neuf », Jadid) avec des boutiques sur les deux côtés de la rue, et un toit<sup>26</sup>.

Mais notre époque est riche aussi en opérations concertées, revêtant un véritable caractère architectural et se développant suivant une structure rigoureuse, en particulier dans les centres urbains, à proximité des Grandes Mosquées, là où les dynasties médiévales avaient construit des marchés couverts qui furent agrandis et améliorés sous les Ottomans. Ces opérations avaient naturellement un but économique et tendaient à favoriser l'expansion du commerce qui enrichissait le pays et ses gouvernants. Vers 1640-1647, les droits de marchés à Tunis étaient affermés à un caïd qui versait le montant de la ferme (*lazma*) directement à la caisse chargée du paiement de la solde des Janissaires; d'où l'intérêt des autorités pour la construction de souqs. Le dey Ahmad Khûja (1640-1647) punit un soldat turc qui avait spolié un marchand de Tunis : « Ne sais-tu pas que ces marchands ont des obligations envers un caïd lazzâm (fermier)? Si la pratique des spoliations et des violences se généralisait, les transactions s'arrêteraient, les sources de revenu du caïd tariraient et le paiement des soldes des 'askar (Janissaires) s'interromprait »<sup>27</sup>. Beaucoup de ces opérations se développèrent aussi dans le cadre des *waqf*, dans le but d'entretenir des monuments ou des fondations reli-

gieuses (et, dans l'immédiat, d'assurer des revenus substantiels au constituant et à ses descendants). Dans tous les cas, ces entreprises visaient à renforcer le prestige des fondateurs qui manifestaient ainsi leur puissance dans les secteurs les plus fréquentés de la ville, d'où le soin avec lequel ces constructions utilitaires étaient réalisées, parfois en liaison avec les constructions religieuses dont elles étaient le complément.

Parmi les réalisations dont il est encore possible d'apprécier l'importance, il convient de mentionner la série de marchés qui furent construits à l'époque muradite à Tunis, sur une surface de près de deux hectares, dans la région située à l'ouest de la Grande Mosquée, là où Yûsuf Dey (1610-1637), puis Hammûda Pacha (1631-1659), bâtirent également leurs mosquées (en 1611 et 1655). Ces constructions devaient favoriser le redressement économique de la ville, enfin sortie des désastres du siècle précédent, mais elles manifestaient naturellement aussi le souci des gouvernants de Tunis d'affirmer la stabilité de leur autorité. Le souq al-Truk [J 6], le souq al-Birka [J 5] qui datent l'un et l'autre de Yûsuf Dey, sont parmi les plus intéressants. Le marché des Turcs, « l'un des plus beaux de Tunis », d'après le contemporain Ibn Abî Dinâr, était soigneusement pavé et était protégé par des voûtes en briques; les boutiques ouvraient sur la rue par des arcades portées par des colonnes; au milieu du souq était construit un café qui a subsisté et qui est un des plus anciens du monde arabe. Le souq al-Birka, où étaient vendus les esclaves, s'élargissait, au carrefour de trois rues, en une petite place divisée en trois allées par deux rangs de trois colonnes; l'allée centrale, plus large, portait une coupole<sup>28</sup>.

La Qasaba Ridwân du Caire est le grand souq monumental qui constitue la partie centrale de l'ensemble de constructions édifiées par l'émir Ridwân Bey, entre 1629 et 1647, dans le cadre du grand *waqf* que nous avons évoqué précédemment, juste au sud de Bâb Zuwayla [M 6] (voir la fig. 14). Il s'agit, à nouveau dans ce cas, d'une entreprise à caractère, à la fois économique (dans une région qui était en plein développement

au début du XVII<sup>e</sup> siècle), religieux (les *waqf* de Ridwân devaient permettre l'entretien d'œuvres et de fondations diverses), politique enfin : des constructions aussi monumentales dans un secteur aussi central ne pouvaient que servir le prestige d'un personnage qui était l'émir dirigeant de l'Égypte, et dont la puissance était telle qu'une généalogie, évidemment inspirée, n'hésitait pas à évoquer des origines reliant ce mamelouk géorgien aux sultans circassiens et même à la tribu de Quraysh (à laquelle appartenait le Prophète)<sup>29</sup>. La Qasaba Ridwân, vaste marché destiné à des cordonniers (*qawwâfin*) et à des artisans du cuir, s'étend sur une longueur totale de 125 mètres. Elle est couverte, sur une longueur de 50 mètres, par un plafond de bois percé de lanterneaux. De part et d'autre de la rue, large de six mètres, sont disposées les boutiques. De puissantes consoles de pierre reçoivent l'étagère en saillie : il est troué de baies rectangulaires (simples ou doubles alternées), qu'occupent un *rab*<sup>30</sup> et une *wakâla*. Seul grand marché couvert qui subsiste au Caire, la Qasaba Ridwân constitue un témoignage impressionnant de la splendeur d'une architecture en principe utilitaire<sup>30</sup>.

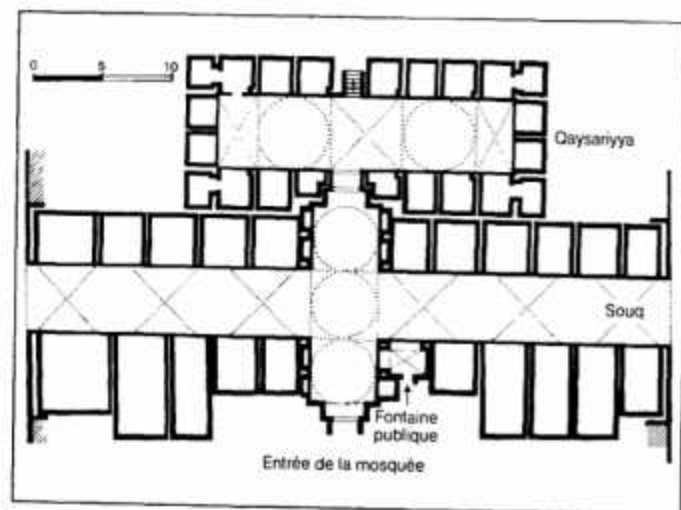
A Alep, la série des grandes opérations de *waqf* poursuivie au XVI<sup>e</sup> siècle a doté la partie sud de la Madina d'un ensemble de souqs édifiés dans la tradition des grands marchés couverts médiévaux. Certains ont un très remarquable caractère monumental et sont d'ailleurs rattachés par des systèmes de voûtes et de coupes aux principales constructions du *waqf*. Le Sûq Khân al-Gumruk [P 12] et le Sûq al-Saqatiyya (construits en 1574) sont ainsi liés au portail monumental du Khân al-Gumruk. Dans le cas du souq de Bahrâm Pacha [P 11], l'association est plus étonnante encore : un système de coupes, dont l'une surmonte l'entrée monumentale de la mosquée (construite en 1583), la seconde le souq, et la troisième l'entrée d'une *qaysariyya* (qui appartient également au *waqf*) assurent la liaison entre les trois monuments<sup>31</sup>.

Quelles que fussent leur origine et leur structure, souqs spontanés et souqs architecturaux faisaient l'objet d'une



15. Souq du Khân de la Douane (Khân al-Gumruk) à Alep : coupe longitudinale (d'après J. Sauvaget : *Alep*, p. 216, fig. 54).

organisation qui était très semblable à l'organisation corporative, et qui d'ailleurs, dans la plupart des cas, se confondait avec elle puisque le souq n'était que l'aspect topographique d'une réalité dont la corporation était l'aspect professionnel. Le souq (ou la corporation) était donc placé sous le contrôle d'un cheikh (ou *amin*) qui veillait à l'ordre public et à la régu-



16. Souq de Bahrâm Pacha à Alep (d'après J. Sauvaget : *Alep*, p. 217, fig. 55).

larité des transactions, et servait d'intermédiaire entre les autorités et les gens du marché. Il était souvent assisté d'un *naqib* et d'un *kâtib* (écrivain).

Les souqs (au moins les plus riches, dans la région centrale de la ville) étaient fermés la nuit par des portes de bois et placés sous la surveillance de gardiens ('*assâs* à Tunis, '*hâris* à Alep) et de portiers (*bawwâb*), qui étaient habituellement rétribués par les patrons des ateliers et des boutiques. En cas de vol, le gardien était tenu pour responsable. A Alger, le gardiennage était confié aux Biskris qui, au nombre d'environ 150, se postaient devant les boutiques et les magasins. Un système équivalent existait à Tunis où c'étaient des Warglis qui assumaient ces fonctions : en 1899, au cours d'une dispute survenue entre des gardiens marocains et warglis pour la garde de plusieurs souqs, le cheikh de ces derniers avait rappelé que, depuis cinq cents ans, la garde du Souq al-'Attârîn leur était confiée. Cette surveillance, la quasi-interdiction de toute circulation dans les quartiers des souqs, après la tombée de la nuit, des mesures complémentaires tendant à assurer un minimum d'éclairage nocturne, assurèrent généralement la sécurité des marchés. Rares sont les incidents comparables à ceux que connut le Caire en 1642, lorsque la ville fut en proie à des bandes de voleurs (*manâsir*) opérant dans différents quartiers, et en particulier à Tâlûn, où 48 boutiques furent cambriolées en une seule nuit ainsi que nous l'avons mentionné plus haut<sup>32</sup>.

Néanmoins, les souqs étaient réputés comme des « lieux de perdition », des endroits à tout le moins suspects, spécialement pour les femmes, en raison des mauvaises rencontres qu'elles étaient susceptibles d'y faire, en particulier pendant les périodes de crise; aussi leur en interdisait-on parfois la fréquentation. En 1739, un ordre sultanien enjoignit au cadi d'Alep de faire faire les travaux nécessaires pour remédier à la presse que connaît le souq Bânqûsâ, la promiscuité des hommes et des femmes qui en est la conséquence risquant d'avoir des effets fâcheux pour la moralité publique. En 1753,

As'ad Pacha décide de partir en campagne contre les bédouins : il réunit un grand nombre de *fallâh* et de militaires ; les marchés de Damas ferment et on interdit aux femmes de sortir. En août 1786, des désordres se produisent au Caire ; le 13, défense est faite aux femmes de s'asseoir dans les boutiques des bijoutiers et de stationner dans les marchés, sauf le temps strictement nécessaire pour leurs achats ; le 21, on fait crier dans les rues que les femmes ne devront pas aller dans les marchés et que les contrevenantes seront pendues. Apparemment sans grand succès, malgré les risques réels encourus dans une période aussi troublée<sup>33</sup>.

Le nombre des souqs dans les différentes grandes villes variait proportionnellement à leur importance économique. Le Caire en comptait 145 et Alep seulement 77, une différence qui est à l'image de l'évidente prééminence du Caire. Baghdâd (52 souqs), Damas (45), Alger (40) venaient ensuite. Mais les besoins de la vie courante justifiaient, dans toutes les villes, quelle que fût leur importance, la présence d'un nombre minimal de marchés : les souqs sont donc un indice moins sûr de l'activité commerciale des villes que les caravansérails.

#### Les caravansérails

Les fonctions et la structure architecturale des caravansérails sont d'une remarquable permanence, bien que la terminologie ait beaucoup varié suivant les époques et suivant les régions. Au Caire, on employa successivement les mots *funduq*, *qaysariyya*, *khân* et finalement *wakâla* (qui était presque seul utilisé à l'époque ottomane). Les dénominations habituelles étaient, en Afrique du Nord, *funduq* (et *wakâla* en Tunisie, sous la forme de « *oukâla* »), et en Syrie et en Iraq, *khân* (la *qaysariyya* d'Alep étant, comme nous le verrons, un établissement plutôt industriel). Au Yémen, on disait « *samsara* » (on y avait jadis employé le mot *khân*<sup>34</sup>). Mais la définition que donne G. Wiet du caravansérail vaut dans presque tous les cas et pour toutes les périodes : un « bâtiment carré

مركز التوثيق  
الاجتماعي و الاقتصادي

Grandes villes arabes

C. D. E. S. 249

3 شارع قادري سيد احمد  
3 Rue Kodiri Sid Ahmed  
ORAN - Tél 39. 85. 83.

en forme de cloître renfermant des chambres, des magasins et des boutiques pour les marchands »<sup>35</sup>.

Ces établissements servaient essentiellement au grand commerce et au commerce de gros. Très fréquemment, les caravansérails étaient spécialisés dans le commerce d'un produit déterminé, d'où l'établissement tirait éventuellement son nom : le Funduq al-Zayt de Tunis abritait le commerce de l'huile ; la Wakâla al-Sâbûn du Caire était le centre principal du commerce du savon. Ce monopole sur le commerce d'un produit était parfois réglementé par les autorités elles-mêmes : un document de 1751 indique que le commerce du savon à Alep devait être fait exclusivement dans le Khân al-Sâbûn. Au Caire, les tissus fabriqués en Manûfiyya devaient être apportés à l'« ouquelle dite des Manouf » pour y être entreposés, à l'exclusion de toute autre<sup>36</sup>. Une telle spécialisation était naturellement commode pour les marchands eux-mêmes, et elle correspondait exactement à celle que l'on trouvait dans l'organisation des souqs. Mais elle était aussi fort avantageuse pour les autorités qui pouvaient plus aisément contrôler les activités commerciales et lever les droits qui pesaient sur les produits dont le commerce était ainsi strictement organisé. De ce fait, les caravansérails étaient souvent fréquentés par des marchands de même origine nationale, un caractère qui rappelle, à nouveau, l'organisation des souqs : il y avait, à Alger, un Funduq al-Jarâba (des gens de Djerba) ; au Caire, la Wakâla al-Sâbûn, mentionnée plus haut, était un caravansérail où se rassemblaient les Palestiniens qui avaient, dans cette ville, un quasi-monopole du commerce du savon.

Les caravansérails étaient organisés comme de véritables corporations et parfois ils en constituaient effectivement une, placée sous le contrôle d'un cheikh, telle, au Caire, celle des « marchands de savon qui sont dans l'Ouquelle dite el-Saboun »<sup>37</sup>. Ils étaient administrés, suivant les cas, par le propriétaire ou par son représentant, par le fermier qui avait pris à ferme les taxes qui pesaient sur eux, par le *nâsir* (administrateur) du *waqf* auquel ils appartenaient, ou par leur cheikh. Des



portiers qui y logeaient veillaient à la sécurité des lieux, percevaient les loyers des magasins et des appartements et exerçaient un certain contrôle sur les gens qui y résidaient, éventuellement pour le compte des autorités.

La structure des caravansérails, parfaitement adaptée à leurs fonctions, atteignit son équilibre dès le Moyen Âge et ne changea plus guère ensuite. Par une entrée couverte qui pouvait avoir un aspect monumental, et sur laquelle donnaient les locaux occupés par le portier ou l'administrateur, on accédait à l'intérieur du bâtiment, de forme généralement carrée ou rectangulaire. Le caravansérail s'organisait autour d'une vaste cour qui était le plus souvent à ciel ouvert, mais qui, dans certains cas, était couverte et dont le centre était parfois occupé par une fontaine, ou un petit oratoire. Au rez-de-chaussée, se trouvaient des magasins (en Égypte, *hâsil*), où les négociants pouvaient déposer leurs marchandises, et parfois une écurie. L'étage comportait des logements, petites cellules rectangulaires qui donnaient généralement sur une galerie. Les dimensions des caravansérails étaient naturellement très variables. A Tunis, le Funduq des Français, un des plus grands qui nous aient été conservés dans cette ville, ne couvre pas plus de 1 000 mètres carrés. Au Caire, la Wakâla Dhûlfîqâr Katkhudâ a une superficie de 2 625 mètres carrés; mais les *wakâla* de Bûlâq, où l'espace était sans doute moins mesuré que dans le centre du Caire, étaient souvent plus vastes : la Wakâla al-Kharnûb mesure 78 mètres sur 48 et couvre une surface totale de 3 840 mètres carrés<sup>38</sup>. C'est sans doute à Alep que se trouvaient les caravansérails les plus vastes : la surface totale du Khân al-Gumruk est de 6 167 mètres carrés et la surface moyenne des 19 *khân* de la Madina dont nous connaissons la structure ancienne est de 2 282 mètres carrés. Il s'agissait d'immeubles souvent imposants, les édifices non religieux les plus considérables qui aient été construits à l'époque ottomane, dont le prix pouvait donc être très élevé. La valeur de certaines *wakâla* du Caire atteignait ou dépassait le million de paras (une *wakâla* à Sûq al-Silâh [R 6], 1 714 272

paras en 1738; la Wakâla al-Tuffâh [M 7], près de Bâh Zuwayla, 625 000 paras, en 1744), plus que n'importe quelle autre construction à usage économique<sup>39</sup>. Ces investissements importants s'étaient justifiés par le profit que l'on en attendait: le caravansérail constituait la construction-type pour un placement à caractère spéculatif; c'était aussi un élément que l'on retrouvait très fréquemment dans les *waqf*, pour la même raison.

Le nombre des caravansérails constitue un indice très sûr de l'activité économique d'une ville. Leur localisation est également très significative, la zone de densité maximale des caravansérails définissant habituellement la zone centrale de la ville. Il n'est donc pas surprenant qu'ici encore le Caire soit largement en tête de toutes les villes arabes, avec un total impressionnant de 360 *khân* et *wakâla* identifiés pendant la période ottomane, dont 348 ont pu être localisés avec assez de précision (229 dans la région centrale de la ville). Alep devait compter une centaine de *khân*, dont nous n'avons pu identifier que 56 et localiser 53. Damas (57 *khân* identifiés), Baghdâd (44) et Mossoul (35) étaient des villes d'importance comparable sur ce point. Les 18 caravansérails d'Alger sont à l'image du rôle secondaire de cette ville dans le grand commerce méditerranéen.

Les villes arabes nous offrent un vaste répertoire de monuments qui n'ont pas fait encore l'objet de recherches systématiques, mais dont la richesse et la variété sont évidentes pour qui parcourt les vieux quartiers des grandes villes historiques : les caravansérails sont sans doute les témoins architecturaux les plus remarquables de la période ottomane et les plus caractéristiques d'une époque où des monuments utilitaires pouvaient n'être pas totalement dénués de valeur artistique<sup>40</sup>.

Dans l'Afrique du Nord ottomane, les *funduq* ou les *oukâla* sont des monuments d'importance plutôt modeste, surtout si on les compare aux constructions semblables du Proche-Orient. Nous savons malheureusement peu de chose des *funduq* d'Alger qui ont disparu avec l'essentiel du centre-



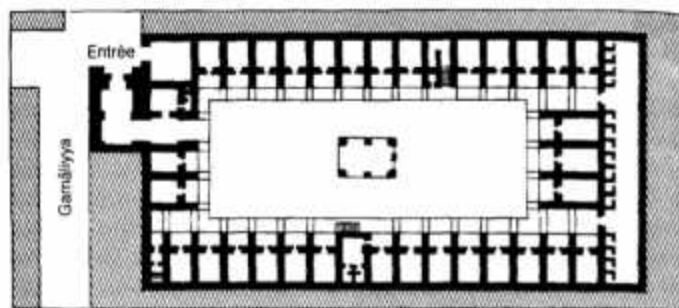
ville, détruit peu de temps après la conquête. Mais par leur structure architecturale, leur utilisation (commerce et logement), leur nombre même (une vingtaine), ils sont comparables à ceux de Tunis, dont un bon nombre ont été conservés. Un des plus typiques est le Funduq des Français [G 10] qui fut construit en 1660 par le bey de Tunis pour le logement de la « Nation » (communauté) française, suivant un modèle courant à Tunis sous les Mouradites et les Husaynites. Il s'agit, en réalité, du premier des deux bâtiments, à peu près semblables, où logeaient le consul et les commerçants. Un beau portail de pierre, encadré de deux colonnes engagées, avec une porte de bois cloutée, donne accès à un couloir voûté qui ouvre sur une cour carrée, entourée d'une galerie dont les arcs sont portés par 16 colonnes : sous ce portique, on trouve les portes de pièces couvertes en voûtes, occupées par des magasins. A l'étage, des logements s'ouvrent sur une seconde galerie. Le bâtiment occupe une surface d'environ 1 000 mètres carrés et comporte une cinquantaine de locaux. Le second bâtiment est à peu près semblable<sup>41</sup>. Ces deux constructions sont purement fonctionnelles, tout comme le Funduq al-'Attārīn [I 7], situé au centre même du quartier des souqs, et dont la structure est strictement identique (avec des dimensions plus modestes encore, environ 625 mètres carrés), mais qu'il est difficile de dater avec certitude de l'époque hafside ou de l'époque ottomane, tant les formes de ce type de bâtiment ont peu évolué pendant des siècles.

Les khân de Mossoul paraissent avoir appartenu à ce type de monuments, de dimensions modestes et dénués de toute prétention architecturale : c'est bien l'impression que donnent ceux qui subsistent des trente-cinq qu'aurait possédés la ville à l'époque ottomane, avec leur entrée voûtée, leur cour (*sâha*) non couverte, les magasins et les écuries au rez-de-chaussée et les logements (*tâbiq*) à l'étage (ou aux deux étages) : le Khân al-Mufti [O 19], qu'il est possible de dater avec une certaine précision (un peu avant 1722), est un bâtiment d'une surface d'environ 1 700 mètres carrés, qu'un voyageur du

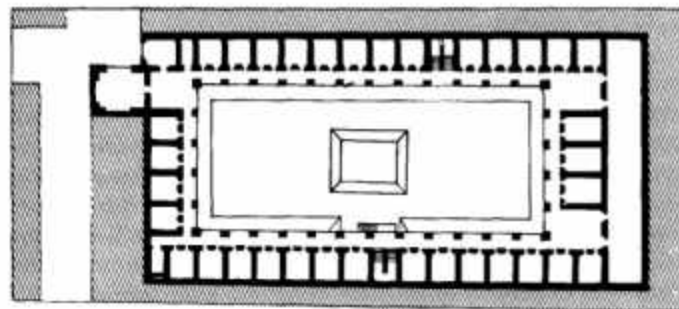
début du XIX<sup>e</sup> siècle décrit comme comprenant 26 chambres, ce qui est assez modeste<sup>42</sup>. Mossoul comptait aussi des *qaysariyya*, locaux couverts et fermés la nuit, comprenant des boutiques spécialisées dans le commerce de gros d'un produit ou d'un petit nombre de produits, qui doivent être rapprochés des souqs plus que des caravansérails.

Tout à fait différents en ampleur architecturale et en ambition artistique apparaissent les caravansérails des principales capitales commerciales, le Caire, Alep et Damas. Ils étaient à l'échelle de l'activité commerciale dont ces villes étaient le théâtre ; dans la qualité de leur construction se perpétuaient des traditions anciennes qui s'étaient exprimées dans d'admirables constructions mameloukes, dont quelques-unes ont survécu jusqu'à nous.

Au Caire, la structure des *wakâla* et des *khân* était, pour l'essentiel, fixée bien avant 1517, ainsi que le montrent des édifices comme la Wakâla de Qâyt bâi [E 5], près de Bâb al-Nasr (construite en 1480-1481), ou celle de Ghûrî [K 5], près d'al-Azhar (1504-1505)<sup>43</sup>. Elle ne devait guère changer, pendant la période ottomane, sauf ce en qui concerne des points de détail (conception des portails, décoration) et les dimensions des édifices. Deux exemples concernant des monuments à peu près contemporains nous permettent de nous faire une idée précise de ce type de monuments au Caire. La Wakâla Dhûlfiqâr Katkhudâ [G 5], sise dans le quartier de Gamâliyya, et construite en 1673, est aujourd'hui très dégradée, mais Pascal Coste en a fait, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, de magnifiques relevés qui nous la font connaître dans le détail. Elle est située au croisement de la rue de Gamâliyya et de la rue Tumbak-chiyya. L'entrée impressionne par son aspect monumental : surmontée d'un étage en saillie, elle pourrait être le porche d'un palais ; un vestibule coudé, couvert de voûtes puissantes, donne accès à une cour au milieu de laquelle s'élèvent un oratoire et une fontaine. Au rez-de-chaussée de la *wakâla* se trouvaient 32 magasins (*hâsil*) où les négociants pouvaient entreposer leurs marchandises. Le premier étage comportait



Rez-de-chaussée



Étage

17. Wakāla Dhūlfiqār Katkhudā au Caire (d'après Pascal Coste : *Architecture arabe*, planche XLIII).

une galerie sur laquelle donnaient 35 appartements (*tabaqa*). Un *rab*<sup>4</sup> (immeuble à destination locative) occupait le second étage<sup>44</sup>. Dans cet édifice, certains traits, comme l'organisation assez horizontale de l'espace (longue de 75 mètres, large de 25, la *wakāla* a une surface de 2 625 m<sup>2</sup>), la vaste cour, avec la construction centrale, font penser à la Syrie, ce qui amène à rappeler que le quartier de Gamāliyya était fréquenté par beaucoup de négociants syriens. Par contre, la Wakāla Bāzar'a



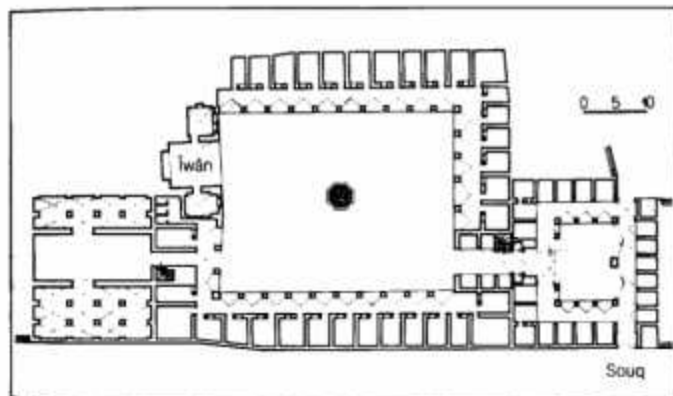
18. Wakāla Bāzar'a au Caire (d'après Flemming Aslund : *The wakālat Bazar'a*, p. 37, fig. 3).

[G 5], située à moins d'une centaine de mètres de là, dans la rue Tumbakchiyya, est caractérisée par une verticalité qui paraît typiquement égyptienne et dont la Wakāla al-Ghūri donnait l'exemple le plus achevé dès avant 1517. Ce caravansérail, qui date peut-être de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, a la forme d'un quasi-rectangle de 25 mètres sur 45, sa superficie totale étant voisine de 1 000 mètres carrés. Sa surface, développée sur quatre niveaux, est animée par des fenêtres à *mashrabiyya* (grillages de bois), encore un trait égyptien. Un portail architectural majestueux, puis un passage à voûtes d'arêtes, mènent à une grande cour (dimensions 27 mètres sur 12), autour de laquelle s'élèvent des bâtiments de pierre au rez-de-chaussée et de briques aux étages. Sur quatre niveaux se succèdent, au rez-de-chaussée des magasins, au premier étage des logements donnant sur une galerie, et aux étages

supérieurs un *rab*<sup>4</sup> comportant 19 appartements, avec chacun une terrasse : les *mashrabiyya* qui se développent en saillie sur la cour, aux deux étages supérieurs, sont une des caractéristiques de cette *wakāla*<sup>45</sup>.

Les *khân* monumentaux d'Alep montrent, avec la même évidence, la persistance des influences mameloukes. Antérieurs à la conquête ottomane, le Khân al-Sâbûn [N 14], et le Khân al-Abrak [O 11], qui ont subsisté jusqu'à nos jours, sont de bons exemples d'une architecture qui a inspiré la disposition et le décor des monuments construits après 1516. Le Khân Qurt bey [L 15], un des monuments ottomans les plus anciens d'Alep (il a été construit vers 1540), est remarquable par ses vastes proportions et par l'ingéniosité de sa disposition. Avant d'y pénétrer, on traverse un petit souq de forme carrée qui était fréquenté par les locataires des chambres du *khân*. Une très belle entrée monumentale, précédée d'un porche à coupoles, donne accès à la vaste cour du *khân*, au milieu de laquelle est disposé un grand bassin : on trouvait, au rez-de-chaussée, sur ses côtés ouest, nord et est, des magasins sous les arcades — auxquelles correspondent les arcs de la galerie de l'étage (appartements des marchands) — et, sur le côté sud, un grand *iwân* (pièce ouvrant sur la cour par une haute arcade). Les dimensions de la cour, la présence, sur le côté sud, d'un *iwân*, et sa décoration, l'allure très horizontale de l'architecture sont des traits qui paraissent typiquement syriens<sup>46</sup>. Le Khân al-Gumruk [P 12], construit vers 1574, a des dimensions exceptionnelles : le caravansérail lui-même a une longueur de 79 mètres et une largeur de 65 mètres; si on tient compte de la *qaysariyya* qui le prolonge au sud, la surface totale est de 6 167 mètres carrés. Il ne comporte pas moins de 52 magasins au rez-de-chaussée et de 77 pièces à l'étage. On y trouve également une petite mosquée et un bassin dans la cour. Mais sa décoration, qui évoque ouvertement l'art mamelouk, n'est pas moins remarquable. La très belle entrée est précédée d'une coupole (aujourd'hui disparue), qui lie l'édifice au souq qui le jouxte du côté nord; les façades sur la rue et sur la cour

ont fait l'objet d'un traitement décoratif tout à fait exceptionnel pour un monument de ce type, et elles constituent une des grandes réussites de l'art alépin sous les Ottomans<sup>47</sup>. Construit beaucoup plus tardivement, le Khân al-Wazīr (1682) [N 15] a malheureusement beaucoup souffert des travaux d'urbanisme de l'époque contemporaine qui ont considérablement réduit ses dimensions primitives (environ 4 560 m<sup>2</sup>) et irrémédiablement compromis son équilibre architectural. Sa

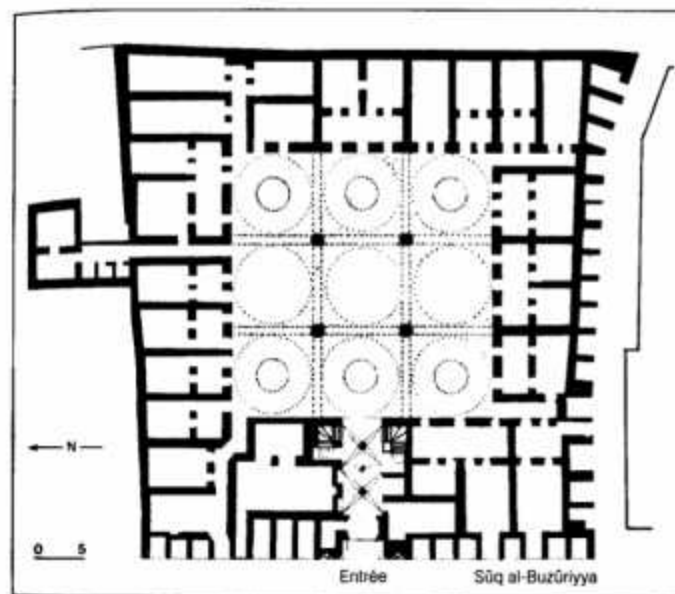


19. Khân de Qurt Bey à Alep (d'après J. Sauvaget : Alep, planche LXIII).

décoration est presque aussi remarquable que celle du Khân al-Gumruk dont elle est d'ailleurs visiblement inspirée (en particulier dans le traitement des façades extérieure et intérieure du portail monumental). Dans ce cas encore, on peut apprécier la profondeur de l'empreinte mamelouke, mais aussi, d'une manière générale, la vigueur des traditions syriennes qui l'emportent sur les influences venues d'Istanbul<sup>48</sup>.

Cette stabilité si remarquable des types architecturaux dans les caravansérails de Tunis, du Caire ou d'Alep rend plus

intéressante encore la diffusion à Damas, au XVIII<sup>e</sup> siècle, d'un modèle nouveau, caractérisé par la couverture de l'espace central au moyen de coupes. Damas comptait un grand nombre de *khân* de structure traditionnelle avec espace central à ciel ouvert, mais les constructions couvertes en coupes n'y étaient pas rares : nous avons vu plus haut que le *bedestan* construit, avant 1608, par Murâd Pacha comportait neuf coupes, disposition qui était sans doute le résultat d'une influence ottomane directe. Ce type de construction eut apparemment un grand succès au XVIII<sup>e</sup> siècle puisque toute une série de *khân* furent bâtis avec des cours placées sous des coupes : Khân Sulaymân Pacha [F 5], édifié en 1732, par un *wâlî* appartenant à la famille des 'Azm et dont la cour rectangulaire (11,30 sur 23,50 mètres) était couverte de deux grandes coupes sur pendentifs, aujourd'hui effondrées, et était entourée de 17 magasins au rez-de-chaussée et de 19 chambres donnant sur une galerie, à l'étage<sup>40</sup>; Khân al-Safarjalâniyya (construit avant 1757) [F 4], avec trois coupes<sup>41</sup>; Khân al-Sidrâniyya (construit avant 1757) [F 4], avec deux coupes<sup>42</sup>. Mais aucun de ces monuments n'avait l'ampleur du grand *khân* (appelé *qaysariyya* par les contemporains) que As'ad Pacha al-'Azm (gouverneur de Damas de 1743 à 1757) bâtit, entre février-mars et octobre-novembre 1753, dans le Souq al-Buzûriyya, à une distance de moins de cent mètres des trois édifices précédents [F 5]<sup>43</sup>. Long de 52 mètres et large de 46 mètres, cet édifice était le plus vaste caravansérail de Damas (surface totale : 2 500 mètres carrés). Sa cour carrée (27 mètres de côté) était couverte par neuf coupes soutenues par quatre piliers : elle permettait d'accéder à de vastes locaux commerciaux, deux escaliers menant à la galerie de l'étage, sur laquelle ouvraient une trentaine de pièces. Si le beau porche monumental évoque l'architecture mamelouke, l'organisation intérieure est sans précédent à Damas et n'a aucun équivalent à Alep. Dans ce cas, une influence ottomane paraît tout à fait probable, et peut-être faut-il considérer que ce *khân* est l'équivalent, en plein XVIII<sup>e</sup> siècle, des *bedestan*



20. Khân As'ad Pacha à Damas : rez-de-chaussée (d'après A. Rihâwî : Khânât Madîna Dimashq, planche 7).

construits, cent cinquante ans avant, à Damas. Une construction aussi imposante était sans doute justifiée par l'activité commerciale de Damas, et par la volonté du pacha, alors au faite de son autorité, d'assurer des revenus importants aux grands *waqf* qu'il constituait. Mais c'était aussi une entreprise de prestige destinée à manifester la puissance de son promoteur, la référence à un style « impérial » n'étant pas, elle non plus, dépourvue de signification politique.

### Les activités artisanales

Les activités artisanales dans les grandes villes arabes ont fait généralement l'objet de remarques péjoratives de la part des voyageurs occidentaux, surtout à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque la médiocrité des arts dans les pays orientaux contrasta, d'une manière flagrante, avec les progrès enregistrés en Europe. Tout à fait caractéristiques, de ce point de vue, sont les remarques d'un observateur, il est vrai particulièrement sévère : les arts mécaniques « les plus simples », écrit Volney, à propos de l'Égypte, qu'il visite en 1783, « y sont encore dans une sorte d'enfance. Les ouvrages de menuiserie, de serrurerie, d'arquebuserie, y sont grossiers. Les merceries, les quincailleries, les canons de fusil et de pistolet viennent tous de l'étranger. A peine trouve-t-on au Kaire un horloger qui sache raccommoder une montre, et il est Européen... On y fait de la poudre à canon, mais elle est brute. Il y a des raffineries, mais le sucre est plein de mélasse, et celui qui est blanc devient trop coûteux... Dans cette barbarie générale », conclut-il, on s'étonne que le commerce « ait conservé l'activité qu'il déploie encore au Kaire ». Le tableau n'est pas moins sombre en Palestine et en Syrie. La manière d'y exercer les arts, remarque encore le voyageur, « retrace presque en tout les procédés des siècles anciens : par exemple, les étoffes que l'on fabrique à Alep ne sont pas de l'invention des Arabes ; il les tiennent des Grecs... Les teintures dont ils usent doivent remonter jusqu'aux Tyriens... Le ciment doit être celui des Grecs et des Romains », etc.<sup>53</sup>. Rien d'étonnant donc à ce que les auteurs modernes se montrent aussi expéditifs : « Si on les compare à leurs antécédents médiévaux, notent Gibb et Bowen, les produits industriels de l'Égypte et de l'Asie occidentale à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient, dans l'ensemble, primitifs et grossiers... Il y avait peu de demande pour du mobilier luxueux ou artistique et ces industries étaient partout en déclin »<sup>54</sup>.

### Les caractères de l'artisanat

Une des principales caractéristiques de l'artisanat était l'extrême division du travail. Ce morcellement des activités productives se traduisait par une étonnante richesse de métiers et de corporations professionnelles. A Tunis, au XIX<sup>e</sup> siècle, note P. Pennec, « La fabrication des fusils est fragmentée entre trois corporations, la première faisant les canons, la seconde les batteries et la troisième fabriquant les crosses et procédant au montage des différentes pièces ; les belghajiya [fabricants de chaussures] confient certaines tâches à des artisans spécialisés : le bhamri, qui coud une tresse de soie à la bordure extérieure des babouches de type beskri, le kdamji qui pose des talons »<sup>55</sup>.

C'est naturellement au Caire, ville où les activités artisanales étaient les plus développées, et les plus variées, que cette division était la plus marquée. La liste dressée par les Français en 1801, bien qu'incomplète, ne mentionne pas moins de 104 corporations à caractère artisanal. Dans certaines branches d'activité, l'émiettement était extrême. Il y avait au moins six corporations de teinturiers : teinturiers (*sabbaghîn*), teinturiers en toutes couleurs sauf le bleu, teinturiers en bleu, teinturiers de toile « *kandaki* », teinturiers des étoffes de soie, teinturiers de tissus « *hindi* ». Les tourneurs de bois (*khar-râtîn*) étaient répartis en quatre corporations : tourneurs en bois, amincisseurs de bois pour faire des caisses, fabricants de tabourets, fabricants de grillages. Il y avait six corporations d'ouvriers en fer (*haddâdîn*) : ouvriers en fer, ouvriers en clous, faiseurs d'aiguilles, faiseurs de mors, maréchaux-ferrants, couteliers, etc.<sup>56</sup>.

Ce morcellement ne correspondait pas à une division technique du travail (qui aurait pu avoir des effets positifs), mais à un émiettement du processus de production (dont il exprimait la faiblesse). Les ateliers artisanaux étaient en général de petites dimensions, n'employant, le plus communément, qu'un maître et quelques ouvriers. Pour Tunis, au XIX<sup>e</sup> siècle,



P. Pennec évalue le nombre des maîtres de corporations artisanales à trois mille environ, celui des compagnons à neuf mille et celui des apprentis à six mille, soit trois compagnons et deux apprentis par atelier en moyenne. Une partie importante de la production provenait d'ateliers familiaux. A Alep, note Russell, « une multitude de petits artisans ont un ou deux métiers dans leur propre maison. Une grande partie de la soie, ainsi que du coton, est filée et préparée pour le métier par les femmes qui emploient le temps que leur laissent leurs occupations domestiques, à cette sorte de travail »<sup>57</sup>. Pour le Caire, le voyageur turc du XVIII<sup>e</sup> siècle, Evliya Chelebi, donne des chiffres également significatifs : pour 117 métiers de caractère artisanal, cet auteur mentionne 13 149 boutiques et ateliers, et 45 791 travailleurs, soit 3,5 individus par atelier ou boutique, en moyenne un patron et deux ou trois ouvriers, chiffre tout à fait vraisemblable qui changea sans doute assez peu jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>58</sup>.

Ce double morcellement aggravait les effets de la stagnation de techniques qui n'avaient fait aucun progrès notable depuis le début de l'époque moderne. Les voyageurs européens étaient sensibles à une situation qui contrastait avec celle d'un Occident en plein essor, et ils s'accordaient pour constater la médiocrité de l'outillage utilisé par les artisans et le caractère routinier de leurs méthodes, même si leur ingéniosité et leur dextérité leur permettaient parfois de produire des objets parfaitement réussis, comme le remarque Russell à Alep<sup>59</sup>. Sur ce point, aucune ville ne nous est mieux connue que le Caire pour lequel les planches de la *Description de l'Égypte* (qui sont comme un écho de celles de l'*Encyclopédie*) illustrent avec la plus extrême précision les commentaires des savants français. Les chaudronniers (dont l'art est jugé proche de la perfection) emploient les mêmes outils que leurs homologues français, « quoique plus grossièrement faits ». Les forges au Caire peuvent plutôt se comparer « aux forges de campagne », et utilisent des soufflets simples d'un modèle qui était courant en Europe au XVI<sup>e</sup> siècle. Les tourneurs sur bois utilisent un

tour « très imparfait », mais suppléent par leur adresse à cette imperfection. Le métier des tisserands en lin ressemble à celui des tisserands des campagnes; il est assez « grossièrement établi » et peu solide. Le métier du fabricant d'étoffes de laine, « grossièrement fait, est construit en bois brut, attaché avec des clous et des ficelles ». Le moulin à sucre, bien qu'ingénieux, est décrit comme un instrument assez « imparfait », d'une exécution grossière. Le moulin à plâtre est une machine bien conçue, mais rudimentaire : « toutes les pièces de bois, c'est-à-dire le levier et les deux axes, sont des branches grossièrement taillées, ou même encore avec leur écorce »<sup>60</sup>.

Un outillage aussi rustique était peu encombrant et très mobile. Un des auteurs de la *Description*, Coutelle, remarquait que « le chaudronnier, le forgeron, l'orfèvre, le tourneur et presque tous les ouvriers en Égypte, transportent leur atelier et le construisent dans la cour de celui qui veut les employer... La charge d'un chameau ou d'un âne suffit au transport des outils et de tout ce qui est nécessaire à leur établissement et à leur travail »<sup>61</sup>. Cet outillage était aussi peu coûteux, et, compte tenu de la faible dimension des ateliers, il ne représentait qu'un investissement réduit. Dans les successions d'artisans que j'ai pu étudier, à partir des registres des Tribunaux du Caire, le matériel ne figure que pour une faible part de la succession. Pour quatre artisans en cuivre et en fer, la valeur des outils de travail est évaluée à une moyenne de 1 703 paras, sur une succession moyenne de 13 446 paras (soit environ 13 pour cent). Dans l'artisanat textile, une des activités principales de l'Égypte, l'outillage était tout aussi modeste. Un métier à tisser de bois (*naïel*), il est vrai fort rustique, ne valait pas plus d'une centaine de paras. Aussi le matériel utilisé dans les ateliers des fabricants de tissus de soie (*harîrî*) n'exigeait-il qu'un investissement réduit : pour neuf de ces artisans, la valeur moyenne du matériel était de 974 paras, soit 1,4 % seulement du montant moyen de la succession (69 272 paras). Rares étaient les artisanats qui nécessitaient un outillage un peu complexe et coûteux : les presses à huile

(qui, d'après la *Description*, pouvaient valoir jusqu'à 36 000 paras), le matériel de raffinage des fabricants de sucre (quelques milliers de paras) constituaient les exceptions les plus notables<sup>62</sup>.

### *Place de l'artisanat dans l'activité urbaine*

Les faiblesses de l'artisanat que révèle l'étude des techniques utilisées et de son organisation sociale justifient largement les constats négatifs que j'ai mentionnés plus haut. La médiocrité de certaines productions locales amena parfois les responsables politiques à faire appel à des étrangers, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1772, 'Ali Bey décide de faire venir en Égypte quatre ou cinq ouvriers en fer, recrutés au Piémont, pour fabriquer des canons. En 1789, Ismâ'il Bey prend contact avec le consul de France au Caire et demande que la France lui envoie un ingénieur-en-chef, un chef fondeur, « avec un nombre d'ouvriers en état de lui faire du canon, des mortiers », et des constructeurs pour faire des bâtiments sur le Nil. Un peu plus tard, à Alger, le Dey utilisera de même des Européens pour fondre les canons<sup>63</sup>.

Cette dépendance à l'égard de l'étranger se manifesta en particulier dans le domaine des productions de luxe dans lesquelles les artisans locaux avaient jadis brillé. Ce changement témoignait de l'incapacité des artisans locaux à produire les objets dont s'entouraient les membres de la caste dominante et de la bourgeoisie indigène, mais il attestait également des changements profonds dans le goût, dans la mesure où, aux objets traditionnels fabriqués localement, les gens de l'élite préféraient désormais des objets apportés à grands frais de l'Europe. On doit interpréter de cette double manière le succès de plus en plus grand remporté par les tissus d'origine européenne. « La mode de s'habiller de drap [importé] qui était il y a vingt ans, renfermée dans les seuls Grands du Pays, s'est étendue depuis peu à toutes les personnes aisées », écrivait le consul de France au Caire en 1748. A Tunis, la mode des

tissus de luxe importés (souvent d'Orient) était si solidement ancrée dans les usages que le bey Hammûda Pacha ne jugeait pas inutile de prêcher d'exemple en portant en public un voile (*taylasân*) tissé à Djerba, pour faire la leçon à ses courtisans et les encourager à faire usage de tissus du pays<sup>64</sup>. Tout aussi significatif est l'usage de plus en plus large fait, par exemple, de carreaux de faïence importés de l'Occident (en particulier de Delft) dans les belles résidences d'Alger et de Tunis, en dépit de la qualité de la production locale. En Égypte, les importations de verrerie, en provenance à peu près exclusive de Venise, avaient fait des progrès rapides dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle au point de représenter, suivant les estimations de Girard, dans la *Description de l'Égypte*, 14,10 % des importations de l'Égypte en provenance de l'Europe<sup>65</sup>.

Le bilan de l'artisanat n'était cependant pas totalement négatif : quelques villes arabes nous donnent des exemples de productions qui, par leur volume et par leur rôle dans l'activité économique globale, échappent au verdict général de déclin prononcé par les voyageurs. L'industrie des chéchias de Tunisie est une de ces exceptions. Régénérée par les Andalous venus s'installer en Tunisie au début du XVII<sup>e</sup> siècle, la fabrication des bonnets resta liée à cette communauté qui en tira prospérité matérielle et prestige. Le processus de fabrication comprenait un grand nombre d'opérations dont une partie seulement se déroulait à Tunis : tricotage de la laine à l'Ariana, village proche de Tunis; couture dans les ateliers du faubourg de Halfawîn; lavage et foulage au Batan de Tebourba, sur la Medjerda; cardage et tonte à Tunis; teinture à Zaghouan; mise en forme, feutrage et finition dans le souq. La qualité des matières premières employées (laine espagnole, vermillon), le soin apporté à la fabrication expliquent la supériorité de la chéchia tunisienne sur les produits européens concurrents (marseillais, en particulier). Au total, environ 15 000 artisans, travaillant pour quelque 300 maîtres *shaw-wâshî*, fabriquaient, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un peu moins

de 100 000 douzaines de bonnets (deux fois plus que la France). La production, qui paraît avoir triplé entre 1720 et 1770, donnait lieu à un vigoureux courant d'exportation vers les autres pays de l'Empire : l'Égypte recevait pour 35,4 millions de paras de bonnets (plus de 20 000 douzaines) du Maghreb, surtout de Tunis, soit plus du tiers de ses importations de cette provenance; les Tunisiens constituaient une compagnie à Istanbul où ils contrôlaient ce commerce. Par son organisation, le nombre des individus concernés, le volume de la production et de l'exportation, la fabrication des chéchias constituait une véritable industrie dont l'activité ne commença à décliner qu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'effet de la concurrence européenne<sup>66</sup>.

L'industrie du sucre était une activité très ancienne qui avait tenu une grande place dans l'économie de l'Égypte médiévale et qui y avait gardé une importance assez remarquable, d'où, sans doute, la localisation très centrale des ateliers des *sukkariyya* (raffineurs de sucre) au Caire, à proximité de la Qasaba où se trouvaient les points de vente (Souq al-Sukkariyya, en 257 M 6). D'après Evliya Chelebi, il y avait au Caire quarante sucreries (*matbakh al-sukkar*) où travaillaient trois cents personnes. A cette époque (fin du XVII<sup>e</sup> siècle), les fabricants de sucre étaient exceptionnellement riches pour des artisans : entre 1679 et 1700, j'ai relevé, dans les archives des Tribunaux, 14 successions de *sukkari* dont le montant moyen (147 649 paras) était très supérieur à la moyenne des successions d'artisans (48 845 paras). Cette prospérité témoigne de l'activité d'une production qui resta exportatrice jusqu'à ce que, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les produits de Marseille, de Trieste et de Fiume viennent concurrencer la production égyptienne sur ses marchés traditionnels du Levant et ruiner progressivement la position des *sukkari* cairotes<sup>67</sup>.

Plus durable fut la prospérité de l'artisanat textile dont Le Caire était un centre très actif (tissage des toiles de lin et de coton, et surtout filature et tissage de la soie). Un tiers des artisans cairotes dont j'ai étudié les successions étaient des

artisans du textile, principalement des fabricants d'étoffes de soie (vingt-cinq successions sur 129 successions d'artisans étudiées entre 1679 et 1700; 21 sur 154 entre 1776 et 1798). Bien que la technique de fabrication et que la qualité des produits fussent assez médiocres, la production textile égyptienne faisait l'objet d'une exportation active vers les pays de l'Empire et même vers l'Europe. A la fin du siècle, l'Égypte vendait pour 124,9 millions de paras de tissus vers l'Afrique du Nord, 56,2 millions vers la Syrie, et le montant total de ses exportations était comparable à celui des réexportations de café, principal produit commercial de l'Égypte à cette époque. L'envahissement progressif du marché égyptien et levantin par les toiles européennes ne pouvait que provoquer à terme une crise profonde dans l'artisanat égyptien, dont les premiers signes apparaissent, en effet, vers la fin du siècle, avec, par exemple, une baisse sensible des fortunes des tisserands en soie (*hariri*) cairotes : succession moyenne de 87 415 paras pour 17 de ces artisans entre 1679 et 1700; succession moyenne de 33 353 pour 13 *hariri* entre 1776 et 1798. Mais la vitalité de l'artisanat textile était encore assez forte pour que l'on constate une augmentation régulière des achats de toiles égyptiennes par les commerçants marseillais installés au Caire, du début à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : 148 000 livres en 1700-1702 (6,8 % du total des achats marseillais); 242 000 en 1750-1754 (9,5 % du total des achats); 480 000 en 1785-1789 (17 %)<sup>68</sup>.

C'est sans doute à sa position sur les grandes routes du commerce, et au rôle qu'elle jouait comme centre de redistribution qu'Alep doit l'importance de son activité manufacturière, en particulier dans le domaine de la fabrication des textiles dont l'apogée se situe aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Cet essor était naturellement lié à la constitution de l'Empire et à l'ouverture d'un énorme marché intérieur qui stimula les activités « industrielles ». Il n'est pas impossible que les pachas ottomans y aient directement contribué en encourageant l'installation d'ateliers textiles : une des plus impor-

tantes productions d'Alep, une cotonnade à rayures, porte le nom d'*alāja*, un vocable turc (*alāca* : « rayé »), ce qui a fait supposer à Gibb et Bowen que la fabrication de ces tissus fut peut-être introduite par les Ottomans<sup>69</sup>. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Barbié du Bocage estimait qu'il y avait à Alep 12 000 métiers à tisser et 100 teintureries, et il donnait une longue liste des productions, très variées, de l'industrie textile alépine : étoffes de soie, de satin, étoffes brochées en or et en argent, toiles blanches ou autres, cotons, châles de laine, indiennes, etc. Une énumération qui n'était certainement pas exagérée, car un document de 1762 concernant les conditions de fabrication des tissus à Alep ne mentionne pas moins de 43 espèces différentes d'étoffes tissées dans cette ville<sup>70</sup>. Les statistiques commerciales marseillaises sont un bon indice de la prospérité de cette production au XVIII<sup>e</sup> siècle : les achats de toilerie originaires d'Alep passent de 85 000 livres, en 1700-1702, à 1 326 000 livres, en 1750-54, et finalement à 1 696 000 livres, en 1785-1789, soit respectivement 10,4 %, 63,9 % et 48,2 % du total des achats marseillais dans cette échelle. Dans cette dernière période, Alep fournissait 67 % du total des toileries que le commerce marseillais importait en provenance de l'ensemble du Levant (2 529 752 livres au total<sup>71</sup>).

L'« industrie » textile d'Alep se développa surtout dans le faubourg nord de la ville, et elle fut sans doute un des éléments moteurs d'une croissance dont nous avons vu la rapidité : toute la région située au nord du Bâb al-Nasr [I 16] vit s'installer les ateliers de tissage ou de teinture dont beaucoup ont subsisté jusqu'à nos jours. Cette expansion se fit principalement à l'intérieur d'une structure très caractéristique de la ville d'Alep, la *qaysariyya* de tissage, qu'il faut distinguer de la *qaysariyya* — halle fermée où l'on vendait des objets de valeur — et de la *qaysariyya* — hôtellerie et entrepôt de marchandises. Les *qaysariyya* de tissage s'ordonnaient autour d'un espace central et comportaient généralement un étage. Les métiers étaient installés dans les chambres, en nombre

variable, qui s'ouvraient sur la cour et sur la galerie. Les trois *qaysariyya* construites dans le quartier de Judayda [F 12], dans le cadre du *waqf* Ipshir Pacha, avaient des surfaces de 1 145,800 et 807 mètres carrés, et elles comportaient respectivement 27, 14 et 28 pièces, de dimensions très diverses (une des plus vastes avait pour dimensions 7,80 sur 6,30, soit 49 m<sup>2</sup>; une des plus petites 5,60 sur 3,40, soit 19 m<sup>2</sup>), réparties sur deux niveaux; des escaliers à ciel ouvert donnaient accès aux étages qui comportaient de vastes terrasses où les tisserands pouvaient effectuer les opérations exigeant le déploiement des fils. Beaucoup de ces *qaysariyya* furent construites sous les Ottomans : ces bâtiments constituaient un des placements les plus habituels pour les capitaux; c'est pourquoi on les trouve habituellement en grand nombre dans les *waqf*, leurs revenus permettant l'entretien des monuments religieux ou des œuvres en faveur desquels la fondation était constituée<sup>72</sup>.

Les industries du savon ou de la tannerie mériteraient d'être mieux étudiées, non seulement en raison de l'importance de leur rôle économique, et du nombre des artisans qu'elles employaient, mais aussi parce qu'elles ont amené la construction de bâtiments qui, malgré leur destination utilitaire, présentent un réel intérêt architectural. Barbié du Bocage recensait sept savonneries (*masbana*) à Alep; celle qui s'élève encore à proximité de la *madrassa* 'Uthmâniyya [J 17] est un vaste édifice du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont l'équipement (comportant des cuves pour la fabrication du savon dans des salles voûtées et des séchoirs à l'étage, protégés par des claires-voies) est à peu près intact. La grande tannerie construite au XVI<sup>e</sup> siècle (un peu avant 1574), à l'extérieur de Bâb Antâkiya, au bord du Quwayq [O 8], a disparu, mais assez récemment, puisque J. Sauvaget en donne une photographie. Nous en connaissons les dimensions : 170 mètres de long sur 40 de large, soit une surface d'environ 6 800 mètres carrés, avec 53 pièces au rez-de chaussée et 58 à l'étage. Un bain public, réservé aux tanneurs, et une mosquée, située à proximité,



complétaient cet ensemble monumental, qui faisait partie du *waqf* constitué en 1574 par Muhammad Pacha<sup>73</sup>.

D'une manière générale, la production « industrielle » des villes arabes ne doit donc pas être négligée. Les grandes villes jouaient un rôle essentiel dans l'économie globale des pays dont elles étaient le centre, en fournissant à la population rurale les produits dont elle avait besoin et que ni les ateliers familiaux, ni l'artisanat rural ne pouvaient fabriquer en quantité suffisante : outillage, vêtements, objets de luxe. D'autre part, les villes fabriquaient des objets qui étaient exportés vers les autres provinces de l'Empire, dont les productions étaient complémentaires : si les courants d'échanges internes nous étaient mieux connus, cette complémentarité apparaîtrait plus clairement. Si nous prenons le cas de l'Égypte, pour laquelle les éléments statistiques sont un peu moins déficients que pour les autres provinces arabes, la part du commerce fondée sur la production artisanale, concentrée pour l'essentiel dans les grandes villes, semble importante. D'après Girard (dans la *Description de l'Égypte*), l'Égypte vendait pour 131 349 000 paras à la Syrie, dont presque la moitié (56 250 000 paras) représentait la valeur de 2 à 3 000 balles de toiles de lin fabriquées au Caire; elle lui achetait pour 210 543 600 paras, dont 43 060 000 de tissus divers (toiles de coton de Palestine, étoffes de soie et de coton de Damas et Alep), et 13 200 000 paras de savons de Syrie et de Palestine. Toujours d'après Girard, l'Égypte exportait vers le Maghreb une grande quantité de tissus produits par l'artisanat local : toiles de lin et de coton (2 000 balles vers Tunis, 350 vers Alger); étoffes de soie « *gotny* » (4 à 500 pièces vers Alger); toiles de coton teintées en rouge (5 à 600 charges vers le Maroc). Au total, environ 124,9 millions de paras, sur un trafic maritime et caravanier de 158 771 120 paras. Les pays du Maghreb vendaient à l'Égypte des tarbouch, fabriqués pour l'essentiel à Tunis (35 400 000 paras), des burnous (10 millions), des couvertures de laine (7,2 millions), des châles de laine (1,8 million), des chaussures de cuir (1,5 million), produits traditionnels

de l'artisanat maghrébin, dont le total représentait près des deux tiers des importations égyptiennes par la voie maritime (92 951 875 paras)<sup>74</sup>. Cette production artisanale jouait un rôle non négligeable dans les relations commerciales avec les pays européens eux-mêmes. D'après les statistiques de la Chambre de Commerce de Marseille, les Échelles d'Égypte achetèrent, entre 1785 et 1789, une moyenne annuelle de 672 000 livres de draps et en vendirent pour 480 000 livres. Le bilan d'Alep était encore plus satisfaisant : pendant les mêmes années, l'Échelle vendit aux commerçants marseillais pour une moyenne de 1 696 000 livres de toilerie et leur acheta pour 698 000 livres de draps<sup>75</sup>.

En dépit de la pénétration de plus en plus massive de la production européenne, et de la crise qui s'amorçait dans les artisanats locaux, les grandes villes du Levant continuaient à être les centres d'une fabrication dont les produits correspondaient aux goûts des consommateurs locaux, et dont une partie pouvait encore trouver des débouchés dans les pays européens. Ce n'est que vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que les industries textiles locales s'effondrèrent en face de la concurrence européenne, entraînant avec elles les économies urbaines traditionnelles dont elles avaient largement contribué à assurer l'équilibre.



*Chapitre 6*  
Les zones de résidence et  
les types d'habitat

Introduction

Peu de domaines paraissent aussi familiers que celui de l'habitat dans les villes arabes. La maison traditionnelle a été le sujet de beaucoup de réflexions de caractère théorique (en particulier en ce qui concerne les rapports entre sa structure et l'organisation religieuse et sociale de l'Islam); elle a aussi donné lieu à des monographies nombreuses et de grande qualité<sup>1</sup>. Il est cependant peu de problèmes qui restent aussi obscurs, en raison, d'une part, des lacunes qui subsistent dans notre documentation, et d'autre part, des stéréotypes qui continuent à avoir largement cours.

Nous ne connaissons véritablement avec un peu de précision que l'habitat riche ou moyen des villes arabes avant le début de la période contemporaine. C'est le seul pour lequel l'archéologie urbaine nous fournisse un échantillonnage satisfaisant. Les raisons de cette situation sont si évidentes qu'il est à peine besoin de les rappeler. Les maisons anciennes (et datables avec quelque précision) qui sont parvenues jusqu'à nous sont

naturellement les maisons qui, bien construites et bien aménagées, ont fait l'objet d'une utilisation continue par des occupants qui avaient les moyens de les entretenir et de les réparer. A ces conditions, certaines ont pu durer pendant des siècles : Fès compte sans doute quelques palais qui remontent aux Mérinides; Tunis et le Caire conservent des restes d'architecture hafside ou mamelouke. Mais ces cas sont exceptionnels : l'usure du temps a eu raison de la plupart des monuments civils anciens, moins régulièrement entretenus que les édifices religieux. Plus récemment, la modernisation des villes a entraîné des ravages dans les zones anciennes : au Caire, toute la moitié ouest de la ville « historique » a disparu dans des opérations d'urbanisme qui remontent au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce qui subsistait des centres anciens, les changements socio-économiques qui ont fait succéder à des occupants riches ou aisés des occupants moins fortunés ou même pauvres ont eu des conséquences désastreuses : la dégradation accélérée de ce qui restait des grands palais mamelouks ou ottomans que l'on constate depuis quelques décennies au Caire est due à une telle transformation dans le niveau social des occupants, bien plus qu'au vieillissement naturel des monuments. De l'habitat moyen et pauvre, peu de choses subsistent : édifiées avec moins de soin, avec des matériaux de moins bonne qualité, les habitations de cette catégorie ne survivent que l'espace d'une ou deux générations et sont donc perpétuellement renouvelées. Dans la plupart des cas, le parcellaire est le seul vestige qui demeure de l'habitat de la partie la plus pauvre de la population. Les formes architecturales que nous offrent les zones historiques des villes ne sont donc que partiellement représentatives de l'habitat ancien, dont seule la frange la plus favorisée existe encore. Il s'agit là d'une évidence qui ne doit être rappelée que parce que les historiens des villes ont parfois négligé de la prendre en compte.

Les sources historiques dont nous disposons ne nous permettent pas de corriger véritablement cette distorsion. Les documents d'archives dont nous possédons un grand nombre

et une grande variété, transactions immobilières consignées dans les registres des cours des cadis, constitution d'immeubles *wagf*, ne concernent habituellement que les résidences appartenant à la plus belle partie du parc immobilier urbain, celles dont la vente justifiait un enregistrement, celles qui figuraient dans les successions les plus importantes (les seules conservées en grand nombre), celles enfin qu'il était rentable de faire entrer dans le lot des constructions destinées à entretenir une fondation. Les habitations de la partie la plus pauvre de la population sont, inévitablement, peu représentées dans ces documents, et ce n'est guère qu'au détour de relations de voyages (d'un haut niveau scientifique lorsqu'il s'agit, par exemple, de la *Description de l'Égypte*) que quelques indications nous sont parfois apportées sur la manière d'habiter de la plus grande partie de la population urbaine, aucune littérature romanesque ne venant malheureusement combler cette lacune.

Tout naturellement, l'attention des chercheurs a été surtout attirée par les vestiges les plus remarquables de l'architecture civile, les plus séduisants pour les historiens de l'art. Ce qui subsistait d'un habitat simplement « moyen » n'a fait que très récemment l'objet de recherches systématiques<sup>3</sup>. On doit donc se résigner à ne pouvoir reconstituer que partiellement un aspect aussi fondamental de l'existence du plus grand nombre des habitants des grands centres urbains, leur manière d'habiter.

Aux lacunes que je viens de signaler, et qui sont dues aux limites de l'information que sont susceptibles de nous fournir l'archéologie urbaine et les archives, s'ajoutent les effets d'un grand nombre d'idées reçues qui ont contribué également à obscurcir la recherche sur l'habitat privé dans les grandes villes arabes. La première concerne l'absence supposée, dans ces villes, d'une ségrégation spatiale fondée sur des critères socio-économiques. L'expression la plus récente d'une telle conception se trouve dans l'ouvrage de A. Abdel Nour sur les villes syriennes : « Caractérisés par une certaine homogénéité

ethnique, régionale et souvent confessionnelle, les quartiers urbains sont socialement composites. Traditionnellement, le voisinage des familles riches et pauvres est de règle dans les villes arabes »<sup>4</sup>. Une telle conception repose, plus ou moins, sur l'idée que la société islamique traditionnelle était assez égalitaire. J'ai remarqué plus haut que les recherches réalisées dans les archives des Tribunaux égyptiens prouvent qu'il n'en était rien, et que, en tout cas au Caire, à l'époque ottomane, les inégalités socio-économiques étaient très fortes, un phénomène qui apparaîtrait avec plus d'évidence encore si les documents du Tribunal ne sous-représentaient pas les très petites successions, et si les successions englobaient les biens immobiliers, surtout détenus par les plus riches, ce qui est rarement le cas<sup>5</sup>. On a peine à penser qu'une hétérogénéité aussi marquée ne trouvait pas son expression géographique dans une différenciation des résidences suivant le niveau socio-économique des habitants. Sur ce point, c'est, une fois de plus, l'absence de toute connaissance statistique de la structure sociale de la population urbaine et de toute information chiffrée sur les conditions de l'habitation (permettant d'établir une relation entre le caractère de la résidence et le niveau socio-économique) qui entretient les illusions que nous avons mentionnées plus haut. Le Caire est la seule ville pour laquelle, dans l'état actuel de nos connaissances, de telles corrélations puissent être établies. Sur un plan plus limité, rares sont les villes où des études globales ont été menées sur la nature de l'habitation traditionnelle et sur sa répartition géographique, en prenant en considération les dimensions et la qualité de l'habitat et le niveau socio-économique des résidents.

Tout aussi dommageables sont les stéréotypes concernant les caractères de l'habitation traditionnelle qui est décrite comme appartenant à un modèle unique, invariable dans le temps comme dans l'espace : isolée, à l'intérieur de la ville, par un réseau complexe de rues qui se terminent en impasses, totalement introvertie, avec une fermeture rigoureuse sur

l'extérieur et une ouverture exclusive sur l'intérieur au moyen du patio, cette maison réaliserait d'une manière si parfaite les aspirations sociales et même religieuses de l'Islam qu'on pourrait la qualifier de « musulmane ». Georges Marçais donne, dans son article « Dâr » de l'*Encyclopédie de l'Islam*, une définition, qui mérite d'être longuement citée, de cette conception : « L'aménagement d'un espace vide central, qu'entourent des pièces habitables, n'appartient certes pas en propre au monde arabe. Le même dispositif caractérise la maison romaine primitive... et la maison hellénistique. Mais ce type d'architecture domestique semble offrir à la vie musulmane son cadre idéal. Il s'adapte naturellement à la conception patriarcale de la famille pour laquelle il constitue un milieu fermé : il favorise le secret dont le Musulman entoure sa vie privée... La demeure musulmane même riche présente l'aspect extérieur le plus sobre, des murs nus... Tout l'intérêt de cette architecture domestique se reporte sur l'espace vide intérieur. La cour apparaît presque comme la pièce principale de l'habitation ». De considérations socio-culturelles, on passe aisément à une conception quasiment métaphysique de cette maison, dont A. Abdel Nour a donné récemment la formulation la plus extrême : « La maison n'est réalisée que comme un renfermement, un cloisonnement... La maison, fermée sur l'extérieur, est, au contraire, totalement ouverte sur la cour, et par elle sur le ciel ; la cour (céleste, comme le disent si bien nos textes) réalise aussi par là la communication, non avec d'autres hommes, mais avec l'univers »<sup>5</sup>.

Ce n'est que très récemment que des doutes sérieux ont été émis sur la validité de telles généralisations, soit sous l'angle de l'histoire, soit sous celui de l'espace islamiques. Étudiant les maisons mameloukes du Caire, J.-C. Garcin remarque qu'elles « ont vu le jour à des époques où la société musulmane était très différente de ce qu'elle est devenue par la suite. C'est pourquoi on ne peut appliquer à ces édifices une interprétation ne variant de 'la maison musulmane'. En partant d'un point de vue différent, Oleg Grabar exprime le même scepti-

ticisme à propos de la maison à cour centrale « fréquemment considérée comme la maison islamique typique parce qu'elle permet la création d'espaces privés, semi-privés et publics ». En réalité, remarque O. Grabar, « ce plan particulier n'est même pas utilisable dans la plus grande partie du monde musulman tropical ou dans les climats septentrionaux froids où l'Islam a aussi pénétré. En d'autres mots, la signification climatique, et donc régionale, de la maison à cour a beaucoup plus de poids que son adaptabilité potentielle aux prescriptions sociales de la foi »<sup>6</sup>. C'est donc à une étude plus attentive aux inévitables évolutions des types de résidence au cours des siècles, aux évidentes variétés locales et à des modes « atypiques » de résidence (habitat collectif en particulier) que devront s'attacher les chercheurs.

Il ne reste aujourd'hui que peu de choses de l'habitat civil le plus somptueux, et, pour cette raison, le mieux conservé. J. Revault a pu étudier à Tunis une centaine de maisons d'époque ottomane, mais le groupe qui a étudié les palais du Caire n'a disposé que d'un échantillonnage d'une vingtaine de résidences. L'habitat moyen, pour lequel l'intérêt s'est éveillé trop tard, est en voie de disparition totale<sup>7</sup>. Quelques rares exemplaires subsistent des habitations à usage locatif (*rab'*). L'habitat populaire n'existe plus qu'à l'état de traces. C'est donc vers les archives qu'il faut désormais se tourner surtout, archives où les documents concernant les transactions immobilières et les constitutions de *waqf* donnent la possibilité d'établir une relation entre la nature de l'habitation et le statut socio-économique de son occupant. Cette recherche ne fait que commencer, et il est donc difficile d'avancer aujourd'hui plus que des hypothèses concernant des phénomènes sur lesquels les lacunes mêmes des documents que nous avons à notre disposition nous empêchent, de toute manière, d'espérer parvenir à une connaissance tout à fait précise. Si détaillées que soient les descriptions, l'absence totale de plans, et le manque d'indications sur les dimensions, qui caractérisent ces documents, laissent place à beaucoup d'obscurités

que ne permet pas toujours de dissiper l'archéologie urbaine. Tout aussi fâcheux est le manque à peu près total d'indications sur la valeur vénale des terrains, les documents ne mentionnant en général que des prix globaux concernant les constructions, et le terrain n'intervenant, dans les documents de *waqf* en particulier, que sous la forme de loyers, qu'il est difficile d'interpréter (ne serait-ce que parce que les indications de surface manquent totalement). Nous sommes ainsi privés de la connaissance d'une variable essentielle, ce qui rend difficile toute analyse chiffrée (et cartographiée) de la correspondance entre le statut socio-économique de la population et le logement, et donc toute description précise de la géographie des espaces résidentiels.

#### La géographie des zones de résidence

##### *Principes de la localisation*

Dans une large mesure, la localisation des zones de résidence était commandée par la structure économique de la ville. La concentration des activités économiques dans le centre de la cité était un facteur d'exclusion pour les fonctions résidentielles. Ainsi que nous l'avons vu, les boutiques et les ateliers ne prévoyaient pas habituellement d'espace pour le logement des commerçants et des artisans. Les zones de souqs qui occupaient la partie centrale de la ville étaient désertées par la population qui y avait ses activités dès la fermeture des marchés, à la tombée de la nuit, et jusqu'au lever du jour. Le centre de la ville était donc alternativement un pôle d'attraction et de répulsion pour la population économiquement active.

A partir du centre urbain, les zones résidentielles tendaient à se disposer en auréoles successives, suivant le principe de

répartition radio-concentrique qui prévalait dans la localisation des activités économiques. Les artisans et les commerçants s'efforçaient d'habiter aussi près que possible du lieu de leur travail : au Caire, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la distance moyenne entre l'atelier ou la boutique et la résidence ne dépassait guère 400 mètres. Les zones les plus proches de la région centrale étaient en général accaparées par la partie la plus aisée de la population locale, la rareté de l'espace, et sans doute son prix élevé, tendant à imposer une architecture relativement verticale, plus coûteuse. C'étaient donc les représentants de la bourgeoisie indigène, surtout des commerçants, qui s'installaient dans cette région, à proximité presque immédiate des grands marchés du centre, voués au commerce international. Ils s'y mêlaient aux membres des familles de 'ulamâ désireux de résider près de la Grande Mosquée où ils exerçaient des activités d'enseignement, de culte ou de justice<sup>9</sup>.

Lorsqu'on s'éloignait du centre de la ville, l'habitat diminuait en hauteur et en densité. Moins recherché et moins rare, le terrain était plus accessible à la partie moyenne de la population. Seule une étude détaillée du niveau de fortune des résidents et du prix des maisons, par secteur, permettrait de confirmer, et de chiffrer, ces indications très générales, en fournissant, pour des périodes anciennes, l'équivalent des indications que donne al-Genabi pour le Mossoul historique à notre époque, avec des valeurs dégressives du prix du terrain, de la zone des marchés (250 dinars par mètre carré dans le Souq Bâb al-Sarây [N 19] et le Souq al-'Attârin [M 20], à la zone proche du centre (quartier de Sarâjkhâna [Q 15] : 200 dinars; Bâb al-Tûb [N 21] : 150 dinars), et aux régions de résidence plus éloignées (20 à 50 dinars le mètre carré)<sup>9</sup>. Dans la région périphérique enfin habitait la partie la plus pauvre de la population à laquelle la modestie de ses moyens matériels interdisait en général de résider près du centre et qui devait s'accommoder des inconvénients multiples qui résultaient des activités artisanales polluantes ou désagréables qui s'y développaient habituellement. C'était tout naturelle-



ment la région où s'établissaient des éléments récemment urbanisés, fraîchement arrivés de la campagne, qui apportaient avec eux des modes d'habiter presque ruraux<sup>10</sup>.

Une disposition régulière des quartiers de résidence n'était cependant réalisée dans aucune ville avec cette rigueur. Ainsi que nous aurons l'occasion de le voir plus loin, le recours à un habitat collectif permettait à des strates plus modestes de la population de résider dans les zones les plus proches du centre où l'habitat individuel était normalement aisé ou moyen : les caravansérails jouaient ce rôle dans toutes les grandes villes; il s'y ajoutait, au Caire, les immeubles à destination locative (*rab*). Un second facteur d'irrégularité était constitué par la tendance des individus les plus riches à s'établir à la périphérie de la ville, dans les espaces laissés libres par le développement des activités artisanales ou commerciales. Cette prédilection s'expliquait d'abord par le désir d'échapper à l'agitation et au bruit de la zone centrale de la ville. D'autre part, les zones périphériques présentaient habituellement des zones non-bâties où il était possible de construire des résidences plus vastes que dans le centre, où la place était très mesurée : on pouvait donc édifier des palais assez largement conçus pour abriter des « maisons », une domesticité nombreuse, et pour permettre l'installation de véritables jardins, luxe à peu près inaccessible dans le centre. Dans des pays où la saison estivale était particulièrement éprouvante, ces maisons offraient les agréments de véritables maisons de campagne. Les riches négociants du Caire allèrent donc très tôt installer, le long du canal du Caire ou des étangs de la partie ouest de la ville, des maisons qui ne furent d'abord que des résidences secondaires où ils passaient la saison d'été (qui était aussi celle de la crue du Nil), mais qui finirent par devenir la maison principale où ils habitaient toute l'année.

Un troisième facteur d'irrégularité résultait de la tendance de la caste dominante à s'isoler du reste de la population pour des raisons qui s'ajoutaient à celles qui dictaient à la bourgeoisie les comportements que je viens d'évoquer. L'élitisme

des membres de la caste dirigeante, et le désir de rendre apparente, dans leur manière même de résider, leur supériorité sociale et politique sur les « sujets » étaient naturellement à la base de cette ségrégation : un des émirs les plus fastueux du Caire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Muhammad Bey al-Alfi, qui avait construit, sur la rive ouest de l'Azbakiyya, un palais somptueux, avait exprimé avec vigueur cette volonté de s'isoler des *ra'iya* : « Il habitait le plus souvent dans les palais qu'il avait fait construire en dehors du Caire, note Gabarti. Lorsqu'il voulait se rendre de l'un à l'autre... il ne passait jamais dans l'intérieur de la ville, disant à ceux qui l'interrogeaient sur cette habitude qu'il répugnait à se faire voir dans les rues par les boutiquiers et les passants »<sup>11</sup>. En dehors de ce « snobisme » et du désir assez naturel de la part des grands de ne pas donner trop de publicité à un mode de vie dont le luxe et certains aspects auraient pu les exposer à la critique, les émirs étaient conduits à éviter, pour des raisons d'évidente sécurité, les centres des villes où habitait une population nombreuse et parfois agitée, avec laquelle il aurait pu être dangereux d'être en contact direct. Il leur était utile aussi de pouvoir disposer de facilités de circulation et de communication que les rues étroites et encombrées des centres ne leur offraient pas. Enfin, les palais des émirs étaient aussi les bases de leur puissance : ils devaient pouvoir y réunir des suites nombreuses, et parfois des troupes privées; il leur fallait y disposer d'écuries, de vastes cours, de locaux pour le stockage des approvisionnements. De tels aménagements ne pouvaient être réalisés que dans les régions où l'espace n'était pas trop mesuré, c'est-à-dire dans les zones non-centrales, et même périphériques de la ville.

Dans un certain nombre de grandes villes, les membres de la caste dirigeante et de la bourgeoisie locale se construisirent, à la campagne, de belles maisons qui étaient utilisées comme résidences d'été. Les émirs d'Alger, remarque G. Marçais, « semblent avoir eu un goût très vif pour la campagne. Ils s'y transportaient avec leur famille dès le retour de la belle saison... ».



La région de la proche banlieue d'Alger était parsemée de villas appartenant aux *ra'îs* (telle la villa qui aurait appartenu au fameux capitaine Hamidou) et aux hauts dignitaires de l'état (villa du dey Mustafâ, devenue le Palais d'Été, villa Yûsuf, château de l'Agha)<sup>12</sup>. Il en allait de même à Tunis, dont la campagne, notait le voyageur Thévenot, vers 1660, était toute pleine « de ces métairies (ou maison de plaisance) qui sont bâties comme des bastides du terroir de Marseille ». Ainsi que l'écrivait, vers la même époque, le chroniqueur tunisien Ibn Abî Dinâr : « L'aisance dont jouit la population de cette cité est attestée par les maisons de campagne que possèdent la plupart des habitants, où ils passent avec leurs familles l'automne et l'été. Ceux qui sont dans le commerce vaquent à leurs occupations dans la journée, et, le soir, vont coucher dans leurs jardins, où ils se livrent à la joie ; le lendemain, ils reviennent de bonne heure à la ville »<sup>13</sup>. Beaucoup de ces palais et résidences d'été existent encore. Nous connaissons par contre peu de choses des pavillons et des palais que se construisirent les émirs du Caire dans la zone de jardins située entre la ville et le Nil, et sur la rive gauche du Nil, tel Murâd Bey, qui passait la plupart de son temps dans les nombreux palais qu'il s'était fait édifier là, et en particulier dans celui de Gizeh, où il avait fait aménager un jardin planté de « toutes sortes d'arbres fruitiers ». Il passait d'un palais à l'autre, partageant son temps « entre la chasse et les plaisirs », et Gabartî assure que « pendant six années consécutives, Murâd Bey ne vint pas une seule fois au Caire »<sup>14</sup>. Prises dans l'expansion du Caire moderne et contemporain, toutes ces résidences ont aujourd'hui disparu, et seules les gravures du temps nous permettent de nous faire une idée de leur charme et du luxe de leur aménagement.

Un autre facteur de perturbation dans l'organisation spatiale, telle qu'elle se développait sous l'effet des structures socio-économiques, était constitué par les regroupements géographiques qui s'opéraient pour répondre aux exigences communautaires des minorités religieuses ou nationales, dont

nous avons vu la diversité dans les villes ottomanes. Il s'agissait là d'une tendance très ancienne : de tels quartiers avaient existé dès la fondation du Caire fatimide pour abriter les diverses composantes ethniques de l'armée conquérante. Elle se renforça à l'époque ottomane où la forte structure des communautés (et en particulier des communautés de *dhimmi* juifs et chrétiens) ne pouvait que se traduire géographiquement par le développement de quartiers de résidence de plus en plus homogènes. Toutes les grandes villes arabes eurent un quartier juif (*hâra al-Yahûd*), toutes les grandes villes du Proche-Orient eurent un ou plusieurs quartiers chrétiens (*hâra al-Nasârâ*). Des quartiers de minoritaires musulmans (Alaouites à Antioche, Chi'ites à Baghdâd) ou des quartiers à dominantes ethniques (quartiers kurdes à Damas, Alep ou Baghdâd, quartiers andalous à Alger ou Tunis) se cristallisèrent de même durant ces quatre siècles. La localisation de ces quartiers obéissait à des facteurs historiques ou à une logique socio-économique qui en faisait des cas à part dans l'organisation générale de la ville, dont nous avons essayé de donner une image globale, inévitablement schématique. Dans quelques cas où la ville était profondément divisée, au point de ne pas avoir d'ethnie ou de communauté religieuse dominantes, c'est suivant les clivages religieux ou ethniques que s'ordonnait la structure urbaine, en contradiction avec les principes que nous venons de développer. Le cas le plus impressionnant, de ce point de vue, est naturellement celui d'Antioche, avec ses 45 quartiers répartis en deux zones chrétiennes et deux zones alaouites encadrant une zone turque (voir fig. 8). Mais Jérusalem, divisée en quatre secteurs, chrétien (huit quartiers), arménien (quatre quartiers), musulman (quatre quartiers) et juif (deux quartiers), est tout aussi caractéristique (voir fig. 7). Dans des villes dont la composition était relativement homogène, les quartiers de minorités échappaient aux règles de la dispositions radio-concentrique décrite plus haut. C'était le cas, par exemple, du quartier de Judayda à Alep [F 12] qui s'était développé dans le fau-

bourg nord de la ville, dans une zone qui se caractérisait normalement par un habitat de qualité moins élevée<sup>15</sup>. C'était aussi le cas, au Caire, des quartiers de Sûdûn [H 9] et de Gunayna [H 9] où s'étaient rassemblés, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Chrétiens syriens, communauté comptant beaucoup de commerçants prospères, dont les homologues musulmans habitaient dans Qâhira, à proximité immédiate de la zone des marchés : dans ce cas encore, le particularisme religieux déterminait une ségrégation géographique qui était en contradiction avec les principes habituels de la localisation des résidences.

#### *Géographie des zones de résidence à Alger*

La connaissance que nous avons de la géographie des zones de résidence varie suivant les villes. Elle est en général médiocre parce qu'il y a peu de villes où des études véritablement précises aient été menées sur ce point, et qu'on doit donc généralement se contenter d'une approche archéologique dont nous avons constaté les insuffisances.

A Alger, la répartition géographique de l'habitat reproduisait d'assez près la division de la société en caste dominante (militaires de la milice des Janissaires et *ra'is*) et en population indigène soumise (*ra'iya*). Cette division s'inscrivait elle-même dans les contrastes physiques du site signalés plus haut<sup>16</sup>.

La ville basse d'Alger se développait autour de la zone où étaient regroupées les activités économiques (*bedestan* et marchés), les grands centres du pouvoir politique et militaire (Janina), les principaux sanctuaires religieux de la ville. Dans cette région, parcourue par les trois principales rues de la ville, qui unissaient le centre aux trois portes de Bâb 'Azzûn [B 8], Bâb al-Wâd [I 5] et Bâb Jazira [I 9], la voirie avait un caractère très régulier, avec des rues relativement rectilignes, ouvertes, se coupant souvent à angle droit. C'est dans cette région que l'on trouvait le « quartier des *ra'is* », dont les belles résidences avaient été fort naturellement construites à

proximité du port : palais de Yahia Ra'is, palais de Chiobali Ra'is, près du Souq al-Kabîr [E 7], palais de Mami Arnaout, ancien patron de Cervantès (qui avait été prisonnier à Alger de 1575 à 1580), palais, plus tardif, de Hamidou, un des grands capitaines de la dernière période d'Alger, près de la rue de Bâb Jazira. C'est également dans cette région que s'élevaient les palais des grands dignitaires : Dâr Ahmad [G 6], Dâr Mustafâ Pacha [F 6], Dâr Hasan Pacha [F 6]. Les quelques exemplaires qui sont parvenus jusqu'à nous, grâce aux utilisations qui en ont été faites après la conquête (Mairie, Hôtel du Gouverneur, Bibliothèque Nationale), permettent de se faire une idée du luxe dans lequel vivait la caste dirigeante. C'est aussi dans cette zone de la ville que se trouvaient les huit casernes où logeaient une dizaine de milliers de Janissaires, dans des conditions apparemment assez confortables : les deux casernes de la rue Médée (« Ancienne » ou « Supérieure » et « Nouvelle » ou « Inférieure » [B 7]) nous ont été conservées grâce à leur transformation en Cercle Militaire. Elles permettaient de loger 1 950 hommes dans 55 chambrées. Leur structure architecturale, telle qu'elle apparaît sur le relevé de la caserne « Supérieure » effectué en 1840 (une vaste cour d'environ 20 m sur 20 m, entourée de pièces s'ouvrant sous des arcades, disposition reproduite à l'étage, qui donnait sur une galerie), était tout à fait comparable à celle des caravansérails, avec en plus deux mosquées, qui étaient disposées au rez-de-chaussée et au premier étage<sup>17</sup>.

La ville haute qui se déployait, à l'ouest du grand axe longitudinal menant de Bâb 'Azzûn à Bâb al-Wâd, sur les pentes de la « Montagne », était la zone résidentielle de la population indigène appartenant à la « classe moyenne ». Ces « *beldî* » exerçaient les activités artisanales et commerciales dans les régions de marchés du centre de la ville. C'est dans cette région très accidentée que se trouvaient les quartiers (*hawma*), circonstance qui explique, autant que le relief accidenté, les caractères de la voirie, particulièrement irrégulière, avec un fort pourcentage d'impasses. Cette région était presque exclu-

sivement résidentielle : on n'y trouvait aucune activité économique différenciée, mais seulement des groupes de boutiques (*hawânî*) qui sont évidemment l'équivalent des marchés non spécialisés (*suwayqa*) des villes du Proche Orient. Nous ignorons comment la population se répartissait à l'intérieur de cette région, mais il apparaît clairement que les éléments les plus pauvres ou les moins intégrés étaient rejetés à la périphérie de la ville. Haëdo parle des Arabes venus des douars qui logeaient dans des « gourbis » près de Bâb 'Azzûn, et nous savons aussi que les alentours de Bâb al-Wâd abritaient des éléments pauvres, et peu stables, de la population<sup>19</sup>.

### ... A Tunis

Les travaux de J. Revault sur les palais et maisons de Tunis permettent de définir les caractéristiques d'un habitat riche et d'en délimiter l'extension géographique, ce qui autorise, *a contrario*, quelques hypothèses sur la géographie des zones résidentielles. Ici, comme à Alger, cette géographie était déterminée par un ensemble de facteurs dont certains étaient liés à la structure générale de la ville et d'autres à sa topographie. Le phénomène principal était, indiscutablement, l'attraction exercée par la zone économique centrale, qui s'étendait régulièrement autour de la Grande Mosquée de la Zaytûna [J 6-7]. La zone de densité maximale de grandes maisons (celles qui sont étudiées par J. Revault) se développait surtout au sud et au nord de la région de la mosquée et des marchés : vers l'ouest, la présence de la Qasba [K 4] avait bloqué le développement d'un habitat privé riche ; la déclivité du terrain sur lequel s'était développée la Madîna de Tunis, de l'ouest vers l'est, avait, d'autre part, déterminé un contraste entre des régions relativement élevées, et donc plus agréables à habiter, et des zones plus basses, proches de la lagune et moins attirantes. C'est donc normalement dans la moitié ouest (haute) de la ville que s'étaient établies les belles résidences, tandis que la moitié est (basse) était occupée par une popu-

lation plus pauvre : il est significatif que le quartier juif [D-E 5-6] et le quartier franc (situé près de Bâb al-Bahr) [H 11] aient été localisés dans cette partie basse de la ville.

Les zones d'extension de l'habitat riche ainsi délimitées rassemblent, dans la partie nord de la Madîna (au-delà d'une ligne joignant la Qasba, la Zaytûna et Bâb al-Bahr), 31 des 38 palais et maisons datés d'après J. Revault, et, dans la partie sud, 64 sur 68. Il s'agit bien, pour l'essentiel, des « beaux quartiers » de la ville. On y trouve les résidences des gouvernants (qui constituaient le Makhzen), des membres de la bourgeoisie indigène et des *'ulamâ*. De ce point de vue, le clivage se faisait ici entre une bourgeoisie et une aristocratie, où se mêlaient gouvernants et sujets, à niveau social égal — et le reste de la population, alors qu'à Alger la démarcation paraît avoir été nettement tracée entre la caste dominante et les indigènes : c'est évidemment dans l'histoire des deux Régences qu'il faudrait trouver l'origine de cette différence fondamentale. Dans ces beaux quartiers se déployait un habitat de grande qualité dont J. Revault a publié les spécimens les plus remarquables : les plans cadastraux permettent de mesurer l'importance des maisons de cette zone et leur luxe relatif. Dans un îlot situé entre la rue Dar Jeld et la rue Sidi Ben Arous (où J. Revault a étudié six palais des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles) [G-H 4-5], la surface moyenne de 21 maisons est de 410 mètres carrés. Dans l'îlot limité par la rue de la Qasba et la rue Souk el-Ouzar (12 maisons étudiées par J. Revault [H-I 7-8]), la surface moyenne de 30 maisons est de 270 mètres carrés. Enfin, dans l'îlot limité par la rue el-Abri, la rue Tourbet el-Bey, la rue du Riche et la rue Abba (8 maisons étudiées par J. Revault) [L-M 7], la surface moyenne de 34 maisons est de 230 mètres carrés<sup>19</sup> (voir la fig. 28).

Dans la zone périphérique de la Madîna, au nord et au sud, mais surtout à l'est de ces quartiers riches, on trouve un habitat plus modeste, avec des maisons plus basses, souvent dépourvues d'étages, qui correspondent à une population

visiblement plus pauvre. Dans un îlot situé au nord, près de Bâb Banât [C 2], la surface moyenne de 56 maisons est de 169 mètres carrés seulement; au sud, non loin de Bâb Jadid [O 8], elle est de 147 mètres carrés (pour 67 maisons). Le chiffre le plus bas est atteint au nord-est, près de Bâb Qartajinna [D-E 8-9] : une moyenne de 122 mètres carrés pour 65 maisons. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une zone située dans la partie la plus basse de la ville et limitée à l'ouest par le quartier juif.

Les deux faubourgs nord (Bâb Suwayqa) et sud (Bâb Jazira) étaient habités par des gens de condition plus modeste, des habitants nouvellement arrivés de la campagne et même des étrangers. Ces *rabat* présentaient souvent l'aspect de villages, surtout le faubourg sud dont l'aspect presque rural reste très frappant aujourd'hui encore. Bien que l'espace fût moins rare dans ces régions que dans le centre de la ville où se concentraient les activités commerciales, les surfaces des maisons sont relativement réduites : dans deux secteurs du faubourg nord, à l'extérieur de Bâb al-Banât [C 2] et de Bâb Suwayqa [A 4], la surface moyenne est de 148 mètres carrés (pour 67 maisons) et de 175 (pour 49 maisons). Dans deux îlots du faubourg sud, à l'extérieur de Bâb al-Manâra [L 4] et de Bâb Jadid [P 8], elle est de 167 (57 maisons) et de 136 mètres carrés (74 maisons). Les secteurs les plus pauvres se situaient sur la périphérie, ou bien en dehors même des faubourgs, près des portes de la ville : la région située hors de Bâb al-Bahr, à proximité des tanneries, des tells d'ordures et des égouts à ciel ouvert qui apportaient à la lagune les eaux usées de la ville, était sans doute la plus misérable de toutes. Mais des zones d'habitat bourgeois se développèrent aussi, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la partie du faubourg nord située non loin de la limite de la Madîna, sans doute sous l'effet du surpeuplement relatif de la région *intra muros*. Dans cette zone dont l'urbanisation fut couronnée, en 1814, par la construction de la mosquée de Sâhib al-Tâbi, J. Revault mentionne plusieurs grandes maisons qui datent

à peu près de cette époque, et qui témoignent elles aussi de la promotion progressive de ce quartier.

Bien que la géographie de l'habitat à Tunis ne nous soit connue que d'une manière assez superficielle, elle nous paraît tout à fait conforme aux principes généraux que nous avons définis plus haut. L'espèce de « triage » de la population qui s'opérait en suivant des critères socio-économiques apparaît très clairement dans le cas des Andalous, communauté tard arrivée en Tunisie : les plus riches allèrent habiter les quartiers bourgeois du centre de la Madîna (où une rue des Andalous [M 7] témoigne aujourd'hui encore de leur prospérité et de leur puissance), tandis que les plus pauvres constituaient, en lisière du quartier de Bâb Suwayqa, un quartier fort modeste. Dans leur cas, les considérations communautaires se révélaient de peu de poids face aux critères socio-économiques.

#### ... Au Caire

Les zones de résidence au Caire étaient dans l'ensemble disposées en auréoles successives à partir du centre avec les irrégularités que causait, dans cette répartition théorique, la dissymétrie dans le développement du Caire, sur laquelle j'ai attiré l'attention précédemment.

La région qui s'étendait autour de la zone d'activité économique principale (dont l'axe était la Qasaba) était le lieu de résidence habituel de la bourgeoisie des négociants et de la classe moyenne des marchands et artisans qui travaillaient dans les souqs du centre. C'est le phénomène fondamental que révèle l'analyse des successions d'artisans et de commerçants pour la période 1776-1798 (dont 334 mentionnent le lieu de résidence). Dans la région de Qâhira, et principalement dans les secteurs centraux, résidaient 35,5 % des artisans et commerçants dont les successions étaient inférieures à 5 000 paras, 46,3 % de ceux dont les successions se situaient entre 5 001 et 50 000 paras, 71 % de ceux dont les successions dépassaient 50 000 paras, c'est-à-dire essentiellement les



grands négociants en café, en épices et en tissus. Une étude portant sur les seuls négociants en café et en épices (*tuggâr*) montre que le pourcentage de ceux qui habitaient à l'intérieur de Qâhira est resté constant durant deux siècles : 71 % entre 1627 et 1700 (22 sur 31); 72,5 % entre 1701 et 1750 (29 sur 40); 71,9 % entre 1751 et 1798 (23 sur 32). On connaît le luxe discret de ces résidences (parfois de véritables palais), souvent construites dans les rues adjacentes aux grands marchés centraux du Caire : la maison de Gamâl al-dîn al-Dhahabî, *shâh bandar* des *tuggâr* (prévôt des négociants) (1634), située à quelques dizaines de mètres du Sûq al-Ghûrî [L 6], ou celle de Mustafâ Ga'far, marchand en café du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre Qasaba et Gamâliyya [G 6] en sont de parfaits exemples<sup>20</sup>. C'est dans cette même région que s'élevaient beaucoup de belles résidences de cheikhs naturellement soucieux d'habiter à proximité immédiate d'al-Azhar : 39 des 67 résidences de *'ulamâ* localisées pour la période 1774-1798 (soit 58,2 %) étaient situées dans Qâhira, dont 20 (soit 29,8 %) dans un rayon de deux cents mètres autour de la mosquée. Les maisons al-Mullâ (1654) [I 7] et Shabshirî (XVII<sup>e</sup> siècle) [M 6] sont tout à fait représentatives de ce type de résidences<sup>21</sup>. Qâhira jouait, dans la géographie de l'habitat des indigènes au Caire, un rôle équivalent à celui de la Madîna de Tunis. La comparaison des chiffres de successions des artisans et commerçants qui habitaient la région de Qâhira et de ceux qui habitaient la zone sud paraît tout à fait significative : les 166 individus étudiés entre 1776 et 1798 et résidant dans Qâhira avaient une fortune moyenne de 128 944 paras; les 62 individus habitant la zone sud avaient une fortune moyenne de 15 006 paras<sup>22</sup>.

La partie la plus pauvre de la population indigène habitait la périphérie de la ville, dans la zone où s'étendaient les quartiers populaires qui formaient une ceinture à peu près continue au nord, à l'est et au sud de la ville. Cette zone périphérique était celle où se développaient les quartiers de résidence (*hâra*) dont Niebuhr écrivait qu'ils « servent

communément de demeures à des artisans et autres habitants pauvres qui travaillent... dans de petites boutiques du sûq, ou le long des rues marchandes »<sup>23</sup>. Cette description est confirmée par ce que nous savons du niveau de fortune des résidents dans les régions de *hâra* : pour 57 cas relevés entre 1776 et 1798, la fortune moyenne est de 40 943 paras (sur un total de 334 cas étudiés pour l'ensemble du Caire, avec une moyenne de 109 101 paras).

La rigueur de ce schéma était perturbée par un certain nombre d'irrégularités. Des Caireotes fortunés s'étaient installés dans des zones plus aérées situées le long du canal du Caire (où ils habitaient des sortes de maisons d'été appelées « casins » par Pascal Coste, qui en a fait des relevés et des dessins précis vers 1820-1830)<sup>24</sup>, et, plus loin encore, autour des étangs de la rive ouest, en particulier de la Birka al-Azbakiyya [H 12], où de nombreux négociants résidaient dès le XVII<sup>e</sup> siècle, par exemple la famille des Sharâybi. La ceinture des quartiers pauvres était donc interrompue, à l'ouest de Qâhira, par des quartiers bourgeois qui prolongeaient vers la Birka al-Azbakiyya la zone d'habitat aisé et moyen du centre. D'autre part, des quartiers de minoritaires étaient enclavés à l'intérieur des zones habitées par la population musulmane : le quartier juif [H-I 7-8] était situé tout près du centre économique auquel il était probablement lié par la présence du marché des orfèvres (Souq al-Sâgha) [I 6]; les sept quartiers chrétiens étaient tous localisés hors de Qâhira, cinq dans la région ouest [G 9, F 12, K 13, P-Q 12, Q 10] et deux au sud de la ville [Q 6, X 9], le principal [F 12] occupant cinq hectares environ sur la rive nord de l'Azbakiyya, qui était aussi un lieu de résidence des riches négociants musulmans, et des émirs. Enfin, les membres de la caste dirigeante faisaient preuve, en ce qui concerne leur résidence, d'une attitude tendant à une auto-ségrégation assez stricte. Au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, ils s'étaient regroupés autour de la Birka al-Fil [Q 9], dans la zone sud du Caire, où habitait une population plutôt modeste; à partir de 1750, ils allèrent habiter, de plus

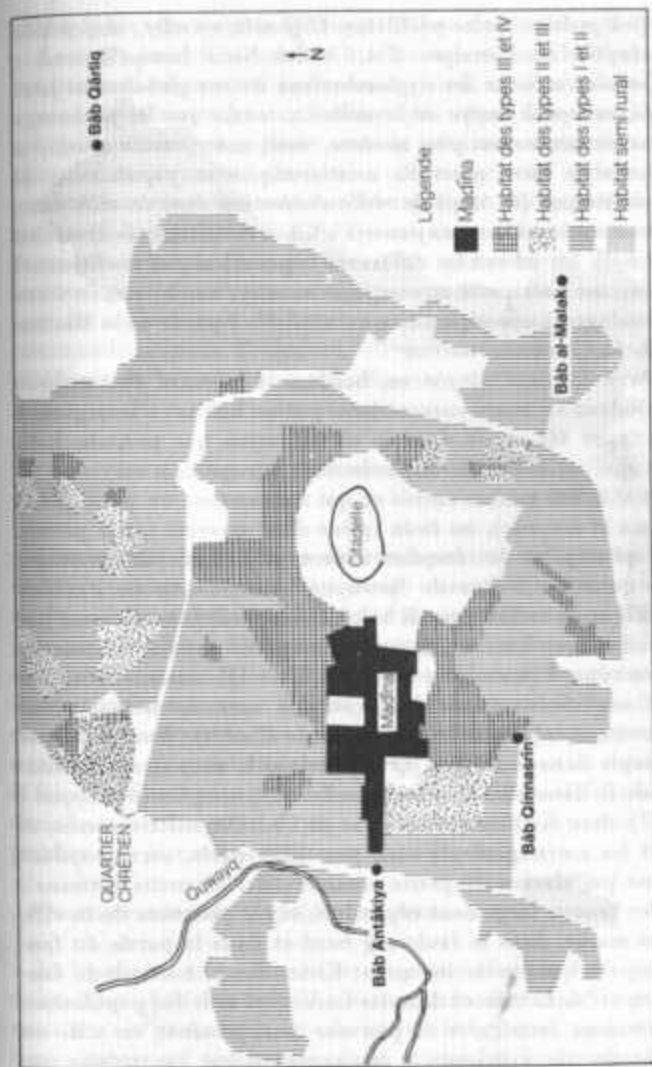


en plus nombreux, autour de la Birka al-Azbakiyya, qui devint, vers la fin du siècle, le quartier « chic » par excellence. C'est sur les bords de cet étang que l'un des plus puissants émirs égyptiens de cette époque, Muhammad Bey al-Alfi, construisit, en 1797-1798, la fastueuse résidence [H 13] où Bonaparte installa, en 1798, le Quartier Général de l'armée de l'Expédition. A la description enthousiaste que fait « l'aimable Savary » des charmes de l'Azbakiyya paraissent faire écho les vers que leur consacre, à peu près au même moment, le cheikh et poète Hasan al-Attâr : « Cette place, la plus grande de la ville, écrit le voyageur, a près d'une demi-lieue de circuit ; elle forme un immense bassin environné des palais des Beys, éclairés de lumières de diverses couleurs. Plusieurs milliers de bateaux, aux mâts desquels des lampes sont suspendues, y produisent une illumination mobile dont les aspects varient à chaque instant ». Et al-Attâr : « Je chante les beaux jours de ma vie qui se sont écoulés à l'Ezbékiyah... Là on voit les bateaux flotter sur les eaux comme des étoiles dans la voûte céleste. De magnifiques habitations forment un cercle autour du bassin et servent de cadres à autant de lunes de beauté. Palais ombragés d'arbres verts sur lesquels la tendre colombe fait entendre son chant »<sup>21</sup>.

Bien que des exceptions existassent aux principes qui régissaient la localisation des quartiers de résidence au Caire, la disposition générale en auréoles de la population, les strates moyennes et aisées résidant à proximité du centre, les strates les plus défavorisées étant refoulées vers la périphérie, paraît bien avoir été la règle. La répartition des zones de résidence faisait donc apparaître, sur le terrain, les frontières qui séparaient les classes sociales, mais aussi les diverses composantes de la population (quartiers de minorités religieuses, quartiers de la caste dominante).

#### ... A Alep

Il ne semble pas qu'il en soit allé autrement à Alep, seule ville de Syrie sur laquelle nous disposions d'une information



21. Géographie des zones de résidence à Alep (d'après J.C. David : Alep, carte 12).

un peu précise sur ce problème. Il paraît, en effet, impossible d'accepter ici l'analyse d'A. Abdel Nour lorsqu'il écrit : « Certains secteurs des agglomérations étaient globalement plus aisés, comme le centre de la mdiné... tandis que les faubourgs prenaient un aspect plus modeste, mais sans jamais aboutir à un clivage entre quartiers aristocratiques et populaires... Il n'existait pas [à Alep] de réelle distinction dans la ville entre secteurs riches et secteurs pauvres »<sup>26</sup>. Les recherches poursuivies par J.-C. David sur les différents types d'habitat traditionnel à Alep me paraissent au contraire montrer combien était forte la tendance à une répartition en auréoles à partir de la Madîna et de la Citadelle.

Dans la zone située en bordure du centre économique s'étendent les zones caractérisées par un habitat « bourgeois » des types III et IV dans la classification que propose J.-C. David, c'est-à-dire des maisons dont la superficie moyenne va de 400 à 900 mètres carrés et qui comportent un patio (avec bassin et estrade), un *iwân* (pièce d'été ouverte sur le patio), une *qâ'a* (pièce de réception richement décorée) et un étage. Les quartiers riches de Suwayqa 'Alî [M 14], de Farâfira [K 17] et de Saffâhiyya [R 14], habités traditionnellement par de riches marchands, contiennent un grand nombre de maisons de ce type. Les maisons de types II et III, caractérisées par une superficie plus réduite et des aménagements moins luxueux, complètent la zone centrale d'habitat bourgeois, par exemple dans le Jallûm [Q 10] et dans la zone située au sud-est de la Citadelle. Les maisons les plus simples (des types I et II), dont les dimensions vont de 80 à 200 mètres carrés, et dont les aménagements sont peu différenciés, correspondant à une population de petits commerçants et petits artisans : on les trouve largement répandues sur le pourtour de la ville *intra muros*, dans le faubourg nord et dans la partie du faubourg est qui jouxte les murs. Enfin, sur la bordure du faubourg est de la ville et dans les faubourgs sud, des populations récemment immigrées et pauvres transposaient en ville un mode de vie villageois « semi-rural » qui caractérise par

exemple les quartiers de Qârliq [G 29] ou de Tâtârlar [I 29]<sup>27</sup>.

La seule exception notable à cette répartition de l'habitat traditionnel concernait le faubourg nord où l'extension de zones caractérisées par un habitat des types les plus élevés est évidemment en rapport avec la présence d'une forte et prospère communauté chrétienne : l'homogénéité et la haute qualité moyenne des maisons bourgeoises des quartiers de Salîba [F 11] et Judayda [F 12] sont aujourd'hui encore très frappantes. Ici, comme au Caire, les quartiers de minorité se développaient suivant une logique communautaire qui avait peu de rapport avec le déterminisme socio-économique qui commandait, pour l'essentiel, l'organisation des zones de résidence de la population musulmane.

### Les quartiers de résidence

L'existence de quartiers de résidence constituait, on l'a remarqué, une des caractéristiques essentielles de la ville arabe : ils contribuaient fortement à son organisation sur le plan topographique ; ils fournissaient une structure qui palliait, dans une certaine mesure, le manque d'administrations ou d'organisations de type municipal ; ils constituaient la cellule sociale de base qui assurait l'encadrement de la population sur un plan géographique, comme les corporations de métiers le faisaient sur le plan professionnel, car c'était essentiellement dans le cadre du quartier que se déroulait toute la partie non publique de la vie des habitants des villes<sup>28</sup>.

### Quartiers minoritaires juifs et chrétiens

La localisation des *dhimmi*, et en particulier des Juifs, dans des secteurs distincts des villes, est un phénomène traditionnel, mais il n'est pas certain que de véritables ghettos, où la résidence aurait été obligatoire, aient existé dès les époques les

plus anciennes. C'est seulement au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle que les Juifs de Fès, puis des autres villes du Maroc, auraient été obligés d'habiter des quartiers spéciaux (*mellâh*) ; à Tunis, sous les Hafsides, la communauté juive était organisée et groupée, mais on ignore si ce regroupement était imposé. Dans les villes du Proche-Orient, la tendance au regroupement des communautés pour des raisons de protection et de commodité était très forte : « *Au Caire, remarque I. Lapidus, chaque secte chrétienne et juive avait sa propre rue. Des quartiers juifs étaient attestés à Damas ; à Alep, les Arméniens et les Maronites avaient des quartiers dans la partie nord-ouest de la ville. Il y avait des quartiers juifs et chrétiens à Jérusalem* ». En dépit des contacts qui existaient avec le reste de la population, Chrétiens et Juifs « *vivaient dans des districts séparés, mais voisins des rues musulmanes. Il y avait une certaine séparation des individus par communauté, mais pas d'isolement des communautés du genre ghetto* »<sup>29</sup>.

Cette ségrégation paraît s'être accentuée à l'époque ottomane pour des raisons variées. Le souci de la sécurité n'était sans doute pas le principal, car, au total, ces communautés furent traitées d'une manière correcte et furent rarement l'objet de persécutions. Mais la tendance des Ottomans à consolider la structure des communautés minoritaires, afin de mieux les contrôler, et de les administrer et les exploiter plus aisément, se conjuga avec le désir des *dhimmi* d'assurer leur autonomie religieuse et sociale, en s'organisant en groupements séparés. L'évolution vers la formation de quartiers homogènes, relativement fermés, administrés par les autorités religieuses elles-mêmes, semble donc s'être partout renforcée. A. Abdel Nour note, à Alep, une évolution vers le regroupement de la communauté juive, dans le quartier de Bahsîta [I 11] qu'abandonnent les Musulmans et où se concentrent les Juifs, et il conclut que la ville évolue vers l'état de « quasi-homogénéisation confessionnelle » qui la caractérisera au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. A cette date, le cloisonnement confessionnel est presque total à Damas, où Chrétiens et Juifs sont, en quasi-totalité, concentrés dans

leurs quartiers ; mais il s'agit peut-être de l'aboutissement d'un processus qui a été progressif : Thoumin considère que la fermeture du quartier chrétien de Bâb Musallâ [D 8], par obturation de rues venant des quartiers musulmans, était « relativement récente » (<sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle)<sup>30</sup>. La vigueur de cette tendance à la constitution de quartiers homogènes apparaît avec beaucoup de netteté au Caire, où une communauté de formation récente, comme les Chrétiens melkites syriens, non officiellement reconnue par les Ottomans (qui les considéraient comme faisant partie de la communauté orthodoxe), se constitua visiblement en quartier au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle dans une région située, d'une manière très significative, entre un quartier copte (Chrétiens indigènes) et le quartier franc (Chrétiens européens avec lesquels les Chrétiens syriens étaient en relations d'affaires, et dont ils recherchaient la protection) [H 9].

Au terme d'une telle évolution, les *dhimmi* constituèrent des quartiers fortement organisés dont la Hâra juive de Tunis, étudiée par Paul Sebag, constitue l'exemple le plus caractéristique [D-E 5-7]. Du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, ce quartier, localisé dans le nord de la Madîna, passa d'une surface de 3,6 à 5,5 hectares, une évolution qui témoigne des progrès de la communauté, renforcée par les apports des Juifs espagnols puis livournais. Les neuf ou dix mille Juifs de Tunis (estimation peut-être exagérée) bénéficiaient d'une large liberté religieuse, dans le cadre d'institutions autonomes qui se dédoublèrent au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, quand les Juifs d'origine européenne (Livournais, d'où leur nom de Grâna) se séparèrent de leurs coreligionnaires indigènes (Tunisiens : Twânsa) : conseil de notables, temple, corps de rabbins, tribunal rabbinique, école, caisse de secours, boucherie, cheikh de la communauté<sup>31</sup>.

Tout aussi significatif de l'essor des communautés minoritaires fut, à Alep, le développement du quartier chrétien de Judayda [F 12]. Sans doute conçu dès les débuts de l'occupation ottomane, pour recevoir des Chrétiens amenés là afin de favoriser le développement économique de la ville dans le

domaine de l'artisanat (surtout textile) et du commerce, il fut organisé en un lotissement. La population chrétienne du quartier était pluri-confessionnelle : le voyageur Pietro della Valle y notait la présence de cinq églises, deux arméniennes, une grecque, une maronite, une syrienne jacobite<sup>32</sup>. Ce quartier, d'abord exclusivement résidentiel, fut doté progressivement d'équipements et d'activités économiques, dans le cadre des *waqf* de Bahrâm Pacha, en 1583 (un *hammâm*, un souq et une *qaysariyya*) et d'Ipshîr Pacha, en 1653 (un souq, trois *qaysariyya*, une teinturerie, un café, une fontaine). Ces deux réalisations firent « du centre du quartier de Judayda l'ensemble de loisirs et l'espace public à caractère non religieux le plus luxueux de la ville », résultat évident de l'enrichissement des communautés chrétiennes<sup>33</sup>.

#### La population des quartiers

Les quartiers juifs et chrétiens constituent les cas les plus extrêmes d'une ségrégation des communautés nationales et religieuses dans des quartiers distincts dont il existe d'autres exemples : quartiers andalous (dans les villes du Maghreb), kurdes (à Damas, notamment), alaouites (à Antioche), chi'ites (à Baghdâd). Dans ces cas, l'homogénéité d'origine des habitants est naturellement de règle. Mais elle ne paraît pas constituer un phénomène universel, valable pour les quartiers non confessionnels et non ethniques. Le Tourneau note qu'à Fès la population des quartiers était en général assez mêlée. Et Cohen et Lewis font la même remarque pour les villes de Palestine : « Il y a des indications que les principaux quartiers des villes de Palestine... ont subi un processus d'osmose démographique... Quelle que soit l'homogénéité qui ait existé à l'époque mamelouke, il y a peu de doute que sous les Ottomans une plus grande hétérogénéité a été introduite à l'intérieur des différents quartiers »<sup>34</sup>. Il n'est pas davantage prouvé que les quartiers de résidence aient eu un caractère professionnel marqué et qu'il y ait eu un lien entre un métier et un *hâra* :

même si des exemples existent d'une telle situation, elle semble être assez exceptionnelle, et elle peut être due à la proximité géographique d'un centre d'activité et d'un quartier.

Il est par contre vraisemblable que les quartiers rassemblaient généralement une population relativement homogène sur le plan socio-économique. Bien que, comme on l'a vu, Antoine Abdel Nour ait tendance à minimiser le poids de tels clivages, il admet une différenciation entre les quartiers d'Alep : « Certains quartiers sont en général plus aisés que d'autres, comme le quartier de Farâfira [K 17], où on relève des habitations particulièrement riches. D'autres, à l'exemple des quartiers de Zabbâlin (Éboueurs) [I 28], de Dallâlin [G-H 27] ou de Masâbin [K-L 11-12], regroupent surtout des demeures modestes »<sup>35</sup>.

C'est une réalité qui paraît générale et qui est le résultat normal de la division des villes en secteurs à l'intérieur desquels on trouvait inévitablement des quartiers ayant des caractéristiques socio-économiques analogues. Cette opposition entre les quartiers riches et pauvres est d'ailleurs observable aujourd'hui encore, au cours de visites dans les parties anciennes des villes, si nombreuses que puissent être les irrégularités que l'on constate dans le détail, les quartiers riches comprenant fréquemment des maisons modestes, et les faubourgs populaires des demeures aisées.

On ne pourrait apporter de preuves de cette relative homogénéité que si on possédait sur la population des villes arabes une information statistique permettant d'établir une relation entre le niveau socio-économique (métier et fortune) et le lieu de résidence. Une telle information n'existe pas, sauf, d'une manière assez superficielle, pour le Caire. Dans cette ville, la structure en *hâra* paraît surtout intéresser les zones périphériques qui sont aussi les plus pauvres de la ville. Mais des différences sensibles existent, dans Qâhira, entre les trois *hâra* « riches » de Duwaydârî [L 4], Mabiyya [G 5] et Ga'idiyya [H 4] (12 résidents recensés, succession moyenne : 108 095 paras) et le reste des quartiers mentionnés (10 rési-



dents, succession moyenne : 29 054). Notons que cette moyenne des fortunes dans des quartiers « pauvres » de Qâhira correspond à celle que l'on relève dans les quartiers, également pauvres, de la zone sud (7 cas : succession moyenne, 11 566 paras) et de la zone ouest (28 cas : succession moyenne, 23 755 paras).

### *L'équipement des quartiers*

Destinés à la résidence, les quartiers ne comptaient normalement que peu d'activités économiques : c'est dans le centre de la ville que les habitants du quartier allaient travailler ; c'est là également qu'ils pouvaient trouver les produits spécialisés dont ils avaient besoin. Mais l'isolement relatif des quartiers et leur éloignement du centre exigeaient que les habitants y disposent des boutiques où ils pouvaient trouver les denrées courantes et les objets de première nécessité. D'où l'existence des marchés non spécialisés généralement appelés *suiwayqa*, évoqués précédemment<sup>36</sup>, où l'on trouvait habituellement des boutiques où l'on vendait l'huile, le beurre, les légumes, les fruits et aussi des fours où les habitants pouvaient faire cuire leur pain. Plusieurs quartiers d'Alger sont identifiés par le nom du four à pain (*kûsha*) ou du petit marché (*hawânî* : « boutiques ») qu'on y trouvait : quartiers (*hawma*) *Kûsha 'Alî*, *Kûsha Bû La'ba*, *Hawânî bin Râbiha*, *Hawânî al-Sidî 'Abderrahmân*.

L'équipement des quartiers comprenait souvent une mosquée ou au moins un petit oratoire pour les prières quotidiennes, la prière du vendredi (comportant un prône, *khutba*) ayant lieu dans les grandes mosquées (*jâmi'*), souvent construites dans les régions centrales de la ville. Cependant, Mossoul comptait 22 *jâmi'* répartis dans 20 des 35 quartiers de la ville. Dans plusieurs villes, il y avait des *imâm* dans les quartiers, à Damas et à Alep, notamment, où les documents du Tribunal les mentionnent fréquemment<sup>37</sup>. L'existence d'un bain à l'intérieur d'un quartier était sans doute exception-

nelle : les *hammâm* paraissent avoir été plutôt localisés dans les régions publiques de la ville. Dans nombre de villes, les quartiers comportaient des places qui permettaient aux habitants de se réunir, et où les enfants pouvaient jouer. C'était apparemment le cas de Sanaa, où l'on disait proverbialement *li-kull hâra sarhah* (« pour chaque quartier une place »)<sup>38</sup>, et aussi à Alep. Dans cette dernière ville, le quartier de Sâha Bizza [U 15], situé dans la partie sud de la cité *intra muros*, comporte ainsi une place centrale ombragée par des arbres où l'on trouve bain public, fontaine, mosquée et café. Dans le quartier de Qastal al-Musht [G 17-18] (dans le faubourg nord d'Alep), on trouve aujourd'hui un équipement urbain complet qui est sans doute ancien : une mosquée (construite en 1637), une fontaine (*qastal*) qui donne son nom au *mahalla* (comme c'est souvent le cas à Alep), et une petite place rectangulaire avec un *hammâm* et un petit oratoire (*masjid*). Le quartier de Qasîla [U 19] est un quartier double, avec deux places (place supérieure, *Fawqânî*, et inférieure, *Tahtânî*), chacune dotée d'une mosquée et d'un *qastal*. C'est dans les cafés que se déroula souvent, à l'époque ottomane, la vie collective dont les quartiers étaient le foyer, ce qui constituait dans la convivialité (jusqu'alors concentrée dans les mosquées) une révolution dont on n'a sans doute pas assez souligné l'importance ni étudié les conséquences. Siyûfi raconte, à propos du café Yahyâ al-Karkûr, sis dans le *mahalla* de Ra's al-Kûr [I 13], à Mossoul, qu'il était le centre de réunion des gens du quartier ; mais le comportement de quelques « jeunes » (*shubbân*) du quartier mécontenta les gens âgés (*shuyûkh*) ; ceux-ci décidèrent alors de construire un second café où se transportèrent les habitants d'âge mûr<sup>39</sup>.

### *La vie des quartiers*

Les quartiers constituaient la cellule sociale fondamentale de la ville et les remarques faites par les résidents du Hâra al-Sukkariyya au Caire [M 6], lors d'une enquête contem-



poraine, ont évidemment une valeur permanente : « *Vivre dans le hâra, particulièrement dans un hâra fermé est comme vivre dans son propre royaume. L'endroit est contrôlé, aucune personne de l'extérieur ne peut s'y introduire. Au moment même où une telle personne passe la porte du quartier, elle est remarquée... Tous les enfants se connaissent et les parents aussi. C'est comme un village* »<sup>40</sup>. Communautés de dimensions réduites, les quartiers étaient un lieu de solidarité et de défense mutuelle, en particulier contre les éventuelles agressions venues de l'extérieur. Les gens du quartier étaient, dans ce domaine, représentés et dirigés par leurs chefs (cheikhs); tout aussi important était, sans doute, le rôle joué par les notables qui n'étaient ni élus, ni désignés, et dont l'autorité résultait d'un consensus mal définis mais effectif. Gabartî raconte comment, après le Sayyid 'Alî, son frère, le Sayyid Badr al-dîn, avait ainsi assumé le patronage du quartier de Husayniyya au Caire : « *Il ne laissait passer aucune occasion de défendre les habitants de son quartier contre leurs agresseurs et de prendre leur parti, même contre les émirs. Il se fit ainsi leur arbitre et on s'adressait à lui dans toutes les occasions* »<sup>41</sup>.

Cette solidarité signifiait aussi contrôle mutuel et même surveillance. Collectivement responsable des troubles qui pouvaient se produire dans le quartier, les habitants du hâra devaient veiller à contrôler les triblions éventuels, à réprimer les délits, ce qui, dans beaucoup de cas, devait conduire à une censure collective des mœurs. Le chroniqueur damascain Budayrî note, parmi les événements de 1743, qu'un cheikh chez qui son beau-frère est arrivé « *en compagnie d'une femme de mauvaise vie* » va se plaindre aux notables (*akâbir*) du quartier, mais n'en est pas écouté, « *car ils faisaient pire* »<sup>42</sup>. Au Caire, des habitants d'un hâra vont rapporter au wâlî qu'un voisin a reçu chez lui un individu d'allure suspecte et demandent que des mesures soient prises pour l'empêcher de revenir. Dans un autre cas, les gens d'un hâra se plaignent de trois femmes qui ont l'habitude de jurer, de maudire et de battre leurs voisins, et ils demandent qu'elles soient bannies

du quartier. Les gens qui sont accusés de boire de l'alcool ou de répandre des ragots sur les habitants du hâra peuvent aussi être expulsés<sup>43</sup>. Il pouvait arriver pire : en 1804, on pendit à la fontaine de Bâb al-Sha'riyya un individu que les gens de son quartier accusaient d'être un entremetteur. C'est sans doute la crainte de difficultés de ce genre qui faisait que les célibataires étaient souvent accueillis avec quelque réserve dans les quartiers, ainsi que Lane en fit lui-même l'expérience au Caire vers 1830, lorsque les habitants du quartier où il avait loué une maison lui suggérèrent d'acheter une esclave, « *ce qui l'exonérerait de l'opprobre que lui valait le fait de ne pas avoir de femme* ». L'orientaliste britannique tint bon, mais le poète français Gérard de Nerval a raconté comment le cheikh de son quartier vint le mettre en demeure de quitter sa maison ou de se choisir une femme, et comment il résolut finalement d'acheter, pour 625 francs, une esclave javanaise, Zeynab, sa « *femme jaune* »<sup>44</sup>. On peut supposer que ce contrôle mutuel provoquait assez souvent des conflits à l'intérieur des quartiers : les ordres sultaniens concernant Alep mentionnent fréquemment le cas d'habitants de quartiers qui justifient une demande de transfert de résidence par une mésentente avec leurs voisins (ou même par des mauvais traitements)<sup>45</sup>.

La solidarité interne du quartier s'exprimait dans une intense vie collective. En de nombreuses occasions, réjouissances privées (comme un mariage, une circoncision), ou célébrations religieuses (à l'occasion de grandes fêtes, du retour des pèlerins, ou d'une cérémonie en l'honneur d'un saint local), des cortèges étaient organisés dans le quartier avec instruments de musique, bannières, torches et flambeaux, la jeunesse du quartier (*shabâb*) donnant de la voix sous la direction d'un chef de chœur le *shaykh al-shabâb* (« le maître de la jeunesse »), qui, juché à califourchon sur les épaules d'un porteur, lançait les cris que l'on reprenait en chœur. Ces cortèges étaient appelés *'arâda* à Damas, où leur rituel était soigneusement codifié<sup>46</sup>. Mais Lane décrit pour le Caire des cérémonies tout à fait analogues à l'occasion des mêmes fêtes

publiques et privées, avec des cortèges de porteurs de torches (*mash'al*), de musiciens (tambours et « hautbois ») et de chanteurs<sup>47</sup>.

Ces usages pouvaient prendre une tonalité moins pacifique lorsque les groupes de jeunes s'organisaient en milices d'auto-défense qui prenaient en main, quand les circonstances l'imposaient, la protection du quartier contre des menaces venues de l'extérieur. Ces « bandes » para-militaires qui se formaient dans les quartiers populaires de la ville et des faubourgs étaient désignés par des noms qui ont invariablement pris des acceptions péjoratives, ce qui en dit long sur la crainte mêlée de répugnance qu'elles inspiraient à la bourgeoisie urbaine, à laquelle appartenaient en général les chroniqueurs : on trouve, dans Gabartî, toute une terminologie significative, *al-'usab* (les « bandes »), *al-shuttâr* (les « voyous »), *al-zu'ar* (les « vauriens »)<sup>48</sup>. L'agressivité de ces bandes fut parfois récupérée par les autorités qui les utilisèrent comme milices supplétives : en 1613, le pacha du Caire envoya contre les militaires révoltés la « *tâ'ifa* » du quartier al-Fawwâla [L 13]; Ismâ'il Bey leva, en 1777, « les gens des quartiers et les bandes ».

Mais cette vigueur communautaire s'exprimait, plus quotidiennement, dans les relations entre les quartiers. Elles étaient régies par un code complexe qui organisait, par exemple, le passage d'un cortège à travers un quartier voisin, avec un échange de répliques qui nous a été conservé pour les quartiers de Damas : « *Nous venons à vous. D'abord, le salut sur vous... Les hardis gars viennent à vous. — La bienvenue pour les arrivants. — Qu'Allah vous garde ce soir et garde notre quartier. — Au revoir, nous allons partir. — Allez en paix, le chemin est à tout le monde* ». Ces relations donnaient lieu aussi à des rivalités traditionnelles, chaque quartier se targuant de son excellence. Ainsi à Damas : « *Nous sommes les gens du Qanawât* [B 4]. *Notre plomb pèse un rotl et une once. Celui qui ne nous croit pas, qu'il sorte dans la campagne* » ; ou « *le Souq Sârûjâ* [C 1] *ne craint rien... Un de nous en tue cent de tes hommes, ô Turquie* »<sup>49</sup>. Cette agressivité latente pouvait dégénérer en

conflits entre quartiers, l'antagonisme se concluant fréquemment par des batailles rangées qui, elles aussi, avaient un caractère traditionnel. 'Alî Pacha Mubârak rapporte que des bagarres presque rituelles opposaient, dans la zone non habitée qui s'étendait à l'est du Caire, les gens des quartiers de Husayniyya [C 5], de 'Utûf [F 4] et de Hattâba [R 3] jusqu'en plein XIX<sup>e</sup> siècle<sup>50</sup>. A Baghdâd, ces luttes entre quartiers s'appelaient *kisâr* : les jeunes des quartiers sortaient pour aller vider leurs querelles avec ceux des quartiers voisins, armés de bâtons ou même de couteaux ; le dernier de ces *kisâr* eut lieu en 1920, entre le quartier de Banî Sa'id et le quartier des Kurdes à Bâb al-Shaykh et il nécessita l'intervention de la police<sup>51</sup>. Au début du XX<sup>e</sup> siècle encore, les batailles de quartiers à Mossoul pouvaient opposer 50 ou 60 personnes ; des barricades étaient dressées et les antagonistes utilisaient des bâtons, des massues, des pierres et même des revolvers<sup>52</sup>.

### Les types de résidence

La maison « traditionnelle » arabe à cour centrale n'est que le type d'habitat le plus fréquent et le mieux étudié ; elle n'est pas le modèle unique, même à l'intérieur du monde méditerranéen, et à plus forte raison dans le monde arabe et le monde islamique. Mais sur les autres formes (habitat sans cour centrale, habitat collectif), aucune étude systématique n'a été entreprise, et on doit donc se borner à présenter un échantillonnage qui ne rend compte ni de l'extension géographique réelle ni de l'importance statistique précise des différents modèles d'habitat.

#### La maison traditionnelle à cour centrale

La maison traditionnelle a fait l'objet, en Afrique du Nord, en Égypte et en Syrie, d'études détaillées qui se limitent

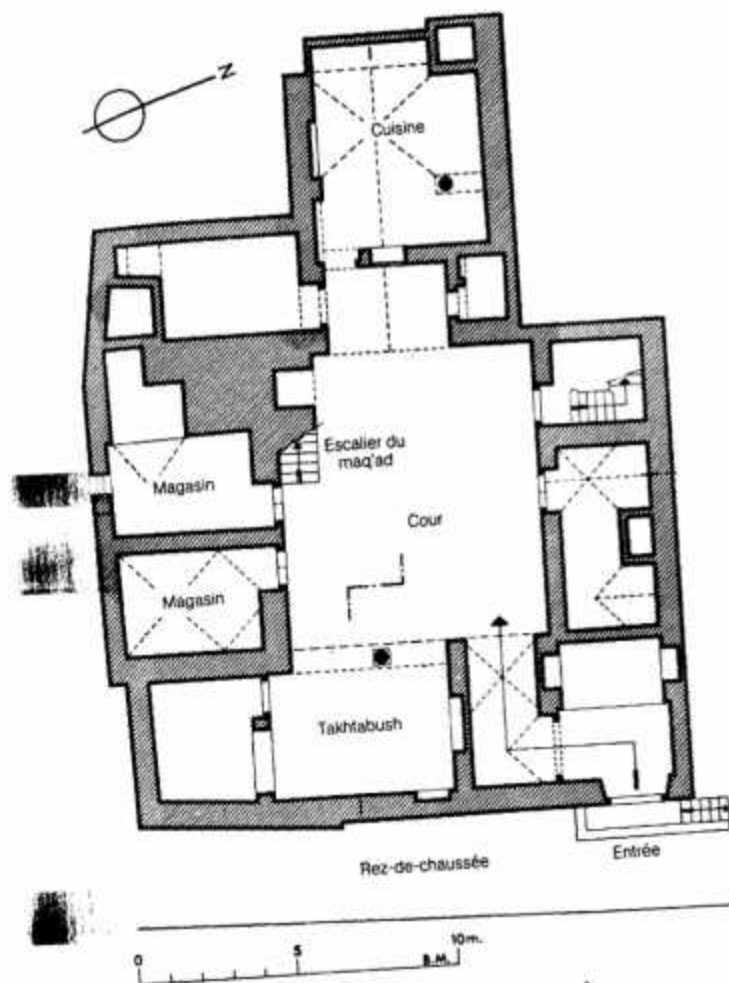
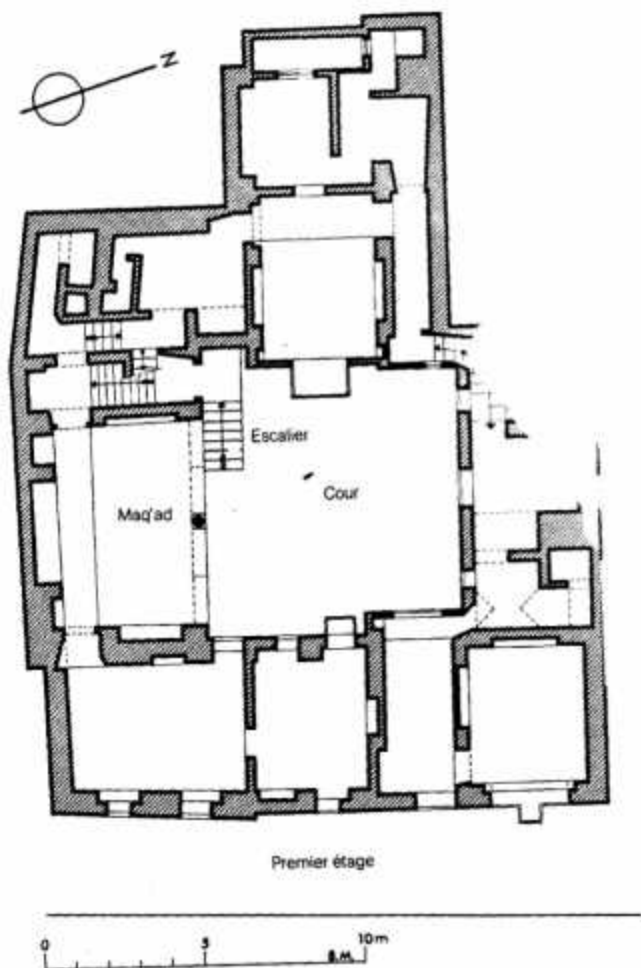
cependant à des édifices de type « palais » ou, à tout le moins, à des habitations bourgeoises. La structure générale de cette maison, avec sa caractéristique la plus évidente, le patio central, répond à des conditions climatiques tout à fait déterminées, qui caractérisent la zone méditerranéenne (températures relativement élevées, ensoleillement important, pluies inégalement réparties et souvent rares). Elle correspond aussi à une organisation sociale impliquant une relative ségrégation de la vie familiale (et une certaine réclusion de la femme) qui a, elle aussi, un caractère méditerranéen, et qui se retrouve, fortement accentuée, dans la société musulmane. Il s'agit donc d'un type qui est d'une part très ancien (on connaît sa large diffusion dans les villes de l'Orient antique et dans les cités grecques et romaines), mais qui est d'autre part si remarquablement adapté à la société musulmane qu'il a connu une extension remarquable dans les régions arabisées du monde méditerranéen.

À l'intérieur du domaine ottoman arabe, le phénomène le plus frappant est la variété des formes régionales qui correspondaient évidemment à des traditions locales dont l'influence est restée très forte : en dépit des liens qui existaient entre les diverses provinces et le centre de l'Empire, et entre les provinces elles-mêmes, il ne s'est pas développé un style ottoman, dans lequel se seraient exprimées les habitudes communes de vie que véhiculaient avec eux les milliers de militaires et d'administrateurs qui allaient s'installer, pour une durée plus ou moins longue, dans les capitales provinciales, habitudes qui auraient dû réduire la vigueur des particularismes culturels locaux. Il n'en fut cependant rien, et l'influence « ottomane » se limita à des aménagements assez secondaires, et à des détails décoratifs non dénués d'importance, mais qui ne touchaient en rien à l'organisation fondamentale de ces maisons.

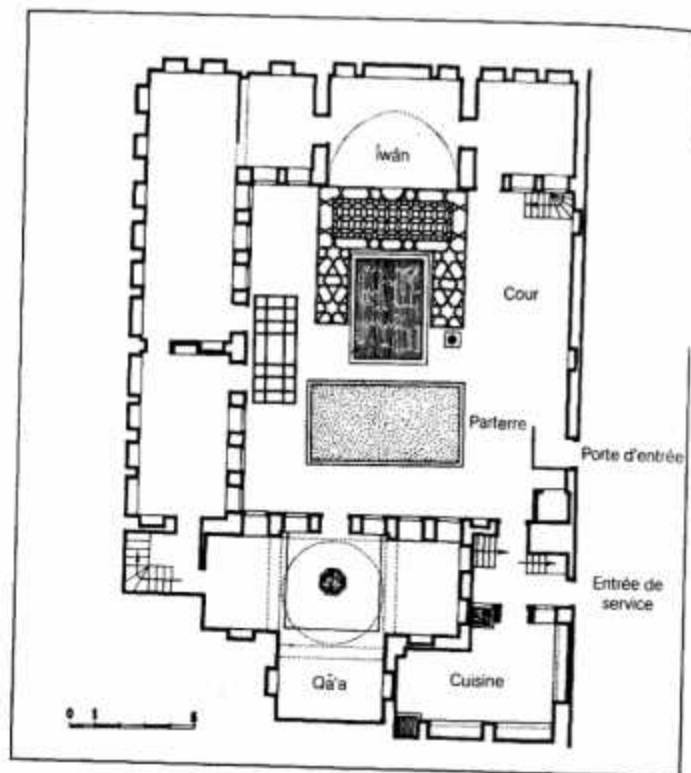
Le Maghreb paraît avoir constitué un domaine assez homogène : malgré les différences qui existent entre les palais et maisons d'Alger et de Tunis, la parenté est évidente. Elle est particulièrement sensible dans l'importance des vestibules

(*sqifa*), salles d'attente qui permettaient au maître de maison de recevoir ses visiteurs sans les faire pénétrer véritablement à l'intérieur : d'où la dimension de ces pièces, la présence de banquettes de pierre, de marbre ou de maçonnerie, et une décoration particulièrement soignée. Cette parenté apparaît aussi dans la cour intérieure qui comportait des arcades et des galeries à l'étage, et qui jouait dans la vie quotidienne plus qu'un simple rôle d'espace de circulation, ainsi que le montre le développement des pièces de réception du rez-de-chaussée. Enfin, la décoration intérieure elle-même, avec le rôle important dévolu à la céramique locale ou importée, révèle une évidente communauté d'inspiration.

Les maisons et palais d'Alger se distinguent par une cour souvent carrée, dont les dimensions varient suivant l'importance de la demeure ; elles sont, habituellement, entièrement entourées d'un portique sur lequel donnent les chambres, dont la profondeur est limitée par la portée des poutres du plafond : la principale, qui est utilisée pour la réception, peut être prolongée par une alcôve. La maison compte fréquemment deux étages ouvrant sur la cour par des galeries : ce développement en hauteur avait sans doute pour cause la rareté de l'espace disponible, et aussi le caractère accidenté du site qui incitait à une architecture verticale plutôt qu'à un développement horizontal<sup>29</sup>. On dispose pour Tunis d'un corpus d'édifices très riche et relativement varié, avec des maisons bourgeoises et des palais. Dans les plus grandes demeures, un passage privé, la *driba*, précède souvent la *sqifa*, qui est subdivisée en plusieurs parties, ce qui protège l'intimité de la maison. La cour comporte deux ou trois portiques au rez-de-chaussée. Sous l'un d'eux s'ouvre une salle d'apparat à plan en T, dans lequel un profond défoncement, le *qbû*, joue le rôle de salon. Quand la maison comporte un étage, ce qui n'est pas toujours le cas, des galeries y correspondent aux portiques du rez-de-chaussée. Les plus riches demeures comportent, à l'étage, une chambre haute (*kshuk*) réservée au maître. Le palais ne diffère de la grande demeure bourgeoise que par des dimensions supérieures



22. Maison Shabshiri au Caire (d'après Bernard Maury et al. : Palais et Maisons du Caire, II, pp. 155 et 156, planches XXIX et XXX).



23. Maison du quartier chrétien d'Alep (XVII<sup>e</sup> siècle) (d'après K. Moaz et J. Sauvaget : *Alep*, planche LXVI).

et des aménagements supplémentaires (patio surélevé et appartements réservés aux hôtes — *dār al-diyāf* — qui prendront des dimensions plus grandes au XVIII<sup>e</sup> siècle)<sup>34</sup>.

Les palais et les maisons du Caire ont fait l'objet d'études précises pour ce qui concerne l'habitat de qualité. Ce qui caractérise ici l'architecture domestique, c'est la permanence des principes d'organisation et du style architectural hérités de l'époque mamelouke jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'influence ottomane se limitant à des apports décoratifs. Cette architecture, résolument verticale (les maisons particulières ont habituellement deux à trois étages), superpose des pièces de réception d'une grande diversité de formes et de fonctions. Un couloir en chicane donne accès à la cour intérieure qui n'est qu'un espace de circulation sur lequel s'ouvrent les communs (écuries) et une pièce de réception ouverte en forme d'alcôve (*takhtabush*) pour les visiteurs les plus modestes; une salle fermée (*mandara*) est utilisée pour les personnes d'une classe plus élevée. Un escalier permet de monter à une loggia qui donne sur la cour par deux ou trois arcades : c'est le *maq'ad*, pièce de réception d'été, orientée vers le nord. Une grande salle intérieure, souvent luxueusement aménagée et de proportions imposantes, la *qā'a*, située au premier ou au second étage, sert de cadre à la vie familiale et aux fêtes<sup>35</sup>. La maison se caractérise aussi par une belle variété de fenêtres à balcons pourvues de *mashrabiyya* disposés aussi bien vers la cour, pour éclairer les appartements, que vers la rue afin de permettre aux occupants de la maison de voir sans être vus : ce développement paraît témoigner d'une ouverture plus grande de la maison sur l'extérieur. Par ce trait, la maison cairote se distingue très nettement de la maison maghrébine. Au total, cette architecture est très homogène; elle paraît évoluer assez peu et rester remarquablement fidèle aux traditions locales. Mais il est vrai que l'échantillonnage, assez large, de maisons qui ont été conservées jusqu'à notre époque (J. Revault et ses collaborateurs ont pu étudier 16 palais et maisons d'époque mamelouke et 14 d'époque ottomane) n'est que partiellement



représentatif : il s'agit, dans presque tous les cas, de résidences luxueuses de grands bourgeois et de cheikhs, mais non des palais des principaux émirs; situés autour de Birka al-Fil [Q 9] et de Birka al-Azbakiyya [H 12], ils ont presque tous été détruits, et nous ne les connaissons que par les relevés et gravures du temps (*Description de l'Égypte* et ouvrage de Pascal Coste, par exemple).

Si l'habitat privé cairote riche paraît se caractériser par sa verticalité et sa densité, ce qui s'explique sans doute par une très forte occupation de l'espace urbain, la Syrie offre des exemples d'un type tout à fait différent. A Damas, à Hama et à Alep, les maisons se développent horizontalement autour d'un patio dont la superficie représente entre le tiers et les deux cinquièmes de l'espace bâti. Dans les maisons les plus vastes, la cour comprend un grand bassin rectangulaire, une estrade en pierre — sur laquelle pouvaient prendre place des musiciens — et des plantations (arbustes ou massifs de fleurs). L'*iwân*, pièce rectangulaire ouverte sur le patio par un grand arc brisé, généralement tournée vers le nord, sert de salon d'été, et joue le rôle du *maq'ad* dans les maisons du Caire, mais au niveau du rez-de-chaussée. Les grandes maisons comportent une *qâ'a* à plan en « T », richement décorée, avec dallage de marbre, lambris et plafond de bois, qui est utilisée comme salon. Dans presque toutes les maisons, on trouve à l'étage une pièce destinée à la réception ou au logement des hôtes, le *murabba'*. On trouve aussi, dans les maisons d'Alep, des caves très vastes, avec un étage en demi sous-sol, et un étage inférieur creusé dans le rocher (*maghâra*) qui servent d'entrepôts pour les provisions et d'abri contre les chaleurs de l'été. Le luxe et la variété des aménagements diffèrent naturellement suivant les dimensions des maisons, c'est-à-dire suivant la catégorie sociale à laquelle appartenaient leurs occupants : les maisons les plus modestes (moins de 100 mètres carrés) étaient habitées par des petits commerçants et des petits artisans, les plus vastes (de 400 à 900 mètres carrés) par de riches marchands. Ce sont évidemment ces dernières

qui se sont le mieux conservées; ce sont également celles qui sont le plus précisément datées; et par conséquent, ici comme dans les autres villes, c'est cet habitat surtout bourgeois qui est connu de nous<sup>56</sup>.

#### Maisons sans cour

Bien que la maison à cour centrale soit le modèle le plus largement répandu d'habitation privée dans le monde arabe, ainsi que le montrent les plans des villes ou les photos aériennes, les exemples ne manquent pas de maisons conçues sur un modèle différent, mais tout aussi « traditionnelles » que les maisons bourgeoises qui viennent d'être mentionnées. J'évoquerai ici les maisons de Rosette, de Jeddah et de Sanaa.

Les très belles maisons de Rosette (Rashid), dans le delta égyptien, constituent un ensemble très homogène qui remonte à la période ottomane, période qui a marqué l'apogée du développement de ce port. Dans l'étude que A. Lézine et A. Abdul Tawab leur ont consacrée, ils ont pu en étudier 22 (sur les 38 qui avaient été classées à l'origine). Elles sont caractérisées par leur grand développement en hauteur : la maison Mandili s'élève à plus de 17 mètres. Elles comptent habituellement trois ou quatre niveaux. Les façades comportent en général des saillies, en particulier au niveau du premier étage. Leur décoration repose sur l'utilisation de matériaux très divers (chaines en bois, jeux de couleurs et de décors permis par l'usage de la brique) et sur la présence de nombreuses fenêtres à *mashrabiyya*. Ces maisons ne comportent pas de cours; lorsqu'elles existent, elles se réduisent à des puits de lumière placés latéralement, jamais au centre. Les pièces, réparties entre des étages auxquels donnent accès des escaliers intérieurs assez raides, prennent le jour et l'air sur les rues, sur lesquelles les maisons ont souvent deux et même trois façades. Tout dans cette description est en totale contradiction avec la disposition de la maison à cour. Il serait naturellement tentant de résoudre le problème posé en imaginant une

influence turque : mais si Lézine la reconnaît dans un certain nombre de détails de la construction et du décor, il conclut plutôt à une architecture locale qui devrait être replacée dans une tradition du delta ou même d'une zone plus vaste englobant la Mer Rouge<sup>57</sup>.

C'est à ce domaine qu'appartiennent les anciennes maisons de Jeddah, dont les façades sont marquées par le développement de fenêtres à *mashrabiyya* (ici appelée *raushin*) en forte saillie sur la rue. Leur structure est caractérisée par une forte verticalité (la maison se déploie sur quatre niveaux) et par l'absence de toute cour intérieure. Le niveau inférieur est utilisé pour la réception des invités masculins, (d'où la présence de grandes salles, *majlis*, et de locaux pour la préparation du café), la vie familiale se déployant dans les étages : l'existence fréquente d'une double entrée contribuait également à faciliter la séparation des sexes<sup>58</sup>.

On ne saurait cependant considérer cette architecture comme seulement « maritime », comme tendrait à le suggérer le rapprochement, souvent fait, avec l'architecture domestique du port soudanais de Souakin sur la Mer Rouge. Les maisons yéménites, et en particulier celles de Sanaa, ont les mêmes caractères généraux que les demeures de Rosette ou de Jeddah. Le caractère très extraverti de l'architecture se manifeste par une grande abondance et une grande variété de fenêtres : ouvertures étroites des pièces inférieures, ouvertures circulaires éventuellement garnies de plaques d'albâtre ou de vitraux (*'aqd*), placards saillants sur la rue, maçonnés de briques, laissant pénétrer air et lumière et permettant de voir sans être vu (*shubbāk*), *mashrabiyya* (*kushk*) de bois. Une décoration abondante envahit ces façades, avec des ornements de briques soulignés de badigeons de plâtre, des claustra. A l'intérieur, les pièces se développent verticalement sur cinq ou six niveaux, le plus élevé étant occupé par des salles de réception (*mafraj*) largement éclairées par de vastes fenêtres. Naturellement, ces maisons sont totalement dépourvues de cours intérieures. Tous ces traits sont si complètement

contraires à ce que l'on considère habituellement comme les caractéristiques de la maison « islamique » que L. Golvin propose d'inverser à ce propos la définition classique du *dār* par G. Marçais : « Au Yémen, les demeures s'éclairent largement sur la rue... L'agrément et le luxe des façades sont l'objet des recherches de l'architecte et, pour le maître du logis, un signe d'opulence »<sup>59</sup>. Les maisons du Yémen appartiennent à une tradition très ancienne de maisons-tour, déjà attestée en Arabie à l'époque pré-islamique, mais aussi largement représentée autour de la Méditerranée, depuis l'Antiquité (voir les *insulae* romaines) et sans aucun rapport avec la maison à cour qui, en dépit de sa forte diffusion dans le monde arabe, ne représente qu'un aspect d'une typologie en réalité très variée.

#### *L'habitat des classes moyennes*

Dans les villes où la maison à cour centrale était le modèle presque unique d'habitat domestique, l'adaptation de ce type de construction à une population moins riche que celle qui occupait les palais et résidences qui viennent d'être mentionnés, se faisait évidemment par une réduction des dimensions, par une diminution du nombre des étages et par une simplification des fonctions remplies par les diverses parties de la maison. C'est ce que montrent bien des études faites sur la typologie de l'habitat dans les quartiers anciens de villes comme Tunis et Alep<sup>60</sup>. A Tunis, alors que les maisons bourgeoises de la Madina occupent des surfaces de 200 à 400 mètres carrés, on trouve des maisons à patio de 100 à 150 mètres carrés habitées par des individus appartenant aux classes moyennes. A Alep, les maisons de type I et II décrites par J.-C. David et habitées par des petits commerçants et petits artisans gardent le schéma de la maison à patio central, mais avec des dimensions réduites (80 à 190 mètres carrés, au lieu de 400 à 900 mètres carrés pour les maisons bourgeoises des types III et IV), et une moindre différenciation des fonctions remplies par les pièces.

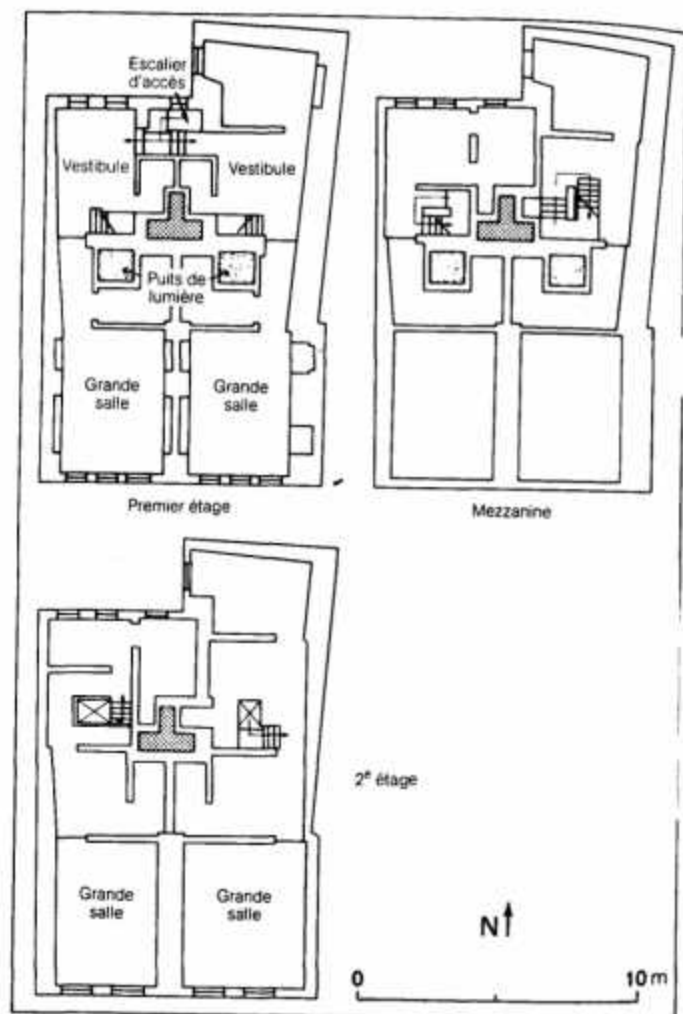
A ce niveau socio-économique, une étude attentive des manières d'habiter permettrait sans doute de découvrir des déviations par rapport au modèle « traditionnel ». Des recherches poursuivies au Caire sur l'habitat de la classe moyenne à l'époque ottomane ont attiré l'attention sur un type de maison très original et sans doute très répandu, mais dont les derniers témoins disparaissent rapidement, parce qu'on a manifesté peu d'intérêt pour des constructions presque dénuées de valeur artistique que leurs modestes occupants actuels n'ont pas les moyens d'entretenir. Dans ces maisons habitaient les membres de ce qu'on peut définir comme la classe moyenne des artisans et commerçants et des cheikhs, c'est-à-dire, statistiquement, une partie très importante de la population. L'exemplaire publié par Nelly Hanna, le *bayt al-Istambulli*, à Bûlâq, donne une idée assez précise de ces maisons « moyennes » : il est dépourvu de cour intérieure pour une raison essentiellement économique, le désir de faire le meilleur usage possible du terrain disponible. Lorsque, dans des maisons similaires, une cour existe, elle est placée sur le côté et est mitoyenne avec la maison voisine (comme c'est le cas, on l'a vu, à Rosette). La maison Istambulli ne comporte pas de bain privé, ce qui impose à ses occupants d'utiliser le *hammâm* public. Elle est divisée en cinq unités d'habitation dont les entrées sont groupées sur deux escaliers d'accès et qui se distribuent sur plusieurs étages<sup>61</sup>.

Un tel type de maison, qui répondait aux besoins d'une strate déterminée de la population, n'était sans doute pas particulier au Caire. A Médine, où la maison à cour semble avoir dominé, comme dans les autres cités arabo-islamiques, Saleh Al-Hathloul décrit des maisons assez semblables, « la maison à *qâ'a* » dans laquelle une pièce de réception occupe le centre de la maison (qui comporte deux ou trois étages) et « la maison à *mashrabiyya* » qui donne sur la rue par des fenêtres en saillie (quatre ou cinq étages)<sup>62</sup>.

Au Caire, la difficulté de réaliser un compromis entre le désir de rester aussi proche que possible du centre des affaires

et la nécessité de disposer de moyens financiers importants pour y bâtir, qui réservait en fait la région centrale à l'habitat bourgeois, fut en partie résolue par le recours à un type d'habitat collectif très original, le *rab'*, qui permettait aux individus des classes moyennes de trouver, près des marchés centraux, un logement à un prix abordable. Le *rab'*, qui ne se rencontre, apparemment, qu'en Égypte, y est une institution très ancienne car il y est attesté très tôt, et en particulier à l'époque mamelouke<sup>63</sup>. Il s'agit d'un immeuble collectif à destination locative, qui se rencontre sous deux formes. Isolé, il se développe sur deux ou trois étages, au-dessus d'un rez-de-chaussée occupé par des boutiques ou des magasins : le *rab'* de Tabbâna [OP 5], long de 64 mètres et large de 13, contient 15 unités d'habitation. Construit au-dessus d'une *wakâla*, il comporte deux ou trois étages ; il est totalement indépendant du caravansérail dont il occupe les étages supérieurs. Dans les deux cas, les principes de la construction des appartements sont constants : il s'agit de duplex ou de triplex desservis par des escaliers intérieurs, comportant une pièce de réception qui se développe sur deux niveaux (*riwâq*) et une terrasse privée. On accède aux appartements par des escaliers ou des couloirs communs. La surface par niveau peut atteindre 30 mètres carrés, soit un total de 60 à 90 mètres carrés par appartement. Le nombre de résidents d'un *rab'* pouvait atteindre une centaine de personnes.

J'ai pu identifier et localiser 46 de ces *rab'* au Caire pour l'époque ottomane, mais, compte-tenu du fait que beaucoup des 360 *wakâla* du Caire en comportaient un, leur nombre réel était beaucoup plus élevé, et pouvait avoisiner la centaine. La plupart des *rab'* localisés étaient situés dans Qâhira (trente-six), le long de la Qasaba [H 6] et dans les rues qui donnaient dans cette grande artère, c'est-à-dire dans le centre même des activités économiques. L'étude des successions des individus résidant dans les *rab'* montre qu'il s'agissait principalement d'artisans et de commerçants moyens tenant boutique, et qui n'auraient sans doute pas eu les moyens de posséder, ou de



24. Le rab' de Tabbâna (d'après M. Zakariya : "Le rab' de Tabbâna", *Annales islamologiques*, 16, 1980, pp. 282 - 284, fig. 5 - 7) : plan de deux appartements.

louer, une maison individuelle dans le centre de la ville : la succession moyenne des 29 résidents identifiés entre 1776 et 1798 s'établit à 22 646 paras, ce qui situe bien ces individus, à égale distance du prolétariat et de la bourgeoisie du Caire. La valeur moyenne des appartements était voisine de 4 000 paras, somme relativement importante : aussi beaucoup d'habitants de rab' n'étaient-ils que locataires de leur appartement. La construction de rab' constituait un investissement effectué soit dans le cadre d'une spéculation individuelle, soit comme placement au bénéfice d'une œuvre religieuse (dans le cadre d'un waqf). Il n'est naturellement pas facile d'évaluer le nombre des habitants qui résidaient dans les rab' du Caire. Il était certainement très élevé : sur 334 individus dont j'ai étudié les successions pour la période 1776-1798, 29, soit près de 10 %, habitaient des rab'. Compte tenu du nombre probable des rab', on peut estimer qu'ils pouvaient abriter entre 10 et 20 000 personnes. Il s'agissait donc d'un mode très répandu de logement qui permettait à la classe moyenne de résoudre le problème de la résidence à proximité du centre économique ; la structure verticale des appartements conciliait par ailleurs, très ingénieusement, les nécessités de la vie en commun, dans un immeuble collectif, avec les aspirations traditionnelles à l'isolement de la vie privée, auxquelles le système de circulation intérieure et la présence de terrasses individuelles apportaient une réponse parfaitement satisfaisante.

### L'habitat collectif

Si le rab' constitue une solution qui semble exclusivement cairote pour le logement des membres de la classe moyenne, l'habitat collectif a été de tous temps largement répandu dans tout le monde arabe sous des formes très variées.

Les constructions de type « caravansérail » (*funduq*, *wakâla*, *khân*) hébergeaient, dans toutes les grandes villes



arabes, une population « flottante », extrêmement diverse et fort nombreuse. C'étaient, naturellement, les étrangers à la ville, en particulier les commerçants de passage, qui venaient s'établir dans les caravansérails comme dans des hôtels, et qui y disposaient à la fois d'écuries pour leurs animaux de transport, de magasins pour leurs marchandises (habituellement installés au rez-de-chaussée) et de logements pour eux-mêmes (généralement à l'étage). D'une manière assez naturelle, ces étrangers tendaient souvent à se regrouper dans des caravansérails particuliers. Le *funduq* du Darb al-Lamtî, à Fès, était fréquenté par les gens du Tafilelt. Au Caire, les Syriens descendaient dans le Khân al-Hamzâwî [K 6-7] et la Wakâla al-Tuffâh [G 5], les Palestiniens dans la Wakâla al-Sabûn [F 5], les Turcs dans le Khân al-Khalîlî [I 5]. Le Khân Sulaymân Pacha, à Damas [F 5], était appelé Khân al-Hamâsîna parce que les *tujjâr* de Homs y logeaient, etc.<sup>64</sup>. C'est à la suite d'un tel regroupement que, dans la plupart des villes du Maghreb et du Levant, s'étaient progressivement constitués les consulats où logeaient les consuls et les « Nations » européennes (Funduq des Français à Tunis, Khân des Vénitiens à Alep). Autour des commerçants dont le séjour pouvait être plus ou moins long (dans certains cas, il pouvait devenir définitif), se rassemblaient les membres de la même « colonie » étrangère, qui comprenait souvent de nombreux cheikhs et des étudiants, eux aussi résidents plus ou moins temporaires.

C'est également dans les caravansérails qu'allaient habiter beaucoup de militaires non casernés. A Tunis, les soldats turcs logeaient dans les *funduq*, situés près de la Grande Mosquée et de la mosquée al-Qsar : au xvii<sup>e</sup> siècle, une partie du *jund* turc cantonnée dans un *funduq* situé dans le Souq al-Qumâsh (des étoffes) se révolte contre Murâd Bey (1659-1675); après les avoir soumis, le souverain détruit le *funduq* et construit à sa place la *madrasa* al-Murâdiyya. Au Caire aussi, les membres des *odjaq* résidaient souvent dans les *wakâla* et y introduisaient des habitudes de vie blâmables du point de vue

religieux (consommation du vin) et des personnes peu recommandables (prostituées), ce qui amenait des réactions, apparemment peu efficaces, de la part des autorités : c'est ainsi que, vers 1730, on décida de détruire, dans le quartier de Gûdariyya [L 7], trois *wakâla* où les agissements des militaires avaient été particulièrement scandaleux<sup>65</sup>.

On trouvait encore dans les constructions de type caravansérail toute une population qui venait de l'intérieur du pays pour travailler dans la capitale, et dont l'installation pouvait être durable. Les exemples sont innombrables. Dans les *funduq* — caravansérails de Fès, habituellement groupés autour des portes de la ville, habitaient des campagnards des tribus voisines de Fès, des montagnards du nord (Jbâla), des gens des régions présahariennes, dont certains groupes conservaient une organisation assez forte pour retarder leur assimilation : gens du Sous (Swâsa) qui étaient gargotiers, marchands d'huile; gens du Dra (Drâwa) qui étaient maçons et porteurs d'eau. A Alger, les gens de Laghouat logeaient à proximité de la grande rue des marchés, en particulier dans le Funduq al-Zayt (de l'huile) [E 8], où ils épuraient l'huile apportée par les Kabyles; une partie des Kabyles qui venaient à Alger allaient résider dans les *funduq* situés près de Bâb 'Azzûn [B 8]<sup>66</sup>. A Tunis, c'était dans les *funduq* et surtout les « *oukâla* » que se regroupaient les gens de l'intérieur du pays, généralement rassemblés par origine, suivant une tradition qui s'est renforcée à une époque récente, mais qui paraît fort ancienne : les Djerbiens, qui exerçaient le commerce de la laine, et qui ont plus récemment monopolisé l'épicerie, logeaient dans les « *oukâla* » du Souq al-Liffa (aussi appelé Souq des Djerbiens) [K 6] et du Souq al-Qumâsh [J 6]; les gens du Touat (Twâtî) qui étaient gardiens, cuisiniers, domestiques, habitaient quatre *oukâla* dans le faubourg sud; ceux de Ouargla (Wargliyya), gens de maison, employés dans les bains, les cafés, vivaient dans des sortes d'hôtels dans le sud de la Madîna<sup>67</sup>. A Alep, en dehors des *khân* où les marchands venus de l'extérieur louaient des magasins et des chambres



pour la durée de leur séjour, on trouvait des « *qisariyya* » où logeaient les étrangers pauvres, les Arabes et les Bédouins<sup>68</sup>.

Il est difficile d'évaluer l'importance de la population qui habitait dans des résidences collectives dont la variété était aussi grande que celle de leurs occupants : marchands fortunés qui résidaient dans les imposants caravansérails des centres, pauvres gens qui s'entassaient dans les « *oukâla* » suburbaines. Elle était, de toute évidence, considérable. D'après le voyageur d'Arvieux, qui était à Alep vers 1683, il y avait dans cette ville 187 « caisseries » (pour *qisariyya*) et 68 *khân*. Et il y avait au Caire près de 360 caravansérails dont certains pouvaient héberger une centaine de résidents. De fait, bien que, en raison de la nature normalement transitoire de leur établissement au Caire, les habitants des caravansérails fussent moins susceptibles d'y mourir et donc de figurer dans les successions enregistrées au Tribunal (*Mahkama*), j'ai identifié 17 résidents dans les *wakâla* et *khân* du Caire, parmi les 334 artisans et commerçants morts entre 1776 et 1798, dont la résidence est connue : la proportion (cinq pour cent) n'est pas négligeable; elle est probablement très inférieure à la réalité, car beaucoup de résidents dans les *wakâla* ne sont sans doute pas mentionnés comme tels dans les documents. Sur ce nombre, moins de la moitié (8 sur 17) sont signalés comme étrangers, ce qui confirme que les *wakâla* étaient également habitées par les Égyptiens, et non pas seulement par des commerçants venus de l'extérieur. La fortune moyenne des résidents dans les caravansérails (53 000 paras, quelle que soit leur origine) paraît caractéristique de la classe moyenne des commerçants, mais on trouve parmi eux des individus de fortunes très variées, d'un cafetier (*qahwagi*), qui laisse un modeste avoir de 2 269 paras, à un marchand de tissus (*qumsangi*), dont la succession atteint 141 991 paras. Mais il est probable que les résidents permanents des caravansérails périphériques étaient habituellement d'origine modeste, et qu'une population peu recommandable y avait parfois ses quartiers : A. Henia note qu'à Tunis beau-

coup de délits sexuels (le plus souvent liés avec la prostitution) étaient commis dans des *funduq* qui étaient généralement « les lieux de résidence des délinquants »<sup>69</sup>.

### *L'habitat populaire*

Ainsi que nous avons eu l'occasion de le noter, nous sommes fort mal informés sur l'habitat de la partie la plus pauvre de la population, qui était aussi la plus nombreuse. Il n'est guère mentionné dans les chroniques historiques et dans les documents d'archives, et il n'en subsiste habituellement pas de traces archéologiques identifiables et datables. Il est cependant facile d'imaginer les logis sommaires qui étaient édifiés avec des matériaux de fortune sur les franges de la ville : un quartier de Fès, (près de Bâb al-Khawkhâ), une zone de Tunis (située entre Bâb al-Bahr [H 11] et la lagune, à proximité des collines d'ordures), portaient le nom significatif d'al-Nuwâyl, qui désigne « des huttes en torchis recouvertes d'un toit de chaume »<sup>70</sup>. Un texte tunisien du XVIII<sup>e</sup> siècle parle des « masures en ruines » situées dans un quartier éloigné de la ville, près du rempart. Et la carte du Caire de la *Description de l'Égypte* localise sur la périphérie de la ville, dans les zones les plus pauvres, des « masures » ou des « cahutes » souvent liées à des zones de « décombres » qui évoquent un habitat particulièrement misérable. A Alep enfin, à propos de régions situées dans les faubourgs orientaux de la ville, on mentionne « les huttes des Arabes » ou « les tentes et cabanes » des Qurbât, « espèces de Bohémiens que l'on rencontre souvent autour des villes turques » [V 21]<sup>71</sup>.

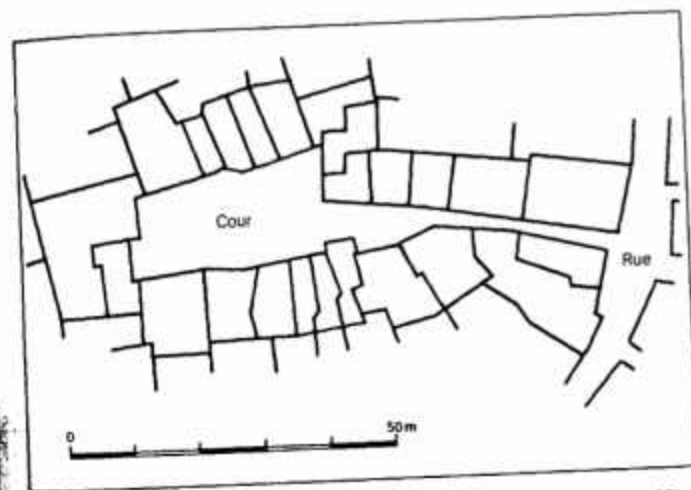
Plus précis est ce que nous savons d'un habitat groupé, appelé *haswîh*, dont l'existence est attestée en Égypte, en Syrie et au Hedjaz, et qui paraît caractéristiques de secteurs très pauvres des villes. Au Caire, les *haswîh* sont décrits par Jomard comme « de grandes cours ou enceintes pleines de cahutes de quatre pieds de haut, où logent une foule de pauvres gens, entassés pêle-mêle avec leurs bestiaux... de vastes cours

fermées... des emplacements vagues... Les immondiçes y sont déposés... et les plus pauvres des habitants y demeurent dans des cahutes ». On y trouvait sans doute les logements où habitaient les ouvriers les plus modestes qu'évoque Chabrol : « Une espèce de hutte, qui leur coûte par mois dix paras de loyer... Tout leur ameublement se compose d'un fragment de natte, où ils couchent avec leurs femmes et leurs enfants. Ils sont vêtus, comme leurs femmes, d'une simple chemise bleue... et les enfants vont nus ou couverts de lambeaux »<sup>73</sup>. D'après Clerget, chacun de ces *hawsh* pouvait « contenir jusqu'à trente ou quarante familles. C'était comme un hameau à part »<sup>74</sup>. La localisation des 31 *hawsh* que mentionne la Description correspond naturellement aux zones d'habitat pauvre du Caire.

Le *hawsh* est également mentionné en Palestine et en Syrie, avec des caractéristiques à peu près semblables : « une cour entourée de logements très modestes et habités par des familles différentes », note A. Abdel Nour, un type de construction qui était aussi bien rural que citadin<sup>75</sup>. A Damas, au XVI<sup>e</sup> siècle, un *hawsh* situé dans le quartier juif est décrit de la manière suivante : l'endroit comprend « une grande cour ouverte autour de laquelle des quatre côtés il y a des logements (buyût) ; chacun de ces logements a... un accès propre. Dans la cour se trouvent deux puits d'eau potable et huit pièces d'aisance... chaque logement a une porte donnant sur la cour »<sup>76</sup>. Et ce que le voyageur A. Russell décrit à Alep, au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le nom de « *keisaria* », est évidemment un *hawsh* : « Il y a une sorte de construction généralement destinée à la plus basse classe d'étrangers, Arabes, Kurdes, autres Turcs d'origine étrangère et Chrétiens arméniens. C'est... un large espace entouré par un certain nombre de médiocres habitations basses, chacune composée de deux ou trois pièces. L'espace est commun à tous les habitants et irrégulièrement pavé, sauf devant chaque porte de maison, où quelques buissons sont plantés. Il n'y a pas de fontaine, mais plusieurs puits... Un grand nombre sont dispersés dans la ville et les faubourgs »<sup>77</sup>. Des structures tout à fait semblables existaient également à Médine, où les quartiers étaient divisés

en *hawsh* décrits comme des zones « presque circulaires entourées de maisons, avec une porte qui était fermée au coucher du soleil »<sup>78</sup>.

Il ne subsiste naturellement rien de ces *hawsh*, mais le tracé de certaines rues du quartier de Qârliq, dans le nord-est d'Alep, relevé sur les plans cadastraux anciens de la ville, est sans doute un vestige de ce type d'habitat : il est exactement



25. Hawsh al-jimal, à Médine (d'après S.A. Al-Hathloul : Tradition, p. 100, fig. 25).

conforme au plan que donne Hathloul de deux *hawsh* à Médine, l'un avec 24 logements, l'autre avec 13, entourant une cour qu'une impasse relie à la rue principale<sup>79</sup>. Je pense que A. Abdel Nour a raison de suggérer que cet habitat groupé, loin d'être le résultat de la dégradation de formes plus nobles, était sans doute l'adaptation à la ville d'un habitat de type rural, ce qui explique en partie sa localisation périphérique : « Les hommes les plus pauvres ne pouvaient posséder une cour

*privée, organisaient l'espace construit de façon à créer une cour commune, dans des bâtiments urbains, probablement d'une manière très spontanée »<sup>79</sup>.*

La remarquable extension d'une forme d'habitat aussi différente de l'image qu'on donne traditionnellement de la maison « arabe » paraît justifier une attention plus marquée à l'habitat pauvre et une remise en cause, au moins partielle, d'une typologie à laquelle échappent également, on l'a vu, des modèles largement répandus d'habitat bourgeois, et des formes individuelles et collectives d'habitat moyen. L'idée qu'il existait, dans le monde arabe, « une conception unique de l'habitat »<sup>80</sup> ne tient compte ni des transformations qu'a inévitablement induites une évolution historique très longue, ni des diversités régionales que les réalités géographiques et climatiques ont imposées, ni des différences que justifiaient des conditions socio-économiques et culturelles également variées.

## Conclusion

La période ottomane n'a été qu'un épisode de l'histoire des villes arabes, mais un épisode qui a duré, suivant les cas, trois ou quatre siècles, plus longtemps que la période hafside en Tunisie, que la période fatimide en Égypte, ou que la période mamelouke en Syrie, un épisode qui, d'autre part, a été l'ultime phase de l'histoire de ces villes avant que la pression de l'impérialisme occidental, et la présence du colonialisme européen n'imposent une modernisation qui devait avoir, sur la structure, et sur l'organisation urbaines, une influence décisive.

Dans une certaine mesure, les villes arabes soumises à la domination ottomane ont continué à se conformer, dans leur disposition spatiale, et leur organisation, aux principes qui avaient régi le développement urbain dans le monde arabe pendant les siècles qui avaient précédé. Mais sur un certain nombre de points la période ottomane a infléchi ces principes. L'importance des facteurs économiques dans la structure de la ville paraît s'être renforcée à une époque où le commerce connaissait un développement sans précédent sous le double effet de la constitution d'un Empire méditerranéen, et de la

pénétration du mercantilisme européen. Les centres urbains des grandes villes commerciales atteignirent alors des dimensions qu'ils semblent n'avoir jamais connues auparavant.

C'est aussi sans doute à l'influence des conceptions ottomanes en ce qui concerne l'autonomie des communautés que paraît dû le développement de l'organisation des villes en groupes professionnels, ethniques et religieux, et géographique qui constituèrent les cadres de leur gestion. Les corporations de métiers connurent un développement sans précédent, même si elles ne prirent pas réellement naissance à cette époque ainsi qu'on l'a suggéré récemment. Les *tawā'if* religieuses et nationales, et en particulier les communautés de « protégés » juifs et chrétiens se renforcèrent sous le double effet du développement des échanges, et des mouvements de populations auxquels ils donnèrent lieu, et du relatif libéralisme des autorités ottomanes envers ces communautés minoritaires. Si ce développement communautaire assura la prospérité des groupes minoritaires et aida sans doute à l'essor économique (et démographique) des villes, il contribua aussi à accentuer leur fractionnement.

Les conditions mêmes de la vie sociale furent bouleversées par les effets qu'induisirent des modes entièrement nouveaux de consommation : l'introduction du café et du tabac, l'apparition des cafés en tant que lieux nouveaux de convivialité eurent certainement sur les mœurs, et sur la vie collective des effets profonds qui ont été insuffisamment étudiés jusqu'ici. Bien que la vie culturelle et intellectuelle ait été marquée par une certaine atonie, les villes connurent, sous les Ottomans une ultime phase de développement autonome au cours de laquelle fut en général maintenu, et souvent enrichi, le capital architectural hérité des époques anciennes.

Il serait donc injuste de ne pas reconnaître à cette période l'importance qu'elle a eue dans la longue histoire des villes. C'est après les Ottomans, non avant, que se place la coupure décisive dans l'histoire des villes arabes, et que commencent les grandes mutations qui n'ont pas fini de se poursuivre sous

nos yeux. Les villes arabes que nous connaissons, ou plutôt ce qui subsiste des quartiers anciens de ces villes, sont celles que nous a léguées l'époque ottomane, et c'est à travers elle que nous pouvons essayer aujourd'hui de déchiffrer leur passé plus lointain.

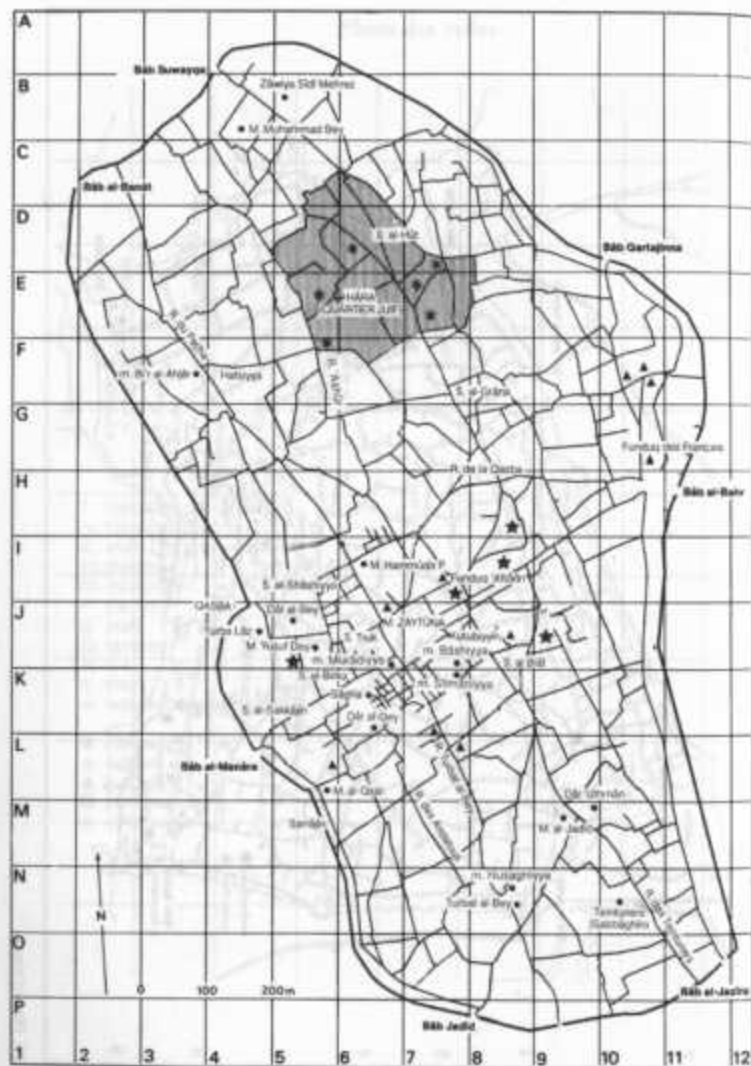
## *Annexes*



## Plans des villes

- f. funduc (caravansérail)
- h. khān (quartier)
- k. khān (caravansérail)
- m. madrasa
- M. mosquée
- P. pacha
- D. pont
- Q. quartier
- R. rue
- S. souq
- W. wakhla (caravansérail)
- ★ caserne
- + église
- ▲ funduc
- petit marché
- synagogue

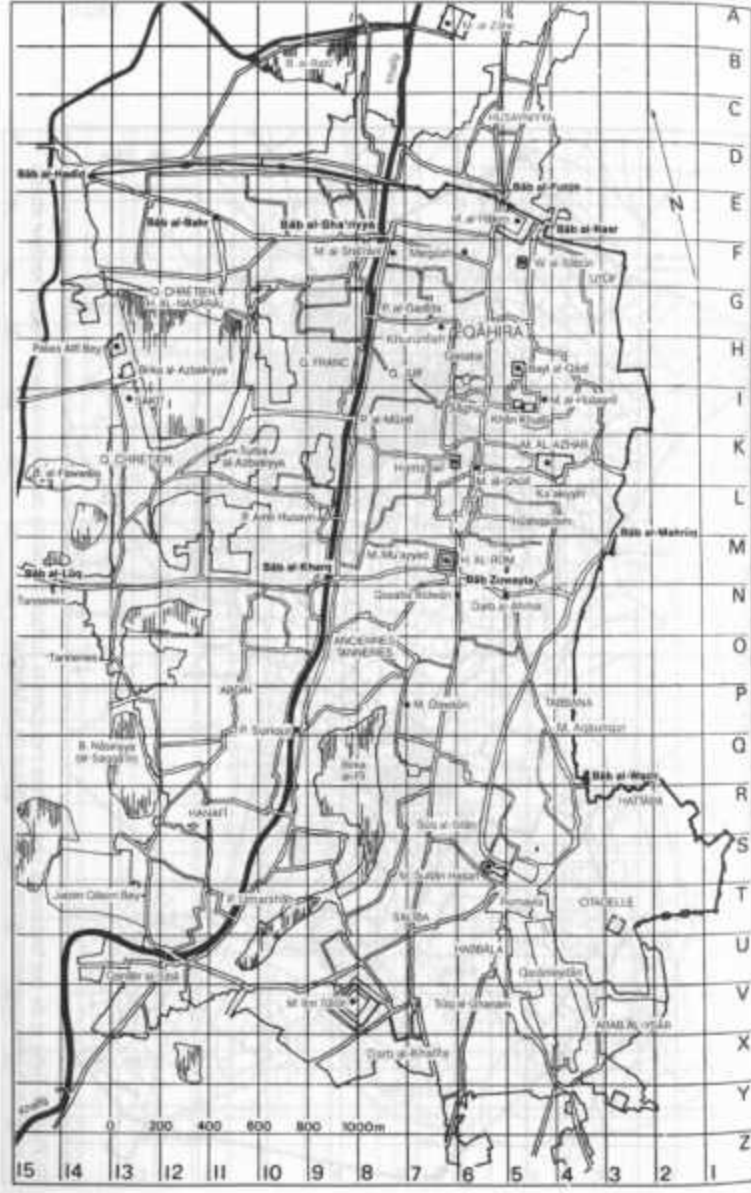




27. Plan de Tunis.



28. Plan de Tunis et de ses faubourgs. Les chiffres indiquent la surface moyenne des maisons dans chaque secteur étudié. La zone hachurée représente le centre économique de la Madina.

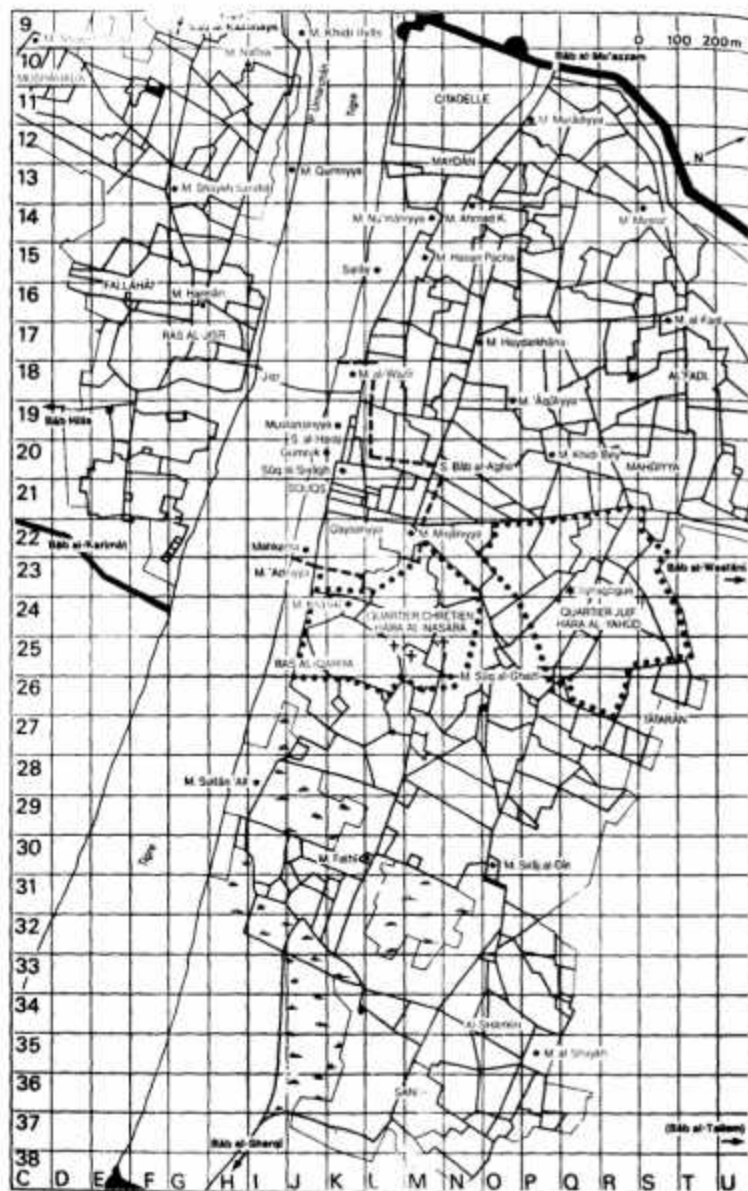


29. Plan du Caire



30. Plan de Damias





33. Plan de Bagdad

## Notes

### Avant-propos

1. Mentionnons notamment : I.M. Lapidus, éd., *Middle Eastern Cities*, Berkeley, 1969; A.H. Hourani et S.M. Stern éd., *The Islamic City*, Oxford, 1970; D. Chevallier, éd., *L'espace social de la ville arabe*, Paris, 1979; R.B. Serjeant, éd., *The Islamic City*, Paris, 1980; A. Bouhdiba et D. Chevallier, éd., *La ville arabe dans l'Islam*, Tunis, 1982; I. Serageldin et S. El-Sadek, éd., *The Arab City*, 1982.
2. Parmi les nombreuses études d'E. Wirth sur ce problème, voir : « Villes islamiques, villes arabes, villes orientales? », dans A. Bouhdiba et D. Chevallier, éd., *La ville arabe dans l'Islam*, Tunis, 1982.
3. « Habitat médiéval et histoire urbaine », J.-C. Garcin et al., *Palais et Maisons du Caire*, I, Époque mamelouke, Paris, 1982, 216.
4. « Reflexions on the Study of Islamic Art », *Muqarnas*, I (1983), 8.
5. S.J. Shaw, *The Financial and Administrative Organization of Ottoman Egypt*, Princeton, 1962; A. Rafeq, *The Province of Damascus*, Beyrouth, 1966.
6. Antoine Abdel Nour a été tué par des soldats israéliens, le 25 juin 1982, lors de l'occupation du Liban sud.

### Chapitre I Les villes arabes dans l'empire ottoman

1. Sur les principales phases de la conquête ottomane, voir : Donald Edgar Pitcher *An Historical Geography of the Ottoman Empire*, Leiden, 1972; P.M. Holt, *Egypt and the Fertile Crescent, 1512-1922*, Londres, 1966; Ch.-André Julien, *Histoire*



de l'Afrique du Nord, II, *De la conquête arabe à 1830*, par Roger Le Tourneau, Paris, 1956.

2. Ibn Iyās, traduction Gaston Wiet, *Journal d'un bourgeois du Caire*, II, Paris, 1960, 14.

3. Le livre de Stephen H. Longrigg, *Four Centuries of Modern Iraq*, Oxford, 1925, demeure l'ouvrage de base sur l'histoire de l'Iraq depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

4. R.B. Serjeant et R. Lewcock, *San'a an Arabian Islamic City*, Londres, 1983, et en particulier le chapitre 8 par R.B. Serjeant.

5. D.E. Pitcher, *An Historical Geography*, 124-129. Les dates données entre parenthèses sont celles de l'établissement ou de la première mention des *eyālet*.

6. Voir, outre Pitcher, déjà cité : Abdul-Karim Rafeq, *The Province of Damascus*, 1723-1783, Beyrouth, 1966; Karl K. Barbir, *Ottoman Rule in Damascus*, 1708-1758, Princeton, 1980; Muhammad Adnan Bakhtit, *The Ottoman Province of Damascus*, Beyrouth, 1982; Jean-Paul Pascual, *Damas à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*, Damas, 1983.

7. Voir K. Barbir (*Ottoman Rule*, 40-41) dont j'utilise largement le livre pour cet exposé (pages 28-53). Voir aussi : l'article « Eyālet », de H. Inalcik, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, 2<sup>e</sup> éd., II, 740-743; et H.A.R. Gibb et H. Bowen, *Islamic Society and the West*, 2 vols., Oxford, 1950-1957, I, 137-153, 200-216.

8. Pour Le Caire voir : S.J. Shaw, *The Financial and Administrative Organisation of Ottoman Egypt*, Princeton, 1962, 1-3; et A. Raymond, *Artisans et commerçants au Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 2 vols., Damas, 1973-1974, 1-6.

9. Gibb et Bowen, *Islamic Society*, I, 60; K. Barbir, *Ottoman Rule*, 90; M.H. Chérif, *Pouvoir et Société dans la Tunisie de Husayn Bin 'Ali (1705-1740)*, thèse, Paris, 1979, ex. dact., I, 440, II, 933.

10. Gibb et Bowen, *Islamic Society*, I, 121-133; A. Raymond, *Artisans*, II, 418; Galal H. El-Nahel, *The Judicial Administration of Ottoman Egypt in the seventeenth century*, Minneapolis et Chicago, 1979.

11. Ahmad al-Budayri, *Hawādith Dimashq al-yasumiyya*, Le Caire, 1959, 152.

12. A.H. Hourani, « The changing face of the Fertile Crescent in the XVIII<sup>th</sup> century », *Studia Islamica*, 8 (1957).

13. Archives du Public Record Office, Londres, Tunis, FO 102 48, Baynes à Clarendon, 8 juillet 1855.

14. Budayri, *Hawādith*, 184; traduction M. Mechoukhi, mémoire de maîtrise, Université de Provence, Aix, 1983, 55.

15. Sur l'histoire d'Alep sous les Ottomans voir Jean Sauvaget, *Alep*, Paris, 1941, 192-200. Sur ces événements : Kāmil al-Ghazālī, *Nahr al-Dhahab*, III, 285 (1656), 309 (1791), 324-327 (1819); Rāghib al-Tabbākh, *I'lām al-Nubalā*, III, 265 (1656), 368 (1791). Sur les conflits entre Chérifs et Janissaires voir Herbert L. Bodman, *Political Factions in Aleppo (1760-1826)*, Chapel Hill, 1963. Voir plus loin, chapitre 2, pp. 86-87.

16. Sur Damas, voir les ouvrages déjà cités de A. Rafeq, *The Province of Damascus*, et de K. Barbir, *Ottoman Rule*. Sur Mossoul, S. Longrigg, *Four Centuries of Modern Iraq*, et surtout Percy Kemp, *Mosul and Mosuli Historians of the Jalili Era*, thèse, Université d'Oxford, 1979, ex. dact.

17. Sur Baghdād, S. Longrigg, *Four Centuries of Modern Iraq*; et l'article « Baghdād », par A.A. Duri, dans l'*Encyclopédie de l'Islam*, 2<sup>e</sup> éd., I, 921-936.

18. A. Raymond, *Artisans*, I, 1-16; S.J. Shaw, *The Financial*, 1-10 et 304. Voir aussi Daniel Crecelius, *The Roots of Modern Egypt*, Minneapolis et Chicago, 1981.

19. Sur ces émirs, D. Crecelius, *The Roots*, 88-89, 107, 164-165.

20. H. de Grammont, *Histoire d'Alger*, Angers, 1887; R. Le Tourneau, *Histoire de l'Afrique du Nord*, II, 273-275, 289-294; P. Boyer, « Introduction à une Histoire intérieure de la Régence d'Alger », *Revue Historique*, 478 (1966) et

« Des Pachas Triennaux à la révolution d'Ali Khodja Dey (1571-1817) », *Revue Historique*, 495 (1970).

21. H. de Grammont, *Histoire d'Alger*, 285; et P. Boyer, « Introduction », 308 n. 2.

22. Sur cette période, voir : R. Le Tourneau, *Histoire de l'Afrique du Nord*, II; et les travaux de Jean Pignon, « La Tunisie turque et husseinite », *Initiation à la Tunisie*, Paris, 1950; *Un document inédit sur la Tunisie*, Tunis, 1963; « La milice des Janissaires de Tunis au temps des Dey », *Cahiers de Tunisie*, 15 (1956).

23. Voir aussi Taoufik Bachrouh (*Formation Sociale Barbaresque et Pouvoir à Tunis au XVII<sup>e</sup> siècle*, Tunis, 1977) qui mentionne l'affaire de 1676 (178-179). Sur la tentative de 1708 voir Hammūda bin 'Abd al-'Aziz, *al-Kutāb al-Bāshī*, ms. B.N. Tunis, Or. 351, 235, et M.H. Chérif, *Pouvoir et Société*, I, 240-243.

24. Sur ces problèmes, voir A. Raymond, *British Policy towards Tunis (1830-1881)*, thèse, Université d'Oxford, 1954.

25. Dans le récent livre de Dominique Sourdel sur l'histoire des Arabes une page, sur 128, est consacrée à ces quatre siècles, et une citation permet de résumer la tonalité de l'appréciation portée : « Les régions arabes soumises à l'autorité turque connaissent une stagnation tant économique qu'intellectuelle dont elles ne devaient sortir qu'au XIX<sup>e</sup> siècle » (*Histoire des Arabes*, Paris, 1976, 105).

26. Marcel Clerget, *Le Caire*, 2 vols., Le Caire, 1934, I, 178; J. Sauvaget, *Alep*, 238-239.

27. Cité par A.A. Duri, art. « Baghdād », *E.I.*, I, 931.

28. Jean Sauvaget, « Esquisse d'une histoire de la ville de Damas », *Revue des Etudes Islamiques*, 1934, 467.

29. Ibn Abi Dinār al-Qayrawānī, *Mu'nis*, Tunis, 1350 H/1931, 146-147.

30. J. Sauvaget, *Alep*, 210-211.

31. Mentionnées par Niqlā Sīyāfi, *Majmū al-kitābāt*, éd. S. al-Diwayji, Baghdād, 1956, 136, 137, 138, 144.

32. Ahmad Ibn Abi-Diyāf, *Ithāf ahl al-zaman*, Tunis, 1963, III, 38. Sur la conclusion de la paix, Alphonse Rousseau, *Les Annales Tunisiennes*, Paris, 1864, rééd. Tunis, s.d., 342-343.

33. J. Sauvaget, « Esquisse », 468. Sur l'ensemble de ce problème, voir A. Raymond, « La conquête ottomane et le développement des grandes villes arabes », dans *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée (ROMM)*, 27 (1979-1).

34. Daniel Panzac, « Affruteurs ottomans et capitaines français à Alexandrie », (*ROMM*) 34 (1982-2); M.H. Chérif, *Pouvoir et Société*, I, 298.

35. J. Sauvaget, *Alep*, 200-204, 221.

36. Pour l'Égypte, voir A. Raymond, « L'impact de la pénétration européenne sur l'économie de l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales Islamologiques*, 18 (1982).

37. Grande Mosquée comprise. Ces chiffres sont obtenus par la comparaison des cartes dressées par Sauvaget (*Alep*, II) : Alep au début du XVI<sup>e</sup> siècle (carte LXII) et Alep au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (carte LXX).

38. Chiffres tirés de A. Raymond et G. Wiet, *Les marchés du Caire*, Le Caire, 1979.

39. K. Barbir, *Ottoman Rule*, 108 et tout le chapitre 3 (108 à 177).

40. S.J. Shaw, *The financial*, 239-271. A. Raymond, *Artisans*, I, 126-129.

41. Budayri, *Hawādith*, 206, traduction M. Mechoukhi, 72.

42. J. Sauvaget, « Esquisse », 471.

43. André Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », dans B. Maury et al., *Palais et Maisons du Caire*, II, Époque ottomane, Paris, 1983, 35.

44. Voir R. Le Tourneau, *Histoire de l'Afrique du Nord*, II, 277-281. Sur Alger, Salvatore Bono, « Pascia e Rais Algerini di Origine Italiana », *Italia e Algeria*, 199-222. Sur Tunis, J. Pignon, « La Tunisie turque et husseinite », 103-104; et « Osta Moratto Turcho Genovese », *Cahiers de Tunisie*, 3<sup>e</sup> série, 11 (1955); Taoufik Bachrouh, *Formation sociale*, 38-44.

44. Sur les Andalous voir principalement *Études sur les Moriscos Andalous en Tunisie*, éditées par M. de Epalza et R. Petit, Madrid, 1973, et en particulier l'article de J.D. Latham, « Contribution à l'étude des immigrations andalouses et leur place dans l'histoire de la Tunisie », 21-63. J. Pignon, « Un document inédit », 98. Sur les shawwāshī : Lucette Valensi, « Islam et capitalisme. Production et commerce des chéchias », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 16 (1969); Sophie Ferchiou, *Technique et société. Exemple de la fabrication des chéchias en Tunisie*, Paris, 1971.
45. Voir A. Raymond, « La conquête ottomane ».
46. A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 15.
47. Voir pour Damas : Muhammad Bakhit, *The Ottoman Province*; et J.P. Pascual, *Damas à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*. Pour Alep : André Raymond, « The population of Aleppo in the 16th and 17th centuries », *IJMES*, 16 (1984-4).
48. Voir J. Sauvaget, « Esquisse », planches VIII et X; *Alep*, planches LXII et LXX.
49. Voir André Raymond, « Signes urbains et étude de la population des grandes villes arabes », *BEO*, 27 (1974); et les réserves exprimées par Antoine Abdel Nour, *Introduction à l'histoire urbaine de la Syrie ottomane*, Beyrouth, 1982, 53-56.
50. Un calcul précis (qui n'a pas grand sens, vu le caractère approximatif de ces évaluations) donne les augmentations suivantes : pour Le Caire, 47 %; pour Damas, 48 %; pour Alep, 54 %. A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 16-18. Pour Sauvaget voir la note 48.
51. Voir, en particulier les travaux de Torrès Balbás sur les villes médiévales d'Andalousie : « Les villes musulmanes d'Espagne et leur urbanisation », *Annales de l'IEO*, 6 (1942-1947); « Extension y demografía de los Ciudades hispano musulmanas », *Studia Islamica*, 3, (1955). Ce chercheur propose un chiffre moyen de 348 habitants à l'hectare. Voir les recherches faites, dans ce domaine, par Alexandre Lézine, *Deux villes d'Ifrīqiya*, Paris, 1971. Sur ce problème voir A. Raymond, « Signes urbains ». La seule évaluation qui soit fondée sur des éléments relativement solides avant le XIX<sup>e</sup> siècle est celle de la *Description de l'Égypte* pour le Caire : 398 h/ha (263 000 habitants pour 660 hectares construits).
52. A notre connaissance, une des seules évaluations effectuées par un chroniqueur arabe, est celle d'Ibn Abī Dīnār (*Mu'nis*, 146-147) qui, à propos du sac de Tunis en 1535, évalue la population de la ville avant ce désastre à 180 000 habitants, chiffre d'ailleurs hautement improbable.
53. Sur Alep voir A. Raymond, « The population of Aleppo ». A. Abdel Nour propose pour Alep les chiffres de 60 000 h. au XVI<sup>e</sup>, 78 000, en 1683, 120 000 en 1800 : il s'agit d'évaluations raisonnables mais qui ne sont fondées sur aucun document (*Introduction*, 66-72). Pour Damas, voir son *Introduction*, 72-74.
54. A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 15-25.
55. A défaut d'informations plus précises sur les villes irakiennes je cite, pour ce qu'elle vaut, la remarque de Domenico Lanza, bon connaisseur de Mossoul (où il vécut longtemps, à partir de 1760) : les gens âgés, écrit-il, disent que, de leur temps la ville était ruinée et vide d'habitants, et que la population était inférieure d'un tiers à ce qu'elle est actuellement (Domenico Lanza, *al-Mansil fi l-qarn al-thāmin 'ashar*, Bagdad, 1953, 12).
56. Daniel Panzac l'évalue à 5 pour 1000 dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (« Endémies, épidémies et population en Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle », dans *L'Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle*, R. Mantran éd., Paris, 1982).
57. 'Abd al-Rahmān al-Gabartī, *Agā'ib al-Athār*, Bōlāq, 1879, 4 vols., II, 238-239.
58. Paul Sebag, « La peste dans la Régence de Tunis », *IBLA*, 109 (1965-1), 41-42.
59. Jacques Revault, *Palais et demeures de Tunis*, 4 vols., Paris 1967-1978, I, 171, 323; II, 100, 129. Voir aussi Slimane-Mostafa Zbiss, *La Medina de Tunis*, Tunis, 1981, 51, 52, 54.

60. A. Abdel Nour, *Introduction*, 118.
61. J. Sauvaget, *Alep*, 226-229, note 852. A. Abdel Nour, *Introduction*, 119.
62. André Raymond, « Le déplacement des tanneries à Alep, au Caire et à Tunis, à l'époque ottomane », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 7-8 (1976).
63. J'appelle : Qāhira, la partie la plus ancienne du Caire, correspondant à la fondation fatimide, c'est-à-dire la région située à l'intérieur des murs (de Bāb al-Futūh à Bāb Zuwayla, du mur oriental au Khalig/canal du Caire); zone sud, la partie du Caire située au sud du mur fatimide (Bāb Zuwayla) et à l'est du Khalig; zone ouest, toute la région située à l'ouest du Khalig.
64. Voir les travaux de Jean-Claude David : « Urbanisation spontanée et planification : le faubourg ancien nord d'Alep (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup>) », *Cahiers de la Recherche Architecturale*, 10/11 (1982), carte pp. 16-17; *Le waqf d'Ipshir Pāshā à Alep (1063-1653)*, Damas, 1982, 62. Voir plus loin le chapitre 4.
65. A la différence d'Alep où les quartiers en question ont subsisté, toute la zone ouest du Caire (au-delà du Khalig) a disparu au XIX<sup>e</sup> siècle, au cours d'opérations de modernisation, et le plan de la *Description de l'Égypte* est un des seuls documents utilisables pour l'étude de ces quartiers. Voir les pénétrantes remarques d'A. Lézine sur l'urbanisme des Médinas, à propos, en particulier de Monastir : *Deux villes*, 127-132.
66. Voir le plan de Damas au 500<sup>e</sup>, feuille XXXIV - 1. Voir plus loin, p. 218.
67. En dehors du Caire dont, dans l'actuel état de nos connaissances, le chiffre de population vers 1800 peut être considéré comme établi sur des bases assez solides, nous ne disposons, pour l'ensemble des grandes villes arabes considérées, que d'évaluations assez incertaines, qui ne sont que des conjectures.
68. Sur ces chiffres concernant les densités, voir A. Raymond, « Signes urbains », 188.
69. Le chiffre de densité est relativement élevé pour Tunis. C'est une des raisons qui m'ont amené à considérer que la population de Tunis était inférieure aux 100 000 (soit une densité de 433 h/ha) et surtout aux 150 000 habitants (densité 649 h/ha !) qu'on lui accorde souvent. J'ai donc jugé plus vraisemblable le chiffre proposé par J. Ganiage (« La population de la Tunisie vers 1860 », *Population*, 21-5, 1966). Voir sur ce problème Nancy Gallagher, *Medicine and Power in Tunisia*, Cambridge, 1983, 107.
70. Les chiffres de population des villes françaises sont empruntés à l'*Histoire de la France Urbaine*, éd. G. Duby, volume III, *La ville classique*, E. Le Roy Ladurie, 297. Les évaluations pour la population du monde arabe sont proposées d'après Charles Issawi, *An Economic History of the Middle East and North Africa*, New York, 1982, et Roger Owen, *The Middle East in the World Economy*, Londres, 1981, 24.

#### Chapitre 2 La population des villes

1. Voir A. Raymond, *Artisans*, I, 2-3.
2. K. Barbir, *Ottoman Rule*, 90.
3. Jean Pignon, « La milice des Janissaires de Tunis », *Cahiers de Tunisie*, 15 (1966). Daniel Crecelius, *The roots*, 21. P. Kemp, *Mosul*, 39. M.A. Bakhit, *The Ottoman Province*, 96. Amnon Cohen, *Palestine in the 18th Century*, Jerusalem, 1973, 271.
4. Alger a fait, sur ce point, l'objet de recherches précieuses : Jean Dénys, « Les registres de solde des Janissaires », *Revue Africaine*, 61 (1920); « Chansons des Janissaires turcs d'Alger », *Mémoires René Basset*, Paris, 1925, vol. II; et

Marcel Colombe, « Contribution à l'étude du recrutement de l'Odja d'Alger », *Revue Africaine*, 87 (1943). Voir également P. Boyer, *La vie quotidienne à Alger*, 127-146.

5. J. Deny, « Chansons des Janissaires », 80-83; P. Boyer, *La vie quotidienne à Alger*, 137.

6. A. Raymond, *Artisans*, II, 757, 729.

7. M.H. Chérif, *Pouvoir et Société*, II, 1014; A. Rafeq, *The Province*, 167, 209, 224; H.L. Bodman, *Political Factions*, 57-59; 63-65; P. Kemp, *Mosul*, 39.

8. A.H. Hourani, « The changing face of the Fertile Crescent », *Studia Islamica*, 8 (1957), 99.

9. A. Cohen, *Palestine*, 279-280. S.H. Longrigg, *Modern Iraq*, 84.

10. A. Rafeq, *The Province*, 31, 166-167, 211-212, 223-224; K. Barbir, *Ottoman Rule*, 89-92. Voir aussi Budayri, *Hawâdith*, 5, 66-68; traduction N. Abou-Khater, mémoire de maîtrise, Université de Provence (1981), ex. dact., 2 (1740), 63-65 (1746); 110, 200-205, 213-216; traduction M. Mechoukhi, 3 (1748) 67-72, 76-78 (1757).

11. S.H. Longrigg, *Modern Iraq*, 163-166, 170, 201, 251.

12. Diego de Haedo, « Topographia e historia general de Argel », *Revue Africaine*, 14 (1870), 501. T. Bachrouh, *Formation sociale*, 38-42.

13. Filippi, *Fragments historiques et statistiques sur la Régence de Tunis*, dans Charles Monchicourt, *Relations inédites*, Paris, 1929, 93, 134-136.

14. A. Gabarti, *Agâ'ib*, IV, 113; traduction Merveilles bibliographiques et historiques, Le Caire, 1888-1896, 9 vols., VIII, 254.

15. Pierre Boyer, « Le problème kouloughli dans la Régence d'Alger », *ROMM*, 1970, *Actes du II<sup>e</sup> Congrès International d'Études Nord-Africaines*; et *Vie quotidienne*, 146-149. M. H. Chérif, *Pouvoir et société*, I, 172, 434-435.

16. Voir Gilbert Delanoue, *Moralistes et politiques musulmans dans l'Égypte du XIX<sup>e</sup> siècle*, Le Caire, 1982, 2 vols., I, XVIII-XIX.

17. J.-P. Pascual, *Damas*, 62-63 (liste), 103.

18. M.A. Bakhit, *The Ottoman Province*, 136, n. 109.

19. P. Kemp, *Mosul*, 136-137.

20. S.J. Shaw, *Financial*, 231-236.

21. D. Crecelius, *The roots*, 139-144; « The waqfiyah of Muhammad Bey Abû al-Dhahab », *Journal of the American Research Center in Egypt*, 15 (1978), 16 (1979), 16, 129-131.

22. Baber Johansen, « The Servants of the Mosques », *The Maghreb Review*, 7 (1982), 24.

23. A. Ibn Abi Diyâf, *Ithâf*, II, 95. M.H. Chérif, *Pouvoir et Société*, I, 479.

24. Voir les études de Afaf Lutfi al-Sayyid Marsot, et notamment « The Political and Economic functions of the 'ulamâ' », *JESHO*, 1973.

25. A. Gabarti, *Agâ'ib*, II, 103. Sur le rôle des 'ulamâ, voir A.H. Hourani, « The changing face », 97.

26. M.H. Chérif, *Pouvoir et société*, I, 187-188, 193 (1705); II, 662 (1728); 1001-1002 (1735).

27. André Raymond, « Une 'révolution' au Caire sous les Mamelouks », *Annales Islamologiques*, 6 (1965), 111.

28. Budayri, *Hawâdith*, 111 (traduction Mechoukhi, 4).

29. A. Gabarti, *Agâ'ib*, II, 110 (Traduction, IV, 193); III, 11 (Traduction VI, 23); III, 337-338 (Traduction, VII, 385 et 387).

30. Arnold Green, *The Tunisian Ulama. 1873-1915*, Leiden, 1978, 77-78.

31. P. Kemp, *Mosul*, 104 et suiv.

32. A.H. Hourani, « The changing face », 96-97.

33. Voir sur ce problème : J. Sauvaget, *Alep*, 196-197; H. Bodman, *Political Factions*, 91-95; H.A.R. Gibb et H. Bowen, *Islamic Society*, 92-94, 100-101.

34. A. Rafeq, *The Province*, 50, 51; J. Sauvaget, *Alep*, 198-200 (citation, p. 196).

35. A. Raymond, *Artisans*; et « Le Caire, Économie et société urbaines à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *L'Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle*, R. Mantran éd., Paris, 1982.

36. Tous les chiffres concernant Le Caire sont donnés en paras de valeur constante (par rapport à la base 100, valeur du para entre 1681 et 1688) : voir A. Raymond, *Artisans*, LIII-IV. Voir *Artisans*, I, 238 : le tableau 30 comporte, en ce qui concerne la fortune moyenne des artisans entre 1776 et 1798, une erreur qui est corrigée ici.

37. A. Raymond, *Artisans*, II, 373-375. A titre de comparaison remarquons que, pour la France de 1975, les chiffres correspondants sont : 10 % des foyers détenant 57 % du patrimoine total; 50 % des foyers détenant 5,5 % du patrimoine total (*Le Monde*, 7 novembre 1981).

38. A. Raymond, *Artisans*, II, 399-415. La fortune totale du Sharaybi ici évaluée en paras courants était très supérieure au montant de la succession enregistrée au Tribunal, mentionnée plus haut.

39. Le texte de ce document de waqf nous a été aimablement communiqué par un descendant de Mûsâ Agha; il a été traduit et étudié par Jihane Tate : *Une waqfiyya alépine du XVIII<sup>e</sup> siècle*, mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1980, ex. dact.

40. N. Siyâfi, *Majmû'*, 33, 47, 62, 63, 81, 97, 106, 154; P. Kemp, *Mosul*, 114.

41. A. Raymond, *Artisans*, II, 720-722; M.H. Chérif, *Pouvoir et Société*, II, 1015-1016.

42. André Raymond, « L'impact de la pénétration européenne sur l'économie de l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales Islamologiques*, 18 (1982), 231-233.

43. Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Paris, 1969, 54-57; « Islam et capitalisme ».

44. A. Raymond, *Artisans*, I, 213-225.

45. A. Raymond, *Artisans*, II, 388-392; « Le Caire, Économie et Société », 125-126.

46. Budayri, *Hawâdith*, 131 (traduction M. Mechoukhi, 17). Voir l'étude de George M. Haddad, « The interests of an Eighteenth Century Chronicler of Damascus », *Der Islam*, 38 (1962-1963).

47. Budayri, *Hawâdith*, 112 (traduction M. Mechoukhi, 4).

48. Budayri, *Hawâdith*, 215 (traduction M. Mechoukhi, 77).

49. Budayri, *Hawâdith*, 91-92 (traduction N. Abou-Khater, 91).

50. M.H. Chérif, *Pouvoir et société*, I, 76.

51. A. Raymond, *Artisans*, II, 383-387.

52. R. Lespès, *Alger*, Paris, 1930, 181; Marcel Emerit, « Alger en 1800 », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 2, (1974) 175; P. Boyer, *La vie quotidienne*, 164.

53. Abdelhamid Henia, « Prisons et prisonniers à Tunis vers 1762 », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 31-32 (1983), 245, 251.

54. Voir H.A.R. Gibb et H. Bowen, *Islamic Society*, II, 181-182, 225-231. Pour Le Caire, A. Raymond, *Artisans*, II, 671-677.

55. Uriel Heyd, *Ottoman Documents on Palestine (1552-1615)*, Oxford, 1960, 68. C.F. Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie*, éd. J. Gaulmier, Paris, 1959, 101.

56. Par exemple en 1694 : Tarâgim al-sawâ'iq, ms. Le Caire, Dâr al-Kutub, târikh, 2269. Voir A. Raymond, *Artisans*, II, 729-734.

57. A. Raymond, *Artisans*, II, 660-671.

58. A. Raymond, *Artisans*, II, 757.

59. Budayri, *Hawâdith*, 213; A. Rafeq, *The Province*, 223-224.

60. André Raymond, « Tunisiens et Maghrébins au Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de Tunisie*, 26-27 (1959); *Artisans*, II, 470-476; « Les quartiers de résidence des commerçants et artisans maghrébins au Caire », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 31-32 (1983).

61. A. Rafeq, *The Province*, 38-42.
62. M.H. Chérif, *Pouvoir et société*, I, 442-443.
63. Archives du Ministère des A.E., Paris, Tunis, diplomatique, De Lagau, 3 janvier 1843.
64. Richard Thoumin, « Deux quartiers de Damas », *Bulletin d'Études Orientales*, 1 (1931). Budayri, *Hawâdith*, 148, 185-186 (traduction M. Mechoukhi, 29, 56).
65. A. Raymond, *Artisans*, II, 464-469.
66. *Venture de Paradis, Tunis et Alger au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Sindbad éd., Paris, 1983.
67. *Venture de Paradis, Tunis et Alger*; William Shaler, *Sketches of Algiers*, Boston, 1826, 88-89; R. Lespès, *Alger*, 180-181.
68. Ibn Abi Dinâr, *Mu'nis*, 185.
69. Jean Weulersse, « Antioche. Essai de géographie urbaine », *BEO*, 4, 1934.
70. Sur les Chrétiens et les Juifs voir Cl. Cahen, article « Dhimmah », *E.I.*, 234-238. Sur la période ottomane : Benjamin Braude et Bernard Lewis éd., *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, New York, 1982, 2 vols.; et en particulier le volume II, *The Arabic-Speaking Lands*.
71. Gabarti, *Agâ'ib*, II, 115 (1786); 155 (1787). Budayri, *Hawâdith*, 112 (traduction Mechoukhi, 4).
72. A.H. Hourani, « The Changing Face », 103.
73. J.-M. Fiey, *Mossoul chrétienne*, Beyrouth, 1959. P. Kemp, *Mossul*, 29-32.
74. Jean-Marie Merigoux, *Les chrétiens de Mossoul et leurs églises pendant la période ottomane*, mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1983, ex. dact.
75. J. Sauvaget, *Alep*, 200-207, 226; André Raymond, « Les grands waqfs et l'organisation de l'espace urbain », *BEO*, 31 (1979), 117-120; J.-Cl. David, « Le waqf d'Ipschir Pacha ».
76. Archives Nationales, Caire, B 1 336, « Notice sur l'Égypte », de Digeon, 1778; A. Raymond, *Artisans*, II, 456-459; Doris Behrens-Abouseif, « The political Situation of the Copts », dans B. Braude et B. Lewis, *Christian and Jews*, 186-187. L'affaire du pèlerinage copte est racontée par D'Orville dans *Relation du Caire*, ms. Bibliothèque de Bourges, n. 285; par le consul De Lironcourt, Archives Nationales, Caire, B 1 328, 21 mars 1749. Voir Gabarti, *Agâ'ib*, I, 188.
77. A.H. Hourani, « The Syrians in Egypt in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », *Colloque International sur l'Histoire du Caire*, A. Raymond, M. Rogers et M. Wahba éd., D.D.R., [1972]. Voir aussi A. Raymond, *Artisans*, II, 483-497.
78. Comme le montrent les documents de la Geniza du Caire étudiés par S.D. Goitein, *A Mediterranean Society*, Berkeley, 1967.
79. Yosef Sambari, chroniqueur juif du Caire au xviii<sup>e</sup> siècle, « ne marchandait pas sa reconnaissance aux sultans ottomans qu'il [qualifiait] de miséricordieux » pour avoir, en particulier, accueilli les Juifs expulsés d'Espagne : voir D. Bonan, *Sefer Divre Yosef*, thèse de III<sup>e</sup> cycle, Université de Paris III, 1984, ex. dact.
80. Norman A. Stillman, *The Jews of Arab Lands*, Philadelphia, 1979, 88.
81. Saghir bin Yûsuf, *Mechra el Melki*, traduction par V. Serres et M. Lasram, Tunis, 1900, 218.
82. R. Lespès, *Alger*, 178-179; P. Boyer, *La vie quotidienne*, 55, 169-177. Paul Sebag, *La Hâra de Tunis*, Paris, 1959. A. Raymond, *Artisans*, II, 459-464.
83. A. Abdel Nour, *Introduction*, 173-180. P. Kemp, *Mossul*, 35-36. Tom Nieuwenhuis, *Politics and Society in Early Modern Iraq*, La Haye, 1982, 72-75.
84. *Histoire du Commerce de Marseille*, V, Robert Paris, *De 1660 à 1789*, Le Levant, 414-415. M. Clerget, *Le Caire*, I, 323-329, P. Boyer, *La vie quotidienne*, 254-255.
85. D. Panzac, « Affruteurs ottomans ».
86. A. Raymond, *Artisans*, II, 452.
87. P. Boyer, *La vie quotidienne*, 22-24.

1. J. Sauvaget, « Esquisse », 455-456.
2. J. Sauvaget, *Alep*, 247-248.
3. M. Clerget, *Le Caire*, I, 178-180; J. Sauvaget, *Alep*, 238-239.
4. J. Sauvaget, *Alep*, 238.
5. Voir sur ce problème les travaux de Baber Johansen : « Eigentum, Familie und Obrigkeit in hanafitischen strafrecht », *Die Welt des Islams*, 19 (1979); « The claims of Men and the claims of God », *Pluriformité en Verdeling*, Nijmegen, 1980; « The All-embracing Town and its Mosques », *ROMM*, 32 (1981-2). Voir les remarques pertinentes de A. Abdel Nour, *Introduction*, 184.
6. Le travail remarquable effectué par Abdul-Karim Rafeq sur quatre ans de registres de la ville de Ghazza (1857-1861), est, pour l'instant, un cas unique de dépouillement de ces *daftar* (Ghazza, Damas, 1980). Le livre de Galal H. El-Nahal (*The Judicial administration of Ottoman Egypt in the Seventeenth Century*, Minneapolis, 1979) ne donne que des aperçus qui font regretter l'absence d'investigations plus systématiques.
7. Voir Da'd Hakim, « Les sultans Bani Othman à Alep à travers les ordres sultaniques » (en arabe), *Annales Archéologiques Arabes Syriennes*, 31, (1981). Recherches en cours, sur Alep, par J.P. Thieck.
8. J. Sauvaget, « Esquisse », 455. Voir aussi p. 440.
9. Pour Le Caire voir A. Raymond, *Artisans*, II, 593-595.
10. A. Raymond, *Artisans*, 608-609. Langier de Tassy, *Histoire du Royaume d'Alger*, Amsterdam, 1727, 273-275. Miriam Hoexter, « La shurta à Alger à l'époque turque », *Studia Islamica*, 56 (1982), 126-123. Ibn Abi l-Diyâf, *Ishâf*, III, 144, 207.
11. A. Abdel Nour donne peu d'informations sur ce point (*Introduction*, 185-188).
12. J.A. Peyssonnel, *Relation d'un voyage sur les côtes de Barbarie... en 1724 et 1725*, Paris, 1838, 432; A. Devouls, *Tachrifat, recueil de notes historiques sur l'administration de l'ancienne Régence d'Alger*, Alger, 1852, 22, 23. Voir aussi Miriam Hoexter, « La shurta », 123.
13. A. Raymond, « Le Caire », 42.
14. André Raymond, « Le déplacement des tanneries à Alep, au Caire et à Tunis », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 7-8 (1977), 198-199.
15. Budayri, *Hawâdith*, 196 (traduction M. Mechoukhi, 64).
16. M. Hoexter, « La shurta », 123-124. A. Raymond, « Le Caire », 42. J. Sauvaget, *Alep*, 236.
17. G.H. El-Nahal, *The judicial administration*, 52-53.
18. Robert Brunschvig, « Urbanisme médiéval et droit musulman », *Revue des Études Islamiques*, 1947.
19. Voir les articles mentionnés dans la note 5. Dans son article « The All-embracing Town », B. Johansen cite quelques formules, très significatives, de William Marçais (« On ne saurait demander aux écrivains arabes du moyen âge, juristes, géographes ou chroniqueurs, une définition théorique et réfléchie du groupement urbain »), de G. von Grunbaum (« Muslim law, "in its horror of exemptive privileges" does not concede a special status to the town »), qui se réfère évidemment à J. Sauvaget (voir plus haut dans ce chapitre et note 1).
20. Saleh Ali Al-Hathloul, *Tradition, Continuity and Change in the physical environment: the Arab-Muslim City*, thèse MIT, Cambridge, 1981, 83-128.
21. Les sondages que j'ai pu faire dans les Ordres sultanien concernent Alep (*Awâmir sultâniyya*) à partir d'analyses en arabe de ces documents turcs, ont



porté sur les registres 1 à 5 déposés aux Archives Nationales Syriennes de Damas. Je suis heureux de pouvoir remercier ici le Directeur de ces Archives, Madame Da'd Hakim de sa coopération et de son aide.

22. A.H. Hourani, "The Changing Face", 97.

23. Innombrables sont les publications sur les corporations. Je mentionnerai seulement ici : Gabriel Baer, "The organization of labour", *Handbuch der Orientalistik, Wirtschaftsgeschichte des Vorderen Orients*, I. Pour Tunis : Pierre Pennec, *Les transformations des corps de métiers de Tunis*, Tunis, 1964, thèse de droit, 157 et suiv. Pour Le Caire : A. Raymond, *Artisans*, II, 503-585. Pour Damas : Abdul Karim Rafeq, « Mazāhir min al-tanzim al-hirafi », *Dirāsāt al-rikkhiyya*, 2-4 (1981), 32.

24. André Raymond, « Problèmes urbains et urbanisme au Caire », *Colloque International sur l'histoire du Caire*, D.D.R., [1972].

25. Archives Nationales Syriennes de Damas, *Awāmir sultāniyya*, Alep, registre numéro 3, pp. 54-55, numéro 78.

26. A. Rafeq, « Mazāhir », 37; Elia Qoudsi, « Notice sur les corporations de Damas », *Actes du Sixième Congrès International des Orientalistes*, Leiden, 1885.

27. Muhammad Bayram, *Safwat al-ṭibār*, Le Caire, 1884, 4 vols., II, 3. Sur les corporations tunisiennes : A. Atger, *Les corporations tunisiennes*, Paris, 1909; J. Abribat, « Notes sur la Hisba (police) », *Revue Tunisienne*, 18 (1911); Gabriel Payre, *Les Amins en Tunisie*, Paris, 1940; P. Pennec, *Les transformations des corps de métiers*.

28. Voir M. Hoexter, « La shurta », 135-137.

29. Paul Sebag, *La Hara de Tunis*, citation p. 15.

30. Ira Marvin Lapidus, *Muslim Cities in the later Middle Ages*, Cambridge, 1967, 85-95.

31. J. Sauvaget, « Esquisse », 452-453; *Alep*, 105-106. Voir aussi R. Thoumin, « Deux quartiers de Damas », à propos de Bāb Musallā.

32. André Raymond, « La géographie des hāra du Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle », dans *Livre du Centenaire de l'IFAO, MIFAO*, 104 (1980), 419. Hashim al-Genabi, *Inner Structure of the Old City of Mosul* (en arabe), Bagdad, 1981.

33. A. Abdel Nour suppose qu'il y avait à Damas des unités plus vastes que les quartiers (*ahmān*), mais rien n'en indique l'existence avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Nous ne sommes pas plus certains que de telles unités aient existé à Alep (*Introduction*, 158-160).

34. Gabarti, 'Agā'ib, III, 225 (Traduction, VII, 122).

35. A. Ibn Abi l-Diyāf, *Ithāf*, III, 208. Archives Nationales Syriennes de Damas, *Awāmir sultāniyya*, Alep, registre numéro 4, pp. 217-218, n. 448. Budayri, *Ḥawāḍith*, 218 (traduction M. Mechoukhi, 79).

36. De telles milices existaient à Tunis, sous les Hafside (R. Brunshvig, *Berberie Orientale*, II, 79). Pour Tunis, voir A. Ibn Abi l-Diyāf, *Ithāf*, IV, 96 (1846). Pour Damas, Budayri, *Ḥawāḍith*, 203 (1757). Pour Alep, K. Ghazzi, *Nahr*, III, 333 (1822).

37. Ahmad Chelebi, *Awāḍ al-Ishārāt*, éd. A. 'Abd al-Rahmān, Le Caire, 1978, 545-546. Budayri, *Ḥawāḍith*, 69 (traduction N. Abou-Khater, 66). Gabarti, 'Agā'ib, III, 149 (Traduction, VI, 282).

38. G.H. El-Nahal, *The Judicial Administration*, 53, 55.

39. M. Hoexter, « La shurta », 119-124, 132-135. Voir aussi P. Boyer, (*La vie quotidienne*, 120-126) qui fait état des multiples obscurités et contradictions qui existent dans les textes où les diverses institutions sont souvent confondues, et où leurs rôles respectifs ne sont pas toujours clairement définis.

40. A. Raymond, « Problèmes urbains », 360; « Le Caire sous les Ottomans », 44.

41. A. Raymond, *Artisans*, 602. Citation par Gabarti, 'Agā'ib, I, 102-104.

42. J. Sauvaget, *Alep*, 194, 198, 199, 236.

43. H. de Grammont, *Histoire d'Alger*, 228. R. Le Tourneau, *Histoire de l'Afrique du Nord*, II, 274, 292.

44. Budayri, *Ḥawāḍith*, 120, 214, 215 (traduction M. Mechoukhi, 9, 77).

45. M. Delaporte, *Abrégé chronologique de l'Histoire des Mamlouks d'Égypte*, dans *Description de l'Égypte*, État moderne, II, Paris, 1812, 166. André Raymond, « Une 'Révolution' au Caire ».

46. D'une manière générale l'historiographie européenne donne une vue qui paraît exagérée de la « sauvagerie » de l'époque ottomane : le cas d'Alger est particulièrement caractéristique.

47. H. de Grammont, *Histoire d'Alger*, 309. A. Raymond, *Artisans*, II, 795.

48. A. Raymond, *Artisans*, II, 805.

49. Voir chapitre I, page 32.

50. W. Shaler, *Sketches of Algiers*, 52. Marcel Emerit, « Un astronome français à Alger en 1729 », *Revue Africaine*, 84 (1940), 253.

51. M. de Chabrol, *Essai sur les mœurs des habitants modernes de l'Égypte*, *Description de l'Égypte*, État moderne, II, Paris, 1822, 424. Ibn Abi l-Surūr, *Kutāb al-kawākib*, ms. B.N. Paris, Arabe 1852, 75 b, 169 a.

52. A. Tunis, les vagabonds interceptés, la nuit, par les cheikhs de la Madina et des faubourgs étaient, de ce seul fait, et en l'absence de tout délit, justiciables du bagne (*Karrāka*) ; voir A. Henia, « Prisons et prisonniers », 245.

53. On ne dispose d'études sur les « services publics » que pour Le Caire (A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 51-57), et pour les villes syriennes (exposé sommaire par A. Abdel Nour, *Introduction*, 207-211). Le problème du ravitaillement des villes n'a été abordé que par A. Abdel Nour, pour Damas : *Introduction*, 213-253.

54. Archives de Vincennes, *Mémoires Historiques*, N 539, Carnet de Kleber. *Correspondance de l'Armée française en Égypte*, Paris, An VII, 185-186.

55. Gabarti, 'Agā'ib, III, 33.

56. A. Devouls, *Tachrifat*, 22; Claude Rozet, *Voyage dans la Régence d'Alger*, Paris, 1833, 3 vols., III, 18, 111-112. A. Abdel Nour, *Introduction*, 207-208.

57. P. Boyer, *La vie quotidienne*, 25, 56, 67. Ibn Abi l-Diyāf, *Ithāf*, III, 38; Hammūda Bin 'Abd al-'Aziz, *Kutāb al-Bāshī*, 507. Gabarti, 'Agā'ib, I, 25.

58. Paul Eudel, *L'orfèvrerie algérienne et tunisienne*, Alger, 1902, 26.

59. A. Abdel Nour, *Introduction*, 210. A. Devouls, *Tachrifat*, 22; P. Boyer, *La vie quotidienne*, 51. Marcel Gandolphe, *Histoire de la ville de Tunis*, ouvr. coll. Benat-tar et al., Alger, 1926, 170, 171. A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 56.

Gabarti, 'Agā'ib, I, 79. (Traduction, I, 188).

60. Ibn Abi l-Surūr, *Kutāb al-Kawākib*, 169 a. Archives du Ministère des Waqfs, Le Caire, Waqfiyya de 'Abd al-Rahmān Katkhudā, n. 941, 177-178. Archives Nationales, Le Caire, B 1 321, Comptes de 1731; 327, 5 octobre 1746. Gabarti, 'Agā'ib, III, 4 (1798); IV, 279 (1817).

61. Robert Mantran, *Istanbul dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1962, 30-36. L'un des incendies les plus dévastateurs, celui de 1660, aurait détruit 280 000 maisons, et tué 40 000 personnes.

62. Henri Laoust, *Les gouverneurs de Damas*, Damas, 1952, Ibn Jum'a, 207, 216, 231, 233. K. Ghazzi, *Nahr*, III, 265, 291.

63. J.J. Marcel, *Contes du Cheikh el-Mohdy*, Paris, 1835, 3 vols., I, 449. Ahmad Chelebi, *Awāḍ*, 170 (1671), 209 (1703). Gabarti, 'Agā'ib, II, 106, 142-143.

64. A. Raymond et G. Wiet, *Les marchés du Caire*, Le Caire, 1979, 196. A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 55. S.J. Shaw, *Ottoman Egypt in the age of the French Revolution*, Cambridge, 1964, 40.

65. A. Raymond, « Problèmes urbains », 363-364. J.P. Doguercau, *Journal de l'Expédition d'Égypte*, Paris, 1904, 70. Abraham Parsons, *Travels in Asia and Africa*, Londres, 1808, 320. Gabarti, 'Agā'ib, III, 44.



66. M. Clerget, *Le Caire*, II, 69.
67. Louis Massignon, *Mission en Mésopotamie (1907-1908)*, Le Caire, 1912, 2 vols., II, 86. G.A. Olivier, *Voyage dans l'Empire ottoman*, Paris, an IX, 6 vols., IV, 272. H.E. Wilkie Young, "Mosul in 1909", *Middle East Studies*, 7 (1971), 230.
68. André Raymond, « Les porteurs d'eau du Caire », *BIFAO*, 57 (1958); « Les fontaines publiques (sabil) du Caire », *Annales Islamologiques*, 15 (1979); « Problèmes urbains », 362-363. Fra Francesco Suriano, *Treatise on the Holy Land*, Jerusalem, 1949. Gaston Wiet, « Le Caire et les voyageurs européens », *Revue du Caire*, 12 (1944). Archives du Ministère des waqf, Le Caire, Waqfiyya de Ibrahim Agha, n. 952, 225-226; Waqfiyya de 'Abdarrahmân Katkhudâ, n. 941, 175-179.
69. Richard Thoumin, « Notes sur l'aménagement et la distribution des eaux à Damas », *BEO*, 4 (1934); *Géographie humaine de la Syrie centrale*, Tours, 1936, 76-86. Michel Ecochard et Claude Le Cœur, *Les bains de Damas*, Beyrouth, 1942, 2 vols., I, 11-16. Budayri, *Hawâdîth*, 181 (1753), 224 (1759), 168 (1752). A. Abdel Nour, *Introduction*, 199-201.
70. Sur l'alimentation en eau d'Alep, l'étude fondamentale reste celle de S. Mazloum, *L'ancienne canalisation d'eau d'Alep*, Beyrouth, s.d. Voir aussi : J. Sauvaget, *Alep*, 233; A. Abdel Nour, *Introduction*, 202-205.
71. R. Brunschvig, *La Berbérie Orientale*, I, 353. J. Pignon, « Un document inédit », 79. Ibn Abî Dînâr, *Mu'nis*, 185. Saghir bin Yûsuf, *Mechra d Melki*, 13, 446. Hammûda bin 'Abd al-'Azîz, *Kutûb al-Bâshî*, 503. A. Ibn Abî l-Diyâf, *Ithâf*, II, 174.
72. Jean-Léon l'Africain, *Description de l'Afrique*, Paris, 1956, 2 vols., II, 348.
73. Voir, sur ces travaux, le *Mémoire sur les eaux qui alimentent la ville d'Alger*, rédigé par Guyot-Duclos, le 28 février 1840, et déposé aux Archives du Génie, Vincennes (article 8, Alger, carton 4, n. 6, 3 pages), et l'article de M. Dalloni « Le problème de l'alimentation en eau potable de la Ville d'Alger », *Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 113 (1928). Les chiffres de débit qu'ils donnent sont assez différents. Pour l'aqueduc du Telemly : 120 à 150 000 litres/jour, d'après Guyot-Duclos; 6-7 l./sec. (561 000 l/j pour une valeur moyenne de 6,5), d'après Dalloni. Pour l'aqueduc de Birtraria : 100 000 l/j, d'après Guyot-Duclos; 126 144 l/j, d'après Dalloni. Pour l'aqueduc du Hama : 400 à 450 000 l/j, d'après Guyot-Duclos; 777 600, d'après Dalloni. Pour l'aqueduc de 'Ayn Zeboudja : 100 à 120 000 l/j, d'après Guyot-Duclos; 734 400 l/j, d'après Dalloni. Voir aussi Lespès, *Alger*, 175-177; W. Shaler, *Sketches*, 72.
74. M. Dalloni, « Le problème de l'alimentation », 9-11.
75. Albert Devoux, « Notes historiques sur les mosquées et autres édifices religieux d'Alger », *Revue Africaine*, 6 (1862), 204; P. Boyer, *La vie quotidienne*, 98.
76. H. de Grammont, *Histoire d'Alger*, 309, 314. Gabriel Colin, *Corpus des Inscriptions arabes et turques de l'Algérie*, I, Paris, 1901, inscriptions 77 à 88. Citation : inscription n. 87 (page 126).

#### Chapitre 4 L'organisation spatiale

1. Louis Massignon, « Les corps de métiers et la cité islamique », *Revue Internationale de Sociologie*, 28 (1920), 473-475. J. Sauvaget, « Esquisse », 454. Xavier de Planhol, « Forces économiques et composantes culturelles dans les structures

- commerciales des villes islamiques », 227; et Eugen Wirth, « Villes islamiques, villes arabes, villes orientales? », 197 : ces deux articles dans A. Bouhdiba et D. Chevallier, éd., *La ville arabe dans l'Islam*, Tunis, 1982.
2. Sa'îd Diwajî, *Qaf'a al-Mawasil*, Bagdad, 1954. L. Massignon, *Mission en Mésopotamie*, II, 84.
3. J. Sauvaget, *Alep*, 232.
4. Baber Johansen, « Eigentum, Familie », 19-24; « The claims of Men », 64-66.
5. Al-Hathloul, *Tradition*, 128. André Raymond, « Remarques sur la voirie des grandes villes arabes », *Proceedings du dixième Congrès de l'UEAI*, R. Hillenbrand éd., Edinburgh, 1982.
5. J. Sauvaget, *Alep*, 239.
6. J.W.J. Hopkins, « The four quarters of Jerusalem », *Palestine Exploration Quarterly*, 103 (1971).
7. J. Weulersse, « Antioche ».
8. A. Abdel Nour, *Introduction*, 170-179.
9. D. Latham, « Contribution à l'étude des immigrations andalouses », 45.
10. André Raymond, « Les quartiers de résidence des commerçants syriens et palestiniens au Caire aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », à paraître dans les *Mélanges Berque*.
11. R. Thoumin, « Deux quartiers de Damas », 101-102.
12. Sur ces problèmes, voir Xavier de Planhol, *Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam*, Paris, 1968, 49.
13. André Raymond, « Le centre d'Alger en 1830 », *ROMM*, 31, (1981).
14. A. Raymond, *Artisans*, I, 369-370; « Le Caire sous les Ottomans », 60-66.
15. J. Sauvaget, *Alep*, 214, 221.
16. Sur les centres économiques de Mossoul et de Bagdad, les études fondamentales sont celles de Hashim al-Genabi, *The Old City of Mosul*, Bagdad, 1981; et *Der Saq (Bazar) von Bagdad*, Erlangen, 1976.
17. G.A. Olivier, *Voyage*, IV, 314. Texte de Thévenot cité par M. Clerget, *Le Caire*, I, 284. Le Tourneau, *Les villes musulmanes*, 20.
18. A. Lézine, *Deux villes d'Ifrîqiya*, Paris, 1971, 131, 132, 136.
19. Jean Sauvaget, « Décrets Mamelouks de Syrie, I », *BEO*, 2 (1932), 29-30; « Esquisse », 452-453; *Alep*, 105. Voir aussi A. Raymond, *Artisans*, I, 267. Les *hâsânât* sont localisés sur le plan d'Alger qui est donné en annexe (fig. 26).
20. Jihane Tate, *Une waqfiyya alépine*.
21. Voir, pour l'Afrique du Nord, R. Le Tourneau, *Les villes*, 16-17.
22. J. Sauvaget, *Alep*, 228-230. A.A. Paton, *The Modern Syrians*, Londres, 1844, 251-252.
23. J. Sauvaget, « Décrets Mamelouks, I », 13-15, 35-40. A. Raymond, *Artisans*, I, 343-350.
24. R. Brunschvig, *La Berbérie orientale*, I, 347; *Deux récits de voyage inédits au XV<sup>e</sup> siècle en Afrique du Nord*, Paris, 1936, 187-188.
25. Gaston Wiet, « Fêtes et Jeux au Caire », *Annales Islamologiques*, 8 (1969), 116, 119, 128.
26. Gabartî, *'Aghâ'ib*, III, 218-219 (Traduction, VII, 105); III, 243 (Traduction, VII, 168).
27. Abdelaziz Daoulati, *Tunis sous les Hafsid*, Tunis, 1976, 139-141. André Raymond, « Cairo's Size and Population in the Early Fifteenth Century », *Muqarnas*, 2 (1984). Doris Behrens - Abouseif, « The North-Eastern Extension of Cairo under the Mamluks », *Annales Islamologiques*, 17 (1981).
28. J. Sauvaget, « Esquisse », 466, planche VIII; *Alep*, 174-176, 183.
29. Léon l'Africain, *Description*, II, 382. J. Pignon, « Un document inédit », note 59, p. 76-77. Paul Sebag, « Une ville européenne à Tunis au XVI<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de Tunisie*, 33-35 (1961). A. Daoulati, *Tunis*, 140.

30. J. Sauvaget, « Esquisse », 471-472.
31. J. Sauvaget, *Alep*, 211, 223-231. A. Raymond, « The Population of Aleppo ».
32. C.A. Rozet, *Voyage*, III, 121-122. R. Lespès, *Alger*, 185.
33. James Felix Jones, « Memoirs on the Province of Baghdad », *Selections from the Records of the Bombay Government*, 43 (1857). F. Sarre et E. Herfeld, *Archäologische Reise im Euphrat-und Tigris-Gebiet*, Berlin, 1911, 3 vols., II.
34. A. Raymond, *Artisans*, I, 365-369.
35. J. Sauvaget, *Alep*, 230.
36. Le chiffre moyen pour la zone ouest (154 738 paras pour 87 résidents recensés) est sans signification ici, en raison de l'existence de plusieurs quartiers riches dans cette région.
37. A. Raymond, *Artisans*, II, 444-446. J. Sauvaget, *Alep*, 231.
38. A. Guellouz, *L'avènement de Hussein Bey, fondateur de la dynastie husseinite (1705-1706)*, mémoire de maîtrise, Sorbonne, ex. dact., 112. Saghîr bin Yûsuf, *Mechra el-Melki*, 319.
39. E.W. Burgess, « The growth of the City », R.E. Park et E.W. Burgess éd., *The City*, Chicago, 1925.
40. Jean-Baptiste Tavernier, *Les six Voyages... en Turquie, en Perse et aux Indes*, Paris, 1724, 3 vols., II, 238.
41. Voir plus haut les citations d'Olivier, de Thévenot et de Le Tourneau, p. 184-185, et note 17.
42. 'Alî Pacha Mubârak, *Khitat Gadîda*, Bâlâq, 1888, 20 vols., III, 83.
43. A. Raymond, « Remarques sur la voirie », 73.
44. A. Abdel Nour, *Introduction*, 211.
45. Ibn Abî l-Diyâf, *Ithâf*, III, 142.
46. Budayrî, *Hawâdîth*, 196 (Traduction M. Mechoukhi, 64).
47. H. Laoust, *Gouverneurs*, 207, 217.
48. Gabartî, *'Agâ'ib*, I, 29.
49. Mustafâ Qînâlî, *Magmû' latîf*, ms Vienne, BN HO 38, 43 a. Ibn Abî l-Diyâf, *Ithâf*, III, 34.
50. Sauvaget, *Alep*, 236-237.
51. A. Raymond, *Artisans*, II, 610. A. Abdel Nour, *Introduction*, 138-140.
52. M. Hoexter, « La Shurta », 123.
53. Voir les remarques de S.A. Al-Hathloul sur le *finâ* (Tradition, 92-102, 105-128). Voir aussi G. El-Nahal, *Judicial*, 52-54.
54. S.A. Al-Hathloul, *Tradition*, 87.
55. André Raymond, « La géographie des hâra du Caire », *MIFAO*, 104, (1980), 428 (quartiers 41 et 42).
56. Le quartier a été étudié par le groupe de recherche sur Damas de l'Institut Français d'Études Arabes et la maison (située dans la parcelle numéro 96) a pu être datée par J.P. Pascual et I. Labeyrie que je remercie très vivement d'avoir bien voulu me communiquer le résultat de leurs recherches (voir fig. 12).
57. Jean-Claude David, « Urbanisation spontanée et planification », *Les Cahiers de la Recherche Architecturale*, 10/11 (1982).
58. J.-C. David, « Urbanisation spontanée », 17.
59. André Raymond, « Les grands waqf et l'organisation de l'espace urbain à Alep et au Caire à l'époque ottomane (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles) », *BEO*, 31 (1979). A. Abdel Nour, *Introduction*, 189-192.
60. Albert Devouls, *Notice sur les corporations religieuses d'Alger*, Alger, 1912, 15.
61. A. Raymond, « Le Caire sous les Ottomans », 46.
62. Pour l'étude de ces opérations, nous utilisons naturellement les recherches de J. Sauvaget (*Alep*, 216-217). Voir A. Raymond, « Les grands waqf », 114-117.
63. Voir A. Raymond, « Les grands waqf », 117-118. Un exposé approfondi

dans Jean-Claude David et Bruno Chauffert-Yvart, *Le waq d'Ipsâr Pâchâ à Alep 1063-1653*, Damas, 1982.

64. Voir les indications que donnent les « Ordres sultaniens » (*Asûmir sultânîyya*) sur l'intervention des autorités impériales en ce qui concerne la ville d'Alep.

## Chapitre 5

### Les activités économiques

1. L'intérêt de cette production a été mis en évidence dans des expositions récentes, et dans les catalogues auxquels elles ont donné lieu : Yanni Petropoulos éd., *Tulips, Arabesques and Turbans*, New York, 1982; J.M. Rogers, *Islamic Art and Design 1500-1700*, Londres, 1983.
2. D. Panzac, « Affruteurs ottomans ».
3. Bernard Lewis, *Comment l'Islam a découvert l'Europe*, Paris, 1984, 287.
4. Lucette Valensi, *Le Maghreb*, 93.
5. André Raymond, « L'impact de la pénétration européenne sur l'économie de l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales Islamologiques*, 18 (1982), 223-225. Sur le problème du café deux articles publiés dans *Le café en Méditerranée*, Aix-en-Provence, 1981 : M. Courdurié, « Du café du Yémen au café des Antilles »; et A. Raymond, « Les problèmes du café en Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle ».
6. J. Sauvaget, *Alep*, 191, 206-207.
7. L. Valensi, *Le Maghreb*, 83.
8. X. de Planhol, « Forces économiques », 234.
9. L. Massignon, *Mission*, II, 92.
10. R. Le Tourneau, *Fès*, 371-376. Léon l'Africain, *Description de l'Afrique*, II, 198.
11. H. al-Genabi, *Der Suq*, carte 2.
12. Eleanor Sims, « Markets and Caravanserais », G. Michell éd., *Architecture of the Islamic World*, New York, 1978, 109. Sur les bedesten en domaine turc, voir : Halil Inalcik, « The Hub of the City: the Bedesten of Istanbul », *International Journal of Turkish Studies*, 1 (1979-1980); et K. Kreiser, « Bedesten-Bauten in Osmanischen Reich », *Istanbul Mitteilungen*, 29 (1979).
13. J. Sauvaget, *Alep*, 221.
14. Albert Devouls, *Édifices religieux de l'Ancien Alger*, Alger, 1870, 140. G. Colin, *Corpus des inscriptions*, 79.
15. J.P. Pascual, *Damas*, 109-110.
16. L. Massignon, *Mission*, II, 90.
17. Texte de Maqrîzî cité dans A. Raymond et G. Wiet, *Les marchés du Caire*, 221. J.J. Ampère, *Voyage en Égypte et en Nubie*, Paris, 1881, 136.
18. J. Sauvaget, *Alep*, 214, 221.
19. Voir les descriptions de boutiques dans : R. Le Tourneau, *Fès*, 315-316; Paul Eudel, *L'orfèvrerie algérienne et tunisienne*, Alger, 1902, 70; Edward Lane, *The Modern Egyptians*, Londres, 1954, 322-324; J. Sauvaget, *Alep*, 120-121.
20. Comme cela est signalé, par exemple, à Damas, en 1748 (Budayrî, *Hawâdîth*, 118), ou au Caire, en 1798 et 1800 (Gabartî, *'Agâ'ib*, III, 25, 92).
21. Ibn Abî l-Diyâf, *Ithâf*, III, 34. Gabartî, *'Agâ'ib*, III, 161.
22. A. Raymond, *Artisans*, I, 272 (Le Caire). *Salname Taqîm Sûriya*, année 1288/1871-2, 134 (Damas). Archives du Gouvernement tunisien, 56-621, 17 ramadan 1276 (Tunis). R. Lespès, *Alger*, 162 (d'après Haïdo).
23. A. Atger, *Les corporations tunisiennes*, Paris, 1909, 31. Au Moyen Âge, les muhtasib étaient chargés d'assigner un emplacement précis à chaque corps

de métier : « Ainsi chaque artisan se trouvera à quartier fixe avec ses confrères ; c'est la meilleure façon de faire et la plus saine » (E. Lévi-Provençal, *Séville musulmane. Le traité d'Ibn 'Abdun*, Paris, 1947, 95).

24. J. Weulersse, « Antioche », 76-77.

25. J. Sauvaget, *Alep*, 228-229 (et figure 60).

26. Mikhā'il Brayk, *Wahd'i'q tārīkhīyya*, Harisā, 1930, 113.

27. M.H. Chérif, *Pouvoir et société*, I, 69-70, 120 (citant l'historien Waxir).

28. Ibn Abi Dinār, *Mu'nis*, 184. Georges Marçais, *L'architecture musulmane d'Occident*, Paris, 1954, 480-481.

29. P.M. Holt, «The exalted lineage of Ridwān Bey», *Studies in the History of the Near East*, Londres, 1973.

30. Edmond Pauty, *Les Palais et les Maisons d'époque musulmane au Caire*, Le Caire, 1932, 81-82. A. Raymond, « Les grands waqf », 121.

31. J. Sauvaget, *Alep*, 216-217.

32. M. Hoexter, « La Shurta », 122-123, 131, 137-138. Étienne Buthaud, « Le gardiennage des Souks de Tunis », *IBLA*, 5 (1942), 257-259. Sur les incidents de 1642, voir p. 146 (et note 51 du chapitre 3).

33. Archives Nationales Syriennes de Damas, *Awāmir sultāniyya*, Alep, registre numéro 4, p. 17, n. 33. Budayri, *Hawādith*, 176. Gabarti, *Agā'ib*, II, 116, 117.

34. Sur cette terminologie voir A. Raymond, *Artisans*, I, 251-254. Pour le Yémen : R.B. Serjeant et R. Lewcock, *San'a*, 277.

35. *Précis de l'Histoire d'Égypte*, II, G. Wiet, *L'Égypte musulmane*, Le Caire, 1932, 274.

36. Archives Nationales Syriennes de Damas, *Awāmir sultāniyya*, Alep, registre numéro 1, p. 382, n. 698. A. Raymond, *Artisans*, I, 255.

37. A. Raymond, *Artisans*, II, 522. C'est la corporation numéro 182 de la liste dressée par les Français en 1801.

38. Nelly Hanna, *An Urban History of Būlāq in the Mamluk and Ottoman Periods*, Le Caire, 1983, 95.

39. A. Raymond, *Artisans*, I, 258-259.

40. La récente étude de Nelly Hanna sur Būlāq constitue un premier pas dans la voie d'une étude plus systématique de ce type de monuments (voir *An Urban History of Būlāq*).

41. J. Revault, *Palais et demeures de Tunis*, I, 27; II, 396.

42. H. Al-Genabi, *al-Mawasil*, 18. 'Imād Ra'af, *Mosul*, al-Najaf, 1975, 455.

43. Monuments classés sous les numéros 9 et 64.

44. Pascal Coste, *Architecture arabe ou Monuments du Caire mesurés et dessinés de 1818 à 1825*, Paris, 1839, planches 43 et 44, p. 40. A. Raymond, *Artisans*, I, 257. Sur les *raḥ* voir plus loin (chapitre 6).

45. Flemming Aalund, «The wakalat Bazar'a», M. Meinecke éd., *Islamic Cairo*, AARP, Londres, 1980.

46. Jean Sauvaget, « Inventaire des monuments musulmans de la ville d'Alep », *REI*, 1931, 97; *Alep*, 215.

47. K. Ghazzi, *Nahr*, II, 516-517. J. Sauvaget, « Inventaire », 101; *Alep*, 216.

48. J. Sauvaget, « Inventaire », 101; *Alep*, 215.

49. Fouad Yahia, *Inventaire archéologique des caravansérails de Damas*, thèse de Troisième Cycle, Université de Provence, 1979, ex. dact., 402-408. Jean Sauvaget, *Les monuments historiques de Damas*, Beyrouth, 1932, 86; « Esquisse », 470.

50. F. Yahia, *Inventaire*, 440-445.

51. F. Yahia, *Inventaire*, 436-439.

52. Budayri, *Hawādith*, 159, 174. J. Sauvaget, *Les monuments historiques*, VII.

F. Yahia, *Inventaire*, 409-415.

53. C.F. Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie*, Paris, 1822, 2 vols., I, 166-167 (Le Caire); II, 274 (Syrie).

54. H.A.R. Gibb et H. Bowen, *Islamic Society*, I, 295, 298-299.

55. P. Pennec, *Les transformations*, 195.

56. A. Raymond, *Artisans*, I, 215.

57. P. Pennec, *Les transformations*, 185-186. Alexander Russell, *The Natural History of Aleppo*, Londres, 1794, 2 vols., I, 161-162.

58. Evliya Chelebi, *Seyahatname*, X, *Misir*, *Sudan*, *Habesh*, Istanbul, 1938, *passim*.

59. A. Russell, *The Natural History*, I, 161.

60. *Description de l'Égypte*, Explication des planches, VII, XIII, XIV, XV, XXI, XXVI.

61. *Description de l'Égypte*, Explication des planches, XXI.

62. A. Raymond, *Artisans*, I, 220, 221.

63. Archives Nationales, Alexandrie B 1 110, 9 août 1772; Affaires Étrangères, Le Caire, 25, 6 mars 1789. C.A. Rozet, *Voyage*, III, 102.

64. Archives de la Chambre de Commerce de Marseille, J 585, De Lironcourt, 26 juin 1748. Ibn Abi l-Diyāf, *Ithāf*, III, 77-78.

65. A. Raymond, *Artisans*, I, 183.

66. Sur cet artisanat tunisien des chéchias : P. Pennec, *Les transformations*, 162-168, 202-205; Lucette Valensi, « Islam et capitalisme », Sophie Ferchiou, *Techniques et Sociétés*.

67. A. Raymond, *Artisans*, I, 221, 233, 314-315; « L'impact », 231-233.

68. A. Raymond, *Artisans*, I, 180-182, 191, 229-231; « L'impact », 225-231. *Histoire du commerce de Marseille*, V, R. Paris, *Le Levant*, 383, 534.

69. H.A.R. Gibb et H. Bowen, *Islamic Society*, I, 296. Dominique Chevallier, *Villes et travail en Syrie*, Paris, 1982, 96.

70. J.G. Barbié du Bocage, *Description de la ville de Haleb*, Paris, 1825, 242. Archives Nationales Syriennes de Damas, *Awāmir sultāniyya*, Alep, registre n. 6, p. 46, n. 96.

71. R. Paris, *Le Levant*, 416, 532.

72. J. Sauvaget, *Alep*, 222-223. J.Cl. David et B. Chauffert-Yvart, *Le waqf d'Ipsahir Pāchā*, 8-18.

73. J. Sauvaget, *Alep*, 221-222, planches XXVIII, XXIX.

74. P.S. Girard, *Mémoire sur l'agriculture, l'industrie et le commerce de l'Égypte*, *Description de l'Égypte*, État Moderne, II - 1, Paris, 1812, 640-650.

75. R. Paris, *Le Levant*, 383, 416.

#### Chapitre 6 Les zones de résidence et les types d'habitat

1. Il ne peut naturellement être question de les mentionner ici. Une formulation de la conception classique sur la maison « traditionnelle » est proposée par G. Marçais dans son article « Dār » de l'*Encyclopédie de l'Islam*, seconde édition, II, 116-118. Une expression récente de cette conception se trouve dans Antoine Abdel Nour, « Types architecturaux et vocabulaire de l'habitat en Syrie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles », D. Chevallier, éd., *L'espace social de la ville arabe*, Paris, 1979, 67-70. Parmi les études réalisées d'une manière systématique dans des aires géographiques limitées, voir, pour Tunis, les travaux de Jacques Revault, *Palais et Demeures de Tunis*, Paris, 1967-1978, 4 vols., et, pour Le Caire, les deux publications collectives, réalisées par J.C. Garcin, B. Maury, A. Raymond,

- J. Revault et M. Zakariya, *Palais et Maisons du Caire*, I, Époque Mamelouke, Paris, 1982, et II, Époque Ottomane, Paris, 1983.
2. Voir le travail de Nelly Hanna, "Bayt al-Istambullî, an Introduction to the Cairene Middle-class house of the Ottoman period", *Annales Islamologiques*, 16 (1980).
3. A. Abdel Nour, *Introduction*, 165; « Habitat et structures sociales », 89.
4. A. Raymond, *Artisans*, II, 374-375. Voir ci-dessus, chapitre, 2, p. 89.
5. G. Marçais, EP article « Dâr », 116. A. Abdel Nour, « Types architecturaux », 83. Il me paraît utile de noter que *samâwî* (« céleste ») se traduit également par « à ciel ouvert ».
6. J.C. Garcin, *Palais et Maisons du Caire*, I, 216. Oleg Grabar, "Reflections on the Study of Islamic Art", *Muqarnas*, 1 (1983), 8.
7. Le bayt al-Istambullî qu'a étudié Nelly Hanna dans son article publié en 1980 est maintenant détruit.
8. R. Le Tourneau, *Les villes musulmanes*, 16.
9. H. al-Genabi, *al-Mausil*, 23.
10. Le Tourneau, *Les villes musulmanes*, 17.
11. Gabarti, 'Agâ'ib, IV, 40.
12. Georges Marçais, *L'architecture musulmane d'Occident*, Paris, 1954, 445.
13. Textes de Thévenot (1633-1667) et d'Ibn Abî Dinâr (mort vers 1700), cités par J. Revault, *Palais et Résidences d'été de la région de Tunis (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, 1974, 30.
14. Gabarti, 'Agâ'ib, III, 167-169 (Traduction, VI, 314-316).
15. Voir l'article de J.-C. David, « Alep, Dégradation et tentatives actuelles de réadaptation des structures urbaines traditionnelles », *BEO*, 28 (1975), figure 12.
16. Voir chapitre 4, pages 207-208.
17. Ce relevé, réalisé le 31 mars 1840, est conservé aux Archives de Vincennes, Génie, Article 8, Section 1, carton n. 4. Voir aussi P. Boyer, *La vie quotidienne*, 55-56, 134.
18. R. Lespès, *Alger*, 182.
19. L'essentiel de ces remarques est tiré des ouvrages de J. Revault, *Palais et Demeures de Tunis*. Les évaluations sur la surface des maisons dans différentes zones de Tunis ont été faites à partir de secteurs d'environ un hectare pris sur le plan cadastral de Tunis au 500<sup>e</sup> (cartes 107, 108, 116, 128, 138, 139, 161, 162, 175, 176 qui sont localisés sur la fig. 28).
20. Voir B. Maury et al., *Palais et Maisons du Caire*, II, 142-151, 221-223. Sur Mustafâ Ga'far, voir A. Abdul Tawab et A. Raymond, « La waqfiyya de Mustafâ Ga'far », *Annales Islamologiques*, 14 (1978).
21. B. Maury et al., *Palais et Maisons du Caire*, II, 236-242, 152-169.
22. Compte non tenu des Chrétiens et Juifs, d'où la différence avec la page 205.
23. C. Niebuhr, *Voyage en Arabie*, Amsterdam, 1776, 2 vols., I, 88. Sur ces quartiers populaires et sur les hâra du Caire, voir A. Raymond, « Quartiers et mouvements populaires au Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle », P.M. Holt éd., *Political and Social Change in Modern Egypt*, Londres, 1968; et « La géographie des hâra du Caire ».
24. P. Coste, *Architecture arabe*, planches XLVIII et XLIX.
25. Savary, *Lettres sur l'Égypte*, Paris, 1798, 3 vols., II, 183. Les vers de Hasan al-'Attâr sont cités par Gabarti, 'Agâ'ib, III, 97 (Traduction, VI, 187).
26. A. Abdel Nour, *Introduction*, 165.
27. J.C. David, « Alep, Dégradation », carte 12.
28. Sur les quartiers voir plus haut, chapitres 3, p. 135-139 et 4, p. 184-189.
29. R. Le Tourneau, *Les villes musulmanes*, 18. R. Brunschwig, *La Berbérie Orientale*, I, 415-418. I. Lapidus, *Muslim Cities*, 85-86.
30. A. Abdel Nour, *Introduction*, 173-180. R. Thoumin, « Deux quartiers », 101.

31. P. Sebag, *La hara de Tunis*, Paris, 1959.
32. Pietro della Valle, *Les fameux voyages*, Paris, 1670, IV, 499.
33. J.C. David et B. Chauffert-Yvart, *Le waqf d'Ipsir Pacha*, 66.
34. R. Le Tourneau, *Fès*, 219. A. Cohen et B. Lewis, *Population and Revenue*, 38.
35. A. Abdel Nour, *Introduction*, 165.
36. J. Sauvaget, « Décrets mamelouks », I, 29-30. R. Le Tourneau, *Fès*, 223. Voir plus haut, chapitre 4, p. 186-188.
37. Budayri, *Hawâdîth*, 216. Archives Nationales Syriennes de Damas, Registres des Tribunaux, Alep, registre n. 5, année 962/1555, 14, 15, 18, 19, etc.
38. R.B. Serjeant et R. Lewcock, *San'a'*, 276.
39. N. Siyâfi, *Majmâ'*, 110.
40. Nawâl al-Messiri Nadim, "The concept of the Hâra. A Historical and Sociological Study of al-Sukkariyya", *Annales Islamologiques*, 15 (1979), 337. Le quartier al-Sukkariyya est situé en M 6, à proximité de Bâb Zuwayla.
41. Gabarti, 'Agâ'ib, I, 373 (Traduction, III, 137).
42. Budayri, *Hawâdîth*, 50 (traduction N. Abou-Khater, 42).
43. G.H. Al-Nahal, *The judicial administration*, 55. Gabarti, 'Agâ'ib, III, 296.
44. E.W. Lane, *Manners and Customs*, 160-161. Gérard de Nerval, *Voyage en Orient*, Paris, 1927, 3 vols., I, 186-187, 306-308.
45. Archives Nationales Syriennes de Damas, *Awâmir sulânîyya*, Alep, registre numéro 1, 296 (1748); n. 5, 24 (1743), 46 (1744).
46. Cette vie des quartiers est surtout connue grâce à l'étude de J. Lecerf et R. Tresse, « Les 'Arâda de Damas », *BEO*, 7-8 (1937-1938).
47. E.W. Lane, *Manners and customs*, 174-176.
48. A. Raymond, « Quartiers et mouvements populaires », 111.
49. J. Lecerf et R. Tresse, « Les 'Arâda », 242-245.
50. 'Alî Pacha Mubâarak, *Khitat*, II, 84.
51. Mustafâ Jawâd, *Kitâb al-Futuwwa*, Baghdâd, 1960, 99.
52. H.E. Wilkie Young, « Mosul in 1909 », *Middle East Studies*, 7 (1971), 231.
53. G. Marçais, *L'architecture musulmane d'Occident*, 441-442.
54. J. Revault, *Palais et demeures de Tunis*, I, 54-74; II, 45-59.
55. B. Maury et al., *Palais et maisons du Caire*, II, 93-107.
56. J.C. David, « Alep, dégradation », 20-26.
57. A. Lézine et A. Abdul Tawab, « Introduction à l'étude des maisons anciennes de Rosette », *Annales Islamologiques*, 10 (1972).
58. Talal M. Kamel Kurdi, "Influence of Arabian Tradition on the Old City of Jeddah: House form and culture", I. Serageldin et S. el-Sadek éd., *The Arab City*, 1982, s. 1.
59. Lucien Golvin, « Quelques aspects de l'architecture domestique en République Arabe du Yémen », P. Bonenfant éd., *La Péninsule Arabique d'aujourd'hui*, 2 vols., II, Paris, 1982, 156. R. Lewcock et R.B. Serjeant, "The Houses of San'a'", *San'a'* 436-500. Ces caractères de l'architecture domestique yéménite apparaissent avec la même netteté dans un centre provincial comme Thula : L. Golvin et M.C. Fromont, *Thula. Architecture et urbanisme d'une Cité de Haute montagne*, Paris, 1984.
60. Voir pour Tunis G. Cladel et Ph. Revault, *Médina, approche typologique*, AUASM, mars 1970. Leur typologie a été largement reprise par J.C. David dans son article « Alep, Dégradation », 20-26.
61. Nelly Hanna, "Bayt al-Istambullî".
62. S.A. Al-Hathloul, *Tradition*, 119.
63. Sur le *rab'* mamelouk voir Laïla 'Alî Ibrâhîm, "Middle class living units in Mamluk Cairo", *AARP*, 1978. Mona Zakariya, « Le *rab'* de Tabbâna », *Annales Islamologiques*, 16 (1980). André Raymond, "The *rab'*, a type of collective housing", Publication 4 de *The Aga Khan Award for Architecture*, 1980.

64. R. Le Tourneau, *Fès*, 191. A. Raymond, *Artisans*, II, 468-480. 'Abd al-Qādir al-Rihāwī, « Khānāt madina Dimashq », *Annales Archéologiques Syriennes*, 25 (1975), 60.
65. Ibn Abi l-Diyāf, *Ithāf*, II, 42. A. Raymond, *Artisans*, I, 256.
66. R. Le Tourneau, *Fès*, 190-192. R. Lespès, *Alger*, 181. C.A. Rozet, *Voyage*, II, 16.
67. G. Marty, « A Tunis : éléments allogènes », *IBLA*, 11 (1948), 167-169; « Les Algériens à Tunis », *IBLA*, 11 (1948), 323, 325.
68. J. Sauvaget, *Alep*, 222. Louis Laurent d'Arvieux, *Mémoires*, Paris, 1735, 6 vols., VI, 434, 437.
69. A. Henia, « Prisons et prisonniers », 245.
70. R. Le Tourneau, *Fès*, 221; *Villes musulmanes*, 17. Marcelin Beaussier, *Dictionnaire pratique arabe-français*, Alger, 1958, 1011 (réédition), Hammūda bin 'Abd al-'Aziz, *Kutāb al-Bāshī*, 653. Saghir bin Yūsuf, *Mechra el Melki*, 384.
71. *Description de l'Égypte*, Explication du Plan du Kaire : 317 D 9; 335 D 12; 208 E 7; 156 H 8; 28 I 3. J.G. Barbié du Bocage, « Description de la ville de Hhaleb », *Recueil de Voyages*, Paris, 1825, 234-235.
72. *Description de l'Égypte*, État Moderne, II - 2, Paris, 1822, E.F. Jomard, « Description de la ville du Kaire », 662, 696; M. de Chabrol, « Essai sur les mœurs des habitants modernes de l'Égypte », 516-517.
73. M. Clerget, *Le Caire*, I, 312.
74. A. Abdel Nour, « Types architecturaux », 70-71.
75. A. Abdel Nour, *Introduction*, 132.
76. A. Russell, *The Natural History*, I, 36.
77. M.S. Makki, *Medina, Saudi Arabia. A geographic analysis of the City and Region*, 1982, 37.
78. S.A. Al-Hathloul, *Tradition*, 100, fig. 25.
79. A. Abdel Nour, *Introduction*, 133-134.
80. Pour reprendre la formule de A. Abdel Nour, *Introduction*, 125.

## Orientation bibliographique

- Abdel Nour, A. : *Introduction à l'histoire urbaine de la Syrie ottomane (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, Beyrouth, 1982.
- Abu-Lughod, J. : *Cairo*, Princeton, 1971.
- Al-Hathloul, S. : *Tradition, Continuity and Change in the Physical Environment. The Arab-Muslim City*, thèse, ex. dact., MIT, Cambridge, 1981.
- Barbir, K. : *Ottoman rule in Damascus*, Princeton, 1980.
- Bouhdiba, A. et Chevallier, D., éd. : *La ville arabe dans l'Islam*, Tunis, 1982.
- Boyer, P. : *La vie quotidienne à Alger à la veille de l'intervention française*, Paris, 1963.
- Braude, B. et Lewis, B., éd. : *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, New York, 1982, 2 vol.
- Brown, C., éd. : *From Madina to Metropolis*, Princeton, 1973.
- Brunschwig, R. : « Urbanisme médiéval et droit musulman », *Revue des Études Islamiques* 1947.
- Caillé, J. : *La ville de Rabat jusqu'au Protectorat français*, Paris, 1949, 3 vol.
- Chérif, M.-H. : *Pouvoir et société dans la Tunisie de Husayn Bin'Ali (1705-1740)*, thèse, ex. dact., Paris-Sorbonne, 1979. Tome I, publié à Tunis, 1984.
- Chevallier, D., éd. : *L'espace social de la ville arabe*, Paris, 1979.
- Clerget, M. : *Le Caire*, Le Caire, 1934, 2 vol.
- Cohen, A. et Lewis, B. : *Population and Revenue in the Towns of Palestine in the Sixteenth Century*, Princeton, 1978.
- Daoulathi, A. : *Tunis sous les Hafsid*, Tunis, 1976.
- David, J.-C. : « Alep, Dégradation et tentatives actuelles de réadaptation des structures urbaines traditionnelles », *Bulletin d'Études orientales*, 28, 1975.
- Deverdun, G. : *Marrakech des origines à 1912*, Rabat, 1959, 2 vol.
- Duri, A. : Article « Baghdād », *Encyclopédie de l'Islam*, 2<sup>e</sup> éd., Leyde-Paris, 1960, vol. I.
- El-Nahal, G. : *The Judicial Administration of Ottoman Egypt in the seventeenth century*, Chicago, 1979.
- Eliasséeff, N. : Article « Dimashk », *Encyclopédie de l'Islam*, 2<sup>e</sup> éd., Leyde-Paris, 1965, vol. II.
- Garcin, J.-C. : *Un centre musulman de la Haute-Égypte médiévale : Qūs*, Le Caire, 1976.



- Garcin, J.-C., Maury, B., Revault J. et Zakariya, M. : *Palais et maisons du Caire, I, Époque mamelouke*, Paris, 1982.
- Gaube, H. : *Iranian Cities*, New York, 1979.
- Gaube, H. et Wirth, E. : *Aleppo*, Wiesbaden, 1984.
- Gaube, H. et Wirth, E. : *Der Bazar von Isfahan*, Wiesbaden, 1978.
- Genabi (al -), H. : *Der Suq (Bazar) von Bagdad*, Erlangen, 1976.
- Gibb, H.A.R. et Bowen, H. : *Islamic Society and the West*, Oxford, 1950-1957, 2 vol.
- Grabar, O. : « Reflections on the Study of Islamic Art », *Muqarnas*, 1, 1983.
- Grabar, O. : « The Architecture of the Middle Eastern City from Past to Present: The case of the Mosque », *Middle Eastern Cities*, Lapidus, I., éd., Berkeley, 1969.
- Hanna, N. : *An Urban History of Balḍī in the Mamluk and Ottoman Periods*, Le Caire, 1983.
- Hourani, A. : « The Fertile Crescent in the Eighteenth Century », *A Vision of History*, Beyrouth, 1961.
- Hourani, A. et Stern, S., éd. : *The Islamic City*, Oxford, 1970.
- Johansen, B. : « Eigentum, Familie und Obrigkeit im Hanafitischen Strafrecht », *Die Welt des Islams*, 19, 1979.
- Johansen, B. : « The All-embracing Town and its Mosques », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 32, 1981.
- Kemp, P. : *Mosul and Mosuli Historians of the Jalili Era (1726-1834)*, thèse, ex. doct., Oxford, 1979.
- Lane, E. : *Manners and Customs of the Modern Egyptians*, rééd., Londres, 1954.
- Lapidus, I., éd. : *Middle Eastern Cities*, Berkeley, 1969.
- Lapidus, I. : *Muslim Cities in the Later Middle Ages*, Cambridge, Mass., 1967.
- Lespès, R. : *Alger*, Paris, 1930.
- Le Tourneau, R. : *Fès avant le Protectorat*, Casablanca et Paris, 1949.
- Le Tourneau, R. : *Les villes musulmanes de l'Afrique du Nord*, Alger, 1957.
- Lézine, A. : *Deux villes d'Ifrigiya*, Paris, 1971.
- Longrigg, S. : *Four Centuries of Modern Iraq*, Oxford, 1925.
- Mantran, R. : *Istanbul dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1962.
- Marçais, G. : « L'urbanisme musulman », *Mélanges d'histoire et d'archéologie de l'Occident musulman*, Alger, 1957, 2 vol.
- Marçais, W. : « L'Islamisme et la vie urbaine », *Articles et conférences*, Paris, 1961.
- Massigou, L. : *Mission en Mésopotamie (1907-1908)*, Le Caire, 1912, 2 vol.
- Maury, B., Raymond, A., Revault, J. et Zakariya, M. : *Palais et maisons du Caire, II, Époque ottomane*, Paris, 1983.
- Pascual, J.-P. : *Damas à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*, Damas, 1983.
- Rafiq, A. : *The Province of Damascus. 1723-1783*, Beyrouth, 1966.
- Ra'ûf, 'L. : *al-Mausil fi l-'ahd al-'uthmânî, al-Najaf*, Iraq, 1975.
- Raymond, A. : *Artisans et commerçants au Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Damas, 1974, 2 vol.
- Raymond, A. : « La conquête ottomane et le développement des grandes villes arabes », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 27, 1979.
- Raymond, A. : « Le Caire sous les Ottomans (1517-1798) », Maury, B. et al, *Palais et maisons du Caire, II, Époque ottomane*, Paris, 1983.
- Raymond, A. : « Les grands souqs et l'organisation de l'espace urbain à Alep et au Caire à l'époque ottomane », *Bulletin d'Études Orientales*, 31, 1980.
- Raymond, A. : « Signes urbains et étude de la population des grandes villes arabes à l'époque ottomane », *Bulletin d'Études Orientales*, 27, 1974.
- Raymond, A. : *The Great Arab Cities in the 16th-18th Centuries. An Introduction*, New York, 1984.
- Raymond, A., Rogers, M. et Wahba, M., éd. : *Colloque International sur l'histoire du Caire, D.D.R.*, [1972].
- Revault, J. : *Palais et demeures de Tunis*, Paris, 1967-1978, 4 vol.
- Rogers, M. : Article « Kâhira », *Encyclopédie de l'Islam*, 2<sup>e</sup> éd., Leyde-Paris, 1978, vol. IV.

- Sauvaget, J. : *Alep. Essai sur le développement d'une grande ville syrienne, des origines au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1941, 2 vol.
- Sauvaget, J. : « Esquisse d'une histoire de la ville de Damas », *Revue des Études Islamiques*, 4, 1934.
- Serageldin, I. et El-Sadek, S., éd. : *The Arab City. Its character and Islamic Cultural Heritage*, s.l., 1982.
- Serjeant, R., éd. : *The Islamic City*, Paris, 1980.
- Serjeant, R. et Lewcock, R. : *Sarrâ'. An Arabian Islamic City*, Londres, 1983.
- Shaw, S. : *The Financial and Administrative Organization of Ottoman Egypt. 1517-1798*, Princeton, 1962.
- Sims, E. : « Trade and Travel : Markets and Caravanserais », *Architecture of the Islamic World*, Mitchell, G., éd., New York, 1978.
- Todorov, N. : *La ville balkanique aux XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Bucarest, 1980.
- Torres Balbás, L. : *Ciudades Hispano-Musulmanas*, [Madrid], s.d., 2 vol.
- Torres Balbás, L. : « Extension y demografía de las ciudades hispano-musulmanas », *Studia Islamica*, 3, 1955.
- Torres Balbás, L. : « Les villes musulmanes d'Espagne et leur urbanisation », *Annales de l'Institut d'Études Orientales*, 6, 1942-1947.
- Wiet, G. : *Cairo, City of Art and Commerce*, Norman, Oklahoma, 1964.
- Wirth, E. : « Die orientalische Stadt », *Saeculum*, 26, 1975.
- Wirth, E. : « Villes islamiques, villes arabes, villes orientales? Une problématique face au changement », *La ville arabe dans l'Islam*, Bouhdiba, A. et Chevallier, D., éd. Tunis, 1982.
- Wirth, E. : « Zum problem des Bazars (suq, çarşı) », *Der Islam*, 51, 1974, et 52, 1975.

# Index des noms de personnes et de groupes humains

Les index — du texte principal seul — ont été établis par Jacqueline Quilès.

## Abréviations utilisées :

é. : émir / f. : fabricant / fg. : faubourg / g. : gouverneur / h. : historien / k. : *khân* / m. : marché / P. : pacha / p. : porte / q. : quartier / r. : rue / s. : souq, *sûq*.

- \*Abd al-Rahmân Katkhudâ (é. égyptien) : 143, 152.  
 \*Abd al-Salâm, Ahmad ibn (commerçant) : 103.  
 \*Abdâl (famille de Mossoul) : 91.  
 \*Abdullah Efendi Sa'îd Zâda (juge de Syrie) : 29.  
 \*Abdullah Pacha (g. de Damas) : 74, 100, al-'Abdâr : 198.  
 \*Abdel Nour, A. : 57, 59, 178, 274, 276, 294, 296, 299, 324, 325.  
 \*Abdi (dey d'Alger) : 36.  
 Abdul Tawab, A. : 313.  
 Adorne (voyageur) : 196.  
 Aga Khan (Fondation de l') : 12.  
 Ahmad I<sup>er</sup> (sultan) : 24.  
 Ahmad Khôja (dey d'Alger) : 243.  
 Ahmad Pacha (g. d'Alep) : 32.  
 Ahmad Pacha (g. de Bagdad) : 34.  
 Ahmad Pacha al-Jazzâr : 33.  
 Al-Hathloul, Saleh : 127, 173, 217, 316, 325.  
 Al Yâsîn (famille de Mossoul) : 84.  
 Alaouites : 106, 117, 176, 283.  
 Alfi Bey : voir Muhammad Bey al-Alfi.  
 \*Ali Agha (é. au Caire) : 126, 142, 216.  
 \*Ali Bey (é. d'Égypte) : 35, 110, 113, 143, 163, 197, 264.  
 \*Ali Bey (de Tunis) : 60, 125.  
 \*Ali Khôja (dey d'Alger) : 36, 171.  
 \*Ali Pacha (bey de Tunis) : 82, 163, 206.  
 \*Ali Pacha Mubârak (h. égyptien) : 305.  
 Amîrî (famille d'Alep) : 90.  
 Ampère (voyageur) : 236.  
 Andalous : 52, 53, 104, 132, 209, 265, 289.  
 — quartiers andalous : 283, 298.  
 \*Arab Ahmad Pacha (g. d'Alger) : 164, 202.  
 Arméniens : 107, 117, 296, 324.  
 Arûj (corsaire turc) : 22.  
 Arvieux, d' (consul à Alep) : 57, 120, 322.

- As'ad Pacha (g. de Damas) : 33, 73, 83, 95, 161, 248, 258.  
 al-'Attâr, Hasan (cheikh) : 155, 293.  
 \*Asm (famille de g. en Syrie) : 31-33, 258.  
 — voir aussi : As'ad P., Ismâ'il P., Muhammad P., Mustafâ.

- Bâba 'Ali Nekais (dey d'Alger) : 166.  
 baldî (baladî), baldiyya (citadin) : 67, 98, 117, 207, 285.  
 Bahrâm Pacha (g. d'Alep) : 109, 225, 298.  
 Barakât II (Chérif de la Mekke) : 22.  
 Barberousse (frères, corsaires turcs) : 22.  
 Barbié du Bocage : 268, 269.  
 Barbîr, K. : 26, 33.  
 Barkan, Omer Lutfî : 16.  
 barrânî/barrânîyya (gens de l'extérieur) : 50, 96, 97, 117, 134.  
 Bayram (famille de 'ulamâ de Tunis) : 84.  
 Bayram (historien tunisien) : 133.  
 Bayyûmiyya (confrérie au Caire) : 205.  
 Behrens- Abouseif, D. : 199.  
 Bin 'Ayyâd (famille tunisienne) : 92.  
 Bin Diyâf, 'Ahmad (h. tunisien) : 124, 163.  
 Bin al-Khûja (famille de 'ulamâ de Tunis) : 84.  
 Bitchnîn, 'Ali (ra'îs, Alger) : 52.  
 Bonaparte (général français) : 35, 54, 83, 131, 155, 293.  
 Bowen, H. : 260, 268.  
 Boyer, P. : 117.  
 Brunschvig, R. : 127.  
 Budayrî (chroniqueur syrien) : 29, 73, 74, 93-95, 104, 107, 138, 143, 302.  
 Bû-Hasûn (sultan wattasîde, Maroc) : 22.  
 Burgess, E.W. : 206.  
 Busnach (chef des Juifs, Alger) : 113.

- Chabrol, M. de (auteur de la *Description*) : 146, 154, 155, 324.  
 Chaldéens : 108, 117.  
 Chérif, Mohammed : 96.  
 Cherkes Bey (é. du Caire) : 143.  
 Chrétien, Chrétiens : 51, 101, 106-109, 113, 114, 117, 134, 176, 178, 220, 229, 232, 296, 297, 324. — Chrétiens syriens : 101, 107, 110, 111, 136, 284, 297. — Chrétiens melkites : 297. — Voir : Syriens catholiques.  
 Clerget, M. : 12, 39, 119, 156, 324.

- Cohen, A. : 298.  
 Cohen-Bacri (chef des Juifs, Alger) : 113.  
 Copte, Coptes : 101, 107, 109, 110, 117, 136, 179. — Quartier copte (Le Caire) : 178, 297.  
 Coste, Pascal : 253, 291, 312.  
 Coutelle (auteur de la *Description*) : 263.

- Dalloni, M. : 164, 166.  
 Dan, Père : 76.  
 al-Dardîr (cheikh, Le Caire) : 81.  
 David, J.-C. : 17, 61, 218, 294, 315.  
 Delaporte, M. : 144.  
 Deli Ibrâhîm (dey d'Alger) : 140.  
 Della Valle, Pietro (voyageur) : 298.  
 Devoux, A. : 166.  
 Digeon (consul) : 109, 114.  
 Doguereau, J.-P. (membre de l'Expédition de 1798) : 155.  
 Drahan, David (chef des Juifs, Alger) : 113.  
 Drâwa (gens du Dra, Maroc) : 321.  
 Dupuis (membre de l'Expédition de 1798) : 148.  
 El-Nahal, G. : 126, 139.  
 Eudel, P. : 150.  
 Eulj 'Ali (beylerbey) : 22.  
 Evliya Cholebi (voyageur turc) : 152, 158, 230, 262, 266.  
 Exmouth (Lord) : 171.  
 Fau (voyageur à Alger) : 146.  
 Francs : 107, 115.

- Gabarti (h. égyptien) : 72, 85, 92, 107, 149, 153, 155, 197, 241, 281, 282, 302, 304.  
 Garcin, J.-C. : 13, 276.  
 Gaube, H. : 13.  
 al-Genabi, H. : 136, 279.  
 Gharzî, K. : 219.  
 al-Ghûrî (sultan d'Égypte) : 233.  
 Gibb, H.A.R. : 260, 268.  
 Girard, P.S. (auteur de la *Description*) : 265, 270.

Golvin, L. : 315.  
Grabar, O. : 14, 276, 277.  
Grammont, de : 143, 167.  
Grâna (Juifs d'origine livournaise, Tunis) : 111, 297. — Voir aussi : Juifs livournaïens.  
Guyot-Duclos : 164.

Habdo, Diego de : 76, 202, 286.  
al-Hafsi (é. muradite, Tunis) : 38.  
Hafside (dynastie tunisienne) : 22, 29, 41, 59, 84, 123, 178, 190, 296.  
Hamidou (ra'is, Alger) : 282, 285.  
Hammûda Bey (souverain husaynite de Tunisie) : 42, 149, 181, 216, 240, 265.  
Hammûda bin 'Abd al-'Aziz (h. tunisien) : 60.  
Hammûda Pacha (souverain muradite de Tunisie) : 163, 171, 244.  
Hanna, Nelly : 17, 316.  
Hasan Pacha (g. d'Alger) : 163.  
Hasan Pacha (g. de Bagdad) : 34, 75.  
Hasan Pacha (chef de l'expédition de 1786 en Égypte) : 83.  
Haydar (g. ottoman du Yémen) : 24.  
Henia, A. : 97, 98, 322.  
Hersfeld, E. : 202.  
al-Higâzi, Hasan (cheikh, Le Caire) : 142, 151, 157.  
Hocxter, M. : 140.  
Hourani, A.H. : 130.  
Husayn Bey Shaft (é. égyptien) : 144.  
Husayn bin 'Ali (bey de Tunis) : 28, 37, 38, 78, 80, 82, 83, 163, 171, 206.  
Husayn Khôja (h. tunisien) : 81.  
Husayn Pacha al-Jalili (g. de Mossoul) : 23, 33.  
Husaynites (dynastie de Tunisie) : 37, 58, 163, 171, 252. — Voir aussi : 'Ali Bey, 'Ali Pacha, Hammûda Bey, Husayn bin 'Ali.

Ibn Abi Dînâr (h. tunisien) : 41, 244, 282.  
Ibn Abi l-Surûr (h. égyptien) : 146, 152.  
Ibn 'Abidin, Muhammad (juriste) : 173.  
Ibrâhîm Agha (é. égyptien) : 160, 224.  
Ibrâhîm Bey (é. égyptien) : 35, 77, 143.  
Ishâr Pacha (g. d'Alep) : 109, 201, 220, 225, 269, 298.  
Iskandar Pacha (g. d'Égypte) : 223.  
Ismâ'îl Bey (é. égyptien) : 35, 143, 264, 304.

Ismâ'îl Pacha al-'Aziz (g. de Damas) : 33.  
Ismâ'îl Pacha al-Jalili (g. de Mossoul) : 33.  
Israélites : 135. — Voir aussi : Juifs.

Jbâla (montagnards) : 321.  
Jacobites : 108, 117.  
Jalili (famille de g. de Mossoul) : 33, 34, 79, 108, 143, 144. — Voir : Ismâ'îl Pacha, Husayn Pacha.  
Jallûli (famille de négociants de Tunis) : 92.  
Jânîm Khôja (amiral) : 38.  
Johansen, B. : 80, 120, 127, 173.  
Jomard, E.F. (auteur de la *Description*) : 114, 159, 323.  
Jones, J.F. (voyageur) : 186, 202.  
Juif, Juifs : 51, 106, 107, 110, 111, 113, 114, 117, 134, 141, 178, 180, 206, 232, 295-297. — Livournaï : 51, 297 (voir aussi : Grâna). — Voir aussi : Twânna.  
Juwayjâtî (famille de Mossoul) : 91.

Kabyles : 50, 97, 103, 105, 116, 321.  
Khayr al-dîn (beylerbey, Alger) : 22, 207.  
Khôja 'Abdallah ibn Yûsuf (banquier juif, Bagdad) : 114.  
Khûrshid Pacha (g. d'Alep) : 32.  
Khûrû Pacha (g. d'Alep) : 224.  
Kléber (général français) : 148.  
Kurdes : 101, 104, 199, 204, 305, 324.  
Kûsa Mustafâ Pacha (g. d'Alep) : 32.  
Kûsa Mustafâ Pacha (g. d'Alger) : 164.  
Kuyûju Murâd Pacha (grand vizir) : 24.

Lâchîn Kâshif (é. d'Égypte) : 241.  
Lakhous (famille de négociants de Tunis) : 92.  
Lane, E.W. : 239, 303.  
Lapidus, I. : 296.  
Laugier de Tassy : 123.  
Le Tourneau, R. : 12, 13, 143, 185, 239, 298.  
Le Vacher, Père : 116.  
Léon l'Africain (voyageur) : 163, 193, 198, 233.  
Lespès, R. : 13.  
Lewcock, R. : 12.  
Lewis, B. : 298.

Lézine, A. : 185, 313, 314.  
Louzir (famille de négociants de Tunis) : 92.

Mahrûqî (famille de négociants au Caire) : 85.  
Maqrîzî (h. égyptien) : 16, 40, 46, 61, 154, 190, 235, 236.  
Maqrûd Pacha (g. de l'Égypte) : 125, 151.  
Marqâs, G. : 276, 281, 315.  
Maronites : 296.  
Massignon, L. : 156, 169, 235.  
Moratto, Osta (amiral, Tunis) : 52.  
Morisques : 106.  
Moulay Hasan (souverain hafside de Tunis) : 22.  
Mouradites (dynastie de Tunisie) : 37, 52, 58, 115, 163, 252.  
Mrâbit (famille de négociants à Tunis) : 92.  
Mu'ayyad (imam du Yémen) : 24.  
Muhammad 'Ali (souverain d'Égypte) : 13, 84, 105, 152, 205, 214, 241.  
Muhammad Bey (g. d'Alep) : 162.  
Muhammad Bey (souverain de Tunisie) : 31.  
Muhammad Bey Abû Dhahab (é. égyptien) : 35, 80.  
Muhammad Bey al-Alfi (é. égyptien) : 197, 281, 293.  
Muhammad Pacha (g. d'Alep) : 241, 270.  
Muhammad Pacha (g. d'Égypte, 1607-1611) : 125.  
Muhammad Pacha (g. d'Égypte, 1652-1656) : 125.  
Muhammad Pacha (g. d'Égypte, 1699-1704) : 125, 215.  
Muhammad Pacha al-'Aziz (g. de Damas) : 243.  
Muhammad Pacha Dûqâkin Zâda (g. d'Alep) : 224.  
Muhammad Sa'âda (cheikh, Tunis) : 83.  
Muhammad al-Shaykh (souverain marocain) : 23.  
Murâd IV (sultan) : 23.  
Murâd Bey (é. égyptien) : 35, 143, 145, 282.  
Murâd Bey (fondateur de la dynastie mouradite, Tunis) : 37, 52.  
Murâd Bey (souverain de Tunis, 1659-1675) : 320.  
Murâd Pacha (g. de Damas) : 234, 258.  
Murtadâ (cheikh égyptien) : 80.  
Mûsa (famille andalouse à Alger) : 53, 164.  
Mûsa Kikhîya (é. à Damas) : 125.

Mustafâ (dey d'Alger) : 282.  
Mustafâ al-'Aziz (g. de Sayda) : 31.  
Mustafâ Bey (souverain de Tunisie) : 137.  
al-Mustansîr (sultan hafside) : 162, 163.  
Malta (tribu des) : 134.

Nâdir Shâh (souverain de Perse) : 23, 108, 203.  
al-Nawma (famille de marchands de Mossoul) : 90, 91.  
Nerval, Gérard de : 303.  
Nestorien : 108, 117.  
Niebuhr, C. (voyageur) : 114, 298.  
Nwîra (famille de négociants de Tunis) : 92.

Olivier, G.A. (voyageur) : 184.  
Ottomans : 21, 23, 24, 28, 53, 54, 68, 74, 85, 106, 111, 115, 119, 130, 161, 163, 195, 200, 202, 216, 234, 242, 243, 257, 268, 269, 296-298, 328.

Pansac, D. : 44.  
Parsons (voyageur) : 155.  
Pascual, J.-P. : 17.  
Pennec, P. : 261, 262.  
Popper, Karl : 18.

Qâsim Bey Abû Sayf (é. égyptien) : 196, 197.

Rafiq, A. : 17, 86, 138.  
Rajib Pacha (g. de Damas) : 125.  
Rasâk (famille de 'ulamâ de Tunis) : 84.  
Revault, J. : 277, 286-288, 311.  
Ridwân Bey (é. égyptien) : 35, 75, 223, 224, 244, 245.  
Russell, A. (voyageur) : 262, 324.

Sa'diyya (confrérie) : 94.  
Safavides (dynastie de Perse) : 21, 23.  
al-Saghir bin Yûsuf (h. tunisien) : 112, 163.  
Sâlih Bey (é. égyptien) : 143.

Saltm (sultan) : 21, 22, 29, 41, 74, 219.  
 Sarre, F. : 202.  
 Sauvaget, J. : 12, 13, 39, 41, 44, 45, 57, 59-61, 86, 87, 117-121, 135, 142, 143, 169, 174, 181, 188, 194, 199, 216, 231, 236, 239, 243, 269.  
 Savary (voyageur) : 293.  
 Sebag, P. : 297.  
 Sergeant, R.B. : 12.  
 Shâh 'Abbâs (souverain safavide) : 23.  
 Shâh Ismâ'il (souverain safavide) : 21.  
 Shaler, W. (consul à Alger) : 146, 165.  
 Sharâby (famille de négociants du Caire) : 85, 89-91, 103, 291.  
 Sharqâwî (famille de 'ulamâ au Caire) : 85.  
 Shaw J.S. : 17.  
 Sida (famille de négociants de Tunis) : 92.  
 Sinân Pacha (g. de Damas) : 22, 69, 79.  
 Siyûfi N. : 301.  
 Sulaymân (sultan) : 22, 23, 75.  
 Sulaymân Pacha Abû Layla (g. de Baghdâd) : 75.  
 Sulaymân Pacha al-Kabîr, le Grand (g. de Baghdâd) : 34, 115.  
 Suriano (voyageur) : 157.  
 Swâsa (gens du Sous) : 321.  
 Syriens catholiques : 108, 117, 178. —  
 Voir aussi : Chrétiens syriens, Chrétiens melkites.

Tamerlan : 41, 74.  
 Tavernier (voyageur) : 214.  
 Taymûr-Heykal, Hadiya : 17.  
 Thévenot (voyageur) : 184, 282.  
 Thieck, J.-P. : 17.  
 Thoumin, R. : 179, 185, 297.  
 Torres Balbâs, L. : 215.  
 Trablusiyya (gens de Tripoli d'Occident) : 98.

Truilhard (consul au Caire) : 241.  
 Tûmân Bey (dernier sultan mamelouk) : 22.  
 Turcomans : 204.  
 Twânna (Juifs tunisiens) : 113, 297.  
 Twâtî (gens du Touat) : 321.

'Umarî (famille de Mossoul) : 84.  
 Usque, Samuel : 111.  
 'Uthmân Dey (dey de Tunis) : 37.  
 Uzdîmir Pacha : 22.

Valensi, L. : 230.  
 Van Cappellen (amiral) : 171.  
 Venture de Paradis, J.-M. (consul) : 158.  
 Volney, C.F. (voyageur) : 99, 260.

Ward, Yûsuf Ra'îs (corsaire, Tunis) : 52.  
 Wargli (originaire de Ouargla) : 103, 247, 321.  
 Weulersse, J. : 176.  
 Wiet, G. : 248.  
 Wirth, E. : 13, 169.

Yûnus (fils de 'Alî Pacha, Tunis) : 149, 206.  
 Yûsuf Bey (é. égyptien) : 153.  
 Yûsuf Dey (dey de Tunis) : 37, 59, 105, 163, 171, 244.

Zayn al-Fiqâr Bey (é. égyptien) : 143.

## Index des noms de lieux et de constructions

'Abdâliyya (mosquée, Mossoul) : 91.  
 al-Ahrak (k., Alep) : 256.  
 Abû Bakr (tombe du cheikh, Alep) : 172.  
 'Adiliya (mosquée, Alep) : 183, 224.  
 'Adiliya (mosquée, Baghdâd) : 183.  
 Afrique : 14, 43, 45, 47, 48, 230.  
 Afrique du Nord : 22, 41, 101, 102, 104, 113, 175, 222, 232, 248, 251, 267, 305.  
 Agha (château de l', Alger) : 282.  
 al-Aghawât (mosquée, Mossoul) : 79, 183.  
 Ahmad (Dâr, Alger) : 285.  
 Alep : 12, 14, 16, 17, 25, 30-32, 38, 39, 41-46, 48, 54, 55, 57-63, 71, 86-88, 90, 95, 108-110, 113-115, 117, 119, 120, 126, 128, 131, 135, 136, 138, 142, 143, 145, 149, 150, 153, 156, 161, 162, 168, 169, 171, 172, 178, 181, 183, 184, 186, 189, 191, 194, 199-201, 203-205, 211-213, 216, 218, 220-222, 224-226, 228, 231, 232, 234, 235, 237-239, 241, 245, 247-251, 253, 256-258, 260, 262, 267-271, 283, 293, 294, 296, 297, 299-301, 303, 312, 315, 320-324.  
 Alexandrie : 44, 229.  
 Alî Bey (palais de, Le Caire) : 197.  
 Alî Pacha (caserne, Alger) : 70.  
 Alger : 13, 14, 22, 25, 29, 36, 41, 42, 50-52, 54, 62, 63, 70, 76-78, 80, 93, 97, 100, 103, 105, 113, 114, 116, 117, 124, 125, 129, 133, 140, 141, 143, 144, 146, 149, 150,

161, 163-167, 171, 180, 184, 186, 188-191, 202, 207, 208, 215, 216, 222, 232, 237, 239-241, 247-249, 251, 264, 265, 270, 281-287, 300, 306, 307, 321.  
 Algérie et ses habitants : 14, 15, 24, 36, 39, 53, 68, 78, 82, 123, 150, 208.  
 aloui (étage d'une boutique, Alger) : 240.  
 'alea (place, en Iraq) : 189.  
 'Amîr (q., Damas) : 73.  
 'Amîr (suwayqa, Alger) : 188.  
 Anatolie : 28, 36, 43, 44, 48, 70, 77, 99, 212, 234.  
 al-Andalus (basema : q., Tunis) : 178.  
 al-Andalusiyya (madrasa, Tunis) : 178.  
 Angleterre, Anglais : 108, 116.  
 Antilles : 230.  
 Antioche : 15, 117, 176, 177, 242, 283, 298.  
 Aqsunqur (mosquée, Le Caire) : 224.  
 'Arab al-Ysar (q., Le Caire) : 136.  
 Arabie : 22, 32, 74, 315.  
 Ariana (village près de Tunis) : 265.  
 'arsa (place ou m. aux grains) : 189, 225.  
 As'ad Pacha (k., Damas) : 258, 259.  
 Asie : 14, 28, 45, 70, 107, 230, 260.  
 al-Atrûsh (mosquée, Alep) : 87.  
 'Attârin (caserne, Tunis) : 71.  
 al-'Attârî (funduq, Tunis) : 252.  
 al-'Attârî (marchands d'épices, s.) : —  
 Tunis : 247. — Mossoul : 279. —  
 Kairouan : 242.

'Ayn Zeboudja (aqueduc, Alger) : 164.  
 Azbakiyya (étang et q., Le Caire) : 61, 153, 191, 196, 197, 204, 211, 281, 291, 292, 312.  
 al-Azhar (mosquée-université, Le Caire) : 80, 102, 103, 133, 145, 180, 181, 210, 236, 253, 290.  
 Bâb 'Alfwa (p., Tunis) : 125.  
 Bâb Antakiya (p., Alep) : 181, 212, 238, 269.  
 Bâb 'Azzûn (caserne, Alger) : 70.  
 Bâb 'Azzûn (p. et q., Alger) : 70, 97, 141, 149, 164, 188, 190, 191, 202, 208, 239, 284-286, 321.  
 Bâb al-Bahr (p., Le Caire) : 198.  
 Bâb al-Bahr (p., Tunis) : 115, 125, 158, 191, 192, 209, 287, 288, 323.  
 Bâb al-Banât (p., Tunis) : 209, 288.  
 Bâb al-Bayd (p., Mossoul) : 42.  
 Bâb al-Futûh (p. et q., Le Caire) : 155, 190, 238.  
 Bâb al-Hadîd (p., Le Caire) : 191.  
 Bâb al-Iraq (q., Mossoul) : 91.  
 Bâb al-Jadîd (p., Alger) : 163.  
 Bâb al-Jadîd (p., Mossoul) : 42.  
 Bâb al-Jadîd (p., Tunis) : 288.  
 Bâb Jazira (p., Alger) : 208, 284, 285.  
 Bâb Jazira (p. et q., Tunis) : 124, 199, 209, 288.  
 Bâb al-Kharq (p., Le Caire) : 223.  
 Bâb al-Khawka (p., Fès) : 323.  
 Bâb Likish (p., Mossoul) : 42.  
 Bâb al-Lûq (p., Le Caire) : 60, 155, 157, 158, 191, 198, 211.  
 Bâb al-Malak (p., Alep) : 72.  
 Bâb al-Manâra (p., Tunis) : 288.  
 Bâb al-Maqâm (p., Alep) : 72.  
 Bâb al-Mu'azzam (p., Bagdad) : 171, 183, 213.  
 Bâb Musallâ (q., Damas) : 179, 297.  
 Bâb al-Nasr (p., Alep) : 218, 268.  
 Bâb al-Nasr (p., Le Caire) : 61, 86, 128, 155, 188, 189, 253.  
 Bâb al-Nayrab (p., Alep) : 72, 87, 201.  
 Bâb Qartajinna (p., Tunis) : 191, 288.  
 Bâb al-Sarâq (p. et s. Mossoul) : 91, 202, 239, 279.  
 Bâb al-Shariyya (p. et q., Le Caire) : 155, 188, 190, 192, 303.  
 Bâb al-Sharqî (p., Bagdad) : 183.  
 Bâb al-Shatt (p., Mossoul) : 42.

Bâb al-Shaykh (q., Bagdad) : 305.  
 Bâb Sinjâr (p., Mossoul) : 42, 203.  
 Bâb al-Suwayqa (p. et q., Tunis) : 124, 178, 191, 199, 205, 206, 209, 288, 289.  
 Bâb al-Tûb (p. et q., Mossoul) : 202, 279.  
 Bâb al-Wâd (p., Alger) : 97, 141, 188, 202, 208, 284, 285, 286.  
 Bâb al-Wastânt (p., Bagdad) : 183.  
 Bâb Zuwayla (p., Le Caire) : 60, 141, 142, 153, 154, 190, 192, 198, 211, 223, 238, 244, 251.  
 badastân : voir *bedestan*.  
 Bagdad : 13, 14, 23, 24, 34, 40, 42, 54, 62, 63, 69, 75, 76, 104, 108, 114, 115, 135, 136, 168, 171, 183, 184, 186, 202, 203, 212, 213, 237-239, 248, 251, 283, 298, 305.  
 Bahrâm Pacha (s., Alep) : 245.  
 Bahrâmiyya (mosquée, Alep) : 183.  
 Bahstâ (q. juif, Alep) : 59, 114, 178, 296.  
 baines publiques : 90, 103, 105, 109, 222, 320, 269, 300, 301, 321. — Voir aussi : *Admman*.  
 Baḡdâra (q., Alep) : 178.  
 Banî Sa'îd (q., Bagdad) : 305.  
 Banias : 161.  
 Bânqûshâ (s., Alep) : 72, 87, 194, 201, 243, 247.  
 Baradâ (rivière, Damas) : 161, 211.  
 Bardo (palais, Tunis) : 171, 209.  
 al-Barîd (s., Damas) : 238.  
 al-barâd (m. de la poudre, s., Le Caire) : 153.  
 Bâsh Tâbiya (tour, Mossoul) : 42, 203.  
 al-Bâshâ (mosquée, Mossoul) : 183.  
 Bâshiyya (*madrasa*, Tunis) : 181.  
 Basra : 23.  
 basw'ik (entrepôts à grains, Damas) : 190.  
 Bawwâba Sûq al-Arwâm (q., Damas) : 243.  
 boydîra : (*maréchaux-ferrants*, s., Antioche) : 242.  
 Bayn al-Qasrayn (r., Le Caire) : 238.  
 — Voir aussi : *Entre-les-deux-Palais*.  
 Bayt al-Hisba (Le Caire) : 181.  
 Bayt al-Mâl (Alger) : 180.  
 Bayt al-Qâdî (Le Caire) : 181.  
 Bâzar's (*wakâla*, Le Caire) : 254.  
 bazars (Bagdad) : 184.  
 bedestan (halle) : 180, 234, 258, 284.  
 Beyrouth : 108.  
 Ben Aknoun (plateau près d'Alger) : 164.  
 Beyrouth : 108.  
 Bin Râbiha (*hawânât* : m. et q., Alger) : 188, 300.

birka (étang, au Caire) : 210. — Voir : *Azbakiyya*, *Fil*, *Dam*, *Nâsiriyya*, *Saqqa'im*.  
 al-Birka (s., Tunis) : 237, 244.  
 Birtraria (aqueduc, Alger) : 164.  
 Biakra, Biskri : 97, 117, 134, 141, 247.  
 boutique : 144, 186, 188, 222, 239-243, 247, 248, 278, 279, 300. — Alep : 90, 109, 128, 201, 225. — Alger : 241, 247. — Damas : 215, 234, 241, 243. — Le Caire : 125, 126, 145, 152, 223, 236, 241, 247, 248, 262, 317. — Mossoul : 253. — Tunis : 241, 244. — Voir aussi : *dukân*, *adnât*.  
 boutiques (marché non spécialisé) : — Voir : *Chalabi* (Alger). — Voir aussi : *hawânât*.  
 Bouzarâa (massif de la, Alger) : 165, 207.  
 Bûlâq : 155, 188, 230, 250, 316.  
 Bunduqâniyyîn (q. et m., Le Caire) : 153, 238.  
 burj al-zubiya (Fort des ordures, Alger) : 149.  
 al-Buzûriyya (s., Damas) : 258.  
 café (lieu) : 197, 225, 230, 244, 298, 301, 321, 328.  
 Caire (Le), Cairete : 12, 14, 16, 22, 26, 28-30, 32, 34, 35, 39-41, 43-48, 50, 53-55, 57, 58, 60-63, 66, 69, 80, 83, 84, 88-90, 92, 93, 99-103, 109, 112-115, 117, 119, 120, 125, 126, 129, 131-133, 136, 138, 139, 141, 143-156, 158-160, 168-170, 177, 178, 180, 181, 184, 186, 188-192, 194-199, 203-205, 209-217, 222, 228, 230, 233-236, 238-242, 244, 247, 251, 253, 257, 260-262, 264, 266, 267, 270, 273, 275-278, 280-284, 289-291, 293, 295-297, 299, 301-305, 311, 312, 316, 317, 319, 320, 322, 323.  
 Canal du Caire. — Voir : *Khalig*.  
 caravansérail : 45, 46, 90, 99, 116, 128, 150, 180, 183, 188, 192, 222, 233, 237, 239, 240, 248-251, 253, 255, 256, 258, 280, 317, 319-322. — Voir aussi : *funduq*, *khân*, *qaysariyya*, *wakâla*.  
 Cap Bon : 209.  
 casernes : 70, 71, 285. — Voir aussi : 'Alî P., Bâb 'Azzûn, Esaki (« ancienne », « supérieure »), Muqriyyîn, Sâlih P., Yâli, Yemî (« Nouvelle », « Inférieure »),

Usta Mûsâ (Alger). — 'Attârîn, Ham-mûda Bey (Tunis).  
 Caucase : 75, 76.  
 Chalabi (« boutiques », Alger) : 188.  
 Chibali Ra'îs (palais, Alger) : 285.  
 Citadelle : 72, 194. — Alep : 87, 171, 181, 212, 238, 294 (voir : *Qal'a*). — Bagdad : 213. — Damas : 170, 181, 212. — Jérusalem : 73. — Le Caire : 145, 158, 170, 196, 198, 210. — Mossoul : 171, 183, 195, 213, 214 (voir : *Iç Qal'a*). — Tunis : 171 (voir : *Qasba*).  
 Cité (région centrale d'Alep) : 46, 183, 237. — Voir aussi : *Madina*.  
 Constantinople : 120. — Voir aussi : *Istanbul*.  
 al-Dabbâgha al-'atîqa (la vieille tannerie, mosquée et q., Alep) : 60.  
 al-Dabbâghîn (tanneurs : s., Tunis) : 60.  
 Dallâlin (q., Alep) : 299.  
 al-Dam (birka) (étang, Le Caire) : 191.  
 Damas, Damasçain : 13, 14, 17, 21, 25, 26, 31-33, 41, 47, 48, 54, 55, 57, 58, 60-62, 69, 74, 78, 83, 86, 94, 99, 100, 102-104, 107, 114, 125, 129, 132, 135, 138, 139, 143, 150, 153, 156, 161, 168-170, 177, 179, 181, 184, 185, 190, 194, 195, 199, 200, 203, 205, 211, 212, 215, 216, 218, 228, 232, 234, 237, 238, 241, 248, 251, 253, 258, 259, 270, 283, 296, 298, 300, 303, 304, 312, 320, 324.  
 Damiette : 110.  
 Dâr (palais) : voir : *Ahmad*, *Hasan P.*, *Mustafâ P.*  
 Dâr al-Bey (palais, Tunis) : 59, 171.  
 dâr al-diyâf (appartement des hôtes) : 311.  
 Dâr al-Sikka (Hôtel des Monnaies) : — Alger : 180. — Le Caire : 112.  
 Darb al-Ahmar (q., Le Caire) : 155.  
 Darb Gamîna (q., Le Caire) : 179.  
 Darb al-Lamî (q., Fès) : 320.  
 Darb al-Mahrûq (q., Le Caire) : 138.  
 Darb Mustafâ (q., Le Caire) : 217, 218.  
 Dhûl-fiqâr Kutkhudâ (*wakâla*, Le Caire) : 250, 253.  
 Diyâr Bakr : 33, 199.  
 Djerba et ses habitants : 50, 101, 105, 106, 133, 151, 265, 321.  
 Djerbiens (s. al-Jarâba, aussi s. al-Liffa s., Tunis) : 106, 321.  
 Djidjelli : 22, 134.



*drîba* (passage privé) : 307.  
*dukkân* (boutique) : 239. — Voir aussi :  
 boutique, *hânât*.  
*Duwaydârî* (q., Le Caire) : 299.

Égypte et ses habitants : 15, 21, 24-26,  
 28, 29, 32, 34, 35, 40, 43, 44, 46-48,  
 68-71, 74, 75, 77, 80, 81, 83, 90, 100,  
 102, 103, 106, 107, 110, 111, 114, 131,  
 146, 155, 199, 210, 222, 231, 245, 260,  
 263-267, 270, 271, 305, 317, 322, 323,  
 327.  
 Empire, empire ottoman : 15, 22-24, 29,  
 30, 32, 34, 38, 41-45, 48, 50, 53, 54, 62,  
 67-70, 72, 87, 107, 111, 116, 117, 125,  
 135, 229, 234, 266, 267, 270, 306, 327.  
 Entre-les-deux Palais (r., Le Caire) : 236.  
 — Voir aussi : Bayn al-Qasrayn.  
*Eski* (« Ancienne », caserne, Alger) :  
 70, 285.  
 Espagne, Espagnols : 41, 51, 106, 111, 199.  
 Ethiopie : 157.  
 Europe et ses habitants : 43-45, 51, 108,  
 115, 116, 123, 179, 229, 232, 260, 262,  
 264, 265, 267.

*Fahhâmîn* (q. et m., Le Caire) : 242.  
*Farâfira* (q., Alep) : 294, 299.  
*al-Farrâ'in* (s., Le Caire) : 235.  
*al-Farrâ'in* (*waḥḍa*, Le Caire) : 235.  
*Fathi* (mosquée, Mossoul) : 91.  
*faubourg* : 97, 137, 179, 190, 198-206,  
 208, 211, 212, 218, 243, 265, 268, 283,  
 288, 294, 295, 301, 321, 324.  
*al-Fawwâla* (q., Le Caire) : 304.  
*Fès* : 15, 102, 135, 186, 191, 215, 239, 273,  
 296, 298, 321.  
*al-Fil* (*bîrka* et q., Le Caire) : 60, 211, 291,  
 312.  
*finâ*, (espace contigu à un immeuble) :  
 128, 217.  
 fontaine publique (*sabîl*) : 158-160, 162-  
 164, 166-168, 223, 250, 298, 301. —  
 Voir aussi : *sabîl*.  
 Français (*funduq*, Tunis) : 250, 252, 320.  
 France et ses habitants : 66, 68, 71, 108,  
 115, 131, 154, 155, 161, 261, 264, 266.  
*funduq* (caravansérail) : 46, 251, 319. —  
 Alger : 189, 202, 251, 321. — Fès : 320,

321. — Le Caire : 248. — Tunis : 98,  
 115, 320, 321, 323. — Voir : *al-Jarâha*,  
*al-Zayt* (Alger). — *al-Attârîn*, Fran-  
 çais, *al-Zayt* (Tunis).  
*Fustât* : 209.

*Gal'diyya* (q., Le Caire) : 299.  
*Gamâl al-dîn al-Dhahabî* (maison de,  
 Le Caire) : 290.  
*Gamâliyya* (q. et r., Le Caire) : 188, 236,  
 238, 253, 254, 290.  
 Géorgie et ses habitants : 75, 76.  
*al-ghanam* (s., Le Caire) : 190. — Voir :  
*Rahba*.  
*al-Gharâbîlî* (mosquée, Mossoul) : 91.  
*Gharîba* (*hawâḍit*, Alger) : 188.  
*al-Ghûrî* (s., Le Caire) : 290.  
*Ghûrî* (*waḥḍa*, Le Caire) : 253, 255.  
*Ghûriyya* (m., Le Caire) : 131, 236.  
*Giza* (Gizeh) : 230, 282.  
*al-Grâna* (s., Tunis) : 209.  
*Grand Camalân* (s., Le Caire) : 154.  
*Grand Souq* (Alger) : 113. — Voir aussi :  
 s. *al-Kabîr*.  
*Grande Mosquée* : 169, 232, 233, 243, 279.  
 — Alger : 180, 184. — Alep : 172, 183,  
 184, 211, 234, 235. — Damas : 79, 184,  
 211, 234, 238. — Le Caire : 184. —  
 Mossoul : 183, 233. — Tunis : 59, 162,  
 184, 209, 237, 238, 244, 286, 320.  
 Grèce et ses habitants : 44, 76, 117, 260.  
*Gûdariyya* (q., Le Caire) : 321.  
*Gumruk* (k., Alep) : 225, 245, 250, 256,  
 257.  
*Gunnayna* (q., Le Caire) : 284.

*Habbâla* (q., Le Caire) : 192.  
*haddâḍîn* (forgerons, s. des, Antioche) :  
 242.  
*Halfawiyyîn* (fg., Tunis) : 178, 265.  
*Hama* : 15, 178, 312.  
*Hamma* (aqueduc, Alger) : 164.  
*Hamâm* (bain public) : 138, 222, 298,  
 301, 316. — Voir aussi : bains publics.  
*Hamûda Bey* (caserne, Tunis) : 181.  
*Hamûda Pacha* (mosquée, Tunis) : 180,  
 244.  
*Hamza Bey* (q., Alep) : 162.  
*Hamzâwî* (k., Le Caire) : 110, 236, 320.

*hânât* (boutique) : 239. — Voir aussi :  
 boutique, *dukkân*.  
*hâra* (quartier) : 135, 136, 139, 290, 291,  
 298, 299, 302, 303. — Voir aussi :  
*al-Saqqâ'in*, *Sukkariyya*, *al-Yahûd* (Le  
 Caire). — Voir aussi : *hawma*, *mahalla*,  
 quartier.  
*Hâra* (q. juif, Tunis) : 113, 134, 175, 297.  
 — Voir aussi : quartier juif.  
*Haram al-sharîf* (Jérusalem) : 176.  
*al-Haririyyîn* (s., Le Caire) : 235.  
*Hasan Pacha* (*Dâr*, Alger) : 285.  
*hâsil* (magasin) : 240, 250, 253.  
*Hattâba* (q., Le Caire) : 305.  
*Hauran* : 48, 60, 190, 200, 211.  
*hawâḍit* (« boutiques », marchés non  
 spécialisés, Alger) : 188, 286, 300. —  
 Voir : *bin Râbiha*, *Chalabi*, *Gharîba*,  
*Sîdî 'Abdallah*, *Sîdî 'Abderrahmân*,  
*Zayyân* (Alger).  
*hawma* (quartier) : 124, 135, 285, 300. —  
 Voir aussi : *Andalus* (Tunis). — Voir  
 aussi : *hâra*, *mahalla*, quartier.  
*hawsh* (habitat populaire) : 323-325.  
*Hedjaz* : 13, 47, 48, 60, 91, 200, 211, 322.  
*al-Hibâl* (cordiers, s., Alep) : 235.  
*Hippodrome* (*maydân*) des Cailloux  
 (Damas) : 200.  
*hîba* (contrôle des marchés) : 122.  
*Hîm* (forteresse : q., Mossoul) : 213.  
*al-Hiyyas* (s., Baghdâd) : 233.  
 Hollande et ses habitants : 108, 116.  
 Homs : 178, 320.  
*Husayniyya* (fg., Le Caire) : 79, 82, 145,  
 159, 190, 198, 204, 205, 211, 302, 305.

*Ibn Tûlûn* (m. et q., Le Caire) : 96, 103,  
 146, 191, 204, 247.  
*Iç Qal'a* (Citadelle, Mossoul) : 171, 213.  
 Inde, Indes : 43, 44, 90, 107.  
*Ipshîr Pacha* (mosquée, Alep) : 225.  
 Iran : 23, 43.  
 Iraq et ses habitants : 14, 23, 32, 34, 41,  
 42, 104, 189, 202, 212, 248.  
*Istanbul* : 16, 17, 22, 26, 29, 35, 36, 44,  
 62, 69, 73, 85, 86, 128-130, 140, 153,  
 234, 257, 266.  
*al-Istanbulî* (maison, Bûlâq) : 316.  
 Italie et ses habitants : 76, 111.  
*iwân* (pièce ouvrant sur une cour) : 256,  
 294, 312.

*al-Jabal* (« Montagne », Alger) : 207.  
 — Voir aussi : Montagne.  
*al-Jadîd* (mosquée, Alger) : 180, 208, 239.  
*Jadîd* (s., Damas) : 243.  
*Jallûm* (q., Alep) : 294.  
*Jenîna*, *Jenîna* (palais du dey, Alger) :  
 143, 164, 180, 284.  
*al-Jarâha* (*funduq*, Alger) : 249.  
*al-Jarâha* (s., Tunis). — Voir : *Djerbiens*  
*Jeddah* : 229, 313, 314.  
*Jérusalem* : 15, 62, 69, 72, 110, 117, 176,  
 283, 296.  
*Judayda* (q. chrétien, Alep) : 108, 109,  
 178, 200, 204, 218, 220, 225.  
*al-Juwayjâtî* (mosquée, Mossoul) : 91.

*al-Kaadin* (place, Tunis) : 163.  
*al-Kabîr* (s., Alger) : 188, 285.  
*Kairouan* : 242.  
*Kallâsa* (q., Alep) : 128.  
*Karkh* (fg., Baghdâd) : 203, 213.  
*Khalîq* (canal du Caire) : 61, 115, 125,  
 151, 188, 195, 198, 200, 210, 211, 217,  
 280, 291.  
*khân* (caravansérail) : 46, 109, 128, 129,  
 183, 189, 194, 201, 213, 215, 236, 237,  
 248, 250-253, 256, 258, 319, 321, 322.  
 — Voir aussi : *Abrak*, *Gumruk*, *Qurt*  
*Bey*, *Sâbîn*, *Vénitiens*, *Wazîr* (Alep).  
 — *Qaysariyya* (Baghdâd). — *As'ad P.*,  
*Maghârîba*, *Safarjalâniyya*, *Sidrâniyya*,  
*Sulaymân P.* (Damas). — *Hamzâwî*,  
*Khân al-Khalîfî* (Le Caire). — *Muftî*  
 (Mossoul).  
*Khân al-Gumruk* (s., Alep) : 245.  
*Khân al-Khalîfî* (caravansérail, Le Caire) :  
 105, 233, 234, 236, 320.  
*khandaq* (égouts, Tunis) : 151, 208.  
*al-Kharnûb* (*waḥḍa*, Bûlâq) : 250.  
*al-Khâḥikî* (mosquée, Baghdâd) : 183.  
*Khazraj* (mosquée et q., Mossoul) : 91.  
*al-Khil* (m. aux chevaux, Damas) : 195.  
*Khusrâwiyya* (mosquée, Alep) : 183.  
*Killîs* : 109.  
*Kisariyya* (m., Fès) : 233.  
*kshuk* (chambre haute) : 307.  
*Kûsha 'All* (q., Alger) : 300.  
*Kûsha Bû Le'ba* (q., Alger) : 300.  
*kuyumjî* (orfèvres, s. des, Antioche) :  
 242.

La Goulette : 22, 209.  
Lac, lagune, de Tunis (Buhayra) : 125, 149, 196, 199, 208, 323.  
Laghouat : 134, 321.  
Levant : 40, 44, 76, 78, 108, 115, 231, 266, 268, 271, 320.  
Lieux Saints (La Mekke et Médine) : 83, 176.  
al-Liffa (s., Tunis) : 321. — Voir aussi : Djerbiens.  
Livourne : 111.

Mu'arra : 33.  
Mubiyada (q., Le Caire) : 299.  
Machreq : 66, 78, 107, 124.  
Madina : 12, 169, 204, 205.  
Madina (« al-Mdine » : Cité, Alep) : 45, 59, 179, 181, 183, 189, 194, 212, 224, 226, 237, 245, 250, 294. — Voir aussi : Cité.  
Madina (de Tunis) : 59, 113, 137, 203, 205, 286-290, 297, 315, 321.  
madrasa : — Voir : 'Uthmaniyya (Alep). — Sultan Hasan (Le Caire). — Andalusiiyya, Bashiyya, Muradiyya (Tunis).  
al-Maghāribi (k., Damas) : 103.  
Maghreb et ses habitants : 13, 23, 28, 35, 41, 43, 44, 47, 48, 50, 66, 76, 101-103, 106, 111, 117, 124, 127, 133, 180, 185, 230, 232, 266, 270, 298, 306, 320.  
mahalla (quartier) : 135, 138, 301. — Voir : Qurbāt, Tātārīlar (Alep). — Voir aussi : hāra, hauema, quartier.  
Mami Arnaout (palais, Alger) : 285.  
mandara (salle de réception) : 311.  
Mandill (maison, Rosette) : 313.  
Manouf (wakāla des, Le Caire) : 249.  
Manūfiyya (province d'Égypte) : 249.  
maq'ad (pièce de réception d'été) : 311, 312.  
Mar'ah : 199.  
marchands de chéchiens (s. des, Tunis) : 237.  
marchands d'épices (s. des, Tunis) : 237.  
marchés : 151, 153, 183, 186, 194, 195, 208, 232-239, 244, 245, 248, 284. — Voir aussi : souq, sūq.  
Margūsh (q., Le Caire) : 188, 238.  
Marine (r., Alger) : 150.  
Marj Dābiq : 21.  
Muroc : 14, 22-24, 43, 270, 296.  
Marseille : 44, 266.

Masābin (q., Alep) : 299.  
Maydān (q., Baghdād) : 213, 214.  
Mdine, Mdineh : — Voir Madina.  
médina (ville ancienne) : 185, 186. — Voir aussi : Madina.  
Médine : 127, 217, 316, 324, 325.  
Méditerranée : 22, 43, 45, 51, 53, 76, 229, 315.  
Medjerda (fleuve, Tunisie) : 265.  
Mekke (La) : 22, 26, 48, 222.  
mellūh (q. juif au Maroc) : 296.  
Mer Rouge : 22, 229, 314.  
Midān (q., Damas) : 49, 60, 73, 74, 95, 190, 200, 205, 211, 218.  
Midān al-ghalla (m., Le Caire) : 190.  
Midānjik (q., Alep) : 162.  
Mirjāniyya (mosquée, Baghdād) : 239.  
Montagne (à Alger) : 235. — Voir aussi : al-Jabal.  
mosquée : Voir : 'Adiliyya, Atrūsh, Bahramiyya, Ipahir P., Khurawiyya (Alep). — Jadid, Qabā'il, Sayyida (Alep). — 'Adiliyya, Khāsiqi, Mirjāniyya, Waṣṣ (Baghdād). — Omayyades, Sināniyya (Damas). — Qarawiyyin (Fès). — Aqunqur, Azhar, Muhammad Bey Abū Dhahab (Le Caire). — 'Abdāliyya, Aghawāt, Bāshā, Fathil, Gharābil, Juwayjātī, Khazraj, Nabī Shit, Nawma, Nūriyya, Yatim, Zaytūnī (Mossoul). — Hammūda P., Qasr, Sāhib al-Tābir, Subhān Allāh, Yūsuf Dey, Zaytūna (Tunis). — Voir aussi : Grande Mosquée.  
Mossoul : 13, 14, 21, 23, 25, 32-34, 40, 42, 45, 54, 62, 63, 69, 72, 79, 84, 90, 100, 108, 114, 115, 117, 135, 136, 143, 156, 171, 183, 195, 202, 212, 213, 228, 237, 239, 251-253, 279, 300, 301, 305.  
Moulay Idria (sanctuaire, Fès) : 233.  
al-Mufti (k., Mossoul) : 252.  
Muhammad Bey Abū Dhahab (mosquée, Le Caire) : 80.  
Muhammad al-Sharif (souwayya, Alger) : 188.  
al-Mullā (maison, Le Caire) : 290.  
Muqattam (Mont, près du Caire) : 209, 210.  
Muqriyyin (caserne, Alger) : 70.  
al-Murādiyya (madrasa, Tunis) : 181, 320.  
Murkād (place aux chevaux, Tunis) : 163, 190.  
musallā (lieu de prière) : 195.  
Mūsā (q., Le Caire) : 214.  
Mustafā (villa du dey, Alger) : 282.

Mustafā Gafar (maison de, Le Caire) : 290.  
Mustafā Pacha (Dār, Alger) : 285.  
Mzab et ses habitants : 50, 101, 105, 117, 134.

Nabī Shit (mosquée, Mossoul) : 79.  
al-Nāsiriyya (birka : étang, Le Caire) : 197.  
al-Nawma (mosquée, Mossoul) : 91.  
Nil : 151, 156, 157, 160, 209, 210, 264, 280, 282.  
al-Nūriyya (Grande Mosquée, Mossoul) : 213.  
al-Nusayl (« les buttes ») : 323.

Occident et Occidentaux : 230, 262, 265.  
Océan Indien : 43.  
Omayyades (Grande Mosquée de Damas) : 102, 181.  
Orfèvres (marché, s. des : Sāgha) : 232, 234, 235, 237. — Voir aussi : Sāgha.  
Oronte (fleuve) : 177.  
Ouargla : 321.  
Oujda : 23.  
oukūla (caravansérails à Tunis) : 248, 251, 321, 322.

Palais d'Été (Alger) : 163, 282.  
Palestine et ses habitants : 16, 21, 32, 74, 111, 188, 199, 210, 211, 249, 260, 270, 298, 320, 324.  
Peñon (forteresse du, Alger) : 41.  
Perse, Perses : 42, 43, 107, 194, 199, 212.  
Proche-Orient : 48, 111, 113, 177, 251, 283, 286, 296.

qā'a (pièce de réception) : 294, 311, 312, 316.  
al-Qabā'il (mosquée, Alger) : 105.  
Qādī 'Askar (q., Alep) : 162.  
Qāhira (partie du Caire) : 61, 63, 115, 159, 203, 204, 210, 284, 289-291, 299, 300, 317.  
Qahwa al-Agha (café, Alep) : 72.  
Qal'a (Citadelle d'Alep) : 171.  
Qal'a al-Kilāb (q., Le Caire) : 153.  
Qallālin (q., Tunis) : 191.

Qanātir al-Sibā' (Pont aux Lions, q., Le Caire) : 155, 158, 191.  
Qanawāt (canal et q., Damas) : 161, 200, 211, 304.  
Qantara Gadida (Pont Neuf : q., Le Caire) : 179.  
Qarawiyyin (Grande Mosquée de Fès) : 102, 215.  
Qārlīq (q., Alep) : 72, 219, 295, 325.  
Qasaba (r. et q., Le Caire) : 46, 173, 180, 181, 188, 210, 235, 236, 238, 266, 289, 290, 317.  
Qasaba Ridwān (m., Le Caire) : 142, 148, 224, 244, 245.  
Qasba : — Alger : 164, 165, 208. — Tunis : 59, 162, 209, 286, 287.  
Qasiba (q., Alep) : 301.  
Qāsiyūn (mont, près de Damas) : 104.  
Qastal Haramī (q., Alep) : 219.  
Qastal al-Musht (q., Alep) : 301.  
Qawwā (q., Le Caire) : 136.  
qaysariyya (caravansérail) : 46, 233, 234. — Alep : 90, 109, 189, 201, 224, 225, 234, 245, 248, 256, 268, 269, 298, 324. — Baghdād : 233. — Damas : 258. — Le Caire : 233, 248. — Mossoul : 183, 239, 253. — Voir aussi : qisariyya.  
al-Qaysariyya (k., Baghdād) : 233.  
al-Qaysariyya (s., Baghdād) : 233.  
Qāyt bāy (wakāla, Le Caire) : 253.  
qū (salon) : 307.  
qisariyya (caravansérail) : — Alger : 180, 234. — Alep : 322. — Voir aussi : qaysariyya.  
al-Qsar (mosquée, Tunis) : 320.  
quartier : 51, 53, 100, 103, 119, 124, 127-129, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 163, 173, 174, 176, 177, 179, 184, 189, 191, 192, 206, 209, 224, 226, 275, 283-285, 290, 293-305, 321, 323-325. — Voir aussi : hāra, hauema, mahalla.  
quartier alaouite : 176, 283, 298.  
quartier chrétien (hāra al-Nasārā) : 176-178, 200, 211, 217, 225, 283, 291, 292, 295-298.  
quartier franc : 178, 287, 297.  
quartier juif (hāra al-Yahūd) : 177, 283, 295, 298. — Alep : 178, 296. — Damas : 211, 296, 324. — Jérusalem : 176, 296. — Le Caire : 191, 291. — Tunis : 175, 177, 178, 287, 288. — Voir aussi : Bahsūtā, Hāra.  
quartier kurde (Damas) : 177, 283, 298, 305.

Qubaybāt (= Les petites Coupoles, village près de Damas) : 61, 200.  
 al-Qumāsh (s., Tunis) : 320, 321.  
 Qurbāt (= Bohémiens, = Tsiganes : q., Alep) : 204, 323.  
 Qurt Bey (k., Alep) : 189, 256.  
 Quwayq (cours d'eau, Alep) : 60, 211, 212, 269.

raḥ (immeuble à destination locative, Le Caire) : 93, 224, 245, 254, 256, 277, 280, 317, 319.

raḥba (halle aux grains) : 189, 190.  
 Raḥba al-ghannam (place aux moutons, Tunis) : 163, 190.

Raḥqa : 24.  
 Ra's al-Kūr (q., Mossoul) : 301.  
 Raḥfa (partie de Bagdad) : 213.  
 Raydāniyya (localité égyptienne) : 22.  
 riwāq (pièce de réception) : 317.  
 Rome, Romain : 108, 116, 260.  
 Rosette (Rashīd) : 83, 110, 313, 314, 316.  
 Rue Droite (Damas) : 181, 238.  
 Rumayla (q., Le Caire) : 136, 145, 192, 194, 196, 204.  
 ruḡa (halle aux grains) : 189, 190.

sābil (fontaine publique) : 158-160, 223, 224. — Voir aussi : fontaine.  
 al-Sābūn (k., Alep) : 249, 256.  
 al-Sābūn (wakāla, Le Caire) : 249, 320.  
 al-Safarjalāniyya (k., Damas) : 258.  
 Saḥāhiyya (q., Alep) : 294.

Sāgha, sūq al-Sāgha (marché des orfèvres) : 169, 181, 232, 233, 239, 291. — Voir aussi : Orfèvres.

Sāha Bizza (q., Alep) : 301.  
 Sahel : 163, 209.  
 Sāhib al-Tahī (mosquée, Tunis) : 288.  
 Sajlikhān (q., Alep) : 162.  
 Sājūr (canal d'Alep) : 162.  
 Sakkhāna (q., Alep) : 162.  
 Salḥa (q., Alep) : 295.  
 Sālīh Pacha (caserne, Alger) : 70.  
 samṣara (caravansérail, au Yémen) : 248.  
 Sana : 12, 15, 22, 62, 135, 301, 313, 314.  
 al-Saqatiyya (s., Alep) : 245.  
 al-Saqā'īn (birka et q., Le Caire) : 158, 191.  
 Sarākhāna (q., Mossoul) : 279.  
 Sārūjā, Sūq Sārūjā (fg., Damas) : 199, 200, 205, 211, 304.

Sayda : 25, 31, 178.  
 al-Sayyida (mosquée, Alger) : 180, 208, 239.  
 sraīl (sardya) : 171, 183.  
 Sfax, Sfaxiens : 68, 133.  
 Shabshīrī (maison, Le Caire) : 290.  
 Shaghūr (q., Damas) : 161.  
 Shām, Bilād al-Shām (Syrie) : 25, 181.  
 Sīdī 'Abdallāh (hawānūt, Alger) : 188.  
 Sīdī 'Abdarrahmān (hawānūt : m. et q., Alger) : 300.

Sīdī 'Alī bin Ziyād (cimetière, Tunis) : 59.  
 Sīdjūmī (sabbha, lac salé : Tunis) : 208.  
 al-Sidrāniyya (k., Damas) : 258.  
 al-Silāh (s., Le Caire) : 250.  
 al-Silsila (cimetière, Tunis) : 59.  
 al-Sināniyya (q., Damas) : 200.  
 al-Sināniyya (mosquée, Damas) : 48, 79.  
 Smyrne : 70.  
 Souakin : 22, 314.

souq, souqs (sūq) : 115, 169, 229, 235, 236, 240-243, 246-249, 253, 278. — Alep : 45, 109, 129, 149, 181, 211, 224, 225, 238, 241, 243, 245, 248, 256, 298. — Alger : 171, 234, 239, 248. — Antioche : 242. — Bagdad : 183, 233, 248. — Damas : 211, 234, 237, 243, 248. — Le Caire : 46, 152, 153, 155, 224, 233, 236, 238, 248, 289, 291. — Mossoul : 233, 239. — Tunis : 209, 237, 244, 252, 265. — Voir aussi : Bahrām P., Bānqūṣā, Hībāl (Alep). — Grand Souq (Alger) : baydīra, had-dāfīn, kuyūmji (Antioche). — Jādīd. Sāgha (Damas). — 'Attārīn (Kairouan). — Grand Gamālūn (Le Caire). — Marchands de chéchias, marchands d'épices, orfèvres, tanneurs (Tunis). — Voir aussi : sūq.

sqifa (vestibule) : 307.  
 Subhān Allāh (mosquée, Tunis) : 178.  
 Sūdūn (q., Le Caire) : 179, 284.  
 al-Sukkariyya (q., Le Caire) : 301.  
 al-Sukkariyya (s., Le Caire) : 266.  
 Sulaymān Pacha (k., Damas) : 258, 320.  
 Sultān Hasan (madrasa, Le Caire) : 241.  
 sūq : Khān al-Gumruk, Saqatiyya (Alep). — Kabīr (Alger). — Hiyyas, Qaysariyya (Bagdad). — Barīd, Buxūriyya, Khīl (Damas). — Barīd, Farrā'in, Ghannam, Ghūrī, Hartriyyīn, Silāh, Sukkariyya (Le Caire). — 'Attārīn, Bāb al-Sarāy (Mossoul). — 'Attārīn, Bīrka, Dabba-ghīn, Djerbiens, Grāna, Qumāsh, Truk (Tunis). — Voir aussi : souq.  
 Sūq al-Midān (q., Damas) : 61.

suwayqa (marché non spécialisé) : 188, 286, 300. — Voir aussi : 'Amūr, Bāb al-Wād, Muḥammad al-Sharīf (Alger).  
 Suwayqa (fg., Damas) : 200, 211.  
 Suwayqa 'Alī (q., Alep) : 90, 189, 294.  
 Syrie et ses habitants : 16, 21, 25, 29, 32, 33, 35, 40, 43, 46, 48, 50, 74, 83, 101, 107, 108, 110, 111, 117, 131, 161, 178, 179, 188, 210, 211, 248, 254, 260, 267, 270, 292, 305, 312, 320, 323, 324, 327.

Tabbāna (q., Le Caire) : 158, 224, 317.  
 tābiq (logements) : 252.  
 Tāfīlīt : 320.  
 Taht al-Qal'a (quartiers « sous-la-Citadelle ») : 170, 194, 195.

Taht al-Rab' (q., Le Caire) : 192.  
 takhtabush (pièce de réception) : 311.  
 tanneries (dabbāgha, madābigh) : 60, 129, 191, 210, 212, 224, 259, 288. — Voir aussi : dabbāgha, madābigh.  
 tanneurs (souq des Tunis) : 125.  
 Tarb'a al-Hartriyyīn (m. de soieries, Le Caire) : 235.  
 Tātārīl (= Tartares : q., Alep) : 204, 295.  
 Tebourba (localité, Tunisie) : 265.  
 Telemly (aqueduc, Alger) : 163.  
 Tigre : 156, 157, 171, 183, 195, 203, 213, 214, 239.

Tlemcen : 23.  
 Tripoli (d'Occident) : 22, 25.  
 Tripoli (de Syrie) : 25, 178.  
 Tripolitaine : 24.  
 al-Truk (s., Tunis) : 244.  
 al-Tuffāh (wakāla, Le Caire) (G 5) : 320.  
 al-Tuffāh (wakāla, Le Caire) (M 7) : 251.  
 Tūlūn : voir Ibn Tūlūn.  
 Tumbakchiyya (rue, Le Caire) : 253, 255.  
 Tunis : 13, 14, 16, 21, 22, 25, 29, 36, 38, 41, 42, 45, 50, 51-54, 58-60, 62, 63, 69, 71, 72, 76, 80-82, 84, 92, 96, 97, 103, 105, 113-115, 124, 125, 129, 132-137, 149-151, 156, 162, 163, 171, 178, 184, 190, 191, 196, 198, 199, 203, 205, 207-209, 215, 216, 226, 237, 238, 240, 241, 243, 244, 247, 249, 250, 252, 257, 261, 264-266, 270, 273, 277, 282, 283, 286, 288-290, 296, 306, 307, 315, 320-323.  
 Tunisie et ses habitants : 22, 24, 28, 29, 31, 36, 37, 38, 42, 44, 52, 53, 68, 76, 78, 82, 92, 98, 103, 123, 124, 206, 265, 266, 289, 297, 327.

Tures (m. des, Tunis) : 244.  
 Turquie et ses habitants : 41, 50, 72, 76-78, 83, 101, 105, 106, 111, 112, 117, 123, 127, 140, 141, 164, 176, 200, 207, 304, 320, 324.

'Uqayba (fg., Damas) : 200.  
 Usta Mūsā (caserne, Alger) : 70.  
 'Uthmāniyya (madrasa, Alep) : 269.  
 'Utūf (q., Le Caire) : 305.

Vénitiens (k. des, Alep) : 320.  
 Vieux Caire : 155, 198, 210, 230.

wakāla (caravansérail) : 46, 99, 188, 192, 236, 245, 248, 250, 251, 253, 254, 256, 317, 319-322. — Voir aussi : Kharnūb Būlāq. — Bazāra, Dbūlsqār Katkhudā, Farrā'in, Ghūrī, Qāyt bāy, Sābūn, Tuffāh (Le Caire).

al-Watā' (la « plaine », Alger) : 207.  
 al-Wazīr (k., Alep) : 257.  
 al-Wazīr (mosquée, Bagdad) : 183, 239.

Yahia Ra'īs (palais, Alger) : 285.  
 al-Yahūd (hāra, q. juif du Caire) : 112, 114, 291. — Voir aussi : quartier juif.  
 Yali (caserne, Alger) : 70.  
 al-Yatīm (mosquée, Mossoul) : 91.  
 Yémen : 13, 23, 24, 43, 315.  
 Yeni (aussi : Jādīd, « Nouvelle », caserne, Alger) : 70, 163, 285.  
 Yūsuf (villa, Alger) : 282.  
 Yūsuf Dey (mosquée, Tunis) : 180, 244.

Zabbālīn (q., Alep) : 299.  
 Zaghouan (localité de Tunisie) : 162, 265.  
 al-Zayt (funduq, Alger) : 321.  
 al-Zayt (funduq, Tunis) : 249.  
 Zaytūna (Grande Mosquée, Tunis) : 45, 102, 180, 209, 286, 287.  
 al-Zaytūnī (mosquée, Mossoul) : 91.  
 Zayyān (hawānūt, Alger) : 188.  
 Zuqāq al-Arba'in (q., Alep) : 219.  
 Zuqāq Kittān (q., Alep) : 162.

# *Index des noms de métiers et de fonctions, et des mots techniques*

agha : 26, 36, 73, 87, 125, 126, 132, 138, 141, 150, 171, 216 .  
 agha al-Kol (officier, Alger) : 140.  
 akābir (notables) : 302.  
 amīn (cheikh de corporation) : 130, 133, 134, 141, 151, 215, 246.  
 amīn al-tujjār (chef des commerçants) : 133.  
 amīr al-hajj (chef de la Caravane du Pèlerinage) : 25, 47.  
 amīr al-khazna (é. du tribut égyptien) : 26.  
 'arāda (cortèges de q., Damas) : 303.  
 'askar (militaires) : 80, 100, 243.  
 'assa (milice d'habitant, Tunisie) : 138.  
 'assās (gardien de souq, Tunisie) : 247.  
 'attārta (marchands d'épices) : 235.  
 awāmir sultāniyya (ordres sultaniens) : 17, 73, 121, 138.  
 a'yān (notables) : 83.  
 'Asab (milice, Le Caire) : 69, 142, 170.

Bāsh Mamlūk (chef des gardes à Tunis) : 76.  
 Bāshiyya (parti, Tunisie) : 206.  
 basāsā (guetteurs) : 154.  
 baswāb (portier) : 138, 247.  
 bassādn (marchands d'étoffes) : 234.

belghajiya (f. de chaussures, Tunisie) : 261.  
 berat (patentes) : 116.  
 bey (é. en Égypte) : 34, 35, 160, 293.  
 bey (souverain de Tunisie) : 31, 36, 76, 205, 215, 226, 252, 265.  
 beylerbey (gouverneur) : 22, 25, 36.  
 bulākbashi (sous-officier de la milice) : 71, 142, 180.

cadi (juge) : 28, 29, 80, 82, 122, 126-128, 139, 141, 161, 162, 217, 227, 247, 274.  
 Caid Echaoura (préposé aux égouts, Alger) : 151.  
 caid lazzām (fermier, Tunisie) : 243. — Voir : lazza.  
 Chāwlahiyya (milice, Le Caire) : 69.  
 Chérif (sharif, ashraf) : 32, 79, 85-88, 107, 143, 205.  
 corporations de métiers : 129-134, 136, 139, 147, 150, 151, 154, 158, 160, 181, 188, 190, 192, 230, 242, 246, 249, 261, 262, 295, 328.

corsaires : 22, 36, 76. — Voir : ra'īs.  
 daftardār (trésorier) : 26.  
 decumanus (Alep, Damas) : 172, 181.

dashirme (système de recrutement des Janissaires) : 28, 30, 70, 74, 99.  
 dey : — Alger : 36, 82, 141, 143, 144, 166, 167, 171, 180, 243, 264, 282. — Tunisie : 37, 171, 205.  
 dhimmi (« protégés » chrétiens et juifs) : 106, 178, 283, 295-297.  
 Divan, dhūdān : 26, 36, 38, 139, 170, 180.

eyālet (province) : 24, 25.

« feux » (unité d'habitation) : 59, 199, 201. — Voir aussi : khāne.  
 futuwwa (rituel corporatif) : 131.

Gamāliyya (milice) : 69.

habbādn (cordiers) : 192.  
 habous (fondation pieuse) : 17, 79, 166, 167, 221, 222. — Voir aussi : waqf.  
 haddādn (forgerons) : 261.  
 hajj (pèlerinage) : 46, 110, 190. — Voir aussi : pèlerinage.  
 harīrī (f. de tissus de soie) : 51, 263, 267.  
 hāris (gardien de souq, Alep) : 247.  
 himāya (taxe de protection) : 99.  
 Husayniyya (parti, Tunisie) : 206.  
 husuriyya (nattiers) : 192.

ikhtiyār (groupes d'anciens d'une corporation) : 131.  
 iltisām (affermage de villages) : 91, 112.

Janissaires : 22, 26, 28, 32, 34-37, 63, 69-72, 74, 75, 78, 86, 87, 99, 100, 112, 125, 126, 132, 138, 140-144, 150, 160, 170, 181, 194, 205, 224, 243, 284, 285. — Impériaux : 72, 73, 83, 86, 170, 205. — Locaux : 73, 205. — Voir aussi : Kapikuli, Yerliyya.  
 jage : 25, 26. — Voir aussi : cadi.  
 Jund (milice) : 320. — Voir aussi : milice, odjaq.

kāhiya (lieutenant des Janissaires) : 126, 141.  
 kandiljiyān (allumeurs de réverbères) : 152.  
 kannās (balayeurs) : 149.  
 Kapikuli (Janissaires impériaux) : 72, 73, 83, 86, 95, 103, 107, 205. — Voir aussi : Janissaires, Yerliyya.  
 kashif (gouverneurs de provinces) : 77.  
 kdtib (écrivain) : 136, 247.  
 khāne (foyers, unités fiscales) : 55, 57, 138. — Voir aussi : feux .  
 kharrādn (tourneur sur bois) : 180, 235, 261.  
 khazna (tribut égyptien) : 30. — Voir aussi : tribut annuel.  
 khaznaji (trésorier) : 36.  
 khudat (marchand de légumes) : 89.  
 khūja al-a'yūn (secrétaire aux fontaines, Alger) : 166.  
 khūja al-khayl (percepteur des impôts, Alger) : 36.  
 kisār (luttas de quartiers à Bagdad) : 305.  
 Kulughli (fils de Turc et d'indigène) : 78, 100, 112, 117.  
 kūsha (four à pain) : 300.

lazza, lizza (ferme) : 92, 243.  
 lazzām (fermier) : 92.

mahalla (camp mobile) : 29, 37.  
 mahkama / mahkīm (tribunal) : 16, 109, 121. — voir aussi : tribunaux.  
 majlis al-matjar (tribunal de commerce, Tunisie) : 133.  
 Mamelouks : 21, 29, 30, 34, 35, 59, 74-76, 83, 100, 106, 114, 117, 161, 170, 178, 179.  
 mandār (voleurs) : 247.  
 masbagha (teinturerie) : 189, 225.  
 masbana (savonnerie) : 269.  
 mash'dī (porteur de torche) : 304.  
 mashrabiyya (fenêtres à grillage de bois) : 255, 256, 311, 313, 314, 316.  
 mastaba (banquette) : 126, 215, 240.  
 matbakh al-sukkar (sucrierie) : 266.  
 mauqif (station) : 155.  
 milice (odjaq) : 25, 26, 34, 69, 72, 77, 78, 86, 138, 160, 205, 284. — Voir aussi : jund, odjaq.  
 millet (communauté religieuse) : 39, 111.

*mi'mār bāshī* (préposé aux bâtiments officiels) : 216.  
*misirliyya* (militaires au Caire) : 72, 100.  
*miswār* (préposé urbain à Tunis et Alger) : 123, 140, 216.  
*mu'allim* (maître) : 131.  
*muḥarrik* (chef de quartier, Tunis) : 136.  
*muḥtasib* (prévôt des marchés) : 122, 123, 132, 136, 139, 142, 173, 174, 181, 216.  
*Mustakfiẓān* (« gardiens », Janissaires) : 69.  
*Mutafarriqa* (milice, Le Caire) : 69.  
*mutasallim* (représentant du pacha, Damas) : 48.

*nahḥāṣīn* (dinandiers) : 180.  
*nā'ib* (substitut) : 28.  
*naḡīb* : 85, 86, 130, 136, 247.  
*naul* (métier à tisser) : 263.  
*nāsīr* (administrateur) : 249.

*oda* (chambre) : 70.  
*oda bāshī* (chef de chambrée) : 71.  
*odjaq* (milice) : 25, 26, 37, 69-72, 76-78, 82, 99, 100, 112, 320. — Voir aussi : *fund*, milice.  
*orta* (unité de Janissaires) : 26, 69, 72, 73.

*pacha* : 25, 30, 34, 37, 48, 75, 87, 122, 125, 138, 141, 145, 150, 160, 166, 167, 170, 181, 209, 215, 216, 226, 259, 304.  
*pèlerinage* (*hajj*) : 26, 46-48, 74, 83, 94, 102, 138, 210. — Voir aussi : *hajj*.  
*Porte, Sublime Porte, Porte ottomane* : 22, 25, 26, 30-34, 36-38, 42, 70, 73, 74, 80, 83, 84, 116, 144, 215.

*qabūdān pacha* (amiral) : 38.  
*qādī 'askar* : 28, 80.  
*qādī al-quḍāt* : 28.  
*qahneḡt* (cafetier) : 322.  
*qā'id al-ayun* (secrétaire aux fontaines, Alger) : 166.  
*qā'id al-fahs* (Alger) : 124.

*qā'id al-zabāl* (préposé au nettoyage, Alger) : 149.  
*qā'im maqām* : 26, 153.  
*qandīl* (lanterne) : 152.  
*qanaṣadī* (fontainier) : 162.  
*qassārīn* (foulons) : 154.  
*qawṣafīn* (cordonniers) : 245.  
*qulluq* (poste de Janissaires) : 142.  
*qumsangī* (marchand de tissus) : 322.

*ra'īs* (capitaines-corsaires à Alger) : 36, 52, 282, 284, 285.  
*ra'iya* (sujets) : 67, 88, 98, 100, 145, 281, 284.  
*raḥshāsh* (arroseur, Alep) : 149.  
*renégats* (convertis) : 52, 74, 76.  
*riwāq* (groupe à al-Azhar) : 102, 103, 133.

*sabbaghīn* (teinturiers) : 209, 261.  
*saffārīn* (chaudronniers) : 189.  
*sammārīn* (maréchaux-ferrants) : 189.  
*sandīqīyyīn* (marchands de coffres) : 153.  
*sanjaq* (province) : 24, 25.  
*sapqā'īn* (porteurs d'eau) : 154, 156, 158, 160.  
*sarrāf* (banquiers) : 114.  
*shabāb, shubbān* (« jeunes » de quartiers) : 301, 303.  
*shāh bandar* (des *tujjār* en café, Le Caire) : 290.  
*sharif* — Voir Chérif.  
*shāwīf* (préposés aux canalisations d'eau) : 161.  
*shāwīshī* (fabricant de chéchias) : 53, 92, 133, 265.  
*shaykh al-balad* (chef des Mamelouks égyptiens) : 35.  
*shaykh al-balad* (préposé urbain à Alger) : 124, 141, 216.  
*shaykh al-madīna* (cheikh de la Médina, Tunis) : 97, 124.  
*shaykh al-mashāykh* (Cheikh des cheikhs, Damas) : 132.  
*shurta* (police) : 140, 141.  
*sirdār* (commandant des expéditions, Égypte) : 26.  
*soff* (parti) : 206.  
*Sublime Porte* — Voir : *Porte*.  
*sukkart / sukkariyya* (f., raffineurs de sucre) : 92, 266.

*tāḡir, mājir* (négociant) : 89, 91. — Voir aussi : *tuggār*.  
*tā'ifa / tawā'if* (communauté) : 36, 100, 103, 129, 131, 136, 304, 328.  
*tarrābīn* (« boueux ») : 149, 150.  
*tawā'if* — Voir : *tā'ifa*.  
*tribunaux (mahkama)* : 16, 40, 96, 110, 121, 126, 263, 275, 322. — Voir aussi : *mahkama*.  
*tribut annuel (khasīna)* : 30, 35.  
*tufakhiyya* (milice, Le Caire) : 69.  
*tuggār, tujjār* (grands négociants) : 50, 89, 90, 103, 133, 229, 231, 290, 320. — Voir : *tāḡir*.

*'ulamā* : 29, 38, 77-86, 94, 102, 130, 214, 279, 287, 290.  
*usd* (maître) : 131.

*uskāl al-kharj* (Alger) : 36.  
*uskāl* (gouverneur de province) : 25, 69, 171, 258.  
*uskāl* (gouverneur de la ville) : 122, 123, 125, 139, 141, 142, 151, 154, 181, 216, 302.  
*waqf* : 17, 61, 79, 81, 84, 90, 91, 109, 139, 152, 160-162, 167, 201, 220-226, 241, 243-245, 249, 251, 259, 269, 270, 274, 277, 278, 298, 319. — Voir aussi : *habous*.

*Yerliyya, Yerliyan* (Janissaires locaux) : 72, 74, 86, 95, 100, 143, 205. — Voir aussi : Janissaires, *Kapikull*.  
*yoldash* (recrue de la milice) : 70.  
*zabbāl* (balayeur) : 149.



## *Tables*

*Table des figures et plans*

- 27 *Fig. 1* Les provinces arabes de l'Empire ottoman au début du XVII<sup>e</sup> siècle, d'après D.-E. Pitcher.
- 49 *Fig. 2* Croissance de Damas du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, d'après J. Sauvaget.
- 56 *Fig. 3* Croissance d'Alep du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, d'après J. Sauvaget.
- 64 *Fig. 4* Dimensions comparées des grandes villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.
- 137 *Fig. 5* Un quartier de Damas, d'après J. Sauvaget.
- 165 *Fig. 6* Les aqueducs d'Alger, d'après M. Dalloni.
- 175 *Fig. 7* Les quatre zones de Jérusalem, d'après A. Cohen et B. Lewis.
- 177 *Fig. 8* Les communautés à Antioche, d'après J. Weulersse.
- 182 *Fig. 9* La Madîna d'Alep.
- 187 *Fig. 10* Suwayqa de Jayrûn à Damas, d'après J. Sauvaget.
- 193 *Fig. 11* Souq de Bânqûsâ à Alep, d'après J. Sauvaget.
- 219 *Fig. 12* Lotissement dans le quartier du Midân à Damas.

- 220 *Fig. 13* Lotissement dans le quartier de Judayda à Alep.
- 223 *Fig. 14* *Waqf* de Ridwân Bey au Caire.
- 246 *Fig. 15* Souq du Khân de la Douane (Khân al-Gumruk) à Alep.
- 246 *Fig. 16* Souq de Bahrâm Pacha à Alep, d'après J. Sauvaget.
- 254 *Fig. 17* Wakâla Dhûlfiqâr Katkhudâ au Caire, d'après P. Coste.
- 255 *Fig. 18* Wakâla Bâzar'a au Caire, d'après Flemming Aalund.
- 257 *Fig. 19* Khân de Qurt Bey à Alep, d'après J. Sauvaget.
- 259 *Fig. 20* Khân As'ad Pacha à Damas, d'après A. Rihâwî.
- 293 *Fig. 21* Géographie des zones de résidence à Alep, d'après J.-C. David.
- 308 *Fig. 22* Maison Shabshîrî au Caire, d'après B. Maury.
- 310 *Fig. 23* Maison du quartier chrétien d'Alep, d'après K. Moaz et J. Sauvaget.
- 318 *Fig. 24* Le *Rab'* de Tabbâna au Caire, d'après M. Zakariya.
- 325 *Fig. 25* Hawsh al-Jimal à Médine, d'après S.A. Al-Hathoul.
- 333 *Fig. 26* Plan d'Alger.
- 334 *Fig. 27* Plan de Tunis.
- 335 *Fig. 28* Plan de Tunis et de ses faubourgs.
- 336 *Fig. 29* Plan du Caire.
- 337 *Fig. 30* Plan de Damas.
- 338 *Fig. 31* Plan d'Alep.
- 339 *Fig. 32* Plan de Mossoul.
- 340 *Fig. 33* Plan de Baghdâd.

## Table des matières

- 11 *Avant-propos*
- 21 *Chapitre 1 : Les villes arabes dans l'empire ottoman.*  
 La conquête ottomane et l'organisation de l'Empire :  
*La conquête ottomane, L'organisation des provinces arabes, L'évolution des provinces arabes, Les situations locales*
- 39 Les principales données de l'évolution des grandes villes : *Délin des grandes villes arabes avant les Ottomans, Le rétablissement de la sécurité, Le développement économique, Le rôle du pèlerinage, La variété des populations*
- 54 La croissance urbaine : *Les modalités de la croissance, Les villes arabes vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*
- 67 *Chapitre 2 : La population des villes*
- 68 La caste dominante : *Les militaires, Les mamelouks et les « renégats », Conclusion*
- 78 Les 'ulamâ et les Chérifs : *Caractéristiques des 'ulamâ, Rôle des 'ulamâ, Les Chérifs*
- 88 Les ra'îya : *Les commerçants et les artisans : La grande bourgeoisie des négociants, Les artisans et les*

	<i>commerçants des corporations de métiers, Le petit peuple citadin</i>
98	Liaisons entre la caste dominante et la population sujette
101	Les minorités : <i>Les communautés musulmanes minoritaires, Les Chrétiens, Les Juifs, Les Européens, Conclusions</i>
118	Chapitre 3 : Les fonctions urbaines
121	L'administration des villes : <i>Préposés urbains, Autorités politiques, Le rôle des cadis, Le gouvernement central</i>
129	Les institutions populaires : <i>Les corporations de métiers, Communautés ethniques et religieuses, Les quartiers</i>
140	L'ordre urbain : <i>Institutions de police, Violences, Sécurité « ordinaire »</i>
148	Les « services publics » : <i>Le nettoyage de la ville, L'éclairage des rues, La lutte contre les incendies, Les transports en ville, L'adduction d'eau</i>
168	Chapitre 4 : L'organisation spatiale
168	Les principes de l'organisation spatiale : <i>Prédominance des fonctions économiques, Division de la ville en deux secteurs fortement différenciés, Ségrégation des communautés</i>
179	La structure urbaine : <i>Centralité urbaine, Les quartiers de résidence, Les quartiers périphériques, Les faubourgs</i>
206	Les irrégularités de la structure spatiale : <i>Alger et Tunis, Le Caire, Damas et Alep, Les villes irakiennes</i>
214	Ordre et désordre urbains : <i>L'anarchie urbaine, Exemples de micro-urbanisme, Grand urbanisme : Le rôle des waqf, Conclusions</i>
228	Chapitre 5 : Les activités économiques
232	Les zones économiques centrales : <i>Points centraux, Localisation des activités</i>

239	Les lieux de l'activité économique : <i>boutiques, marchés et caravansérails : Les boutiques, Les souqs, Les caravansérails</i>
260	Les activités artisanales : <i>Les caractères de l'artisanat, Place de l'artisanat dans l'activité urbaine</i>
272	Chapitre 6 : Les zones de résidence et les types d'habitat
272	Introduction
278	La géographie des zones de résidence : <i>Principes de la localisation, Géographie des zones de résidence à Alger, ...A Tunis, ...Au Caire, ...A Alep</i>
295	Les quartiers de résidence : <i>Quartiers minoritaires juifs et chrétiens, La population des quartiers, L'équipement des quartiers, La vie des quartiers</i>
305	Les types de résidence : <i>La maison traditionnelle à cour centrale, Maisons sans cour, L'habitat des classes moyennes, L'habitat collectif, L'habitat populaire</i>
327	Conclusion
332	Plans des villes
341	Notes
361	Orientation bibliographique
364	Index des noms de personnes et de groupes humains
369	Index des noms de lieux et de constructions
378	Index des noms de métiers et de fonctions, et des mots techniques
385	Tables des figures et plans
387	Table des matières

مركز التوثيق  
الاجتماعي والاقتصادي  
C. D. E. S.  
في شارع قادي سيد احمد  
3 Rue Kadi Sid Ahmed  
ORAN. Tél. 85. 86. 87

Collection Les Classiques

*L'Abrégé des Merveilles*

Abû-Nuwâs  
*Le vin, le vent, la vie*

*Les Cent et Une Nuits*

*Les dix grandes odes arabes de  
l'Anté-Islam/Mu'allaqât*

Ibn Khaldûn  
*Le Voyage d'Occident et d'Orient  
autobiographie*

Ibn Mangli  
*De la chasse*

Majnûn  
*L'amour poème*

Salâma ibn Jandal  
*Divân*

Couverture :  
Hache de cérémonie, en argent,  
Turquie, seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle,  
Musée de Topkapî, Istanbul.



La période ottomane des grandes villes arabes — de l'Algérie à l'Irak actuels — offre une abondance d'informations incomparables. Aux sources traditionnelles, aux sources coloniales, il faut ajouter celles, inépuisables, des fabuleuses archives de la Sublime Porte, à peine mises à contribution. Longue de trois, voire de quatre siècles, l'époque ottomane verra la modification du développement urbain, renforcera l'autonomie des communautés par l'organisation des cités en groupes professionnels, ethniques et religieux. Les conditions mêmes de la vie sociale seront bouleversées par un commerce florissant et l'emprise des corporations de métiers.

Ces villes ont donc connu une ultime phase de développement autonome au cours de laquelle le patrimoine architectural arabe fut maintenu et souvent enrichi. Et c'est après les Ottomans, non avant, que s'opère la coupure décisive et que commencent les grandes mutations. C'est à travers cette époque qu'il faut déchiffrer le passé, entreprendre la rénovation des centres anciens et comprendre les structures et fonctions urbaines.

Augmentée de près de 500 notes, de 33 plans de villes et figures et de 3 index, la vaste et savante synthèse que voici rassemble, pour la première fois, les données actuellement disponibles et trace les perspectives d'un abondant savoir à venir.

Né en 1925, historien de formation, André Raymond est un familier du monde arabe, du Golfe à l'Atlantique. Il y a fait des recherches, y a enseigné et y a dirigé, de 1966 à 1975, l'Institut Français d'Études Arabes de Damas. Professeur à l'Université de Provence, il est l'auteur de nombreuses publications, en particulier : *La Tunisie, Artisans et commerçants du Caire au XVIII<sup>e</sup> siècle* et *The Great Arab Cities in the 16th-18th Centuries : An Introduction*.



200 F

ISBN 2.72

E  
VH  
22